13-603F no 1
c. 3

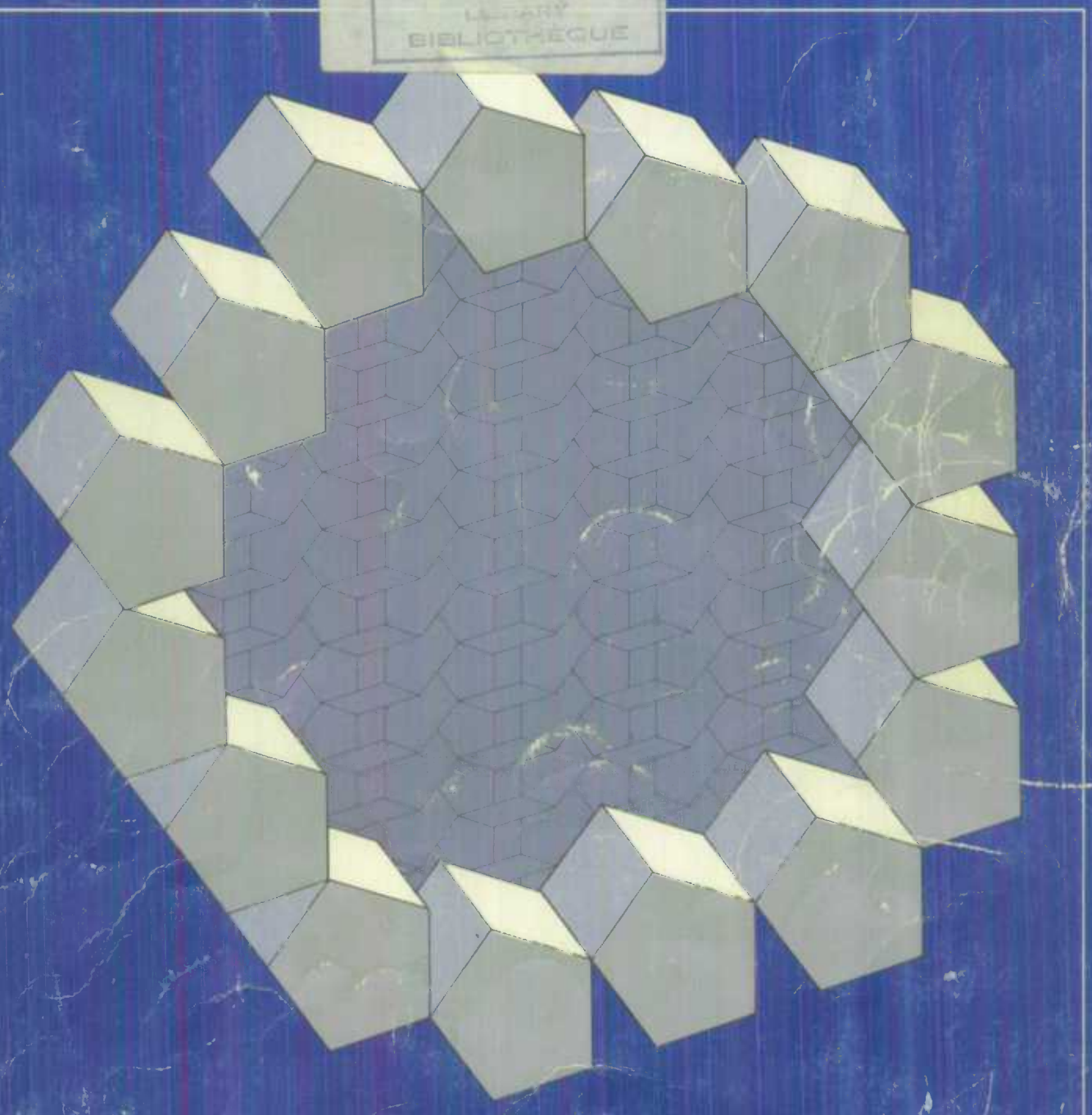
Catalogue 13-603F, N° 1 — Hors série

Comptes des revenus et dépenses
Série des sources et méthodes

1

Guide des comptes des revenus et dépenses

STATISTICS CANADA LIBRARY
STATISTIQUE CANADA
BIBLIOTHÈQUE
c.3



Statistique Canada
Statistics Canada
Canada

Des données sous plusieurs formes . . .

Statistique Canada diffuse les données sous formes diverses. Outre les publications, des totalisations habituelles et spéciales sont offertes sur imprimés d'ordinateur, sur microfiches et microfilms et sur bandes magnétiques. Des cartes et d'autres documents de référence géographiques sont disponibles pour certaines sortes de données. L'accès direct à des données agrégées est possible par le truchement de CANSIM, la base de données ordinolingue et le système d'extraction de Statistique Canada.

Comment obtenir d'autres renseignements

Toutes demandes de renseignements au sujet de cette publication ou de statistiques et services connexes doivent être adressées à:

Système de comptabilité nationale,
Division des comptes des revenus et dépenses,

Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6 (téléphone: 951-9158, 951-3797 ou 951-9155) ou au centre de consultation de Statistique Canada à:

St. John's	(772-4073)	Winnipeg	(983-4020)
Halifax	(426-5331)	Regina	(780-5405)
Montréal	(283-5725)	Edmonton	(495-3027)
Ottawa	(951-8116)	Calgary	(292-6717)
Toronto	(973-6586)	Vancouver	(666-3691)

Un service d'appel interurbain sans frais est offert, dans toutes les provinces et dans les territoires, **aux utilisateurs qui habitent à l'extérieur des zones de communication locale** des centres régionaux de consultation.

Terre-Neuve et Labrador	1-800-563-4255
Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard	1-800-565-7192
Québec	1-800-361-2831
Ontario	1-800-263-1136
Manitoba	1-800-542-3404
Saskatchewan	1-800-667-7164
Alberta	1-800-282-3907
Sud de l'Alberta	1-800-472-9708
Colombie-Britannique (sud et centrale)	1-800-663-1551
Yukon et nord de la C.-B. (territoire desservi par la NorthwesTel Inc.)	Zénith 0-8913
Territoires du Nord-Ouest (territoire desservi par la NorthwesTel Inc.)	Appelez à frais virés au 403-495-2011

Comment commander les publications

On peut se procurer cette publication et les autres publications de Statistique Canada auprès des agents autorisés et des autres librairies locales, par l'entremise des bureaux locaux de Statistique Canada, ou en écrivant à la Section des ventes des publications, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.

1(613)951-7277

Numéro du bélinographe 1(613)951-1584

Commandes: 1-800-267-6677 (sans frais partout au Canada)

Toronto
Carte de crédit seulement (973-8018)

Statistique Canada

Système de comptabilité nationale
Division des comptes des revenus et dépenses

Guide des comptes des revenus et dépenses

Série des sources et méthodes
ISSN 1180-5110

Publication autorisée par le ministre de
l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

© Ministre des Approvisionnements
et Services Canada 1990

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnetique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable du ministre des Approvisionnements et Services Canada.

Novembre 1990

Canada : 35 $
États-Unis : 42 $ US
Autres pays : 49 $ US

Catalogue 13-603F, nº 1

ISBN 0-660-92972-4

Ottawa

An English version of this publication is available on demand (Catalogue 13-603E, No. 1)

Données de catalogage avant publication (Canada)

Vedette principale au titre:

Guide des comptes des revenus et dépenses / Statistique Canada, Système de comptabilité nationale, Division des comptes des revenus et dépenses

(Série des sources et méthodes)
Publié aussi en anglais sous le titre: Guide to the income and expenditure accounts.
Comprend des références bibliographiques.
ISBN 0-660-92972-4
CS13-603F no 1

1. Comptabilité nationale – Canada. 2. Comptabilité nationale – Canada – Méthodes statistiques. 3. Comptabilité nationale – Canada – Guides, manuels, etc. I. Statistique Canada. II. Statistique Canada. Division des comptes des revenus et dépenses. III. Collection.

HB141.5.G8414 1990 339.371 C90-098025-7

Préface

Cet ouvrage offre une vue d'ensemble des comptes des revenus et dépenses du Canada. Il s'agit du premier d'une série de volumes qu'entend publier Statistique Canada au cours des années à venir, l'ensemble devant constituer une documentation complète sur les comptes nationaux et provinciaux. Les autres volumes dans la série traiteront plus en profondeur de composantes spécifiques des comptes. L'ensemble représente une mise à jour et une extension de la documentation précédente sur les comptes nationaux des revenus et dépenses, parue en septembre 1975.

Ce premier volume de la nouvelle série présente les concepts et définitions des comptes, une brève explication des sources de données et méthodes employées dans la préparation des estimations ainsi qu'un grand nombre de renseignements sur les comptes. Un chapitre complet y est consacré à la qualité des estimations. L'ouvrage est envisagé comme un guide de référence général destiné aux utilisateurs des comptes des revenus et dépenses. Quiconque désire approfondir le sujet peut consulter les nombreuses références citées dans le présent ouvrage ainsi que les autres volumes de la série qui paraîtront sous peu.

Au cours des quinze années écoulées depuis la parution des derniers documents de référence, on a considérablement développé et amélioré les comptes des revenus et dépenses. De nouvelles données repères sont devenues disponibles et ont été introduites lors de la révision historique de 1986. L'année de base des estimations en prix constants a été changée à 1981 lors de la révision historique et est passée à 1986 cette année. Le produit intérieur brut aux prix du marché a été adopté à la place du produit national brut aux prix du marché en tant qu'agrégat fondamental du système. Les méthodes d'estimation ont été perfectionnées et les comptes, intégrés davantage aux autres composantes du système de comptabilité nationale du Canada: les comptes d'entrées-sorties, les estimations mensuelles du produit intérieur brut par activité économique, la balance des paiements internationaux, les comptes de flux financiers et le bilan national. Grâce à une plus grande automatisation, il a été possible de publier davantage d'information et de faire paraître les estimations à date fixe. Des indices de prix à pondération fixe et en chaîne ont été introduits dans les comptes, venant s'ajouter aux indices implicites de prix. On a élaboré des comptes économiques provinciaux qui comprennent aussi bien des estimations en prix constants qu'en prix courants. La présentation des comptes a été améliorée à bien des égards. L'ouvrage que voici fait état de tous ces changements.

Bien que les comptes aient fait l'objet de bon nombre d'améliorations depuis le milieu des années soixante-dix, leur structure fondamentale n'a eu à subir que peu de changement depuis cette date. Les statisticiens d'aujourd'hui dans les comptes nationaux sont grandement redevables à leurs prédécesseurs qui leur ont légué un système aussi cohérent. On a beaucoup emprunté aux ouvrages antérieurs dans le présent volume.

Cet ouvrage a été conçu et rédigé par le personnel de la Division des comptes des revenus et dépenses, sous la direction de Philip Smith. Kishori Lal, directeur général du Système de comptabilité nationale, a lu les différentes versions du manuscrit et y a apporté de nombreux commentaires. Stewart Wells, statisticien en chef adjoint, a prêté son concours et apporté son soutien au projet depuis le début.

Ivan P. Fellegi
Le statisticien en chef du Canada

Le Système de comptabilité nationale

Au Canada, les comptes nationaux ont fait l'objet depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale de toute une série de publications portant sur leurs éléments constitutifs. Ils ont connu une telle évolution qu'on peut maintenant les qualifier de "Système de comptabilité nationale". Aux fins d'identification, toutes les publications qui font partie du système (elles contiennent des tableaux statistiques, la description du cadre théorique et l'explication des sources et des méthodes) portent le titre général de "Système de comptabilité nationale".

Le système de comptabilité nationale du Canada se divise en plusieurs catégories de comptes. Les comptes annuels et trimestriels des revenus et dépenses (paraissant dans les publications dont le numéro de catalogue commence par 13) ont constitué le premier ensemble de statistiques à être connu sous le titre de "Comptes nationaux" (Comptes nationaux, revenus et dépenses). Les données sur la balance canadienne des paiements internationaux (numéro de catalogue commençant par 67) font également partie du système de comptabilité nationale; elles ont même existé avant les comptes des revenus et dépenses.

Une nomenclature beaucoup plus détaillée d'industries et de biens et services figure dans les tableaux d'entrées-sorties du système (numéro de catalogue commençant par 15). Les publications dont le numéro de catalogue commence par 15 comprennent aussi les mesures de l'apport de chaque branche d'activité au total du produit intérieur brut au coût des facteurs ainsi que les mesures de productivité.

L'établissement est l'unité primaire de production industrielle tant dans les tableaux d'entrées-sorties que dans les estimations du produit intérieur brut par activité économique. Les comptes de flux financiers (publications dont le numéro de catalogue commence par 13) mesurent les opérations financières. Les catégories de prêteurs et d'instruments financiers forment les éléments de base de ces statistiques et la personne morale est le point de départ du classement des agents économiques. Les comptes du bilan des actifs et passifs en circulation sont disponibles annuellement.

Le système de comptabilité nationale constitue un ensemble conceptuellement intégré dans lequel les diverses catégories de comptes peuvent être considérées comme des sous-systèmes étroitement liés entre eux. Au stade actuel de développement, on ne peut faire de comparaison directe entre les éléments basés sur l'entité juridique que lorsque les données sont groupées dans des catégories très générales. Toutefois, Statistique Canada poursuit ses recherches sur les relations entre l'entreprise, la société et l'établissement. Il sera peut-être possible un jour de reclasser les données établies sur une certaine base (l'établissement par exemple) de manière à les faire correspondre aux données établies sur une autre base (société ou entreprise).

Dans les grandes lignes, le système de comptabilité nationale du Canada suit de très près la norme internationale exposée dans la publication des Nations Unies intitulée *Système de comptabilité nationale* (Études méthodologiques, série F, n° 2, rév. 3, Bureau de statistique, Département des affaires économiques et sociales, Nations Unies, New York, 1970).

Table des matières

Page

Introduction 11

1. Que sont les comptes des revenus et dépenses? 13
   1.1 Un bref survol 13
   1.2 Qui utilise les comptes et à quelle fin? 19
   1.3 Cycle d'estimation et de parution des comptes 20
   1.4 Formes de publication 22
   1.5 Relation des comptes des revenus et dépenses avec les autres parties du SCN . . . 23
   1.6 La révision historique de 1986 26

2. Concepts et définitions 31
   2.1 Production 31
   2.2 Le concept de production 31
   2.3 Production intérieure par opposition à production nationale 34
   2.4 Production brute par opposition à production nette 36
   2.5 La mesure de la production totale 38
   2.6 La divergence statistique 41
   2.7 Comptes sectoriels 41
      Secteur des particuliers et des entreprises individuelles 42
      Secteur des administrations 42
      Secteurs des sociétés et des entreprises publiques 42
      Secteur des non-résidents 44
      Trois types de comptes 44
   2.8 Revenu personnel, revenu personnel disponible et épargne 45
   2.9 Estimations en prix constants 45
      Pourquoi isoler l'élément "volume" du PIB? 46
      Les estimations en prix constants en tant qu'indices Laspeyres 46
      Le choix d'une année de base 46
      Les problèmes encourus dans le cadre de la déflation 47
      L'utilité des estimations en prix constants 48
   2.10 Indices de prix 49
   2.11 Comptes économiques provinciaux 50

3. Sources et méthodes 53
   3.1 Les estimations en prix courants 53
      Rémunération des salariés 53
      Bénéfices des sociétés avant impôts 55
      Intérêts et revenus divers de placements 57
      Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole 59
      Revenu net des entreprises individuelles non agricoles y compris les loyers . . 61
      Ajustement de la valeur des stocks 66

Table des matières - suite

Page

Impôts indirects moins subventions 66
Provisions pour consommation de capital 68
Dépenses personnelles en biens et services de consommation 70
Dépenses publiques courantes en biens et services 77
Investissement en capital fixe 77
Construction résidentielle 78
Construction non résidentielle 79
Machines et matériel 81
Valeur de la variation matérielle des stocks 82
Stocks des administrations 82
Stocks commerciaux non agricoles 82
Stocks agricoles et céréales en circuit commercial 86
Exportations et importations de marchandises 86
Exportations et importations d'invisibles 87

3.2 Les estimations en prix constants 94
Dépenses personnelles en biens et services de consommation 95
Dépenses publiques courantes en biens et services 96
Investissement en capital fixe 97
Construction résidentielle 97
Construction non résidentielle 97
Machines et matériel 98
Valeur de la variation matérielle des stocks 98
Stocks des administrations 98
Stocks commerciaux non agricoles 98
Stocks agricoles et céréales en circuit commercial 99
Exportations et importations de marchandises 99
Exportations et importations d'invisibles 99

3.3 Désaisonnalisation 99

4. Qualité des estimations 103
4.1 Sources d'erreur dans les comptes 103
4.2 Évaluation subjective de la qualité 106
4.3 Analyse des révisions 110
4.4 La divergence statistique 112
4.5 Quotients bruits-sur-signal 118

Conclusion 123

Appendices

I. Sources de données 125
II. Glossaire 137
III. Liste des abréviations 149
IV. Bibliographie 151

Index 167

Table des matières - suite

Tableaux

		Page
1.1	Économie fictive composée de trois entreprises	14
1.2	La production totale: trois méthodes de calcul	15
1.3	Compte consolidé de production, dépenses primaires	16
1.4	Compte consolidé de production, recettes	17
1.5	Produit intérieur brut, en termes de revenus	18
1.6	Produit intérieur brut, en termes de dépenses	19
1.7	Cycle de parution des CRD en 1989-90	21
1.8	Formes de publication des CRD	23
2.1	Relations entre les grands agrégats des comptes nationaux	32
2.2	Produit intérieur brut par secteur	34
2.3	Relation entre le PIB et le PNB	35
2.4	Facteurs explicatifs de la croissance réelle du PIB par habitant, 1947-1988	49
2.5	Changement des périodes de référence pour les prix	50
3.1	Rémunération des salariés	54
3.2	Bénéfices des sociétés avant impôts	55
3.3	Intérêts et revenus divers de placements	58
3.4	Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	60
3.5	Revenu net des entreprises individuelles, excluant les loyers	62
3.6	Loyers versés et imputés aux propriétaires individuels non agricoles	64
3.7	Ajustement de la valeur des stocks	65
3.8	Impôts indirects moins subventions	67
3.9	Provisions pour consommation de capital	69
3.10	Dépenses personnelles en biens de consommation, partie I	71
3.11	Dépenses personnelles en biens de consommation, partie II	72
3.12	Dépenses personnelles en services de consommation, partie I	75
3.13	Dépenses personnelles en services de consommation, partie II	76
3.14	Dépenses publiques courantes en biens et services	78
3.15	Investissement en capital fixe des administrations et des entreprises	80
3.16	Calcul de l'AVS et de la VVM des stocks commerciaux non agricoles	84
3.17	Valeur de la variation matérielle des stocks commerciaux non agricoles	85
3.18	Exportations de marchandises, partie I	88
3.19	Exportations de marchandises, partie II	89
3.20	Importations de marchandises, partie I	90
3.21	Importations de marchandises, partie II	91
3.22	Exportations d'invisibles	92
3.23	Importations d'invisibles	93
3.24	Importance relative des indices de prix dans la déflation des CRD	95
3.25	PIB aux prix de 1986, désaisonnalisé et non désaisonnalisé, 1981-1989	100
4.1	Cotes de qualité subjectives des agrégats du PIB	109
4.2	Moyennes des révisions des taux de croissance annuels des agrégats du PIB	113
4.3	Écarts-types des révisions des taux de croissance annuels des agrégats du PIB	114
4.4	Valeur absolue moyenne des révisions des taux de croissance annuels des agrégats du PIB	115
4.5	La divergence statistique	119
4.6	Quotients bruit-sur-signal	121

Table des matières - fin

Diagrammes et graphiques

		Page
1.1	Un schéma du système de comptabilité nationale du Canada	25
2.1	Un schéma des comptes sectoriels	43
4.1	Courbes de distribution des révisions du taux de croissance du PIB	116
4.2	La divergence statistique en pourcentage du PIB	117

Remerciements

Cet ouvrage est le fruit de l'effort collectif de la Division des comptes des revenus et dépenses. Les membres du personnel que voici y ont contribué d'une manière ou d'une autre:

Karen Ashman
Wayne Beck
Joyce Burn
Doug Clancy
Joel Diena
Rémi Fournelle
Michel Girard
Laurie Jong
Normand Lamothe
Deborah MacDonald
Yvele Paquette
René Piché
Philippe Rhul
Marie Saulnier
Chris Sham
Jerome Ste Marie
Veronica Utovac
Lois Whitmore
Micheline Auchterlonie
Catherine Bertrand
John Butterill
Vere Clarke
Célyne Dussault
Kevin Fredrickson
Bob Godkin
Roger Jullion
Stan LeFort
David McDowell
Nona Park
Luc Provençal
Luke Rispoli
Earl Scott
Pat Sherar
Stewart Taylor
Michel Vallières
Karen Wilson
Marcel Beaudry
Denise Bisson
Jean-François Carbonneau
Jacques Delisle
Dan Finnerty
Gylliane Gervais
Jim Hines
Katharine Kemp
Evelyn Leroux
Jo Ann MacMillan
Michel Pascal
Lise Prud'homme
Mitzi Ross
Edith Sederis
Philip Smith
Jamie Temple
Sylvain Venne

Gylliane Gervais a édité la version anglaise du texte avec la plus grande application et l'a traduite en français avec beaucoup de clarté et de précision. Doug Clancy et Karen Wilson ont lu et corrigé avec soin les nombreuses versions du manuscrit.

Introduction

Les quatre chapitres et quatre appendices de cet ouvrage tracent un portrait d'ensemble des comptes des revenus et dépenses (CRD) du Canada, envisagé sous plusieurs perspectives.

Le premier chapitre débute par une brève section dans laquelle on dépeint sommairement la structure des CRD.[1] Suit un exposé sur les utilisateurs des comptes et sur l'usage habituel qu'ils en font. On passe ensuite en revue le cycle de préparation et de parution des comptes et la séquence des révisions qu'ils subissent pour une période de référence donnée, avant de décrire leurs différentes formes de publication. La section suivante est consacrée à un bref examen des liens entre les CRD et les autres composantes du système de comptabilité nationale du Canada. Le chapitre se termine par un compte rendu des changements les plus importants survenus dans les CRD lors de la révision historique de 1986.

Le second chapitre porte sur les concepts et les définitions des comptes. Il débute par un examen des multiples dimensions du concept de production. Les comptes sectoriels sont expliqués dans une deuxième section, et les concepts reliés aux estimations en prix constants et aux indices de prix dans les CRD font l'objet des troisième et quatrième sections. La dernière partie du chapitre traite des principaux problèmes conceptuels et statistiques soulevés par les comptes économiques provinciaux.

Le troisième chapitre présente de façon sommaire les méthodes et les sources de données employées dans la préparation des estimations. L'essentiel du chapitre porte sur les estimations en prix courants et constants des grands agrégats qui figurent aux tableaux 1, 2, et 3 des CRD.[2] Une dernière section traite des méthodes de désaisonnalisation employées dans les comptes trimestriels.

Le quatrième chapitre est consacré à un examen de la qualité des estimations des comptes. Le sujet est abordé sous des angles multiples. Dans un premier temps, la qualité des estimations finales est jugée en fonction de la fiabilité des méthodes et des données sous-jacentes. En second lieu, on évalue les estimations préliminaires en termes de l'ampleur de leurs révisions subséquentes. Vient ensuite une analyse de l'évolution de la divergence statistique entre l'estimation du PIB en termes de revenus et celle en termes de dépenses. Enfin, on examine encore une autre dimension de la fiabilité des comptes, soit la variabilité relative des grands agrégats.

Les quatre appendices contiennent une liste des sources de données pour les agrégats des comptes, un glossaire des principaux termes, une liste des abréviations ainsi qu'une longue bibliographie.

---

[1] L'expression "comptes des revenus et dépenses" (CRD), dans cet ouvrage, désigne collectivement les comptes nationaux des revenus et dépenses, annuels et trimestriels, ainsi que les comptes économiques provinciaux. L'expression "comptes nationaux" employée par opposition à "comptes provinciaux" désigne les CRD annuels et trimestriels au sens restreint, à l'exclusion des comptes provinciaux. Autrement, les expressions "comptes nationaux" et "comptabilité nationale" sont interchangeables. Les abréviations employées dans le texte telles CRD et SCN sont décrites à l'appendice III.

[2] Dans leur version *nationale*, ces trois tableaux paraissent dans la publication trimestrielle 13-001 et dans la publication annuelle 13-201. Dans leur version *provinciale et territoriale*, ils paraissent dans les publications annuelles 13-213 et 13-213P.

1. Que sont les comptes des revenus et dépenses?

1.1 Un bref survol

Tous les groupes au sein de la société ont diverses sources de revenu qu'ils dépensent pour se procurer des biens et services. Les familles, organisations, entreprises, administrations et autres groupes touchent des revenus sous forme de salaires, profits, intérêts, dividendes, loyers, prestations de bien-être et, dans le cas des administrations, sous forme d'impôts. Ces groupes dépensent leur revenu, en tout ou en partie, pour acheter nourriture, vêtements et biens d'équipement, ou pour payer logement, loisirs et autres services.

Il est coutumier pour de tels groupes de conserver des documents comptables qui renferment un état détaillé de leurs revenus et dépenses dans le temps. Les budgets des ménages, les états financiers des entreprises et les comptes publics des administrations en sont des exemples. Ces documents comptables sont au coeur des comptes des revenus et dépenses décrits dans cet ouvrage. Les CRD montrent comment les familles en tant que groupe, les entreprises en tant que groupe et les administrations en tant que groupe gagnent un revenu et le déboursent en vue d'acquérir des biens et services. Pour l'économie prise en totalité, ils révèlent comment ces groupes, ensemble, génèrent des revenus et à quoi ils les emploient.

Le concept fondamental dans les CRD est celui de *produit intérieur brut aux prix du marché* (PIB).[1] Le PIB représente la valeur de la production totale de biens et services, sans double compte, réalisée à l'intérieur des frontières du Canada. Afin de mieux comprendre le concept de PIB et la réserve "sans double compte" qui entre dans sa définition, considérons l'exemple suivant.

Soit une économie qui compte seulement trois entreprises, l'une produisant du blé, l'autre, de la farine, et la dernière, du pain. L'entreprise productrice de blé (entreprise 1) exploite des fermes où l'on cultive le blé. Elle importe des semences et de l'engrais et paie des salaires et traitements à ses travailleurs. Une partie de sa production de blé est vendue à une meunerie (entreprise 2) et le reste est exporté. L'entreprise réalise un bénéfice une fois ses dépenses déduites de ses recettes. La meunerie, à son tour, emploie le blé acheté à l'entreprise 1 pour produire de la farine. Elle vend une partie de la farine à une troisième entreprise, et l'autre partie directement aux consommateurs finals. Comme l'entreprise 1, elle paie des salaires et traitements à ses employés et gagne un bénéfice après avoir déduit ses dépenses de ses recettes. Enfin, la troisième entreprise qui achète la farine raffinée de la seconde entreprise s'en sert pour faire du pain qu'elle vend aux consommateurs finals. Le tableau 1.1 dépeint cette économie hypothétique.

La production totale dans cette économie peut être calculée selon trois méthodes différentes mais équivalentes. La première, appelée l'approche de la *somme des revenus*, consiste à additionner tous les revenus de facteurs (salaires et traitements plus bénéfices) générés dans le processus de production. Dans la seconde, appelée l'approche de la *somme des dépenses finales*, on fait la somme de toutes les ventes aux utilisateurs finals (consommation intérieure plus exportations). Enfin, la troisième méthode, appelée l'approche de la *somme des valeurs ajoutées nettes*, exige qu'on totalise les contributions individuelles de toutes les entreprises à la valeur finale des produits vendus. Cette contribution individuelle, connue sous le nom de valeur ajoutée, peut être obtenue pour chaque entreprise en soustrayant ses coûts de production sous forme d'achats aux autres entreprises (y compris les importations) de la valeur brute de ses ventes. Si cette dernière soustraction n'était pas effectuée, une partie de la production serait comptabilisée deux fois ou plus, et c'est en ce sens que le PIB est défini comme la valeur *sans double compte* de la production. En principe, ces trois méthodes pour totaliser la production devraient produire le même résultat. Le tableau 1.2 montre que tel est bien le cas, à partir des données du tableau 1.1.

[1] Auparavant, le concept fondamental dans les CRD était le produit national brut plutôt que le produit intérieur brut. La distinction entre ces deux concepts de la production est approfondie au chapitre 2.

Cet exemple illustre, de manière simplifiée, comment est calculé le PIB du Canada. La méthode de la somme des revenus et celle de la somme des dépenses finales sont toutes deux employées dans les CRD et on en obtient deux estimations essentiellement indépendantes du PIB. L'écart entre les deux mesures est partagé en deux, une moitié étant soustraite de l'estimation la plus élevée et l'autre, ajoutée à la plus basse. La méthode de la somme des valeurs ajoutées nettes est employée dans les comptes d'entrées-sorties et fournit une troisième estimation du PIB. Tel qu'expliqué plus loin, l'estimation calculée au moyen des comptes d'entrées-sorties est rapprochée à la fin de l'estimation obtenue dans les CRD.

Tableau 1.1
Économie fictive composée de trois entreprises

Coûts de production	Millions de dollars	Valeur brute de la production	Millions de dollars
Entreprise 1 (Cultivateur de blé)			
Importations de semences et d'engrais	15	Ventes à l'entreprise 2	100
Rémunération des salariés	115	Exportations	50
Bénéfices	20		
Total	150	Total	150
Entreprise 2 (Meunier)			
Achats de blé auprès de l'entreprise 1	100	Ventes à l'entreprise 3	130
Rémunération des salariés	45	Ventes aux consommateurs	35
Bénéfices	20		
Total	165	Total	165
Entreprise 3 (Boulanger)			
Achats de farine auprès de l'entreprise 2	130	Ventes aux consommateurs	200
Rémunération des salariés	60		
Bénéfices	10		
Total	200	Total	200

Tableau 1.2
La production totale: trois méthodes de calcul

Méthode de la somme des revenus

Entreprise 1	115 + 20	=	135
Entreprise 2	45 + 20	=	65
Entreprise 3	60 + 10	=	70
Total des revenus gagnés dans la production courante			270

Méthode de la somme des dépenses finales

Entreprise 1	50
Entreprise 2	35
Entreprise 3	200
Sous-total	285
Moins: Importations	15
Total des ventes finales de la production courante	270

Méthode de la somme des valeurs ajoutées nettes

	Valeur brute de la production	Achats auprès des autres entreprises et importations	Valeur ajoutée nette à la production
Entreprise 1	150	15	135
Entreprise 2	165	100	65
Entreprise 3	200	130	70
Total	515	245	270

Toutefois, la compréhension d'une économie moderne exige beaucoup plus que le simple calcul de la production globale et de ses composantes. A la base du calcul de ces agrégats fondamentaux sont effectuées un très grand nombre de transactions entre les divers groupes au sein de l'économie. Ces transactions constituent une source de renseignements indispensables sur laquelle s'appuient les comptes des revenus et dépenses. Pour interpréter cette information, elle doit être condensée en un ensemble de statistiques qui convienne à l'analyse. A cette fin, les CRD comprennent aussi un ensemble complet de *comptes sectoriels* qui font voir les liens entre les quatre grands secteurs économiques suivants:

- les particuliers et les entreprises individuelles
- les administrations
- les sociétés et les entreprises publiques
- les non-résidents

Tel qu'expliqué plus à fond au chapitre 2, il existe des comptes de recettes (revenus) et de déboursés (dépenses) pour chacun de ces secteurs. Sont également articulés des comptes de financement du capital dans lesquels les sources et les emplois de l'épargne sont comptabilisés pour chaque secteur.[2]

Tableau 1.3
Compte consolidé de production, dépenses primaires

	Millions de dollars en 1985	Part du total en %
Rémunération des salariés:		
Entreprises	185,091	38.7
Administrations publiques:		
Compte courant	61,319	12.8
Compte de capital	687	0.2
Particuliers	10,421	2.2
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titra de la production agricole:		
Revenu net reçu par les exploitants agricoles au titre de la production agricole	2,366	0.5
Ajustement ralatif aux transactions de céréales	442	0.1
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyars compris	26,447	5.5
Bénéfices et autres revenus de placaments	89,792	18.8
Ajustement de la valeur des stocks	-1,760	-0.4
Impôts indirects	58,789	12.3
Moins: Subventions	11,577	2.4
Provisions pour consommation de capital:		
Particuliers et entraprises individuelles	15,313	3.2
Administrations publiquas	7,092	1.5
Sociétés et entreprises publiques	33,521	7.0
(dont: entraprises publiques)	4,268	0.9
Divergence statistique	45	0.0
Produit intérieur brut aux prix du marché	477,988	100.0

En combinant les comptes de production des quatre secteurs, on obtient un ensemble de comptes consolidés de production. Ces comptes, figurant aux tableaux 1.3 et 1.4,[3] montrent l'économie telle que se la représente un comptable d'entreprise, la production y étant obtenue par la sommation des comptes des recettes et dépenses modifiés des unités productives dans l'économie. Par opposition, les estimations sommaires en termes de revenus et dépenses dans les tableaux 1.5 et 1.6,[4] qui s'additionnent aussi au PIB aux prix du marché, sont présentées du point de vue d'un comptable de l'économie, les dépenses y apparaissant comme des éléments de la demande globale et les revenus, comme la rémunération des facteurs de production. Les dépenses primaires dans le compte consolidé de production, telle la rémunération des salariés, sont

[2] L'ensemble complet des comptes sectoriels figure dans les *CRD* annuels. Voir les tableaux 10 à 29 dans ***Comptes nationaux des revenus et dépenses, 1977-1988***, 13-201 au catalogue, annuel. On trouve aussi une bonne partie des comptes sectoriels dans les *CRD* trimestriels. Voir par exemple les tableaux 5, 6, 9, 15 et 20 dans ***Comptes nationaux des revenus et dépenses***, 13-001 au catalogue, quatrième trimestre 1989.

[3] Voir aussi les tableaux 10 et 11 des *CRD* annuels, 13-201 au catalogue.

[4] Voir aussi les tableaux 1 et 2 des *CRD* trimestriels et annuels (respectivement 13-001 et 13-201 au catalogue).

traitées en revenus de facteurs dans les estimations du PIB en termes de revenus et, inversement, les recettes dans le compte de production, tirées des ventes par exemple, figurent dans les estimations du PIB en termes de dépenses comme des déboursés au titre de la consommation et de l'investissement. Il existe des estimations sommaires en termes de revenus et en termes de dépenses pour le Canada et pour chaque province et territoire.

Tableau 1.4
Compte consolidé de production, recettes

	Millions de dollars en 1985	Part du total en %
Ventes des entreprises:		
Aux particuliers	257,959	54.0
Aux administrations publiques:		
Dépenses courentes	37,895	7.9
Moins: Ventes des administrations publiques aux entreprises	11,746	2.5
Dépenses de capital	12,199	2.6
Investissement en stocks	-64	0.0
Aux sociétés et aux entreprises publiques:		
Investissement en capital fixe	54,385	11.4
Investissement en stocks non agricoles	1,997	0.4
Aux entreprises individuelles:		
Investissement en capital fixe	26,927	5.6
Investissement en stocks agricoles et céréales en circuit commercial	348	0.1
Aux non-résidents	134,919	28.2
Moins: Achats auprès des non-résidents	116,202	24.3
Ventes de services directs de main-d'oeuvre entre particuliers	10,421	2.2
Ventes entre administrations publiques:		
Services directs de main-d'oeuvre:		
Compte courant	61,215	12.8
Compte de capital	687	0.1
Consommation de capital	7,092	1.5
Divergence statistique	-44	0.0
Produit intérieur brut aux prix du marché	477,988	100.0

Alors que les transferts entre secteurs (tels prestations d'assurance-chômage, pensions, dons de charité et taxes) figurent en bonne place dans les comptes sectoriels des revenus et dépenses, ils disparaissent dans les comptes consolidés car ils ne font pas partie de la production économique. Si les transferts étaient compris dans les comptes consolidés de production, il en résulterait un certain double compte. De la même manière, du côté dépenses, bien que les achats par un secteur de biens et services d'un autre secteur en vue de produire d'autres biens et services figurent dans les comptes sectoriels, de telles dépenses intermédiaires sont soustraites dans les comptes consolidés de production afin d'éviter un double compte. Les comptes consolidés des revenus et dépenses englobent seulement les revenus, appelés revenus de facteurs, qui découlent directement de la production économique et seulement les dépenses, appelées dépenses finales, qui impliquent l'acquisition de biens et services en vue d'une consommation finale.

Les estimations en termes de revenus (tableau 1.5) montrent les revenus de facteurs (c'est-à-dire les gains du travail et du capital) engendrés au cours du processus de production. Le plus important des revenus de facteurs, la rémunération des salariés, représente plus de la moitié du PIB. Les autres composantes des revenus sont les bénéfices des sociétés avant impôts, les intérêts et revenus divers de placements, le revenu comptable net de la production agricole au titre de la production agricole, le revenu net des entreprises individuelles y compris les loyers, et l'ajustement de la valeur des stocks. La somme de ces six agrégats donne le revenu intérieur net au coût des facteurs. Le produit intérieur brut au coût des facteurs est obtenu en ajoutant les provisions pour consommation de capital au revenu intérieur, et le produit intérieur brut aux prix du marché, en ajoutant les impôts indirects (comme les taxes de vente et d'accise) moins les subventions (comme les versements aux agriculteurs) plus la divergence statistique. Chacun de ces termes est approfondi plus loin dans ce rapport.[5]

Tableau 1.5
Produit intérieur brut, en termes de revenus

	Millions de dollars en 1985	Part du total en %
Rémunération des salariés	257,518	53.9
Bénéfices des sociétés avant impôts	49,490	10.4
Intérêts et revenus divers de placements	40,302	8.4
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	2,808	0.6
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	26,447	5.5
Ajustement de la valeur des stocks	-1,760	-0.4
Revenu intérieur net au coût des facteurs	374,805	78.4
Provisions pour consommation de capital	55,926	11.7
Produit intérieur brut au coût des facteurs	430,731	90.1
Impôts indirects moins subventions	47,212	9.9
Divergence statistique	45	0.0
Produit intérieur brut aux prix du marché	477,988	100.0

Dans les estimations en termes de dépenses (tableau 1.6), le PIB est partagé selon les catégories de biens et services finals achetés dans l'économie. Le plus grand agrégat est celui des dépenses personnelles en biens et services de consommation, qui représente près de 60% du PIB. Les dépenses publiques courantes en biens et services forment un second agrégat et l'investissement des administrations et des entreprises, un troisième.[6] La somme de ces agrégats du compte sommaire des dépenses est appelée demande intérieure finale.[7] Pour passer de la demande intérieure finale au PIB, il suffit d'ajouter la valeur de la variation matérielle des stocks, les exportations nettes de biens et services (c'est-à-dire les exportations moins les importations) et la divergence statistique.[8]

---

[5] Les termes clés de la comptabilité nationale sont également définis dans le glossaire à l'appendice II.

[6] Les économistes reconnaîtront ces agrégats comme des éléments du modèle néo-keynésien d'une économie fermée: Y=C+G+I. Voir John Maynard Keynes, ***Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie***, Paris: Petite Bibliothèque Payot, 1971, et, par exemple, Paul A. Samuelson, ***L'Économique***, Paris: Armand Colin, c. 1964.

[7] La demande intérieure finale comprend un mélange de production intérieure et étrangère puisque les importations n'en sont pas exclues. D'un autre côté, elle n'englobe pas en entier la production intérieure ou les importations, puisque la valeur de la variation matérielle des stocks et les exportations en sont également exclues.

[8] Deux autres agrégats sont quelquefois utilisés, bien qu'ils n'apparaissent pas dans les CRD tels que publiés. Il s'agit de la "demande intérieure totale", égale à la demande intérieure finale plus la valeur de la variation matérielle des stocks, et de la "demande totale", égale à la demande intérieure totale plus les exportations.

Tableau 1.6
Produit intérieur brut, en termes de dépenses

	Millions de dollars en 1985	Part du total en %
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	274,503	57.4
Dépenses publiques courantes en biens et services	95,519	20.0
Investissement des administrations publiques en capital fixe	12,886	2.7
Investissement des entreprises en construction résidentielle	25,222	5.3
Investissement des entreprises en construction non résidentielle	26,747	5.6
Investissement des entreprises en machines et matériel	29,343	6.1
Demande intérieure finale	464,220	97.1
Investissement des administrations publiques en stocks	-64	0.0
Investissement des entreprises en stocks non agricoles	1,997	0.4
Investissement des entreprises en stocks agricoles et céréales en circuit commercial	348	0.1
Exportations de biens	119,061	24.9
Exportations de services	15,858	3.3
Moins: Importations de biens	102,670	21.5
Moins: Importations de services	20,718	4.3
Divergence statistique	-44	0.0
Produit intérieur brut aux prix du marché	477,988	100.0

Les comptes sont conçus comme un système de comptabilité en partie double dans lequel les estimations du PIB en termes de revenus et en termes de dépenses devraient en principe être égales. De fait, il se produit presque toujours un écart entre les deux, attribuable aux erreurs dans les données de base, aux lacunes dans les techniques d'estimation, à l'emploi de méthodes de désaisonnalisation différentes et au décalage dans la comptabilisation des revenus et dépenses. Cette divergence statistique qui découle du processus d'estimation donne une mesure de la fiabilité de l'ensemble du système. Pour des raisons expliquées aux chapitres 2 et 4, il ne s'agit toutefois que d'une mesure partielle et bien insuffisante.

1.2 Qui utilise les comptes et à quelle fin?

Les comptes des revenus et dépenses sont au coeur de l'analyse macroéconomique et de la formulation des politiques au Canada. Ils sont utilisés dans une grande variété d'applications par un large éventail de groupes et de personnes dans la société canadienne. A l'aide des comptes, les Canadiens peuvent observer et évaluer la performance des économies nationale et provinciales. Les comptes constituent à la fois un cadre de planification pour les gouvernements et un bulletin des résultats obtenus par ces derniers pour les projets mis en oeuvre.

Les comptes servent d'indication aux gens d'affaires pour mettre au point des stratégies de mise en marché ou projeter des investissements. Les gens d'affaires se fient sur les comptes et d'autres sources d'information pour obtenir une vue générale sur l'économie, ce qui les aide à choisir le bon moment pour réaliser des projets d'expansion profitables. Certaines des plus grandes entreprises au pays, et quelques-unes des plus petites, construisent des modèles statistiques complexes de l'économie qui font largement appel aux comptes des revenus et dépenses. Ces entreprises publient régulièrement des bulletins et des analyses de marché dans lesquels les grands agrégats des comptes nationaux occupent souvent une place prépondérante. Les entreprises perçoivent leurs propres intérêts en termes de leur place dans l'économie et elles suivent l'évolution de l'économie à travers les comptes des revenus et dépenses.

Les universitaires, notamment les professeurs et les étudiants en économie et en commerce, sont de grands usagers des comptes. On se réfère souvent aux comptes dans les manuels. En fait, les comptes trouvent leur origine dans les théories macro-économiques élaborées par des professeurs d'économie. Les étudiants apprennent les techniques de la macro-économie à l'aide d'exemples réels tirés de la documentation historique des comptes nationaux. Les économistes, professeurs ou chercheurs, s'intéressant aux questions empiriques ont souvent recours aux comptes pour tester des hypothèses de rechange. Les historiens de l'économie adoptent parfois le cadre conceptuel des comptes dans leur travail.

Ministres et fonctionnaires (y compris ceux de la banque centrale) se servent beaucoup des comptes dans le cadre de la formulation du budget et de la politique économique pour les aider à évaluer la conjoncture, juger de la vigueur relative des différents secteurs et établir l'orientation générale des politiques fiscale et monétaire. La tendance du revenu du travail, des bénéfices des sociétés, des dépenses de consommation et d'autres variables macro-économiques semblables, tous des agrégats des comptes nationaux, influe de manière décisive sur les recettes d'impôts. Plusieurs programmes de dépenses publiques sont reliés au PIB et à ses agrégats ou à l'indice implicite de prix du PIB, soit en vertu de règles législatives, soit en vertu de divers autres arrangements.[9]

Le reste du monde évalue la capacité relative et la performance de l'économie canadienne essentiellement en fonction des agrégats des comptes nationaux. Les efforts internationaux visant à améliorer les perspectives économiques au moyen de la coopération et de la coordination des politiques, ceux des pays du "Groupe des Sept" par exemple,[10] tiennent compte du PIB ou du PNB[11] des pays membres. Les organisations internationales qui effectuent des analyses et des prévisions sur l'économie mondiale le font surtout en termes des comptes nationaux consolidés des grands pays du monde. Tant au Fonds monétaire international qu'à la Banque mondiale, aux Nations Unies et à l'Organisation pour la coopération et le développement économiques, la formule déterminant la contribution de chaque pays membre est reliée au PIB. L'objectif fixé par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord à ses membres pour les dépenses militaires et la norme de l'aide au développement suggérée aux pays développés par les Nations Unies sont tous deux exprimés en proportion du PIB.[12]

1.3 Cycle d'estimation et de parution des comptes

On s'efforce de produire des estimations des CRD qui soient à la fois exactes et à jour. Afin de rencontrer le second objectif sans trop compromettre le premier, les estimations préliminaires trimestrielles aussi bien qu'annuelles sont diffusées environ soixante jours après la période de référence. Les comptes économiques provinciaux sont disponibles environ cent vingt jours après l'année de référence. Les estimations préliminaires sont construites à l'aide de données partielles et sont subséquemment révisées lorsqu'on possède plus de renseignements. On y met le point final environ quatre ans après la parution initiale lorsque sont complétées les estimations des comptes d'entrées-sorties. Le cycle annuel des CRD est illustré au tableau 1.7 en prenant pour exemple la période 1989-1990.

---

[9] Le programme fédéral de péréquation et les accords sur le financement des programmes établis traitant du partage fédéral-provincial des dépenses en matière d'assurance-santé et d'enseignement post-secondaire en sont des exemples pertinents.

[10] Le Groupe des Sept comprend les plus grands pays industrialisés à économie de marché: États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et Canada.

[11] Le produit national brut (PNB) est un autre agrégat semblable de la comptabilité nationale, mais il n'est pas identique au PIB. Il est défini au chapitre 2.

[12] La formule adoptée par les Nations Unies prévoit une contribution annuelle équivalant à 0.7% du PIB pour tous les pays membres.

Tableau 1.7
Cycle de parution des CRD en 1989-90

1er mars 1989*	Comptes nationaux des revenus et dépenses, quatrième trimestre 1988 et chiffres préliminaires pour 1988.
28 avril 1989	Comptes économiques provinciaux, chiffres préliminaires pour 1988.
20 juin 1989*	Comptes nationaux des revenus et dépenses, premier trimestre 1989 et chiffres révisés pour 1985-1988.
31 août 1989*	Comptes nationaux des revenus et dépenses, deuxième trimestre 1989.
12 octobre 1989	Répartition géographique du revenu personnel et séries annuelles détaillées des comptes nationaux des revenus et dépenses, 1988 et chiffres révisés pour 1985-1987.
30 novembre 1989*	Comptes nationaux des revenus et dépenses, troisième trimestre 1989.
2 février 1990	Comptes économiques provinciaux, chiffres révisés pour 1985-1988.
1er mars 1990*	Comptes nationaux des revenus et dépenses, quatrième trimestre 1989 et chiffres préliminaires pour 1989.

* Date fixée au début de l'année.

Dans une certaine mesure, on doit faire un choix entre des données de qualité et des données à jour.[13] Les premières estimations sont calculées à partir de données limitées car bon nombre des sources primaires ne sont pas encore accessibles. Les statistiques provenant de l'impôt ou du recensement par exemple sont compilées avec un délai considérable. Les utilisateurs des comptes sont prêts à accepter des estimations préliminaires de moindre qualité pour y avoir accès plus tôt. La qualité des estimations augmente avec le temps, au fur et à mesure que deviennent disponibles des sources de données additionnelles et que sont effectuées des révisions.[14]

La séquence de révision des estimations pour une période donnée est assujettie à une politique bien établie. En vertu de cette politique, les estimations pour un trimestre donné peuvent être révisées au cours des autres trimestres d'une même année, mais ne peuvent faire l'objet d'une révision au cours des années suivantes sauf au moment où paraissent les estimations du premier trimestre pour ces années-là. Ces révisions annuelles sont limitées à quatre ans, après quoi les estimations sont considérées définitives. Ainsi, prenant comme exemple les estimations pour le deuxième trimestre de 1989, elles seraient révisées au moment de la parution des chiffres pour les troisième et quatrième trimestres de 1989, et pour les premiers trimestres de 1990, 1991, 1992 et 1993.

Cette politique de révision comporte des exceptions. À l'occasion, les estimations ont été révisées lors de cinq années consécutives au lieu de quatre. Fait plus important, des *révisions historiques* sont effectuées de temps à autre. Ces révisions, qui ont habituellement lieu tous les dix ans, fournissent l'occasion de tenir compte des données des recensements et d'autres sources, de perfectionner les méthodes et de revoir les concepts. Au cours d'une telle révision, l'ensemble

[13] Voir Kirkham (1976) et McNees (1986).

[14] La question de la révision des données et celle de l'évaluation de la qualité sont discutées au chapitre 4.

des comptes est sujet à changement. Ceci signifie que les estimations annuelles sont susceptibles d'être révisées jusqu'en 1926 et les estimations trimestrielles, jusqu'en 1947.[15,16]

Les comptes économiques provinciaux, calculés annuellement,[17] sont intégrés aux comptes nationaux et leur révision est synchronisée avec la révision de ces derniers. Les estimations initiales des comptes économiques provinciaux sont fondées sur les comptes nationaux annuels préliminaires. Ces derniers paraissent au début de mars, et les comptes provinciaux suivent environ deux mois plus tard.[18] La première révision des comptes provinciaux survient en février de l'année suivante lorsqu'on les fait coïncider avec les estimations nationales révisées ayant paru en juin de l'année précédente. Les révisions subséquentes ont lieu en février au cours des années suivantes. Par exemple, les comptes provinciaux pour 1988 ont paru une première fois à la fin d'avril 1989 et feront l'objet de révisions en février 1990, 1991, 1992 et 1993. Les comptes provinciaux, assez récents par rapport aux comptes nationaux, ont aussi été assujettis à des révisions historiques indépendantes du cycle de révision de ces derniers.

1.4 Formes de publication

Les comptes nationaux et provinciaux sont disponibles sous différentes formes, dont la plus commode et la mieux connue est celle des publications. On peut les consulter dans les grandes bibliothèques du pays, les acquérir chez les dépositaires autorisés et dans les bureaux de Statistique Canada ou les commander par la poste. Les publications sortent habituellement environ un mois après la parution des données. Celles-ci sont immédiatement disponibles le jour officiel de la parution dans ***Le Quotidien***,[19] sur des imprimés d'ordinateur ou auprès de CANSIM,[20] la banque de données à accès direct de Statistique Canada. Les usagers de micro-ordinateurs peuvent aussi se procurer les comptes nationaux et provinciaux sur disquette.[21]

Les comptes trimestriels sont publiés dans ***Comptes nationaux des revenus et dépenses***, 13-001 au catalogue. Cette publication trimestrielle sort environ trois mois après la période de référence. Les comptes annuels sont publiés dans ***Comptes nationaux des revenus et dépenses, estimations annuelles***, 13-201 au catalogue, et paraissent environ onze mois après l'année de référence. Ces comptes annuels renferment beaucoup plus de détails que les comptes trimestriels, notamment l'ensemble complet des comptes sectoriels (revenus et dépenses ainsi que ressources et emplois du capital), plusieurs états de rapprochement et des répartitions additionnelles par province et par branche d'activité.[22] Enfin, les comptes provinciaux sont publiés dans ***Comptes économiques provinciaux, estimations préliminaires***, 13-213P au catalogue, et ***Comptes économiques provinciaux, estimations annuelles***, 13-213 au catalogue. Le premier de ces deux volumes sort environ cinq mois après l'année de référence et le second, plus détaillé, environ quatorze mois après l'année de référence.

---

[15] Les CRD à Statistique Canada remontent à 1926, mais des estimations partielles peuvent être obtenues d'autres sources pour les années antérieures. A ce sujet, l'examen approfondi le plus récent est rapporté dans Urquhart (1986); l'ouvrage contient des estimations du PIB pour la période de 1870 à 1926. Voir aussi Bertram (1962, 1963, 1973), Buckley (1951, 1958), Coats (1910, 1926, 1932, 1936, 1946), Curtis, Taylor et Michell (1931), Deutsch (1940), Firestone (1951, 1958, 1960), Green (1967, 1971), Hartland (1960), Hay (1967), Hood et Scott (1957), Keyfitz et Greenway (1961), Knox (1936), Leacy (1983), Pickett (1963), Urquhart (1945) et Viner (1924).

[16] Dans la plupart des cas, les données annuelles des CRD sont disponibles à partir de 1926, les données trimestrielles, à partir de 1947 et les données des comptes provinciaux, à partir de 1961.

[17] A l'heure actuelle, le système statistique n'est pas suffisamment développé au Canada pour permettre l'élaboration de comptes provinciaux trimestriels complets; certaines administrations provinciales ont quand même élaboré des comptes économiques trimestriels pour leur province.

[18] Ces estimations préliminaires des comptes provinciaux ont paru pour la première fois en 1989. Avant cette date, les comptes provinciaux n'étaient diffusés qu'une fois l'an, environ quatorze mois après l'année de référence.

[19] ***Le Quotidien***, 11-001F au catalogue, quotidien.

[20] ***CANSIM, Système canadien d'information socio-économique, mini-base, répertoire des séries***, 12-562F au catalogue, hors série.

[21] Pour des renseignements sur les imprimés d'ordinateur disponibles le jour de parution ou sur les disquettes pour micro-ordinateur, il suffit de communiquer avec la Division des comptes des revenus et dépenses.

[22] Les expressions "par branche d'activité", "par activité économique" et "par industrie" sont employées de façon interchangeable dans cet ouvrage.

Les grands agrégats des comptes sont également publiés dans ***L'Observateur économique canadien*** avec un grand nombre d'autres séries chronologiques sur l'économie. Le communiqué d'analyse sur les comptes trimestriels est reproduit dans ***L'Observateur*** environ un mois après sa diffusion officielle dans ***Le Quotidien***.

Tableau 1.8
Formes de publication des CRD

1. Publications principales:
   - ***Comptes nationaux des revenus et dépenses***, 13-001 au catalogue, trimestriel.
   - ***Comptes nationaux des revenus et dépenses, estimations annuelles***, 13-201 au catalogue, annuel.
   - ***Comptes économiques provinciaux, estimations préliminaires***, 13-213P au catalogue, annuel.
   - ***Comptes économiques provinciaux, estimations annuelles***, 13-213 au catalogue, annuel.
2. Publications historiques:
   - ***Comptes nationaux des revenus et dépenses, estimations trimestrielles, 1947-1986***, 13-533 au catalogue, hors série.
   - ***Comptes nationaux des revenus et dépenses, estimations annuelles, 1926-1986***, 13-531 au catalogue, hors série.
   - ***Comptes économiques provinciaux, édition historique, 1961-1986***, 13-213S au catalogue, hors série.
3. Autres publications:
   - ***Le Quotidien***, 11-001F au catalogue, quotidien.
   - ***L'Observateur économique canadien***, 11-010 au catalogue, mensuel.
   - ***L'Observateur économique canadien. Supplément statistique historique***, 11-210 au catalogue, annuel.
4. Disquettes pour micro-ordinateur
5. Imprimés d'ordinateur
6. CANSIM

1.5 Relation des comptes des revenus et dépenses avec les autres parties du SCN

Les comptes des revenus et dépenses ne représentent qu'une partie d'un ensemble beaucoup plus étendu, le système de comptabilité nationale du Canada.[23] Voici les composantes de ce vaste système:

- Les comptes des revenus et dépenses (trimestriels et annuels), y compris les comptes économiques provinciaux (annuels), qui font l'objet du présent ouvrage.
- La balance des paiements internationaux (trimestrielle), y compris le bilan des investissements internationaux (annuel).
- Les comptes des flux financiers (trimestriels), y compris les comptes du bilan national (annuels).
- Les comptes d'entrées-sorties (annuels), y compris les tableaux d'entrées-sorties par province (quinquennaux), les estimations du produit intérieur brut par industrie en prix constants (mensuelles) et les mesures globales de productivité (annuelles).

[23] Pour une description approfondie du SCN du Canada et des relations entre ses parties constituantes, voir le ***Guide de l'utilisateur pour le Système de comptabilité nationale du Canada***, 13-589F au catalogue, novembre 1989, hors série.

Les relations des composantes entre elles sont illustrées au diagramme 1.1

Les diverses composantes ci-haut mentionnées du SCN sont intégrées sous trois angles différents. En premier lieu, toutes font appel à un ensemble unique et homogène de notions comptables. Les termes tels "produit intérieur brut", "exportations" et "épargne" ont le même sens dans tout le système. Deuxièmement, les agrégats statistiques importants sont identiques dans tout le système. Ceci signifie qu'il existe seulement une estimation officielle du PIB aux prix du marché ou de la rémunération des salariés par exemple.[24] Enfin, le cycle de parution des grandes composantes du SCN est également unifié. Elles sont toutes rendues publiques le même jour à chaque trimestre.[25]

Les comptes d'entrées-sorties englobent non seulement des estimations des revenus de facteurs et de la demande finale par bien et service, mais aussi de la valeur ajoutée par branche d'activité et de la production par bien et service à un niveau assez détaillé. Les comptes provinciaux d'entrées-sorties comprennent les tableaux d'entrées-sorties, y compris des estimations du commerce inter-provincial et du commerce international par province, à la fois pour les biens et les services. Toutefois, bien que les comptes économiques provinciaux remontent jusqu'à 1961, les comptes provinciaux d'entrées-sorties n'existent que pour 1974, 1979 et 1984, surtout en raison de l'absence de données sur le commerce par province.[26,27]

Les estimations du produit intérieur brut par industrie, calculées mensuellement, tracent le portrait le plus à jour de la conjoncture économique. Cette estimation du PIB par branche d'activité est mesurée au coût des facteurs, par opposition à celle calculée au moyen de l'approche des revenus et dépenses, mesurée aux prix du marché.[28] Des séries mensuelles sont obtenues en distribuant puis en projetant à l'aide de données apparentées les estimations annuelles repères de la valeur ajoutée par industrie, tirées des tableaux d'entrées-sorties. Comme il fallait s'y attendre vu la similitude des deux définitions du PIB,[29] les taux de variation trimestriels désaisonnalisés des deux mesures du PIB réel se sont avérés assez proches l'un de l'autre pour la plupart des trimestres.

---

[24] Il n'existait pas d'identité des estimations statistiques dans l'ensemble du SCN avant 1986. L'objectif a été atteint cette année-là grâce à la mise en place d'un mécanisme interne pour rapprocher les estimations divergentes. La plupart des agrégats en prix courants sont maintenant identiques dans tout le système, bien que les estimations pour les années antérieures à 1980, sauf 1961 et 1971, demeurent distinctes. En outre, comme la divergence statistique est traitée différemment dans les CRD et les comptes d'entrées-sorties, il est impossible de rapprocher entièrement certains agrégats. Les estimations du PIB en prix constants ne sont pas rapprochées.

[25] Cette pratique a également été introduite en 1986 dans le cas des trois premières composantes du SCN. La quatrième, soit les comptes des flux financiers, sortait environ deux semaines plus tard jusqu'au milieu de 1989, quand elle aussi est devenue assujettie à la diffusion unique et intégrée. Les comptes d'entrées-sorties paraissent séparément. Depuis 1988, les estimations du SCN sont également diffusées selon un échéancier fixe. Chaque année en décembre, la Division des communications de Statistique Canada publie une brochure contenant les dates de parution des estimations du SCN et de plusieurs autres statistiques clés pour l'année à venir.

[26] Les exportations nettes sont obtenues de manière résiduelle et comprises avec la divergence statistique dans les comptes provinciaux. Dans les comptes d'entrées-sorties provinciaux, elles sont calculées par bien et service à l'aide de sources diverses dont la plus importante est l'enquête sur l'origine et la destination des livraisons, reliée à celle sur les manufactures et effectuée à tous les cinq ans. Pour plus de renseignements sur le système d'entrées-sorties, voir ***La Structure par entrées-sorties de l'économie canadienne, 1961-1981***, 15-510 au catalogue, hors série, et ***La Structure par entrées-sorties de l'économie canadienne en prix constants, 1961-1981***, 15-511 au catalogue, hors série.

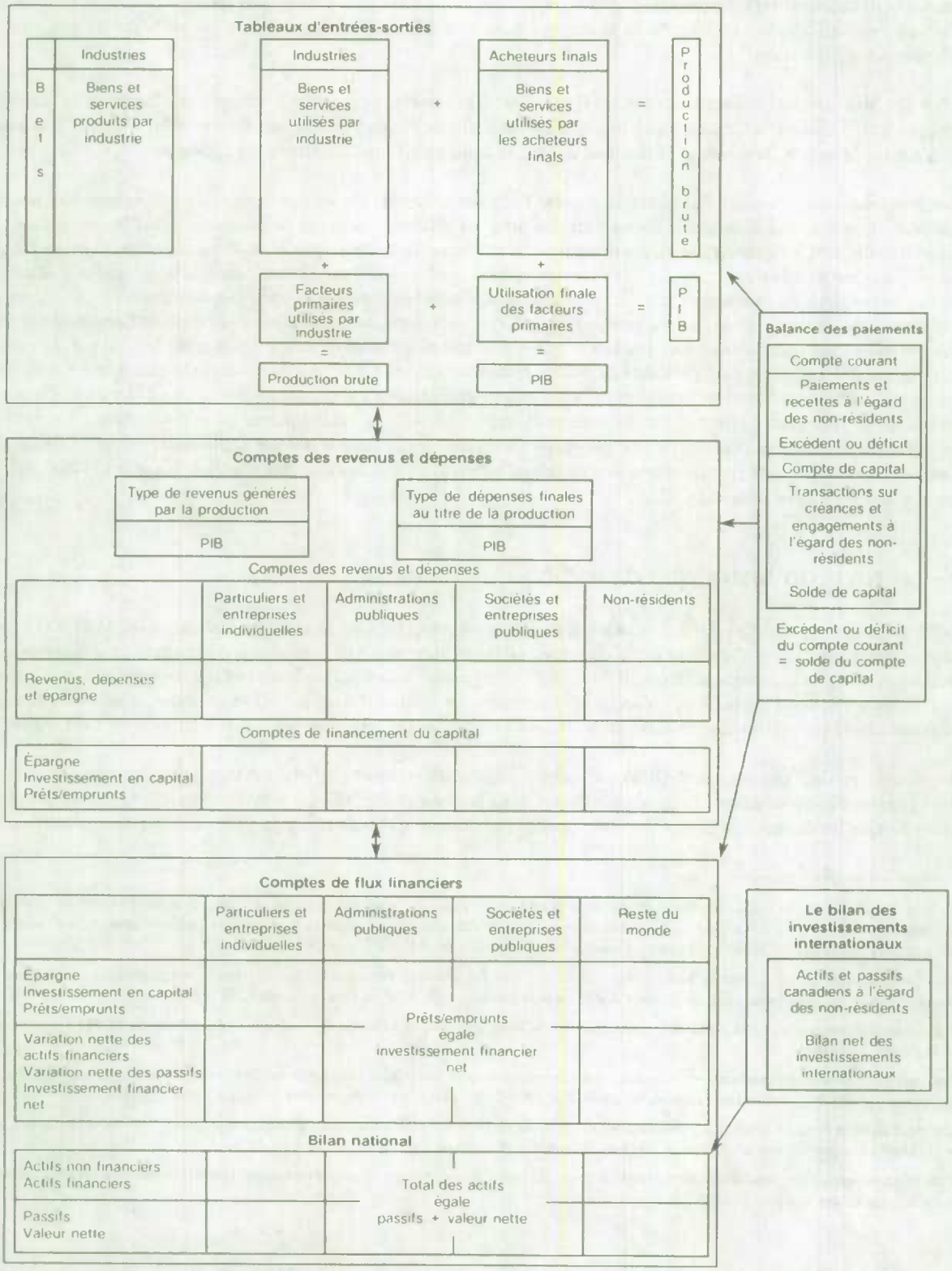
[27] Une autre distinction importante entre les comptes provinciaux annuels et les comptes d'entrées-sorties provinciaux de fréquence quinquennale est leur traitement des impôts indirects fédéraux. Cette question est abordée aux chapitres 2 et 3.

[28] Sur le plan conceptuel, la différence entre la valeur au coût des facteurs et celle aux prix du marché est égale aux impôts indirects moins les subventions, comme on l'explique au chapitre 2.

[29] Voir l'édition de juin de ***Produit intérieur brut par industrie***, 15-001 au catalogue, mensuel, pour un exposé sur les sources et méthodes et une évaluation de la qualité des estimations mensuelles du produit intérieur brut par branche d'activité.

Diagramme 1.1

Un schéma du système de comptabilité nationale du Canada



Les estimations touchant le secteur des non-résidents dans les CRD proviennent de la balance des paiements internationaux.[30] Comme une partie de la production courante au Canada est vendue aux non-résidents, il est nécessaire d'inclure dans les ventes finales la valeur des exportations de biens et services pour comptabiliser la production courante en entier. Inversement, comme les ventes aux particuliers, aux administrations, aux entreprises et aux non-résidents comprennent des biens et services importés, il faut soustraire ces derniers pour obtenir une totalisation exacte de la valeur de la production au Canada. Le compte du commerce dans les CRD est l'un des éléments du solde du compte courant de la balance des paiements.[31]

Le bilan des investissements internationaux du Canada est étroitement apparenté à la balance des paiements. Ce bilan révèle dans quelle mesure le Canada reçoit des actifs réels et financiers du reste du monde ou les lui fournit. Il montre, en fin d'année, la nature, la forme et le montant des actifs et du passif internationaux des résidents.

Les comptes trimestriels des flux financiers dépeignent l'activité financière comme une extension des comptes des revenus et dépenses. Des données détaillées y sont présentées pour les différents secteurs de l'économie sur l'accroissement ou la diminution des actifs financiers et du passif comme la contrepartie de l'épargne et de l'investissement en capital non financier. Les comptes de flux financiers dévoilent les liens entre l'activité financière et l'activité économique et illustrent les transactions financières entre secteurs. Les comptes des revenus et dépenses et ceux des flux financiers se recoupent dans la mesure de l'épargne et de l'investissement. Les CRD fournissent une estimation du prêt ou de l'emprunt net pour chaque secteur et les comptes des flux financiers présentent une ventilation de ce montant selon le genre d'instrument financier utilisé.[32] La somme du prêt net des quatre secteurs dans les CRD plus la divergence statistique totale entre l'estimation du PIB en termes de revenus et celle en termes de dépenses est nécessairement égale à zéro car il y a une identité entre le prêt positif effectué par un secteur et le prêt négatif, ou emprunt, par un autre secteur. Le système comprend aussi les comptes du bilan national qui mesurent un encours de fin d'année des actifs réels, des actifs financiers, du passif et de la valeur nette, chiffres tous susceptibles d'être rapprochés des comptes des flux financiers et des comptes de financement du capital dans les CRD.

1.6 La révision historique de 1986

Le SCN a été "modernisé" et perfectionné sous plusieurs rapports lors de la révision historique de 1986.[33,34] Cette révision a fourni l'occasion d'apporter des changements dans la présentation des comptes, d'exprimer en dollars de 1981 les estimations en prix constants, d'introduire des chiffres révisés et de nouvelles données dans les estimations, d'adopter de meilleures méthodes d'estimation, d'éliminer les solutions de continuité dans les séries et, enfin, d'accroître le degré d'intégration entre les parties constituantes du SCN. La plupart des révisions ont porté sur la période de 1961 à 1985.[35]

L'adoption du produit intérieur brut (PIB) au lieu du produit national brut (PNB) en tant qu'agrégat fondamental du système représente le plus grand changement effectué dans la présentation lors de la révision de 1986. Le PNB mesure les gains de tous les facteurs de production de propriété canadienne, qu'ils se trouvent au Canada ou dans d'autres pays.

---

[30] Au sens strict, c'est le cas uniquement pour les estimations en prix courants, qui sont préparées par la Division de la balance des paiements et la Division du commerce international. Les estimations en prix constants sont préparées par la Division du commerce international dans le cas des marchandises et par la Division des comptes des revenus et dépenses dans le cas des invisibles.

[31] Pour plus de renseignements sur la balance des paiements, voir ***La Balance canadienne des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux, une description des sources et méthodes***, 67-506F au catalogue, mars 1981, hors série.

[32] Voir ***Guide des comptes des flux financiers et des comptes du bilan national, définitions, concepts, sources, méthodes***, 13-585F au catalogue, février 1989, hors série.

[33] Pour des précisions supplémentaires sur les changements apportés lors de la révision historique de 1986, voir l'article contenu dans ***Comptes nationaux des revenus et dépenses, estimations annuelles, 1926-1986***, 13-531 au catalogue, juin 1988, hors série, pp. xi-xxv.

[34] Les résultats de la révision historique précédente ont été diffusés en 1972; les trois volumes de documentation qui s'y rattachent (13-531, 13-533 et 13-549F au catalogue) ont été publiés en 1975 et 1976 et sont maintenant épuisés.

[35] Dans certains cas, les révisions remontaient jusqu'en 1947. En outre, les estimations en prix constants sur la nouvelle base ont été ré-échelonnées jusqu'à l'origine des comptes en 1926.

La notion de PNB avait été au centre du SCN depuis l'origine à la fin des années quarante. Le PIB mesure la production réalisée à l'intérieur des frontières du Canada, qu'elle soit imputable à des facteurs de production de propriété canadienne ou étrangère.[36] Dans les tableaux principaux des comptes, les séries touchées par le changement du PNB au PIB sont les bénéfices des sociétés avant impôts, les intérêts et revenus divers de placements ainsi que les exportations et importations de services, lesquelles séries sont maintenant exprimées sur une base intérieure.

On mesure toujours le PNB en prix courants mais le PNB en prix constants n'est plus calculé. Le PIB dépasse le PNB, de $14 milliards ou 3% du PNB en 1985, mais les taux de variation annuels des deux indicateurs sont généralement similaires.

La notion de PIB est pertinente pour quiconque s'intéresse à l'évolution de l'emploi, des prix ou à d'autres variables mesurées aussi sur une base intérieure. La notion de PNB est également utile, notamment dans l'analyse du revenu global des Canadiens. Le PIB constitue la meilleure mesure de l'activité économique à l'intérieur du pays et le PNB, la meilleure mesure du revenu de ses citoyens. La notion de PIB est également fondamentale dans les comptes économiques provinciaux. Il serait extrêmement difficile de mesurer la production d'une province sur une base nationale[37] parce qu'il n'existe pas de moyen efficace pour retracer les flux de revenus de placements entre les provinces.

L'année de base pour la déflation a été mise à jour au cours de la révision historique de 1986, passant de 1971 à 1981.[38] Comme par le passé lors de l'adoption d'une nouvelle année de base dans les comptes, les taux de variation pour les années antérieures ont été conservés par le raccordement et l'introduction d'ajustements appropriés. L'approche employée au Canada contraste avec la pratique aux États-Unis où le changement d'année de base est toujours répercuté dans le temps jusqu'à l'origine des comptes, avec les effets qui s'ensuivent sur les taux de variation réels.[39]

En ce qui a trait aux méthodes, des modifications notables ont été apportées aux dépenses personnelles en biens et services de consommation où une nouvelle approche a été adoptée pour établir les estimations repères. Auparavant, autant les estimations révisées des dépenses de consommation que les préliminaires faisaient appel à une approche éclectique et à un large éventail de données. L'estimation des biens, pour les deux-tiers environ, reposait sur les ventes au détail ajustées pour tenir compte des achats autres qu'au détail et autres que ceux des particuliers; les résultats obtenus étaient transposés en dépenses par bien à partir d'une structure de dépense tirée de l'enquête sur les marchandises vendues au détail de 1974. Le reste des dépenses en biens et les dépenses en services étaient soit calculés directement ou estimés par une approche des flux de biens et services.

En vertu de la nouvelle méthode mise en usage en 1986, les estimations pour toutes les catégories des dépenses personnelles en biens et services de consommation sont fondées sur une approche dite d'équilibre des biens et services. Les estimations préliminaires trimestrielles et annuelles font encore appel à l'enquête sur le commerce de détail et à bon nombre d'autres indicateurs, mais pour les estimations définitives, obtenues trois ou quatre ans après le fait, on effectue un rapprochement avec d'autres données sur les biens et services au moyen des comptes d'entrées-sorties.

La nouvelle approche, maintenant appliquée à plusieurs autres agrégats des comptes, gravite autour de l'identité suivante entre l'offre et la demande d'un bien ou service:

---

[36] La distinction entre le PIB et le PNB est approfondie au chapitre 2.

[37] Cet oxymoron qu'est la "production provinciale sur une base nationale" suppose qu'on calcule la production brute provinciale de façon analogue au PNB plutôt qu'au PIB. Elle représente le produit des facteurs de production de propriété provinciale plutôt que le produit à l'intérieur des frontières de la province.

[38] La conversion à l'année de base 1981 a coïncidé avec la révision historique, mais on adopte parfois une nouvelle année de base sans procéder en même temps à une révision historique. La conversion toute récente à l'année de base 1986 en juin 1990 en est un bon exemple.

[39] Pour une discussion approfondie du changement de base, voir le chapitre 2.

Offre totale = Demande totale

ou

production	=	entrées intermédiaires
+ importations		+ demande intérieure finale
+ marges		+ exportations
		+ mises en stock

Le fait de comparer des données douanières et des données d'enquête sur la production, les importations, les marges,[40] les entrées intermédiaires, les exportations et les mises en stocks nettes d'une part et les estimations de la demande intérieure finale d'autre part permet de vérifier la cohérence de ces estimations. L'équilibre des flux de biens et services est à la base du système d'entrées-sorties et permet de mieux rapprocher des données de sources hétérogènes. En cas de déséquilibre, on entreprend une investigation des problèmes reliés soit à la classification, à la collecte, à l'évaluation et à la couverture des données ou au décalage dans leur enregistrement. La qualité des estimations définitives ainsi rapprochées se trouve rehaussée par la vérification considérable inhérente à la méthode.

A l'occasion de la révision historique, un changement important a été apporté aux dépenses en améliorations et modifications majeures, une composante de l'investissement des entreprises en construction résidentielle. On a établi un nouveau repère pour la série à partir des résultats de l'enquête sur les dépenses des familles (FAMEX) de 1982 qui contenait de nouvelles questions répondant aux besoins du SCN.[41] La nouvelle valeur repère, qui a fait tripler le niveau de la série en 1982, a ensuite été extrapolée dans le temps.

Un autre changement important visait l'indice de prix des ordinateurs. Depuis plusieurs années, la mesure des prix et des quantités de ce type de matériel posait un problème dans les comptes. Etant donné le rythme rapide du changement technologique et ses dimensions multiples, il était devenu difficile d'établir une unité de mesure standard et uniforme pour le matériel d'ordinateur dont le prix puisse être mesuré dans le temps. Les techniques conventionnelles de mesure des prix et des quantités ne permettaient pas de bien traduire en chiffres les avantages découlant du progrès technologique sous forme de meilleurs produits et de prix inférieurs.

La nouvelle méthode employée dans ce domaine fait appel à un indice de prix hédonique[42] du matériel d'ordinateur, élaboré en 1985 par le Bureau of Economic Analysis (BEA) du Ministère du commerce des États-Unis pour leurs comptes nationaux, en consultation avec la International Business Machines Corporation.[43] L'indice a été adopté par le Canada. On emploie les sous-indices de l'indice de prix des ordinateurs du BEA comme intrants pour mettre au point des déflateurs propres aux importations et exportations canadiennes d'ordinateurs et de matériel périphérique et à la partie appropriée de l'investissement en machines et matériel. Des statistiques du commerce international sont utilisées pour calculer un indice de prix à l'importation des ordinateurs, et des données de l'enquête sur les manufactures pour pondérer les prix intérieurs et les prix à l'exportation des ordinateurs. Les prix à l'importation sont calculés en tenant compte du taux de change; on prend aussi en compte les tarifs douaniers et les taxes de vente fédérales avant d'appliquer ces indices à l'investissement intérieur.

---

[40] Le terme "marges" dans ce contexte renvoie aux diverses hausses de prix que subit une marchandise après sa fabrication. Sont comprises ici la marge de transport, les marges commerciales (gros et détail) et les taxes de vente et d'accise. Il s'agit donc de l'écart entre le prix à la production et le prix de vente à l'utilisateur final.

[41] Voir ***Dépenses des familles au Canada***, 62-555 au catalogue, irrégulier.

[42] Dans une approche hédonique, un produit complexe comme un micro-ordinateur est considéré comme un bien composite avec plusieurs caractéristiques (vitesse de calcul, capacité de mémoire à accès sélectif, capacité de stockage du disque dur, qualité de la définition de l'image, et cetera). Les prix explicites ou implicites des caractéristiques individuelles sont mesurés dans le temps et pondérés en fonction des proportions moyennes d'une période de base donnée. L'indice agrégé qui en résulte mesure le prix du bien ou service composite.

[43] Voir Cartwright (1986), Cartwright et Smith (1988), Cole, Chen, Barquin-Stollement, Dulberger, Helvacian et Hodge (1986), Triplett (1986) et Young (1989).

Une fois effectué l'ajustement de qualité, l'indice de prix révisé donne une toute autre idée de l'évolution des prix et des quantités d'ordinateurs. On observe une tendance à la baisse du prix du matériel d'ordinateur au cours de la période de 1971 à 1989, en termes non seulement relatifs mais aussi absolus.[44] L'ancien indice était fondé sur l'hypothèse d'un changement minime dans la qualité et faisait ressortir une augmentation graduelle pendant les années soixante-dix et au début des années quatre-vingt.

On a aussi pris des mesures afin d'accroître l'intégration des parties constituantes du SCN en rapprochant les grands agrégats des CRD et des comptes d'entrées-sorties. Le rapprochement entre les deux systèmes est compliqué parce que les CRD contiennent une divergence statistique explicite entre l'estimation du PIB en termes de revenus et celle en termes de dépenses qui n'a pas d'équivalent dans les comptes d'entrées-sorties. De plus, les agrégats mesurant le rendement du capital dans les CRD, soit les bénéfices des sociétés avant impôts, les intérêts et revenus divers de placements, l'ajustement de la valeur des stocks et les provisions pour consommation de capital, n'ont d'autre contrepartie dans les comptes d'entrées-sorties que l'excédent d'exploitation, théoriquement égal à la somme des quatre agrégats précédents. À cause de ces différences entre les deux systèmes, sur le côté dépenses, la valeur de la variation matérielle des stocks dans les comptes d'entrées-sorties est rendue égale à la somme de la divergence statistique et de la valeur de la variation matérielle des stocks dans les CRD. De même, du côté des revenus, l'excédent d'exploitation dans les comptes d'entrées-sorties est rendu égal à la somme de la divergence statistique, des bénéfices des sociétés avant impôts, des intérêts et revenus divers de placements, de l'ajustement de la valeur des stocks et des provisions pour consommation de capital dans les CRD. Le PIB aux prix du marché est désormais le même dans les comptes des revenus et dépenses et les comptes d'entrées-sorties pour les années 1961 et 1971 et depuis 1980.

De plus, il s'est avéré impossible de rapprocher les estimations du PIB en prix constants parce que les méthodes de déflation sont très différentes dans les deux systèmes. Les estimations par branche d'activité en prix constants sont calculées dans les comptes d'entrées-sorties à l'aide d'une méthode dite de double déflation dans laquelle la valeur déflatée des intrants est soustraite de la valeur déflatée de la production brute en vue d'obtenir la valeur ajoutée en prix constants. Les estimations mensuelles du PIB par branche d'activité sont des projections effectuées à partir de ces estimations des entrées-sorties à l'aide de diverses séries comme l'emploi et la valeur déflatée des expéditions. Par opposition, les estimations en prix constants dans les CRD sont essentiellement construites en déflatant les dépenses finales au moyen de déflateurs pour des biens et services spécifiques.

Les comptes économiques provinciaux annuels et les comptes provinciaux d'entrées-sorties quinquennaux ne sont pas rapprochés puisqu'ils n'ont pas du tout la même fréquence.

Ce travail d'intégration, aux dimensions multiples, a eu encore d'autres effets sur le SCN dans son ensemble. On a ainsi adopté une définition commune des secteurs, des industries et de leurs niveaux d'agrégation et commencé à suivre la classification type des industries de 1980 dans toutes les parties du SCN.[45]

---

[44] Bien que les révisions à ce poste aient eu un effet marqué sur les estimations de la demande intérieure finale, leur effet sur le PIB a été beaucoup moindre étant donné que la demande d'ordinateurs au Canada est satisfaite dans une large mesure par les importations.

[45] Les autres mesures adoptées pour accroître l'intégration du SCN du Canada sont décrites dans *Guide de l'utilisateur pour le Système de comptabilité nationale du Canada*, 13-589F au catalogue, novembre 1989, hors série.

2. Concepts et définitions

Ce chapitre décrit la structure des comptes des revenus et dépenses. On y explique les concepts et on y expose les relations entre les grands agrégats.

Le système de comptabilité nationale du Canada suit d'assez près les recommandations des Nations Unies quant à la structure, aux concepts et aux définitions. Ces règles établissent un cadre conceptuel intégré pour comprendre et analyser une économie nationale. Le système tire son origine de la théorie macroéconomique et ses grands agrégats sont étroitement reliés aux concepts clés qu'on retrouve dans les textes courants en économie. Bien qu'il remonte à près de quarante ans, le SCN des Nations Unies a résisté à l'épreuve du temps et est aujourd'hui largement utilisé dans les pays à économie de marché.[1]

2.1 Production

Si l'on pouvait attribuer aux comptes un objectif premier, prépondérant, ce serait celui de circonscrire et de mesurer la production économique totale du pays. Ce concept de "production économique totale du pays" englobe un éventail très étendu de biens et services. Toutefois, il ne comprend pas entièrement tout ce qui est produit. À titre d'exemple, les services rendus sans rémunération par des particuliers à la maison en sont exclus. Circonscrire les limites de ce qui fait partie ou non de la production est l'un des principaux défis des comptes.

En fait, il existe plusieurs définitions distinctes de la production (ou revenu)[2] totale dans les comptes mêmes. Les différentes définitions gravitent autour des notions suivantes: la production peut être mesurée "au coût des facteurs" ou "aux prix du marché", sur une base intérieure ou sur une base nationale, et comprendre ou non les provisions pour consommation de capital. Les relations entre ces divers agrégats sont présentées au tableau 2.1. Chaque définition a son utilité propre. La mesure la plus appropriée pour un objectif donné dépend de la nature de la question à l'étude.

2.2 Le concept de production

En termes très généraux, le concept de production économique totale dans le SCN englobe les biens et services qui sont échangés contre de l'argent dans une économie de marché. Il existe toutefois des exceptions à cette définition générale. Les opérations portant sur des biens usagés sont exclues, bien qu'il s'agisse de biens échangés contre de l'argent dans une économie de marché.[3] Inversement, une partie de la production non échangée contre de l'argent dans une économie de marché entre dans la définition de la production du SCN. Un bon exemple de ceci est l'imputation effectuée en vue de

---

[1] Le premier système de comptabilité nationale des Nations Unies a été publié sous le titre de ***Système de comptabilité nationale et tableaux connexes***, Études méthodologiques, série F, no. 2, Bureau de statistique, Département des affaires économiques et sociales, Nations Unies, New York, 1953, et les éditions subséquentes en tant que série F, no. 2, rév. 1, rév. 2 et rév. 3. La dernière version du SCN, exposée par les Nations Unies en 1968 (1970 en français) a été élaborée avec l'aide d'un groupe international d'experts sous la présidence de Richard Stone. Présentement, un nouveau groupe d'experts est en train de redéfinir le système des Nations Unies en vue d'en rendre les concepts plus adéquats à la réalité des années quatre-vingt-dix. Compte tenu du travail effectué jusqu'ici, la révision n'entraînera probablement pas de modification majeure à la structure et aux concepts fondamentaux du SCN. Les recommandations vont plutôt viser à clarifier certains concepts et à étendre le système dans de nouvelles directions.

[2] Les termes "production" et "revenu" sont synonymes dans les comptes nationaux consolidés, mais pas dans les comptes sectoriels étant donné l'existence de transferts entre secteurs.

[3] Les biens usagés sont exclus car ils ont déjà été comptabilisés dans une période antérieure, lorsqu'ils ont été produits. Les comptes tentent d'éviter un tel double compte. Les frais de service associés à la vente de biens ou d'équipements usagés, comme les commissions immobilières, entrent dans le domaine de la production. Les activités illicites sont également exclues car elles ne peuvent être mesurées de façon adéquate.

mesurer les services que fournissent les logements occupés par leur propriétaire. Il y a néanmoins très peu d'imputations dans les comptes et elles ne s'élevaient en 1985 qu'à 5.6% du PIB.[4]

Tableau 2.1
Relations entre les grands agrégats des comptes nationaux

PRODUIT/REVENU AU COÛT DES FACTEURS			
Intérieur net:	PINCF	=	SAL + PROF + INT + AGR + INDIV + AVS
National net:	PNNCF	=	PINCF + INTNR
Intérieur brut:	PIBCF	=	PINCF + PCC
National brut:	PNBCF	=	PNNCF + PCC
PRODUIT/REVENU AUX PRIX DU MARCHÉ			
Intérieur net:	PIN	=	PINCF + IMP
National net:	PNN	=	PIN + INTNR
Intérieur brut:	PIB	=	PIN + PCC
National brut:	PNB	=	PNN + PCC

DÉFINITIONS

PINCF	=	Produit intérieur net au coût des facteurs
PNNCF	=	Produit national net au coût des facteurs
PIBCF	=	Produit intérieur brut au coût des facteurs
PNBCF	=	Produit national brut au coût des facteurs
PIN	=	Produit intérieur net aux prix du marché
PNN	=	Produit national net aux prix du marché
PIB	=	Produit intérieur brut aux prix du marché
PNB	=	Produit national brut aux prix du marché
SAL	=	Rémunération des salariés
PROF	=	Bénéfices des sociétés avant impôts
INT	=	Intérêts et revenus divers de placements
AGR	=	Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole
INDIV	=	Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris
AVS	=	Ajustement de la valeur des stocks
PCC	=	Provisions pour consommation de capital
INTNR	=	Revenus de placements nets reçus des non-résidents
IMP	=	Impôts indirects moins subventions

[4] Les imputations se limitent aux activités non marchandes pour lesquelles on peut établir un proche parallèle avec l'économie de marché et dont on peut mesurer la valeur. Les principales imputations touchent les logements occupés par leur propriétaire, les produits agricoles consommés directement sur la ferme, les services rendus sans frais directs par les institutions financières et la consommation de capital des administrations. La liste en est donnée au tableau 62 de la publication annuelle des *CRD*, 13-201 au catalogue. Les imputations servent à garder intacte la mesure de la production face à des changements dans les institutions ou la structure et l'organisation de l'économie. Par exemple, si une tendance se dessinait en faveur de la propriété des logements au détriment de leur location, peut-être en raison de modifications au régime fiscal, ce changement, en lui-même, demeurerait sans effet sur la production totale.

La valeur du travail ménager non rétribué, comme le soin des enfants, la cuisine et le nettoyage, n'est pas comprise dans la production totale, bien que la proposition visant à l'inclure soit tout à fait défendable.[5] Ainsi, une bien faible partie de la production, telle que définie dans ces comptes, provient du secteur des particuliers. La production se limite ici aux services domestiques rendus par une main-d'oeuvre rémunérée. La croissance de la production a probablement été quelque peu surestimée parce que le travail ménager non rétribué était exclu de la mesure de la production dans les comptes. Les femmes sont entrées en nombre croissant sur le marché du travail et leur travail ménager est maintenant accompli de plus en plus dans le cadre de l'économie marchande comme l'indique la croissance rapide des restaurants et des services ménagers offerts sur une base commerciale.

Les paiements des entreprises sous forme d'intérêts sont pris en compte dans la production alors que d'autres paiements semblables, les intérêts payés sur la dette publique par le gouvernement et une partie des intérêts payés sur la dette de consommation par les ménages, ne le sont pas.[6] Les intérêts sur la dette publique sont traités comme un paiement de transfert pour deux raisons: d'une part, les emprunts du gouvernement servent surtout, implicitement, à financer des dépenses courantes plutôt que de capital et, d'autre part, il est préférable que les politiques changeantes des gouvernements en matière de financement demeurent sans effet sur le PIB.[7]

L'activité du secteur public[8] fait partie de la production; le fait que les services de l'administration, ceux rendus par les parlementaires, les militaires, les policiers, les enseignants, le personnel des hôpitaux et un grand nombre d'autres fonctionnaires, ne soient pas généralement offerts sur le marché rend toutefois leur évaluation problématique. On contourne la difficulté en comptabilisant les services du gouvernement au coût qui leur est associé. Il en résulte dans certains cas une surestimation et dans d'autres, une sous-estimation, notamment lorsque surviennent des hausses rapides de productivité. La production des entreprises publiques dont les méthodes d'exploitation sont semblables à celles des entreprises privées, comme Pétro-Canada, est définie de la même manière que celle des entreprises privées.[9]

La plus grande part de la production, et de beaucoup, revient aux entreprises privées et aux entreprises publiques, soit environ 83% en 1985. Le reste de la production dans les comptes, pour l'essentiel, provient des administrations; seule une très faible proportion, environ 2% en 1985, est imputable au secteur des ménages.[10] C'est ce que révèle le tableau 2.2 qui montre en gros la contribution au PIB de chacun des secteurs, particuliers, entreprises et administrations.[11]

La définition des limites de la production est une question qui prête beaucoup à controverse dans les comptes. Le travail à domicile devrait-il ou non être compté dans le PIB sous forme d'imputation et si oui, dans quelle mesure? Certains services publics ne devraient-ils pas être traités comme une production intermédiaire plutôt que finale et dès lors être exclus du PIB? Est-ce qu'une partie du service de la dette publique et la portion transfert des intérêts sur la dette de consommation devraient être considérées comme productives, au même titre que les intérêts sur la dette des entreprises,

---

[5] Voir Oli Hawrylyshyn, *Examen de quelques propositions récentes visant à modifier et à étendre la mesure du PNB*, Statistique Canada, 13-558 au catalogue, décembre 1974, hors série, et *Guide de l'utilisateur pour le Système de comptabilité nationale du Canada*, 13-589F au catalogue, novembre 1989, hors série, chapitre 7.

[6] L'intérêt sur la dette de consommation est partagé en deux, une portion représentant les frais d'administration encourus par les intermédiaires financiers pour rendre service aux emprunteurs, en d'autres termes le coût du service, et le reste, envisagé comme un transfert entre prêteurs et emprunteurs. Seul le coût du service est considéré comme productif et par conséquent compris dans le PIB.

[7] Si le service de la dette publique était considéré comme productif et par conséquent compris dans le PIB, les gouvernements pourraient alors augmenter ou diminuer le PIB à volonté en ayant recours tantôt au financement par des impôts (ce qui constitue indubitablement une forme de transfert) et tantôt au financement par des emprunts. Voir Crozier (1959) et Sunga (1967, 1984).

[8] L'activité dans ce contexte ne comprend pas les transferts et le service de la dette publique. Elle englobe seulement les dépenses courantes en biens et services et les dépenses de capital du secteur des administrations.

[9] Ceci signifie qu'une politique de privatisation ou de nationalisation des entreprises publiques demeure sans effet sur la façon dont leurs profits sont comptabilisés dans le PIB.

[10] La part du secteur des particuliers provient des services de main-d'oeuvre rémunérés directement comme ceux rendus par les servantes et les maîtres d'hôtel.

[11] Notez que, dans ce tableau, la répartition par secteur diffère de celle qu'on trouve dans les CRD tels que publiés, où les secteurs sont les suivants: particuliers et entreprises individuelles, sociétés et entreprises publiques, administrations et non-résidents. La relation entre les deux classifications par secteur est expliquée à la section 2.7.

et dès lors être comptées dans le PIB? Ces questions et plusieurs autres encore servent à rappeler qu'il est malaisé de représenter une économie industrielle moderne sous forme d'un tableau statistique précis.

Tableau 2.2
Produit intérieur brut par secteur

	Millions de dollars en 1985	Part du total en %
Secteur des particuliers		
Rémunération des salariés	10,421	2.2
Secteur des entreprises		
Rémunération des salariés	185,091	38.7
Revenu des entreprises individuelles non agricoles	26,447	5.5
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	2,808	0.6
Bénéfices des sociétés avant impôts	49,490	10.4
Intérêts et revenus divers de placements	40,302	8.4
Ajustement de la valeur des stocks	-1,760	-0.4
Impôts indirects moins subventions*	47,212	9.9
Provisions pour consommation de capital		
Particuliers et entreprises individuelles	15,313	3.2
Sociétés et entreprises publiques	33,521	7.0
Total	398,424	83.3
Secteur des administrations		
Rémunération des salariés	62,006	13.0
Provisions pour consommation de capital	7,092	1.5
Total	69,098	14.5
Divergence statistique	45	0.0
Produit intérieur brut aux prix du marché	477,988	100.0

* Les impôts indirects et subventions sont alloués ici au secteur des entreprises, même si on devrait en fait en attribuer aux particuliers et aux administrations. Les droits à l'importation payés par les particuliers et les administrations sur des achats effectués à l'étranger en sont un exemple.

2.3 Production intérieure par opposition à production nationale

Le concept de production qui se situe au coeur des comptes des revenus et dépenses est celui de produit intérieur brut aux prix du marché, ou PIB. Le PIB mesure, sans double compte, la valeur de la production réalisée à l'intérieur des frontières du Canada,[12] qu'elle soit imputable à des facteurs de production de propriété canadienne ou étrangère.

[12] Au sens strict, ce sont les établissements responsables de la production qui doivent résider au Canada. A titre d'exemple, la production attribuée à des vendeurs travaillant à l'étranger, mais à l'emploi d'établissements au Canada, est considérée comme faisant partie du PIB du Canada. Par convention internationale, les salaires du personnel diplomatique et militaire canadien à l'étranger sont également compris dans le PIB du Canada.

Avant la révision historique en 1986, le concept de production fondamental des comptes était le produit national brut aux prix du marché, ou PNB. Le PNB englobe les gains des facteurs de production dont les propriétaires résident habituellement au Canada,[13] sans égard à l'endroit où la production est réalisée.[14]

Il est facile de rapprocher ces deux concepts distincts de la production. Pour passer du PIB au PNB, il suffit d'ajouter les revenus de placements reçus des non-résidents et de déduire les revenus de placements versés aux non-résidents, comme l'indique le tableau 2.3.[15] En 1985, les revenus de placements reçus de l'étranger s'élevaient à environ $8 milliards, ceux versés aux non-résidents à environ $22 milliards et le PIB dépassait le PNB d'environ $14 milliards. Le PIB s'élevait à $478 milliards et le PNB à $464 milliards, de sorte qu'une grande partie de la production, au Canada comme dans la plupart des pays, entre à la fois dans le PIB et dans le PNB.[16]

Tableau 2.3
Relation entre le PIB et le PNB

		Millions de dollars en 1985
Produit intérieur brut		477,988
Plus:	Revenus de placements reçus des non-résidents	7,574
Moins:	Revenus de placements versés aux non-résidents	21,906
Égale:	Produit national brut	463,656

Plusieurs raisons expliquent la décision de substituer le PIB au PNB en tant qu'agrégat fondamental du système. Premièrement, le PIB est plus étroitement relié à l'emploi et aux prix intérieurs que ne l'est le PNB, lequel comprend les bénéfices des facteurs de production de propriété canadienne provenant de l'étranger. Deuxièmement, il est plus facile d'établir les rapprochements entre les CRD et les autres composantes du SCN à partir du PIB. Ainsi par exemple, le PIB est au coeur des comptes économiques provinciaux et il serait impossible d'estimer un agrégat analogue au PNB sur une base provinciale étant donné la difficulté de mesurer les flux de revenus de placements entre les provinces. L'adoption du PIB en tant qu'agrégat fondamental est davantage conforme à la pratique internationale et à la présentation préconisée par les Nations Unies. La plupart des pays maintenant mettent l'accent sur le PIB, avec l'exception notable des États-Unis qui continuent à privilégier le PNB.

---

[13] Selon la terminologie employée par les Nations Unies, le concept ici est celui d'"agent économique résident". La résidence d'un agent économique n'est pas définie en fonction de la citoyenneté mais plutôt selon le pays de résidence habituelle. À cet égard, l'une des règles veut que soit considéré résident d'un pays un établissement ou une personne y ayant résidé plus d'un an. Tel que mentionné, le personnel diplomatique et militaire en poste à l'étranger pour plus d'un an constitue une exception à la règle, puisqu'il demeure résident de son pays de citoyenneté. Voir *Système de comptabilité nationale*, Études méthodologiques, série F, no. 2, rév. 3, Bureau de statistique, Département des affaires économiques et sociales, Nations Unies, New York, 1970, pp. 95-98.

[14] Les bénéfices gagnés à l'étranger par les entreprises canadiennes mais non versés ne sont pas compris dans le PNB du Canada, mais on peut très bien soutenir qu'ils pourraient l'être. Par analogie, les bénéfices gagnés par les entreprises étrangères au Canada mais non versés pourraient sans doute être exclus de PNB du Canada, mais ne le sont pas.

[15] Voir aussi le tableau 2.1 ci-dessus et le tableau 4 dans les deux publications des *CRD*, 13-001 et 13-201 au catalogue. En principe, on devrait également apporter des ajustements pour les Canadiens demeurant près de la frontière et travaillant aux États-Unis et pour les Américains en situation analogue. Les résidents de Windsor travaillant à Détroit, par exemple, gagnent un revenu qui devrait être comptabilisé dans le PNB mais pas dans le PIB. En pratique, on n'apporte aucun ajustement de ce genre. L'ajustement net requis dans ce cas-ci est minime et, le cas échéant, difficile à calculer.

[16] On peut calculer le PNB en prix constants en déflatant les flux de revenus de placements à l'aide de l'indice implicite de prix du PIB et en déduisant les sorties nettes de capitaux ainsi déflatées du PIB réel.

2.4 Production brute par opposition à production nette

La production économique implique l'usure d'actifs productifs, c'est-à-dire la "consommation" de capital par suite de la dépréciation et de l'obsolescence. Tels que définis dans les comptes, les actifs productifs englobent les bâtiments, les travaux de génie ainsi que les machines et le matériel.[17] Étant donné que de tels actifs sont dans la plupart des cas hautement durables, cette "usure" ou perte de valeur est un processus graduel qui s'étale souvent sur plusieurs années. Les entreprises imputent habituellement aux dépenses d'exploitation de chaque période un "amortissement" ou "coût de consommation de capital" destiné à couvrir le coût de l'usure des biens de capital au cours de l'exercice. L'amortissement représente donc un coût d'entreprise qui est implicitement compris dans le prix du marché des biens et services vendus aux utilisateurs finals.

Prenons le cas d'un fabricant de chaussures qui achète une machine à fabriquer des chaussures au prix de $27,000. La valeur de la machine est comptabilisée dans la formation brute de capital fixe des entreprises, un élément du PIB, comme un investissement sous forme de bien de capital au cours de la période d'achat, la machine ayant été importée ou produite au pays durant cette période. Si la durée utile de la machine est censée être de dix ans, le fabricant peut l'amortir par montants égaux étalés sur une période de dix ans (soit l'approche de l'amortissement linéaire), en imputant chaque année $2,700 aux dépenses d'exploitation courantes afin de tenir compte de la dépréciation de la machine. La valeur des chaussures vendues par le fabricant comprendra donc $2,700 chaque année pendant dix ans afin de couvrir l'usure ou la consommation de capital de cet actif. Pendant toute la période de dix ans, les dépenses personnelles en biens de consommation vont donc comprendre une somme de $27,000, qui représente le coût total de la machine. En réalité, la valeur de la machine à son coût d'acquisition se trouve incorporée dans la valeur de toutes les chaussures fabriquées au cours de cette période de dix ans.

Le concept fondamental de production dans les CRD est celui de PIB, mesuré tantôt aux prix du marché, tantôt au coût des facteurs. Il s'agit d'une mesure brute en ce sens qu'elle englobe l'estimation des frais d'amortissement. Il existe aussi une autre définition de la production, appelée revenu (ou produit) intérieur net, qui exclut les frais d'amortissement (voir le tableau 2.1).

Il existe dans les CRD trois types principaux d'actifs productifs pour lesquels on calcule des frais d'amortissement: les installations et le matériel des entreprises, les logements ainsi que les actifs des administrations. Du point de vue quantitatif, le plus important des trois est l'amortissement de l'investissement des entreprises en usines et matériel.[18]

La dépréciation ne peut être mesurée directement car elle ne donne lieu à aucune véritable opération. Les entreprises font une estimation de la dépréciation dans leurs états financiers uniquement à partir d'hypothèses sur la durée anticipée des actifs utilisés de façon normale et sur le degré d'obsolescence qu'ils auront à subir en raison de l'évolution technologique. De telles estimations de l'amortissement sont généralement fondées sur la valeur de l'actif à son coût d'acquisition. En d'autres termes, elles prévoient la récupération de la valeur monétaire initiale de l'actif au cours de la période d'amortissement graduel de celui-ci.

Il serait souhaitable à certains égards d'indiquer l'amortissement sur la base d'un "coût de remplacement", lequel traduirait, à chaque période, le coût de remplacer le capital afin de le maintenir intact. En période de hausse des prix, l'"amortissement comptable" fondé sur le coût d'acquisition va probablement sous-évaluer de façon appréciable le coût réel de la conservation du capital et surévaluer les revenus nets ou les bénéfices des entreprises. En outre, pour certaines analyses économiques, il serait bon de pouvoir disposer d'estimations de la formation nette de capital fixe, c'est-à-dire des additions nettes au stock de capital de la nation à chaque période après prise en compte de l'amortissement sur la base du coût de remplacement.

---

[17] Les actifs productifs pourraient sans doute comprendre des ressources moins tangibles comme les logiciels, les banques de données et autres réserves de connaissances, le capital humain, la réputation de l'entreprise, et cetera.

[18] On montre une ventilation des provisions pour consommation de capital au chapitre 3. Les frais d'amortissement dans les comptes se rapportent au stock total d'actifs productifs, pas seulement aux mises en stocks brutes dans une période donnée.

Les estimations présentées dans les comptes pour les logements (sauf ceux appartenant aux sociétés), le matériel et les bâtiments dans l'agriculture ainsi que les actifs des administrations[19] sont en fait fondées sur le coût de remplacement plutôt que sur le coût d'acquisition. Dans ces trois cas, les estimations sont des imputations. Seuls les frais d'amortissement pour le reste des installations et du matériel des entreprises se fondent sur les valeurs comptables initiales.

Le fait que les estimations de l'amortissement des installations et du matériel des entreprises continuent de reposer sur une évaluation au coût d'acquisition comporte à la fois des avantages et des inconvénients. L'avantage, c'est que les estimations de l'amortissement sont étroitement reliées aux documents comptables des entreprises[20] et que les chiffres correspondants des bénéfices des sociétés figurant dans les comptes sont très proches des bénéfices comptables qui servent de repère à la plupart des décisions des entreprises. Calculer la dépréciation dans les comptes à partir du coût de remplacement exigerait des jugements et des décisions arbitraires et aboutirait à des estimations des bénéfices des sociétés dans les comptes sensiblement différentes des profits rapportés dans les états financiers des entreprises.[21] Le revenu intérieur net serait généralement moins élevé parce qu'en période de hausse des prix, l'amortissement au coût de remplacement est supérieur à celui au coût d'acquisition et il y aurait une baisse correspondante des bénéfices. Le PIB demeurerait le même.[22] L'inconvénient, c'est que les provisions pour consommation de capital déclarées par les entreprises ne traduisent pas toujours la véritable dépréciation au sens économique. De ce point de vue, une mesure au coût de remplacement serait préférable.

---

[19] Les provisions pour consommation de capital (PCC) ayant trait aux actifs des administrations sur le côté revenus des comptes sont également comptabilisées dans les dépenses publiques courantes en biens et services sur le côté dépenses. Leur inclusion dans le PIB signifie que des ventes d'actifs productifs au secteur des administrations par le secteur des entreprises demeurent sans effet sur le PIB. Toutefois, on peut très bien soutenir que l'amortissement des actifs des administrations ne devrait pas figurer dans le PIB car il n'entre pas dans le prix des biens et services. Comme les PCC se rapportant aux actifs des administrations doivent être imputées et comme l'imputation figure des deux côtés des comptes, le PIB contient un élément d'arbitraire.

[20] Malgré ce lien, l'amortissement des installations et du matériel des entreprises dans les comptes n'est pas identique à la dépréciation comptable car la définition de la formation de capital n'est pas la même dans les CRD et dans les états financiers des entreprises. L'achat de biens durables tels meubles, outils et matériel de bureau n'est pas toujours capitalisé par les entreprises, mais plutôt porté au compte d'exploitation. Dans les CRD, ce type de bien durable fait partie de l'investissement en capital fixe des entreprises et donc du PIB. Afin d'équilibrer les comptes, de telles dépenses de capital sont également comprises dans les PCC du côté revenus, ce qui revient à considérer que ces biens sont dépréciés en entier dans l'année où ils sont achetés. Par ailleurs, l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables n'est pas considéré en principe comme un coût de production dans le revenu national même lorsqu'il est déduit comme dépense d'exploitation par les entreprises. En l'absence de statistiques, il n'est cependant pas possible d'éliminer des estimations de l'amortissement toutes les sommes imputées à l'épuisement des ressources. Par analogie, les ressources nouvellement découvertes ne sont pas comptabilisées comme investissement brut dans les CRD et les stocks connus de ressources naturelles ne sont pas davantage compris dans les comptes du bilan national.

[21] Les frais d'amortissement sont déduits des revenus dans le calcul des bénéfices de sorte que toute modification du calcul de l'amortissement influe sur les bénéfices.

[22] L'agrégat des provisions pour consommation de capital sur le côté revenus des comptes renferme aussi un certain nombre d'"ajustements de valeur divers" nécessaires pour assurer une conformité entre les renseignements tirés des documents comptables des entreprises et les définitions de la comptabilité nationale. L'un de ces ajustements concerne les dépenses courantes portées au compte de capital par les entreprises. Dans certains cas, des dépenses sur des intangibles comme les frais de courtage sont capitalisées par les entreprises alors qu'elles sont exclues de l'investissement brut dans les CRD. Afin de préserver l'équilibre des comptes, il faut apporter un ajustement de valeur négatif du côté revenus afin d'éliminer cette surestimation du revenu net des entreprises. Un autre ajustement touche les prestations versées par les assureurs aux entreprises en guise de compensation à la suite d'incendies ou d'autres pertes, qui sont traitées comme une forme de consommation de capital dans les comptes. Les primes d'assurance payées par les entreprises entrent dans la valeur marchande des biens et services du côté dépenses. Le total des primes doit avoir une contrepartie du côté revenus afin de préserver l'équilibre des comptes. Les revenus de facteurs engendrés par les compagnies d'assurance (sous forme de salaires, profits, etc.), qui correspondent au coût du service, sont automatiquement compris dans le revenu national. Mais la différence entre les primes totales et le coût du service, c'est-à-dire la portion "prestations" ne figure nulle part du côté revenus et une écriture explicite doit être effectuée dans les PCC afin d'en tenir compte. On apporte un ajustement similaire dans le cas des assurances sur les logements occupés par leur propriétaire. On ne tient pas compte dans les CRD des pertes non couvertes par des assurances.

2.5 La mesure de la production totale

On mesure le PIB de deux façons dans les comptes des revenus et dépenses.[23] La première approche consiste à additionner les revenus des facteurs, avant impôts, engendrés par la production de biens et services au Canada,[24] somme à laquelle on ajoute les impôts indirects moins les subventions plus les provisions pour consommation de capital. La seconde consiste à calculer la valeur des dépenses sans double compte (finales) des Canadiens à laquelle on ajoute les exportations et dont on soustrait les importations.[25] Les totaux ainsi obtenus devraient en théorie être égaux. En pratique, ils le sont rarement, sinon jamais, en raison d'erreurs statistiques.[26] Chaque total est cependant très utile en ce qu'il sert à vérifier l'autre, tel qu'expliqué plus loin.

En vertu de la méthode des revenus, on fait la somme des agrégats suivants:

La *rémunération des salariés*, qui englobe tous les gains des résidents canadiens provenant d'un emploi, versés en espèces ou en nature, pour un travail exécuté et avant déduction des impôts sur le revenu et des cotisations à l'assurance-chômage, aux régimes de pensions et autres régimes d'assurance sociale, plus les cotisations obligatoires et les contributions volontaires des employeurs en faveur de leurs employés aux pensions, à l'assurance sociale et à d'autres avantages semblables. Comprend solde et indemnités militaires, commissions, pourboires et gratifications, rémunération des directeurs, et certaines allocations imposables telles que les indemnités de vie chère, de vacances et de congé de maladie.

Les *bénéfices des sociétés avant impôts*, qui sont définis comme les gains nets provenant de l'activité économique des sociétés privées. Ils sont mesurés après déduction d'une provision pour la consommation de capital fixe au cours de la période courante.

Les *intérêts et revenus divers de placements*, qui englobent les intérêts et revenus divers de placements des particuliers (sauf les dividendes) et les revenus de placements des administrations (y compris les bénéfices, nets de pertes, des entreprises publiques), moins les revenus de placements nets reçus des non-résidents par les particuliers et les administrations. En l'absence d'information, la déduction nécessaire pour enlever du PIB tous les intérêts sur la dette publique et la partie "transfert" des intérêts sur la dette de consommation est effectuée ici en entier.

Le *revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole*, qui comprend les ventes brutes de produits agricoles plus la valeur imputée de la production agricole consommée par l'exploitant et sa famille, plus la valeur de la variation matérielle des stocks agricoles, moins les dépenses d'exploitation agricoles et les provisions pour consommation de capital au titre des bâtiments et du matériel agricoles. Comprend également les revenus comptables (à la fois répartis et non répartis) des exploitants agricoles provenant des opérations de la Commission canadienne du blé. Les autres sources de revenu des agriculteurs, telles que les recettes sous forme de loyers nets ou d'intérêts, sont comptabilisées dans d'autres agrégats du PIB.

Le *revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris*, qui représente les gains des propriétaires individuels au titre de leur propre entreprise, sauf en agriculture. Comprend aussi le revenu net des membres indépendants de professions libérales tels médecins, dentistes, avocats et ingénieurs de

---

[23] Tel qu'expliqué au chapitre 1, il existe une troisième méthode pour calculer le PIB, dite des valeurs ajoutées. Cette approche n'est pas employée dans les CRD mais elle est fondamentale aux comptes d'entrées-sorties et aux estimations mensuelles du PIB par branche d'activité.

[24] Cet agrégat s'appelle le revenu intérieur net au coût des facteurs. Voir le tableau 1.5 au chapitre 1 ou le tableau 1 dans les publications des CRD, 13-001, 13-201 et 13-213 au catalogue.

[25] Voir le tableau 1.6 au chapitre 1 ou le tableau 2 dans les publications des CRD, 13-001, 13-201 et 13-213 au catalogue.

[26] Les sources d'erreur sont multiples: erreurs d'échantillonage, déclarations erronées des répondants, problèmes de décalage temporel, incohérences dans les concepts et définitions, techniques d'estimation fautives ou encore simples erreurs dans le calcul ou la compilation des données. Cette question est approfondie au chapitre 4.

même que le revenu net de loyer des particuliers (mais pas des sociétés), qui englobe les loyers payés ou imputés, après déduction des dépenses, au titre de propriétés résidentielles et les loyers payés nets au titre de propriétés non résidentielles.

L'*ajustement de la valeur des stocks*, soit la différence entre la variation des valeurs comptables des stocks et la valeur de la variation matérielle des stocks, qui représente le gain (ou la perte) net en capital réalisé sur les stocks par l'entreprise à la suite de variations de prix. Les gains ou pertes sur stocks se retrouvent dans les bénéfices des sociétés avant impôts et dans d'autres agrégats du revenu et doivent être enlevés en vue de mesurer la production courante.

Les *impôts indirects moins les subventions*, correspondant à tous les impôts qui s'ajoutent au coût de production et se retrouvent probablement dans le prix du marché payé par l'acheteur, tels que taxes de vente et d'accise, droits à l'importation et impôts fonciers, moins toutes les subventions visant les coûts de production courants versées par les administrations aux entreprises. Les impôts fonciers entrent dans cette catégorie car ils représentent un coût d'entreprise pour les propriétaires (y compris les propriétaires-occupants qui, dans les comptes, sont considérés comme locataires de leur propre logement).

Les *provisions pour consommation de capital*, soit la provision pour tenir compte de l'usure du capital dans le processus de production. Sont également compris ici les ajustements de valeur divers visant à rendre les documents comptables des entreprises conformes aux définitions de la comptabilité nationale. Parmi ces ajustements figurent une déduction pour les dépenses autres qu'en capital imputées au compte de capital par les entreprises, comme les frais de courtage, et une addition des prestations versées par les compagnies d'assurance afin de compenser les pertes causées par les incendies et autres risques.

Tous les revenus, avant impôts, gagnés dans le cadre d'une activité productive courante sont compris. Les paiements de tranfert tels les impôts sur le revenu (transferts aux administrations) et les dons de charité des sociétés (transferts aux particuliers) sont omis afin d'éviter un double compte.

En vertu de la méthode des dépenses, on fait la somme des agrégats suivants:

Les *dépenses personnelles en biens et services de consommation*, qui comprennent les dépenses des ménages en biens tels automobiles, meubles et appareils ménagers, vêtements et chaussures, aliments, boissons alcoolisées et tabac, et en services tels loyers bruts (y compris la valeur locative des logements occupés par le propriétaire), loisirs, transports et soins personnels. Les dépenses de voyage des Canadiens à l'étranger sont comptabilisées ici (puis déduites du PIB en tant qu'importations) et, inversement, les dépenses de voyage des étrangers au Canada sont déduites ici (et comptabilisées à la place dans les exportations). La catégorie englobe aussi les dépenses de fonctionnement des universités, églises, syndicats, organisations de charité et autres organismes privés à but non lucratif, traités dans les comptes comme des "associations de particuliers". Les achats de biens usagés sont exclus mais les frais de service afférents à l'achat sont compris.

Les *dépenses publiques courantes en biens et services*, soit toutes les dépenses courantes en biens et services du secteur des administrations, comprenant les salaires et traitements des employés de l'État et les autres achats de biens et services sauf les biens de capital. Cette catégorie englobe également les dépenses militaires et une imputation pour la consommation de capital des actifs des administrations. Les dépenses sont nettes, c'est-à-dire comptabilisées après déduction des ventes afin d'éviter un double compte.

L'*investissement des administrations publiques en capital fixe*, qui comprend les dépenses du secteur des administrations en actifs durables neufs tels bâtiments, réseaux d'adduction d'eau, égouts, routes, ports, aéroports et machines et matériel. Sont exclus la construction à des fins de défense et le matériel militaire, qui sont traités comme dépenses courantes.

L'*investissement des administrations en stocks*, qui comprend les stocks détenus par des organismes fédéraux de commercialisation comme la Commission canadienne du lait, et des stocks d'uranium.

L'*investissement des entreprises en capital fixe*, qui comprend les dépenses du secteur des entreprises en biens matériels durables d'une durée utile anticipée d'un an ou plus et en bâtiments et travaux de génie de toute nature. Comprend aussi la construction résidentielle des particuliers, les améliorations et modifications apportées au stock de bâtiments et les coûts de transfert associés à la vente d'actifs existants.

L'*investissement des entreprises en stocks*, qui correspond à la variation du volume matériel des stocks évaluée aux prix moyens du marché au cours de la période. La valeur comptable déclarée des stocks des entreprises est déflatée afin d'éliminer l'effet des variations de prix, et la variation "matérielle" obtenue est ensuite réévaluée aux prix moyens de la période courante pour obtenir la valeur de la variation matérielle.

Les *exportations de biens et services*, qui englobent les recettes courantes provenant des exportations de marchandises, les dépenses de voyage des non-résidents au Canada, les crédits de transport gagnés au compte canadien et les autres recettes provenant de services rendus aux non-résidents.

Moins: les importations de biens et services, qui englobent les paiements courants pour les importations de marchandises, les dépenses de voyage des Canadiens à l'étranger, les frais de transport encourus par le Canada au compte étranger et les autres paiements pour services rendus par les non-résidents.

Seules les dépenses finales sont comprises dans le total. Les dépenses intermédiaires sont exclues afin d'éviter un double compte. Cette question a été abordée au moyen d'un exemple au début du chapitre 1 (voir les tableaux 1.1 et 1.2), dans lequel le meunier achète du blé de l'agriculteur et le boulanger achète la farine du meunier. Le prix payé par le consommateur final suffirait normalement à rétribuer le boulanger pour l'ensemble de ses coûts, y compris la somme versée au meunier pour la farine. De même, le prix payé par le boulanger pour la farine suffirait normalement à rétribuer le meunier pour les frais encourus, y compris ce qu'il a versé à l'agriculteur pour le blé. Si on additionnait les montants bruts payés par les quatre, la contribution de l'agriculteur à la production finale serait comptée trois fois, celle du meunier, deux fois, et celle du boulanger, une fois. Les dépenses intermédiaires comme celles du meunier et du boulanger doivent être exclues du total du PIB, un objectif atteint en ne mesurant que les dépenses finales.[27,28]

Les importations sont également omises du PIB car elles ne font pas partie de la production intérieure. Elles entrent dans les achats finals à la fois directement, sous forme de produits finis achetés de l'étranger, et indirectement, sous forme d'intrants intermédiaires dans le processus de production. Ce genre d'importation est illustré dans l'exemple fictif au chapitre 1 par l'agriculteur achetant semences et engrais de l'extérieur du Canada. Chacun des cinq agrégats des dépenses, soit consommation des particuliers, dépenses publiques courantes, investissement des administrations, investissement des entreprises et exportations, contient à la fois une part d'importation et une part de production intérieure. Il n'est pas possible d'extraire le contenu d'importation de chaque catégorie de dépense séparément, car les biens et services importés entrent dans les ventes finales à la fois directement et indirectement. Par conséquent, on soustrait la totalité des importations en une seule opération.

---

[27] Puisque le PIB est brut (en ce sens qu'il englobe les provisions pour consommation de capital), il existe un autre élément de double compte qui n'est pas éliminé. Les dépenses d'investissement sont comptabilisées deux fois, une fois lorsqu'elles sont effectuées initialement et une deuxième fois lorsque le capital est consommé dans la production d'autres biens et services.

[28] Le fait d'inclure la valeur de la variation matérielle des stocks dans les dépenses d'investissement n'implique pas en soi un double compte. Les biens stockés sont comptabilisés dans le PIB dans la période où ils sont produits. Quand ils sont subséquemment vendus, on enregistre une baisse des stocks.

2.6 La divergence statistique

Comme on l'a déjà mentionné, le PIB est calculé deux fois dans les CRD, une fois par la méthode des revenus et l'autre, par la méthode des dépenses. Les deux totaux devraient en principe être égaux, mais tel n'est jamais le cas en raison d'erreurs statistiques. L'écart qui survient immanquablement entre eux est divisé en deux, une moitié étant soustraite de l'estimation la plus élevée et l'autre moitié, ajoutée à l'estimation la plus basse.[29] Cette différence partagée en deux est connue comme la divergence statistique.[30]

À titre d'exemple, la divergence statistique dans les CRD pour 1985 s'élève à $45 millions dans le tableau des revenus et à -$44 millions dans celui des dépenses. Ceci signifie que la divergence totale s'élève à $89 millions ou en d'autres mots, que la mesure du PIB en termes de revenus est inférieure de $89 millions à celle en termes de dépenses. La divergence statistique est très faible en proportion du PIB cette année-là (le PIB s'élevait à $477,988 millions en 1985), mais tel n'est pas toujours le cas. En 1983 par exemple, la divergence totale s'élève à $4,494 millions, soit 1.1% du PIB.

Une faible divergence statistique est un résultat souhaitable, puisqu'elle signifie que deux estimations du PIB obtenues de façon plus ou moins indépendante[31] se sont avérées presque identiques. Il est toutefois important de se rappeler qu'une petite divergence n'implique pas pour autant des comptes à peu près exempts d'erreur, les deux totaux pouvant contenir des erreurs du même ordre de grandeur. Qui plus est, même si une petite divergence suggère pour ainsi dire une estimation assez juste du PIB, cela n'entraîne pas forcément que chacun des agrégats du PIB soit aussi exact, puisque les erreurs dans chaque agrégat peuvent s'annuler au cours de l'addition.[32]

2.7 Comptes sectoriels

Les CRD sont structurés en quatre secteurs économiques. Dans ce cadre, les multiples opérations quotidiennes dans l'économie sont envisagées comme étant réalisées soit au sein d'un même groupe, soit entre les grands groupes suivants:

- Les particuliers et les entreprises individuelles
- Les administrations
- Les sociétés et les entreprises publiques
- Les non-résidents

Cette répartition en secteurs constitue une représentation très simplifiée d'une économie industrielle moderne, mais n'en demeure pas moins un outil d'analyse essentiel. Les limites des secteurs sont imprécises, mais néanmoins assez bien définies et le comportement des agents regroupés dans chaque catégorie assez semblable qu'il en résulte un cadre conceptuel des plus pertinents. On en a tiré bon nombre d'idées remarquables sur le fonctionnement d'une économie moderne. Le diagramme 2.1 présente un schéma des comptes sectoriels.

---

[29] Les utilisateurs des comptes auront remarqué que les deux moitiés de la divergence statistique totale ne sont pas toujours égales. Dans les estimations non désaisonnalisées, l'écart entre les deux peut s'élever à $1 million, alors que dans les estimations désaisonnalisées, il est parfois de $4 millions. Des différences de cet ordre surviennent lorsque la divergence statistique totale est un nombre impair et ne saurait être répartie également à moins de présenter les estimations en chiffres inférieurs à un million de dollars. On observe des écarts de $4 millions dans les estimations désaisonnalisées car elles sont exprimées au taux annuel.

[30] Avant la révision historique de 1986, la divergence statistique était appelée erreur résiduelle d'estimation.

[31] La réserve "plus ou moins" est justifiée ici parce que certains éléments du PIB sont identiques des deux côtés des comptes. Un exemple en est la valeur de la variation matérielle des stocks agricoles du côté dépenses, comprise dans le revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole sur le côté revenus. L'autre exemple, mentionné plus haut, est celui de l'amortissement des actifs des administrations du côté revenu qui entre dans les dépenses publiques courantes en biens et services du côté dépense. Il s'agit toutefois de petits agrégats.

[32] Pour approfondir la question de ce qu'implique la divergence statistique quant à la fiabilité des comptes, voir le chapitre 4. Voir aussi Adams et De Janosi (1966), Gargantis et Goldberger (1955), McDonald (1972), Smyth (1963), ainsi que Smyth et McMahon (1971).

Idéalement, les deux premiers secteurs devraient être délimités autrement, les entreprises individuelles étant regroupées aux sociétés et aux entreprises publiques plutôt qu'aux particuliers. On pourrait alors s'y référer au moyen des expressions plus simples et peut-être mieux connues de "secteur des particuliers" et "secteur des entreprises". Pour y arriver, il faudrait toutefois pouvoir établir la distinction, dans le cas des entreprises individuelles, entre la portion de leur revenu net prélevée pour consommation personnelle et celle retenue à des fins d'investissement. Malheureusement, cette distinction est impossible à faire dans les statistiques. À certains égards, il serait également utile d'isoler un secteur distinct des entreprises publiques plutôt que de les regrouper avec les sociétés. La chose est toutefois difficile à réaliser également, surtout la répartition des intérêts versés par les entreprises publiques entre particuliers et sociétés. Voyons maintenant comment sont définis les grands secteurs des CRD.

Secteur des particuliers et des entreprises individuelles

Le "secteur des particuliers et des entreprises individuelles" comprend deux groupes d'agents: (1) les personnes, ménages et organismes privés qui n'ont pas pour but de réaliser un profit et (2) les entreprises individuelles. Les principaux groupes dans ce secteur sont les personnes, les ménages et les "associations de particuliers", cette dernière catégorie regroupant institutions de charité, syndicats ouvriers, universités, régimes privés de pensions et autres groupes similaires à vocation non commerciale. Les compagnies d'assurance-vie sont également traitées comme des "associations de particuliers" en ce qui concerne leur gestion de l'investissement des particuliers.[33] Comme on l'a déjà noté, les opérations des agriculteurs, des membres des professions libérales et d'autres entreprises individuelles sont aussi regroupées avec celles des particuliers aux fins des comptes sectoriels. Les comptes du secteur des particuliers et des entreprises individuelles figurent dans les tableaux 14 à 17 de la publication annuelle des CRD.

Secteur des administrations

Le secteur des administrations est délimité de façon à inclure toutes les activités générales des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales ainsi que les hôpitaux publics, le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec. L'éventail des activités visées est en général plus vaste que ce qui figure dans les états financiers vérifiés des divers gouvernements, puisqu'il comprend les opérations à la fois non budgétaires, comme celles des régimes de retraite des fonctionnaires, et budgétaires. Les entreprises publiques exploitées en vue d'un bénéfice d'une manière similaire aux entreprises privées sont classées dans le secteur des sociétés et entreprises publiques, et non pas dans celui des administrations.[34] Les tableaux 18 à 21 de la publication annuelle des CRD renferment les comptes de ce secteur.

Secteur des sociétés et des entreprises publiques

Le "secteur des sociétés et entreprises publiques" est un sous-ensemble du secteur des entreprises et ne comprend que les entreprises constituées en sociétés et les entreprises publiques à vocation commerciale. On y regroupe les agents qui produisent des biens et services pour les vendre à un prix calculé de façon à en couvrir le coût de production. Les comptes de ce secteur figurent dans les tableaux 22 à 25 de la publication annuelle des CRD.

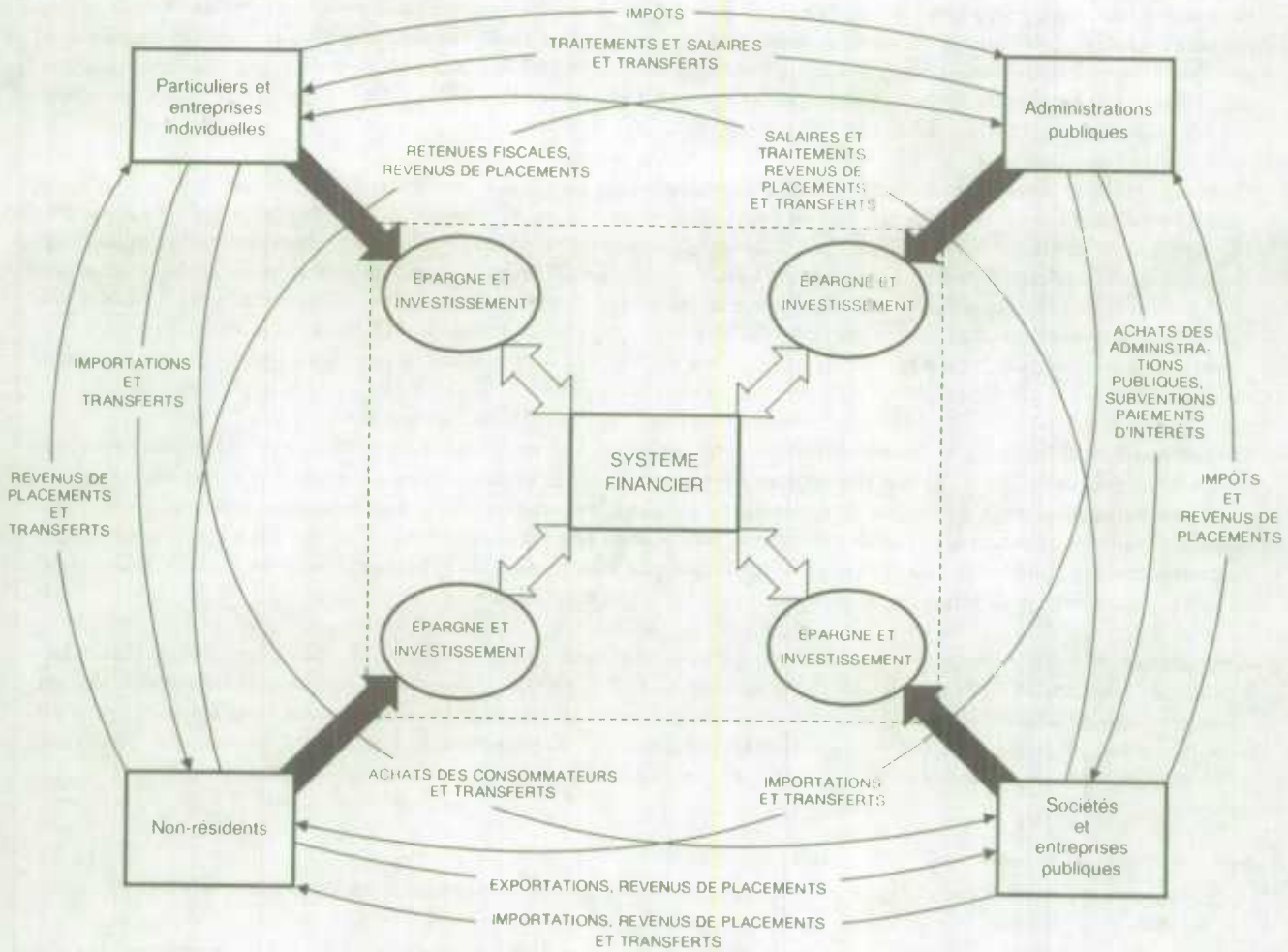
---

[33] En ce qui touche la fonction des compagnies à titre d'assureur, les primes payées et les prestations versées constituent en fait une redistribution du revenu au sein du secteur. La valeur du service rendu par les compagnies d'assurance-vie en rendant possible cette redistribution est mesurée par leurs frais d'administration, équivalant aux primes moins les prestations, lesquels sont comptabilisés dans les dépenses personnelles en biens et services. Le traitement est le même dans le cas du coût des services rendus par les compagnies d'assurance générale.

[34] La ligne de partage n'est pas très claire entre les agences gouvernementales considérées non commerciales, conservées dans le secteur des administrations, et celles à but lucratif, classées dans le secteur des sociétés et des entreprises publiques. Cette situation est en partie imputable au fait que le mandat donné aux entreprises publiques par les gouvernements évolue avec le temps. Les agences gouvernementales ne sont pas normalement reclassifiées d'un secteur à l'autre sans preuve adéquate qu'un tel changement se justifie.

Diagramme 2.1

Un schéma des comptes sectoriels



Secteur des non-résidents

Enfin, le secteur des non-résidents (ou secteur étranger) comprend les opérations des résidents canadiens avec le reste du monde. À cet effet, le terme "résidents canadiens" représente ici les particuliers, les sociétés, les entreprises individuelles, les institutions non commerciales ainsi que les ministères et agences des gouvernements au Canada. Les filiales et succursales canadiennes de compagnies étrangères ou leurs sociétés affiliées sont également considérées résidentes. Les comptes du secteur des non-résidents sont reproduits dans les tableaux 26 à 29 de la publication annuelle des CRD.

Trois types de comptes

Il existe trois grands types de comptes dans les CRD: les comptes de production, les comptes de revenus et dépenses et les comptes de financement du capital.[35] Dans le cas du secteur des sociétés et des entreprises publiques, ces comptes ressemblent aux états financiers habituels des entreprises. Les comptes de production et ceux des revenus et dépenses peuvent tous deux être obtenus en réaménageant l'état des revenus des entreprises alors que les comptes de financement du capital peuvent être établis à partir des renseignements contenus dans l'état de l'évolution de la situation financière des entreprises. Les comptes des trois autres secteurs dans les CRD sont fondés sur les mêmes principes que ceux du secteur des sociétés et des entreprises publiques.

On enregistre dans les comptes de production les dépenses encourues dans la production de biens et services ainsi que les recettes provenant de la vente de ces mêmes biens et services aux autres secteurs. Ils sont établis sous forme d'une comptabilité en partie double dans laquelle le total des dépenses est forcément égal au total des recettes. Le revenu net de la production après déduction des dépenses (ou "bénéfices" dans le cas du secteur des sociétés et des entreprises publiques) constitue le poste équilibrant le système et est reporté dans les comptes des revenus et dépenses. Les CRD contiennent des comptes consolidés de production[36] à partir desquels est calculé le PIB (puisque le PIB correspond à la production consolidée de l'ensemble des secteurs). On n'établit pas habituellement de comptes de production pour chacun des secteurs.

On enregistre dans les comptes des revenus et dépenses les recettes de toute provenance et les dépenses courantes en tout genre (mais pas de capital). L'une des sources de revenu en est le revenu net de la production après déduction des dépenses, un poste reporté du compte de production. Un autre poste est celui des transferts entre secteurs, qui figurent comme revenu de celui qui en bénéficie et comme déboursé de celui qui les verse.[37] Comme dans le cas des comptes de production, les comptes des revenus et dépenses sont établis sous forme d'un système en partie double. Dans ce cas-ci, le poste d'équilibre est l'épargne brute du secteur.

Les comptes de financement du capital montrent les sources et emplois de l'épargne brute de chacun des secteurs. Les sources de l'épargne comprennent l'épargne nette, reportée du compte des revenus et dépenses, et les provisions pour consommation de capital. Les emplois incluent l'investissement brut et le prêt net aux autres secteurs dans lequel est compté l'achat net par le secteur d'actifs non financiers existants. Les comptes de financement du capital se présentent aussi en partie double, avec comme poste d'équilibre le prêt net plus l'achat net d'actifs non financiers existants.

---

[35] Le lecteur voudra se référer aux tableaux sur les comptes sectoriels en abordant cette section; voir les tableaux 10 à 29 de la publication annuelle des *CRD*, 13-201 au catalogue.

[36] Voir les tableaux 1.3 et 1.4 du chapitre 1 ainsi que les tableaux 10 et 11 de la publication annuelle des *CRD*, 13-201 au catalogue. Les deux tableaux sommaires des CRD annuels, soit les tableaux 1 et 2, constituent en quelque sorte un réaménagement de ces mêmes comptes de production (voir aussi les tableaux 1.5 et 1.6 du chapitre 1).

[37] Les transferts sont aussi appelés des paiements sans contrepartie parce qu'ils sont effectués de manière unilatérale, sans contrepartie explicite. Il peut s'agir de transferts courants, touchant la redistribution de revenus engendrés dans la production courante, ou de transferts de capital, impliquant une redistribution de richesses accumulées antérieurement. Presque tous les transferts dans les CRD sont de type courant avec une seule exception, soit la valeur des successions et des capitaux des migrants qui figure au compte de financement du capital des non-résidents. Les transferts s'annulent dans les comptes nationaux consolidés qui montrent uniquement les paiements avec contrepartie, à savoir les paiements pour des biens et services et ceux aux facteurs de production.

2.8 Revenu personnel, revenu personnel disponible et épargne

Le secteur des particuliers et des entreprises individuelles est très important dans les CRD car ses revenus totaux et ses dépenses totales sont beaucoup plus élevés que ceux de tout autre secteur. Pour cette raison, on met l'accent dans les comptes sur trois agrégats se rapportant directement à ce secteur, à savoir le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle.

Le revenu personnel est égal à la somme de tous les revenus reçus[38] par des particuliers résidant au Canada, qu'il s'agisse de leurs gains de la production courante en tant que facteurs de production ou de transferts courants en provenance des administrations et des autres secteurs. Les gains et pertes en capital en sont exclus. Le revenu personnel s'élevait à $400,199 millions en 1985. La rémunération des salariés en constitue l'élément le plus important, représentant 64.3% du total en 1985. Viennent ensuite les transferts en provenance des administrations[39] (14.6%), les intérêts, dividendes et revenus divers de placements (13.5%) et le revenu net des entreprises individuelles non agricoles (6.6%).

Le revenu personnel disponible est défini comme ce qui reste du revenu personnel après le paiement à l'administration des impôts directs des particuliers et de divers autres droits, licences et permis (y compris les primes d'assurance-hospitalisation et d'assurance-maladie mais excluant les impôts indirects). En 1985, ces paiements à l'État totalisaient $78,862 millions, soit 19.7% du revenu personnel, et le revenu personnel disponible s'élevait à $321,337 millions.

Enfin, l'épargne personnelle correspond à ce qui reste du revenu personnel disponible après déduction des dépenses personnelles en biens et services de consommation et des transferts des particuliers aux autres secteurs. L'épargne personnelle est souvent exprimée en pourcentage du revenu personnel disponible, auquel cas on se réfère au taux d'épargne personnelle. L'épargne personnelle totalisait $42,047 millions en 1985 et le taux d'épargne personnelle s'établissait à 13.1%.[40]

2.9 Estimations en prix constants

Toute la discussion a porté jusqu'ici sur les estimations des comptes en prix courants ou, en d'autres termes, sur des estimations exprimées en prix relatifs à la période de référence. À titre d'exemple, l'estimation du PIB aux prix du marché pour 1985 s'élève à $477,988 millions, ce qui signifie que la production sans double compte réalisée à l'intérieur des frontières du Canada, évaluée aux prix du marché qui avaient cours en 1985, équivaut à une telle somme. Il s'agit là de la façon la plus simple de circonscrire et de mesurer les composantes des comptes nationaux puisque salaires, bénéfices, dépenses de consommation et autres agrégats sont observables en prix courants dans l'économie elle-même.

Les comptes comprennent aussi des estimations du PIB évaluées aux prix d'une autre période, soit l'année 1986. Le but de tels calculs est de faciliter l'analyse des variations d'une période à l'autre, en décomposant le PIB et ses agrégats en deux éléments distincts, le prix et le volume.

---

[38] Le revenu personnel comprend uniquement le revenu effectivement reçu, alors que le revenu total du secteur des particuliers et des entreprises individuelles mesure plutôt le revenu gagné. En pratique, la seule différence entre les deux agrégats est l'ajustement sur les transactions de céréales qui consiste en une imputation des revenus découlant des activités de la Commission canadienne du blé et en un ajustement de la valeur des stocks visant à éliminer de ces revenus tout gain ou perte en capital. Cette différence est minime, ne s'élevant qu'à $442 millions ou 0.1% du revenu du secteur des particuliers et des entreprises individuelles en 1985. En principe, le revenu personnel devrait également faire l'objet d'un ajustement afin d'en exclure le revenu gagné par les entreprises individuelles mais non encore reçu, ainsi que les dividendes gagnés mais non encore versés, mais un tel ajustement est impossible à effectuer à l'heure actuelle.

[39] À titre d'exemple, mentionnons les prestations d'assurance-chômage, les pensions de vieillesse, les allocations familiales et les prestations de bien-être. Voir le tableau 56 de la publication annuelle des CRD pour plus de détails.

[40] Voir Barbara Clift, "La Composition de l'épargne personnelle", *L'Observateur économique canadien*, 11-010 au catalogue, mensuel, novembre 1988, pp. 3.1-3.16.

Pourquoi isoler l'élément "volume" du PIB?

Une augmentation ou une diminution du PIB d'une période à l'autre est le résultat conjugué d'un changement dans le volume de biens et services produits et d'un changement dans les prix auxquels ils sont vendus. La décomposition de la variation totale en ses éléments prix et quantité est un objectif primordial dans la comptabilité nationale. On y parvient en calculant à nouveau le PIB avec les prix d'une année de base donnée. Les variations d'une période à l'autre dans ces estimations en prix constants sont censées traduire la croissance économique "réelle", c'est-à-dire la croissance "ajustée en tenant compte de l'inflation".

Depuis la dernière mise à jour de l'année de base, coïncidant avec la diffusion des estimations du premier trimestre 1990, les estimations à prix constants dans les comptes sont exprimées en prix de l'année 1986. Ainsi par exemple, l'estimation du PIB aux prix de 1986 pour 1985 est de $489,437 millions. Cette estimation est plus élevée que celle en prix courants qui, tel que mentionné plus haut, s'élève à $477,988 millions. L'écart traduit le fait que les prix du marché de la plupart des biens et services se sont accrus entre 1985 et 1986. Le PIB s'élevait à $505,666 millions en 1986, soit une augmentation mesurée en prix courants de $27,678 millions ou 5.8% entre 1985 et 1986, et une augmentation en prix constants de 1986 de $16,229 millions ou 3.3% pour la même période.

Les estimations en prix constants en tant qu'indices Laspeyres

Les estimations du PIB en prix constants peuvent être envisagées comme un indice à pondération fixe, ou indice Laspeyres, dans lequel les prix du marché de la période de base constituent les pondérations fixes et où l'indice est échelonné de façon à être égal à la valeur du PIB en dollars courants dans la période de base. La chose n'est peut-être pas évidente puisque les indices les plus en vue dans le système statistique, comme l'indice des prix à la consommation, sont des indices de prix plutôt que de quantité et sont habituellement ramenés arbitrairement à un chiffre rond (le plus souvent 100) dans la période de base. De la même façon qu'un indice Laspeyres de prix repose sur un "panier fixe de quantités" et représente le coût de ce panier à différents moments, un indice Laspeyres de quantité repose sur un "panier fixe de prix" et représente un ensemble de quantités vendues à différents moments et réévaluées aux prix fixes du panier. Les estimations du "PIB réel" dans les comptes des revenus et dépenses constituent donc en quelque sorte un véritable indice du volume de l'activité économique, de type Laspeyres.

Le choix d'une année de base

Le choix d'une année de base pour les estimations du PIB en prix constants est arbitraire mais néanmoins important. Le niveau du PIB réel et de ses agrégats pour une année donnée serait passablement différent si on optait pour une autre année de base. Les taux de croissance réels pourraient aussi être sensiblement différents.[41] Qui plus est, peu importe l'année de base choisie, elle devient probablement de moins en moins représentative avec le temps, au fur et à mesure que les prix relatifs changent.[42]

On procède donc périodiquement à un changement de période de référence pour les estimations en prix constants de façon à ce qu'elles traduisent mieux les écarts actuels dans les prix relatifs. Le dernier changement de la période de référence a coïncidé avec la parution des estimations pour le premier trimestre 1990. Les séries en prix constants sont alors passées d'une pondération de 1981 à une pondération de 1986. La liste des années de base employées antérieurement figure au tableau 2.5.

---

[41] Voir Marie Saulnier, "Produit intérieur brut en termes réels: sensibilité au choix de l'année de base", *L'Observateur économique canadien*, 11-010 au catalogue, mensuel, mai 1990, pp. 3.1-3.19.

[42] Dans ce contexte, les mouvements dans les prix relatifs sont plus importants que les mouvements absolus. Si tous les prix augmentaient dans la même proportion au cours d'une période donnée, il ne serait aucunement nécessaire d'adopter une nouvelle année de base à la fin de la période. Dans un cas semblable, le changement d'année de base influerait uniquement sur le niveau du PIB réel, pas sur les taux de variation d'une période à l'autre.

Lorsque les comptes font ainsi l'objet d'un changement de l'année de base, on applique habituellement les nouvelles pondérations de façon prospective à partir de l'année de base. Les estimations pour les années antérieures ne sont habituellement pas calculées de nouveau à l'aide des prix relatifs de la nouvelle année de base. Au lieu de cela, les estimations en prix constants déjà calculées pour les années antérieures sont raccordées aux nouvelles séries. Chaque série constituante est raccordée de façon indépendante et on force l'égalité des résultats en introduisant des séries d'ajustements. On maintient ainsi les tendances observées dans la croissance des années antérieures. Les estimations du PIB réel forment donc en fait un ensemble de plusieurs indices Laspeyres[43] tous enchaînés les uns aux autres et chacun avec une différente année de base.[44]

Il existe bien d'autres méthodes que celle des "Laspeyres en chaîne" pour calculer le PIB réel. On pourrait changer la période de référence dans les comptes plus fréquemment, chaque année ou trimestre par exemple. Ou encore on pourrait employer d'autres types d'indices, tels ceux proposés par Fisher, Divisia, Törnqvist, Vartia et d'autres au lieu de la formule de Laspeyres.[45] Il s'agit d'un domaine auquel on accordera davantage d'attention à l'avenir en planifiant le développement des CRD.[46]

Les problèmes encourus dans le cadre de la déflation

On procède à l'estimation du PIB en prix constants en déflatant quelque quatre cents catégories de biens et services puis en faisant la somme des résultats pour obtenir les divers agrégats.[47] Même si on dispose d'un bon éventail d'indices de prix pour effectuer les calculs nécessaires, bien des difficultés subsistent dans l'opération de déflation.

L'un des domaines où se posent toujours des problèmes est celui des activités non commerciales, où le prix de la production n'est pas fixé par le marché. Les administrations et les institutions non commerciales privées offrent toutes deux des services au public soit gratuitement, soit en exigeant des frais d'utilisation qui n'ont que peu de rapport au coût inhérent à leur prestation. Bien que les coûts puissent souvent être mesurés en prix courants avec précision, il n'existe habituellement aucun bon indicateur statistique du volume des services rendus.

On contourne le problème de la déflation des activités non commerciales au moyen d'une approche de prix par les coûts. La production du secteur en volume est considérée proportionnelle aux coûts réels encourus, répartis entre coûts salariaux et non salariaux. Les coûts salariaux réels sont considérés proportionnels à l'emploi et les coûts non salariaux réels sont calculés en déflatant les dépenses nominales de manière conventionnelle. Cette approche, bien que conforme à la pratique internationale, est déficiente au moins à deux égards. D'une part, elle ne tient aucunement compte des gains de productivité de la main d'oeuvre et, d'autre part, elle n'est soumise à aucun test qui permette d'établir la valeur, en termes sociaux, des résultats auxquels elle aboutit.

---

[43] Sept, en fait; voir le tableau 2.5.

[44] Une solution de rechange consisterait à recalculer les estimations en prix constants en remontant jusqu'à l'origine des comptes à l'aide des nouvelles pondérations relatives des prix à chaque fois que l'année de base est mise à jour. C'est l'approche utilisée à l'heure actuelle dans les comptes nationaux des États-Unis. L'avantage, c'est qu'il en résulte une série continue en prix constants, mais au prix de récrire l'histoire à chaque changement de l'année de base.

[45] Voir Al, Den Bakker, Balk et De Boer (1986), Allen (1975), Caves, Christensen et Diewert (1982), Diewert (1976, 1981), Fisher (1927), Forsyth et Fowler (1981), Fourastié (1982), Fourastié et Grais (1984), Hill (1988), Hulten (1973), Kemp (1988), Kemp et Smith (1989), King (1930), Kravis, Heston and Summers (1975), Lloyd (1975), Merilees (1971), Rushbrook (1978), Samuelson (1950), Saulnier (1990a, 1990b), Schultz (1983), Stone (1956), Stuvel (1957), Theil (1973, 1974), Törnqvist (1936), Nations Unies (1977), Usher (1968, 1980), Vartia (1976), Young (1989) ainsi que Young et Harkins (1969) pour davantage d'information sur les indices.

[46] Voir Marie Saulnier, "Les indices de volume dans les comptes des revenus et dépenses," ***Comptes nationaux des revenus et dépenses***, 13-001 au catalogue, premier trimestre 1990, pp. xxxix-lxiv pour des estimations du PIB réel calculées en utilisant les formules Laspeyres en chaîne, Fisher et Vartia.

[47] Les méthodes de déflation des comptes sont décrites à la section 3.2.

L'autre source de difficultés dans le calcul d'estimations en prix constants, ce sont les marchandises uniques ou hors série. Tombent dans cette catégorie des grands travaux de génie comme les barrages hydro-électriques, le matériel de communication comme les satellites, l'équipement de défense comme les missiles ou les chasseurs à réaction. Pour les biens de ce genre, les unités produites varient énormément entre périodes successives et il est rarement possible de déterminer un prix des sorties par unité de produit standard. Comme il n'est pas possible de construire directement des indices de prix pour des biens aussi hétérogènes, il faut à nouveau avoir recours soit à une approche de prix par les coûts, soit à une approche de prix par modélisation comme celle appliquée à la construction de bâtiments non résidentiels.

Il importe de souligner que la mesure de la variation des prix pose bien d'autres difficultés, même dans le cas où les prix du marché sont facilement observables. La mesure de l'évolution de la qualité a toujours représenté l'un des problèmes majeurs à cet égard. Comment déceler et mesurer les écarts des prix des transactions par rapport aux prix de liste est un autre problème de ce genre. La différenciation des produits existants ou l'introduction de nouveaux produits sur le marché en est encore un autre. La Division des prix de Statistique Canada tient compte de ces questions et d'autres de même nature en construisant les indices employés dans les comptes. Mais il est de la nature même de ces problèmes de n'être jamais pleinement résolus.

L'utilité des estimations en prix constants

Le PIB en prix constants sert de principal indicateur de la performance économique au Canada. Les chiffres trimestriels du PIB réel servent à analyser et à prévoir l'évolution de la conjoncture à court terme alors que les estimations annuelles servent davantage aux études portant sur le long terme.

Le tableau 2.4 montre une façon simple mais révélatrice d'utiliser les estimations annuelles dans une analyse portant sur le long terme. Dans ce tableau, les estimations du PIB réel sont combinées à des séries chronologiques sur la population, la population active et l'emploi[48] en vue de décomposer la croissance économique réelle au Canada durant la période de l'après-guerre. L'analyse repose sur la relation élémentaire qui suit:

$$PIB/POP \equiv \{TA/POP\} \cdot \{PA/TA\} \cdot \{EMP/PA\} \cdot \{PIB/EMP\} \qquad [1]$$

où PIB désigne le produit intérieur brut aux prix de 1986, POP, la population totale, TA, la partie de la population éligible à la population active, PA, la population active et EMP, l'emploi total. Dans une relation multiplicative de ce genre, le taux de croissance du rapport du côté gauche de l'équation est approximativement égal à la somme des taux de croissance du côté droit de l'équation.

Les résultats révèlent que la production globale (le PIB réel) par personne employée, une mesure élémentaire de la productivité globale de la main d'oeuvre,[49] s'est accrue très rapidement dans la période juste après la guerre pour ralentir à environ 2% par an durant la période de 1957 à 1973. La croissance du PIB par personne employée chute d'environ la moitié de ce taux moyen entre 1974 et 1981 pour se relever au taux annuel de 1.6% durant la période de 1982 à 1988. Le tableau 2.4 montre aussi que les changements dans la productivité n'ont pas toujours de parallèle dans l'évolution du PIB réel par habitant car la population et l'emploi n'évoluent pas toujours dans le même sens. Notamment, alors que le rapport de l'emploi sur la population s'est accru de 1.5% par an en moyenne entre 1967 et 1981, la croissance de ce même rapport fléchit à seulement 0.6% par an au cours de la période toute récente. Ce phénomène traduit en partie l'évolution démographique[50] et en partie la progression plus lente du taux d'activité global au cours des dernières années.

---

[48] Les séries sur l'emploi et la population active sont publiées dans ***La Population Active***, 71-001 au catalogue, mensuel; les chiffres de la population proviennent du recensement. Ces séries figurent aussi dans les publications annuelles 13-201 (tableaux 72 et 73) et 13-531 (tableaux 74 et 75).

[49] Voir ***Mesures globales de productivité***, 15-204 au catalogue, annuel, pour des estimations de la productivité par branche d'activité.

[50] Dans la période de 1967 à 1981, la génération du "baby boom" de l'après-guerre a graduellement atteint l'âge de travailler. La population en âge de travailler s'accroissait beaucoup plus rapidement que l'ensemble de la population.

Tableau 2.4
Facteurs explicatifs de la croissance réelle du PIB par habitant, 1947-1988
(Variation annuelle moyenne en pourcentage)

	47-56	57-66	67-73	74-81	82-88
Changement dans la population en âge de travailler par rapport à la population totale	-0.6	0.0	0.6	0.9	0.2
Changement dans le taux d'activité	-0.3	0.3	1.2	1.0	0.4
Changement dans l'emploi par rapport à la population active	0.0	0.0	-0.3	-0.3	0.0
Changement total dans l'emploi par rapport à la population	-0.9	0.3	1.5	1.6	0.6
Changement dans le PIB réel par personne employée	3.5	2.1	2.0	0.9	1.6
Changement dans le PIB réel par habitant	2.5	2.4	3.6	2.5	2.3

Adapté du ***Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada***, vol. 2, Approvisionnements et Services Canada, 1985, tableau 7-3, p. 10, et mis à jour.

2.10 Indices de prix

La section précédente abordait la question de la mesure du PIB en prix constants d'une période de référence donnée. Les estimations ainsi obtenues du "PIB réel" permettent d'évaluer le volume de l'activité économique. Mais qu'en est-il de l'élément prix du PIB? Si l'élément de volume peut être isolé des estimations du PIB en prix courants, ce qui reste peut-il être interprété comme l'élément de prix ou l'élément d'inflation?

La réponse à cette question est oui, mais l'indice de prix qui en découle doit être interprété comme un indice Paasche, ou à pondération variable, et non comme un indice Laspeyres.[51] La division des séries en prix courants du PIB et de ses agrégats par les séries correspondantes en prix constants donne des indices implicites de prix (IIP)[52] qui, avec les séries en prix constants, décomposent effectivement le PIB aux prix du marché en ses éléments de prix et de volume.

On doit toutefois toujours se rappeler que les IIP sont à pondération variable. L'évolution de ces indices traduit non seulement des variations de prix mais aussi des changements dans la pondération des divers biens et services. L'effet des déplacements de pondération sur la variation de l'indice implicite de prix du PIB d'une période à l'autre s'avère parfois assez sensible. Les déplacements de pondération sont importants surtout dans le cas des agrégats plus instables du PIB comme les exportations et les importations.

Les indices implicites de prix font partie intégrante des CRD depuis le commencement.[53] L'année de base des indices a été mise à jour périodiquement comme on le voit au tableau 2.5. Ces changements de la période de référence n'ont pas

---

[51] Pour une explication approfondie de ce terme et d'autres employés dans cette section, voir Katharine Kemp et Philip Smith, "Note technique sur les indices de prix Paasche, Laspeyres et en chaîne dans les comptes des revenus et dépenses", ***Comptes nationaux des revenus et dépenses***, 13-001 au catalogue, quatrième trimestre 1988, pp. xxi-xxxii.

[52] Ces indices sont parfois appelés "déflateurs du PIB", mais il s'agit là d'un emploi abusif. Ces indices ne sont pas calculés en vue de déflater le PIB, mais sont plutôt un sous-produit de la procédure même de déflation. Le calcul des estimations du PIB en prix constants s'effectue à un niveau plus détaillé. En fait, dans le cas de quelques agrégats du PIB, il n'existe pas de déflation à proprement parler; on estime plutôt directement un mouvement en prix constants à l'aide d'un indicateur de volume comme l'emploi. Les IIP sont le résultat de la procédure de déflation.

[53] En 1941, Statistique Canada (alors connu sous l'appellation de Bureau fédéral de la statistique) a publié à titre expérimental un premier ensemble de statistiques sur le revenu national exprimées en prix de 1926 pour la période de 1919 à 1938. Voir ***National Income of Canada, 1919-1938***, Bureau fédéral de la statistique, 13-502 au catalogue, Ottawa, 1941. Les données de base pour les premières années laissaient beaucoup à désirer et les éditions subséquentes n'ont porté que sur la période à partir de 1926.

été reportés jusqu'à l'origine des comptes; les nouvelles séries ont plutôt été raccordées aux anciennes. Il faut donc voir les indices implicites de prix comme des indices Paasche en chaîne, l'enchaînement ayant été effectué tel qu'indiqué au tableau 2.5.

Tableau 2.5
Changement des périodes de référence pour les prix

Période de référence	Date d'introduction	Période d'application
1935-39	annuel 1951	1926-1947
1949	1er trimestre 1953	1947-1956
1957	1er trimestre 1961	1956-1961
1961	2e trimestre 1969	1961-1971
1971	1er trimestre 1975	1971-1981
1981	1er trimestre 1986	1981-1985
1986	1er trimestre 1990	1986-

Pour faciliter l'interprétation de l'évolution des IIP, on trouve dans les CRD deux autres ensembles d'indices de prix. L'un de ces ensembles, les indices de prix Laspeyres, ou à pondération fixe, doit être considéré en quelque sorte l'équivalent sous forme d'indice de prix de l'indice Laspeyres de quantité présenté ci-dessus. Ces indices retracent le coût d'un panier fixe, considérable, de biens et services qui constituaient le PIB dans l'année de base.[54] L'autre ensemble est celui des indices en chaîne,[55] qui sont en quelque sorte de "mini-indices Laspeyres", chacun reposant sur la pondération en volume de la période précédente et tous raccordés les uns aux autres.

On garde constants les poids des indices de prix à pondération fixe pendant plusieurs années. Cette pratique comporte à la fois un avantage, en ce qu'elle autorise les comparaisons sur de longues périodes, et un inconvénient, en ce que les poids deviennent moins représentatifs avec le temps. Dans le cas des indices en chaîne, en revanche, les poids sont mis à jour à chaque période. Les indices en chaîne offrent ainsi l'avantage de reposer sur une structure de dépenses récente, mais, en même temps, on ne saurait vraiment y recourir en vue de procéder à des comparaisons sur une longue période. Chaque groupe d'indices présente donc à la fois des qualités et des défauts.

2.11 Comptes économiques provinciaux

Des estimations du revenu personnel et de ses grands agrégats pour les provinces et territoires[56] ont figuré dans la publication annuelle des CRD depuis les années cinquante. En 1978,[57] le cadre des CRD a été élargi avec l'addition de la distribution provinciale du produit intérieur brut aux prix du marché. L'année 1990 marque la parution des

[54] Les indices de prix à pondération fixe figurent au tableau 22 de la publication trimestrielle 13-001 au et au tableau 8 de la publication annuelle 13-201. La formule de pondération pour ces indices est semblable à celle de l'IPC. Voir "Indices à pondération fixe des prix de la DNB", *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, 13-001 au catalogue, quatrième trimestre 1976, pp. xvi-xxix.

[55] Ces indices de prix en chaîne sont présentés au tableau 23 de la publication 13-001, et au tableau 9 de la publication 13-201. Pour une explication approfondie des indices en chaîne, voir Katharine Kemp, "Indices de prix en chaîne", *L'Observateur économique canadien*, 11-010 au catalogue, mensuel, septembre 1988, pp. 4.1-4.12.

[56] Avant 1988, les territoires étaient regroupés en une seule région dans les comptes provinciaux. Cette année-là, de nouvelles estimations pour chaque territoire, remontant à 1977 et élaborées en étroite collaboration avec les agences statistiques territoriales, ont été diffusées pour la première fois.

[57] Les travaux sur les comptes provinciaux à Statistique Canada ont débuté en 1973, sous la tutelle du Comité fédéral-provincial sur les comptes économiques provinciaux.

premières estimations de la demande intérieure finale en prix constants pour chaque province et territoire.[58] Les comptes économiques provinciaux comprennent maintenant les tableaux du PIB en termes de revenus et en termes de dépenses en prix courants, un tableau d'une partie du PIB, à savoir la demande intérieure finale, en prix constants, des tableaux détaillés sur les recettes et dépenses du secteur des administrations et enfin une ventilation du revenu personnel. Ils demeurent moins extensifs que les comptes nationaux. On n'a pas encore réussi à produire des comptes sectoriels par province en raison de données insuffisantes, notamment sur le secteur des non-résidents et sur celui des sociétés et des entreprises publiques.

Il importe de préciser que la somme de la production des provinces et territoires est quelque peu inférieure à la production du Canada. Cela tient à ce que le PIB du Canada comprend, du côté des revenus, le revenu du travail des Canadiens temporairement en poste à l'étranger (personnel diplomatique et militaire et employés du secteur privé) et, du côté des dépenses, les dépenses publiques courantes à l'étranger. Il existe ainsi une fraction de la production intérieure du Canada qui n'est pas réalisée à l'intérieur des frontières d'une province ou d'un territoire. Cette fraction est tout simplement omise dans les comptes provinciaux au lieu d'être allouée arbitrairement à l'une ou l'autre région.[59] L'écart est toutefois infime entre le PIB de la somme des provinces et territoires et celui du Canada; en 1985, la rémunération des salariés à l'étranger (y compris solde et indemnités militaires) s'élevait à $637 millions et les dépenses publiques courantes à l'étranger à $1,112 millions, en regard d'un PIB de $477,988 millions pour le Canada dans son ensemble.

Bien que le cadre conceptuel des comptes provinciaux s'apparente à celui des comptes nationaux,[60] il existe des problèmes de mesure ou de répartition, d'ordre conceptuel ou statistique, qui sont particuliers aux comptes provinciaux en ce qui concerne notamment l'administration fédérale, les bénéfices des sociétés, les exportations nettes, le revenu personnel et l'épargne personnelle.

La répartition des recettes et dépenses du gouvernement fédéral, traité ici en résident de l'ensemble des provinces et territoires, est quelque peu arbitraire dans bon nombre de cas. En principe, les recettes devraient être allouées à la province où sont versés les impôts, et les dépenses, là où sont consommés ou utilisés les biens et services. Ces principes sont toutefois aisément contestables, en ce qu'ils n'admettent pas véritablement la notion de "bien public". Les services rendus par le Parlement, le Ministère de la Défense nationale ou le Conseil national de recherches, par exemple, profitent à peu près également à tous les citoyens et il serait tout à fait concevable de les répartir entre les provinces au prorata de la population ou d'un critère comparable. En plus d'être sujettes à controverse, ces règles de répartition sont souvent difficiles à appliquer dans la pratique. Par exemple, comment devrait-on répartir de l'équipement de transport mobile, destiné à desservir plusieurs provinces et territoires?

La répartition des bénéfices des compagnies établies dans plusieurs provinces pose de grandes difficultés. Dans la comptabilité nationale, les bénéfices sont censés être répartis de manière à traduire la localisation de l'activité productive. Dans le cas des compagnies établies dans plusieurs provinces, il s'ensuit que leurs bénéfices ou leurs pertes devraient en principe être comptabilisés là où ils ont été réalisés, et non là où est situé le siège social. En pratique, étant donné la façon dont les profits sont rapportés, on est souvent obligé de répartir par province le total des bénéfices ou des pertes d'une compagnie sans égard aux résultats d'exploitation dans chacun de ses emplacements. La contribution du siège social à l'ensemble des profits sous forme de planification, recherche, publicité et autres services centraux devrait également être prise en compte mais est généralement répartie incorrectement, faute de données.

---

[58] Voir "Demande intérieure finale aux prix constants" et les appendices I et II dans ***Comptes économiques provinciaux, estimations annuelles 1984-1988***, 13-213 au catalogue, mars 1990, pp. xx-xxvi et pp. 117-146.

[59] Plus précisement, la portion à l'étranger des revenus et dépenses est omise des tableaux sur le PIB et, dans le cas de la rémunération des salariés, également du tableau sur le revenu personnel. Toutefois, les recettes et dépenses des administrations à l'étranger sont montrées séparément sous la région "Extérieur du Canada" dans les tableaux supplémentaires sur les administrations, où elles servent en quelque sorte de poste d'équilibre, pour les agrégats en cause, entre le "Canada" et la somme des "provinces et territoires".

[60] Pour plus d'information sur la comptabilité économique régionale en théorie et en pratique, voir Adler (1970), Central Statistical Office of the United Kingdom, (1978), Chari et Frank (1970), Green (1971), Hirsch (1962, 1966), Hochwald (1961), INSEE (1966), Kendrick et Jaycox (1966), Meyer (1965), National Bureau of Economic Research (1957), Richardson (1978), Romans et Graham (1971), Sourrouille (1976), Walters (1987) et Wasserman (1967).

Une autre difficulté dans les comptes provinciaux est celle qui consiste à distinguer le revenu des résidents d'une province, c'est-à-dire le revenu national de la province, du revenu gagné dans la province sans égard à la résidence, c'est-à-dire de son revenu intérieur.[61] Elle se pose dans le cas du revenu du travail qui peut se rapporter tantôt à la province d'emploi, tantôt à la province de résidence. La mesure de la production, ou du PIB, exige que le revenu du travail traduise la province d'emploi. En revanche, pour que les concepts de revenu personnel et d'épargne personnelle aient de la pertinence, la mesure du revenu personnel exige que le revenu du travail, soit la plus grosse part, y traduise la province de résidence. Dans les comptes provinciaux à l'heure actuelle, on laisse de côté cette distinction entre les définitions "nationale" et "intérieure" du revenu provincial. Les estimations du revenu du travail qui figurent présentement dans le tableau du PIB et dans celui du revenu personnel sont identiques et traduisent la province d'emploi, quand bien même le concept de province de résidence serait mieux approprié au revenu personnel. Pour le Canada dans son ensemble, l'écart entre les deux mesures est tellement faible qu'il en perd toute signification; pour une petite province ou un territoire, il pourrait s'avérer assez important.[62]

Les exportations et les importations provinciales constituent un autre point faible dans les comptes provinciaux. Il est présentement impossible de produire des estimations explicites de ces échanges dans les comptes provinciaux annuels et cette lacune rend impossible le calcul du PIB provincial en prix constants. On ne saurait déflater un montant global comme les "exportations nettes plus la divergence statistique". À l'heure actuelle, seule la demande intérieure finale peut être déflatée de manière valable par province. Ainsi, les exportations et les importations internationales sont enregistrées selon la province de chargement ou de dédouanement plutôt que selon la province d'origine ou de destination finale. De plus, l'information sur le commerce inter-provincial en biens se limite à des enquêtes occasionnelles, alors que les données sur les échanges internationaux et inter-provinciaux de services sont à toutes fins utiles inexistantes. On a élaboré des estimations des exportations et des importations provinciales dans les comptes d'entrées-sorties seulement pour 1974, 1979 et 1984, des années où avait été menée une enquête sur l'origine et la destination par province des livraisons des manufacturiers au Canada.[63] Afin de contourner le problème dans les comptes économiques provinciaux, les exportations nettes sont obtenues de manière résiduelle en même temps que la divergence statistique. En d'autres termes, l'estimation du PIB en termes de dépenses est rendue égale à l'estimation en termes de revenus que l'on tient pour exacte.

De plus, encore en raison de l'absence d'information, les dépenses nettes à l'étranger sont omises des dépenses de consommation. Ceci contraste avec les comptes nationaux, où les dépenses de consommation englobent par définition tous les déboursés des ménages résidents, y compris leurs achats à l'étranger. En contrepartie, les dépenses des voyageurs étrangers au Canada sont déduites du total des dépenses de consommation. Ce traitement des dépenses de voyage dans les comptes nationaux est essentiel, sans quoi la définition des dépenses de consommation ne serait pas cohérente avec celle du revenu personnel; la définition de l'épargne personnelle serait également inadéquate. Dans les comptes provinciaux toutefois, il s'est avéré jusqu'ici impossible de mesurer les dépenses reliées aux voyages inter-provinciaux, ou de répartir les flux des voyages internationaux selon la province d'origine ou de destination. Par conséquent, les dépenses personnelles et l'épargne personnelle ne sont pas comptabilisées correctement. Étant donné que la mesure du revenu personnel, comme on vient de l'expliquer, laisse également à désirer et que l'épargne, obtenue de manière résiduelle, est sujette à une grande marge d'erreur, le taux d'épargne personnelle doit donc être interprété avec prudence. Les dépenses nettes de voyage dans les comptes provinciaux sont implicitement comprises dans la catégorie "exportations nettes plus divergence statistique".

Pour obtenir le PIB du Canada à partir des estimations des comptes provinciaux, il faut faire la somme du PIB des provinces et territoires puis effectuer des ajustements pour tenir compte de la façon particulière dont sont comptabilisées la divergence statistique et la rémunération des salariés à l'étranger.

---

[61] Le problème soulevé ici sur le plan provincial est le même sur le plan national; voir la discussion à la section 2.3.

[62] Pour approfondir cette question, voir ***Comptes économiques provinciaux, estimations annuelles 1984-1988***, 13-213 au catalogue, mars 1990, pp. xxx-xxxi.

[63] Voir ***Destination des livraisons des manufacturiers***, 31-530 au catalogue, hors série.

3. Sources et méthodes

On procède dans ce chapitre à une revue générale des principales sources de données et des méthodes d'estimation employées pour préparer les estimations des comptes des revenus et dépenses.[1] Bien que l'examen porte sur la totalité des comptes, il demeure néanmoins très sommaire. Plusieurs aspects des méthodes y sont à peine évoqués, sinon omis. L'intention est d'offrir au lecteur une perspective générale sur les sources de données et les méthodes sous-jacentes à l'estimation des agrégats publiés du PIB.[2,3] Le chapitre présente une vue d'ensemble de ce qui constitue en fait une méthodologie beaucoup plus complexe, aux dimensions multiples. D'autre part, l'exposé qui suit est d'orientation pratique; les questions d'ordre conceptuel abordées au chapitre 2 y sont en général laissées de côté. En d'autres termes, ce chapitre est destiné au lecteur qui désire connaître dans les grandes lignes comment sont calculées les estimations du PIB, tant annuelles que trimestrielles.

La première et la plus importante section du chapitre traite des estimations du PIB en prix courants, qui sont au centre du système. On s'y réfère aussi brièvement aux comptes économiques provinciaux. Les estimations en prix constants font l'objet de la deuxième section. Enfin, le chapitre se termine par un examen des procédures de désaisonnalisation en usage dans les comptes trimestriels.

3.1 Les estimations en prix courants

Rémunération des salariés

Le plus grand agrégat du revenu intérieur est la rémunération des salariés, que l'on désigne souvent comme le revenu du travail. Cet agrégat représente plus de la moitié du PIB. Les estimations du revenu du travail sont élaborées en trois dimensions, soit par branche d'activité, par province et territoire et par grand secteur économique, comme le montre en partie le tableau 3.1.[4]

Le total des salaires et traitements pour le Canada est établi à partir des formulaires remis à Revenu Canada — Impôt par les employeurs à chaque année. Ce total, provenant de ce qu'on appelle le fichier "T-4 Supplémentaire", est ajusté afin de le rendre conforme à la définition du revenu du travail dans les comptes nationaux. Il est ensuite ventilé par branche d'activité et par province à l'aide de diverses sources en plus des données fiscales, notamment l'enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH),[5] les enquêtes par branche d'activité, les états financiers des compagnies et les comptes publics. A compter de 1985, le total tiré du fichier "T-4 Supplémentaire" par province d'emploi sert également de repère aux estimations provinciales des salaires et traitements.[6]

---

1 Pour le même genre d'information sur les comptes nationaux du Royaume-Uni et des États-Unis, voir Central Statistical Office of the United Kingdom (1985) et Carson (1987).

2 Les volumes subséquents de la série traiteront plus en profondeur les sources et méthodes des CRD.

3 Voir aussi la liste des sources de données des CRD à l'appendice 1.

4 Le revenu du travail est estimé chaque mois par la Division du travail. Les estimations détaillées paraissent dans ***Estimations du revenu du travail***, 72-005 au catalogue, trimestriel. La publication renferme des renseignements additionnels sur les concepts, sources et méthodes.

5 Voir ***Emploi, gains et durée du travail***, 72-002 au catalogue, mensuel.

6 Cette amélioration a été apportée en 1989. À cause de ce changement, il existe une solution de continuité à partir de 1985 dans la série provinciale sur le revenu du travail. La coupure est assez considérable dans le cas des Territoires du Nord-Ouest, mais assez faible dans la plupart des provinces. On produira des estimations sur cette nouvelle base jusqu'en 1981 lors de la prochaine révision historique.

Tableau 3.1
Rémunération des salariés

	Millions de dollars en 1985
Rémunération des salariés	257,518
Salaires et traitements	229,864
Agriculture, chasse et pêche	2,121
Forêts	1,843
Mines, carrières et puits de pétrole	6,654
Industries manufacturières	47,969
Bâtiment et travaux publics	13,174
Transports, communications et services publics	24,145
Commerce	30,665
Finances, assurances et affaires immobilières	17,594
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	66,084
Administration publique	19,615
Revenu supplémentaire du travail	24,912
Pensions	7,293
Bien-être	7,029
Assurance-chômage	5,006
Indemnisation des accidents de travail	2,819
Régime de pensions du Canada et Régime de rentes du Québec	2,765
Solde et indemnités militaires	2,742
Rémunération des salariés	257,518
Entreprises	185,091
Administrations	62,006
Fédérale	13,371
Provinciales	14,999
Locales	22,490
Hôpitaux	11,146
Particuliers	10,421

Les estimations du revenu supplémentaire du travail proviennent surtout de documents administratifs. Les contributions des employeurs au Régime de pensions du Canada (RPC) et au Régime de rentes du Québec (RRQ) et à l'assurance-chômage sont tirées du fichier "T-4 Sommaire" de Revenu Canada et leur distribution provinciale, du fichier "T-4 Supplémentaire". Les contributions des employeurs à l'indemnisation des accidents de travail proviennent des rapports des différentes caisses d'indemnisation, alors que leurs contributions aux autres régimes de pensions font appel à l'enquête de la Division du travail sur les régimes de pensions,[7] aux documents comptables des administrations et à d'autres statistiques compilées par la Division des institutions publiques. Les régimes privés et publics d'assurance-maladie constituent la majeure partie de la composante "bien-être" du revenu supplémentaire du travail. Les taxes sur la masse salariale et les primes d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation au Québec, en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique sont calculées à l'aide des comptes publics provinciaux et des rapports des régies provinciales des

[7] Voir ***Régimes de pensions au Canada***, 74-401 au catalogue, biennal.

services de santé. Les dépenses sur l'assurance accident et maladie (soit les régimes complémentaires d'assurance-maladie, les régimes de soins dentaires ainsi que l'assurance-invalidité à court et à long termes) sont estimées au moyen d'information obtenue du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) et d'une enquête effectuée par l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes incorporées. Lorsque les contributions des employeurs à de tels régimes ne sont pas obligatoires, la contribution moyenne des employeurs applicable aux primes est établie à partir de la compilation des clauses pertinentes dans les conventions collectives.

Les repères annuels des salaires et traitements pour une année donnée deviennent disponibles quatorze ou quinze mois plus tard et sont introduits dans les estimations du premier trimestre de la deuxième année suivant la période de référence. Les estimations annuelles préliminaires sont projetées à l'aide d'un grand nombre de séries mensuelles et trimestrielles. Dans le cas de l'administration publique, les estimations reposent sur des données obtenues directement des administrations concernées par la Division des institutions publiques. Dans le cas des autres branches d'activité, les estimations sont projetées à l'aide de données de l'EERH et de l'emploi de travailleurs rémunérés.[8] Enfin, on se fie au jugement des statisticiens pour les quelques branches où il n'existe pas d'indicateurs courants appropriés.

La plupart des données de base pour le revenu supplémentaire du travail, comme pour les salaires et traitements, ne sont pas disponibles au moment où sont préparées les estimations préliminaires; elles ne deviennent accessibles qu'un ou deux ans après la période de référence. Les projecteurs proviennent alors aussi de sources diverses. Pour les contributions au RPC, au RRQ et à l'assurance-chômage, les projections sont établies en multipliant l'emploi de travailleurs rémunérés par la contribution maximale de l'employeur par employé. On adopte la même approche pour l'indemnisation des accidents de travail en l'absence des rapports annuels. L'estimation des contributions des employeurs aux régimes privés de pensions repose sur l'enquête trimestrielle sur les caisses de retraite en fiducie.[9] Dans le cas de la composante "bien-être" du revenu supplémentaire du travail, les projections font appel aux états contenus dans les budgets provinciaux ainsi qu'à la tendance observée dans l'emploi et le taux des primes d'assurance.

Bénéfices des sociétés avant impôts

Les repères annuels des bénéfices des sociétés avant impôts proviennent de donnés fiscales de Revenu Canada sur les sociétés, compilées par la Division de l'organisation et des finances de l'industrie (DOFI), en collaboration avec Revenu Canada, sous l'empire de la Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers.[10] Le tableau 3.2 présente une répartition des bénéfices des sociétés avant impôts par grande branche d'activité pour 1985.

La plupart des données repères annuelles des bénéfices des sociétés sont fournies par la DOFI après un délai de deux ou trois ans, à l'exception des données du BSIF sur les banques, obtenues presque sans délai, et sur les compagnies d'assurance, après un délai d'un an ou deux. Les estimations annuelles préliminaires par branche d'activité font surtout appel aux résultats de l'enquête de la DOFI sur les sociétés industrielles.[11] Les autres sources comprennent des données provenant de la Division de l'agriculture[12] et de l'enquête trimestrielle de la DOFI sur les institutions financières autres que les banques à charte.[13]

---

[8] L'emploi de travailleurs rémunérés provient de l'enquête sur la population active (EPA) et figure dans ***La Population active***, 71-001 au catalogue, mensuel.

[9] Voir ***Estimations trimestrielles relatives aux caisses de retraite en fiducie***, 74-001 au catalogue, trimestriel.

[10] La plupart des données de base figurent dans ***Statistique financière des sociétés***, 61-207 au catalogue, annuel, et ***Statistique fiscale des sociétés***, 61-208 au catalogue, annuel.

[11] Voir ***Sociétés industrielles, statistique financière***, 61-003 au catalogue, trimestriel.

[12] Voir ***Statistiques économiques agricoles***, 21-603F au catalogue, annuel.

[13] Voir ***Institutions financières, statistique financière***, 61-006 au catalogue, trimestriel.

Tableau 3.2
Bénéfices des sociétés avant impôts

		Millions de dollars en 1985
Bénéfices des sociétés avant impôts, base nationale		46,697
Agriculture		262
Forêts		96
Chasse et pêche		23
Mines		9,632
Industries manufacturières		14,661
Bâtiment et travaux publics		971
Services publics		1,229
Transports		1,191
Entreposage		97
Communications		1,987
Commerce du détail		2,589
Commerce de gros		3,416
Finances, assurances et affaires immobilières		7,084
Autres services		3,459
Plus:	Revenus de placements versés aux non-résidents	7,678
Moins:	Revenus de placements reçus des non-résidents	4,885
Égale:	Bénéfices des sociétés avant impôts, base intérieure	49,490

Les bénéfices des sociétés avant impôts sont d'abord estimés par branche d'activité sur une base nationale, c'est-à-dire incluant les revenus d'intérêts à l'étranger des compagnies canadiennes et excluant les revenus d'intérêts gagnés au Canada par les compagnies appartenant à des non-résidents. Ils sont ensuite convertis sur une base intérieure en y rajoutant le total des revenus de placements versés aux non-résidents et en déduisant le total des revenus de placements reçus des non-résidents. Ces derniers totaux sont calculés dans la Division de la balance des paiements.[14]

L'une des difficultés que pose le calcul d'estimations fiables des bénéfices totaux des sociétés avant impôts est le manque d'uniformité dans les pratiques comptables des entreprises. La façon dont les bénéfices comptables sont rapportés à des fins d'impôt ou autres peut varier considérablement d'une société à l'autre, en fonction du traitement réservé à certains postes comptables selon ce que la direction juge à propos. Mentionnons en guise d'exemple les radiations, les provisions pour dépréciation et amortissement ainsi que les dépenses de capital imputées aux dépenses courantes ou vice versa.

Le problème des pratiques comptables différentes est abordé en deux étapes. La première consiste à calculer une version uniformisée des bénéfices, que l'on appelle bénéfice de base, à partir de l'information financière détaillée que l'on recueille sur les sociétés. Le bénéfice de base est égal au revenu ou à la perte déclaré par l'entreprise avant les impôts sur le revenu, plus divers prélèvements qui ont pu être déduits du revenu,[15] moins les dividendes canadiens reçus,

[14] Voir *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, 67-001 au catalogue, trimestriel.

[15] Ces coûts comprennent les frais d'exploration et de développement ou de forage, les coûts d'acquisition, de location à long terme et de conservation des terrains, les frais de dépréciation, d'épuisement et d'amortissement, diverses réserves et provisions, les gains ou pertes non réalisés sur les avoirs en devises étrangères ainsi que les gains ou pertes sur la vente d'immobilisations.

certaines dépenses capitalisées au titre de l'exploration et du développement[16] et certains autres postes de rapprochement.[17] Dans un deuxième temps, les estimations des bénéfices de base sont ajustées à la définition des bénéfices des sociétés avant impôts dans les comptes nationaux. Ces nouveaux ajustements comprennent la substitution d'estimations distinctes des bénéfices pour les banques et les compagnies d'assurance obtenues du BSIF (dans le cas des repères annuels) et la déduction des provisions pour consommation de capital telles que calculées dans les comptes.

La distribution provinciale des bénéfices des sociétés avant impôts pose un problème particulier en raison de l'insuffisance de données infra-nationales sur les compagnies implantées dans plus d'une province. Selon la branche d'activité en cause, le total canadien sur une base intérieure est alloué par province à partir d'estimations du revenu imposable, des salaires et traitements ou de l'excédent net d'exploitation.[18]

Intérêts et revenus divers de placements

Les intérêts et revenus divers de placements sur une base intérieure sont constitués de quatre éléments: (1) les revenus de placements des particuliers, sauf les dividendes, (2) les revenus de placements des administrations, (3) les revenus de placements des non-résidents et (4) la déduction du service de la dette publique, de la partie transfert des intérêts sur la dette de consommation et des revenus de placements reçus des non-résidents (voir le tableau 3.3). Il s'agit donc d'un amalgame plutôt hétérogène.

Le premier de ces éléments, les revenus de placements des particuliers, équivaut à la somme de plusieurs catégories distinctes. Les estimations annuelles des intérêts obligataires des particuliers correspondent à l'écart entre les intérêts versés par les sociétés, les administrations et les entreprises publiques et ceux reçus par les mêmes institutions, les compagnies d'assurance, les caisses de retraite et les non-résidents. Les revenus de placements, sauf dividendes, des compagnies d'assurance-vie et des sociétés de secours mutuels sont tirés des rapports du BSIF. Le total des revenus de placements des caisses de retraite en fiducie est obtenu de la Division du travail; il est réparti par catégorie en multipliant les actifs des caisses par un taux de rendement estimatif.[19] Une approche similaire permet de calculer les intérêts des particuliers sur leurs dépôts dans les banques à charte. Les estimations des intérêts sur dépôts dans les caisses populaires ainsi que les sociétés de fiducie et de prêt hypothécaire sont obtenues de la DOFI; celles des intérêts versés par les entreprises publiques proviennent des rapports annuels. La portion des intérêts non versée à des particuliers est déduite.

Les banques et les autres institutions financières financent bon nombre de leurs activités à même l'excédent des intérêts perçus sur ceux versés aux déposants. Les frais de service explicites ne traduisent pas la valeur totale des divers services rendus. Dans les CRD, on effectue une imputation pour rendre compte des services rendus aux différents secteurs (particuliers, administrations et entreprises). Le montant imputé est réparti entre secteurs et la portion revenant aux particuliers et aux administrations entre, sur le côté revenus des comptes, dans les intérêts et revenus divers de placements et, sur le côté dépenses, dans les dépenses personnelles et les dépenses publiques. Aucun ajustement n'est requis pour la part revenant aux sociétés et entreprises publiques puisque les opérations à l'intérieur d'un même secteur s'annulent.

Les estimations annuelles des revenus de placements des administrations et du service de la dette publique viennent des comptes publics et sont compilées par la Division des institutions publiques. Comme on l'a déjà mentionné, les estimations des revenus de placements reçus des non-résidents ou versés par eux proviennent de la balance des paiements.

---

[16] Seules les dépenses effectuées sur place, pour le forage par exemple, sont traitées comme dépenses de capital dans le SCN. Les dépenses effectuées à l'extérieur de la propriété, notamment pour des relevés géologiques et pour l'achat et la location de terrains, ne sont pas capitalisées.

[17] Voir ***Sociétés industrielles, statistique financière***, 61-003 au catalogue, trimestriel, pour une explication du concept de bénéfice de base.

[18] Le terme "excédent d'exploitation" désigne un concept plus vaste des profits dans les comptes nationaux, englobant les bénéfices des sociétés avant impôts, les intérêts et revenus divers de placements, l'ajustement de la valeur des stocks et les provisions pour consommation de capital. L'"excédent net d'exploitation" exclut les provisions pour consommation de capital.

[19] Voir ***Caisses de retraite en fiducie, statistiques financières***, 74-201 au catalogue, annuel. Les revenus de placements dans ce cas-ci sont définis de manière à exclure les dividendes, estimés séparément, et les montants attribuables aux caisses séparées, qui sont compris avec les revenus de placements des compagnies d'assurance-vie.

Tableau 3.3
Intérêts et revenus divers de placements

	Millions de dollars en 1985
Intérêts et revenus divers de placements (tableau 1 des CRD)*	
Revenus de placements des particuliers, de provenance intérieure	45,020
Intérêts sur obligations	5,505
Intérêts sur hypothèques	1,568
Intérêts sur dépôts, sociétés de fiducie	4,714
Intérêts sur dépôts, sociétés de prêt hypothécaire	2,516
Intérêts sur dépôts, caisses populaires	2,722
Intérêts sur dépôts, banques et institutions similaires	7,654
Intérêts imputés, sociétés de fiducie	478
Intérêts imputés, sociétés de prêt hypothécaire	174
Intérêts imputés, caisses populaires	560
Intérêts imputés, banques et institutions similaires	2,192
Escomptes sur les bons du Trésor	1,156
Rentes versées par les administrations	76
Redevances	1,302
Revenus de placements, compagnies d'assurance-vie	6,287
Revenus de placements, sociétés de secours mutuels	136
Revenus de placements, caisses de retraite en fiducie	8,057
Bénéfices et intérêts, compagnies mutuelles d'assurance générale	-77
Plus: Intérêts versés aux particuliers par les non-résidents	1,468
Plus: Revenus de placements des administrations	31,435
Moins: Service de la dette publique	40,183
Moins: Partie transfert des intérêts sur la dette de consommation	4,233
Égale: Intérêts et revenus divers de placements, base nationale	33,507
Plus: Intérêts versés aux non-résidents par les particuliers, les administrations et les entreprises publiques	9,484
Moins: Intérêts versés par les non-résidents aux particuliers, aux administrations et aux entreprises publiques	2,689
Égale: Intérêts et revenus divers de placements, base intérieure	40,302
Intérêts, dividendes et revenus divers de placements des particuliers (tableau 6 des CRD)*	
Intérêts et revenus divers de placements, base intérieure	40,302
Moins: Revenus de placements des administrations	31,435
Moins: Intérêts versés aux non-résidents par les particuliers, les administrations et les entreprises publiques	9,484
Plus: Intérêts versés par les non-résidents aux particuliers, aux administrations et aux entreprises publiques	2,689
Plus: Dividendes canadiens reçus par les particuliers	7,645
Plus: Service de la dette publique	40,183
Plus: Partie transfert des intérêts sur la dette de consommation	4,233
Égale: Intérêts, dividendes et revenus divers de placements des particuliers	54,133

* Les intérêts et revenus divers de placements sur une base intérieure figurent au tableau 1 de la publication trimestrielle des CRD (Produit intérieur brut, en termes de revenus) alors que les intérêts, dividendes et revenus divers de placements des particuliers sur une base nationale figurent au tableau 6 (Provenance et emploi du revenu personnel).

En ce qui concerne la distribution provinciale, les intérêts obligataires sont alloués en fonction des intérêts d'obligations des particuliers tels que rapportés dans la publication ***Statistiques fiscales*** de Revenu Canada. Les contributions aux régimes enregistrés d'épargne-retraite, provenant de la même source, servent à répartir les revenus de placements des caisses de retraite en fiducie. Dans le cas des compagnies d'assurance-vie et des sociétés de secours mutuels, la répartition provinciale repose sur la valeur des polices d'assurance en vigueur, figurant dans le rapport annuel du BSIF. Les intérêts sur dépôts sont répartis par province en fonction des intérêts sur dépôts bancaires rapportés dans les ***Statistiques fiscales***.

En ce qui concerne les estimations trimestrielles, les intérêts obligataires sont projetés à partir des intérêts versés sur les obligations d'épargne du Canada et les obligations négociables. Les revenus de placements des compagnies d'assurance-vie viennent de l'enquête trimestrielle sur les institutions financières et ceux des caisses de retraite en fiducie, de l'enquête trimestrielle du même nom. Les revenus de placements des sociétés de secours mutuels sont une simple projection de tendance. Des données sur les dépôts et les taux d'intérêts, provenant de la Banque du Canada et de la Division des institutions publiques, servent à calculer les intérêts sur dépôts versés par les banques à charte et les entreprises publiques. Les autres intérêts sur dépôts des particuliers sont tirés de l'enquête trimestrielle sur les institutions financières. Les revenus de placements des administrations et le service de la dette publique sont mesurés à l'aide de données du Ministère des Finances et de celui des Approvisionnements et Services dans le cas de l'administration fédérale, et de renseignements fournis par les administrations provinciales et locales.

Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole

Le revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole est égal aux recettes agricoles brutes y compris la valeur de la variation matérielle des stocks détenus sur les fermes,[20] moins les dépenses reliées à la production agricole y compris la dépréciation, plus le revenu comptable de la Commission canadienne du blé. La majeure partie du revenu agricole va aux entreprises individuelles, le reste revenant aux entreprises constituées en sociétés. La méthode d'estimation consiste à calculer le revenu net agricole total dont on soustrait les profits des exploitations agricoles constituées en sociétés, lesquels sont compris sous la rubrique des bénéfices des sociétés avant impôts dans les comptes. La méthode est celle employée dans la Division de l'agriculture, avec quelques ajustements particuliers aux comptes nationaux.[21] La méthode de calcul du revenu agricole est présentée de façon sommaire au tableau 3.4.

Le revenu brut se compose des recettes monétaires provenant de la vente de produits agricoles, des subventions à l'agriculture versées par les administrations, d'une imputation pour les produits agricoles consommés directement par les ménages agricoles (c'est-à-dire le revenu en nature) et du revenu comptable que représente la valeur de la variation des stocks accumulés sur les fermes au cours de la période de référence.

Les recettes monétaires agricoles[22] sont estimées pour l'essentiel à l'aide de données d'Agriculture Canada et de la Commission canadienne des grains. Elles couvrent toute la gamme des récoltes, du bétail et des produits du bétail. Les céréales comprennent blé, avoine, orge, seigle, lin, colza, soja et maïs. Les paiements de la Commission canadienne du blé et de la Commission ontarienne du blé aux agriculteurs sont compris ici, et non seulement les recettes monétaires provenant des ventes directes. Outre les céréales, les récoltes importantes englobent betteraves à sucre, pommes de terre, fruits, légumes, floriculture et produits de pépinière, tabac et produits de l'érable. Les autres recettes monétaires proviennent des ventes de bovins, veaux, porcs, agneaux et moutons, produits laitiers, oeufs, volaille et autres produits du bétail. Les subventions consistent en des montants versés en vertu de divers programmes comme la stabilisation des prix et l'assurance-récolte et en d'autres paiements ponctuels effectués par les administrations fédérale et provinciales.

---

[20] La production agricole qui n'est pas vendue immédiatement, et entre dès lors dans les stocks, est enregistrée comme revenu au cours de la période où elle est réalisée. Lorsque les produits sont vendus dans une période subséquente, les recettes comptables sont supérieures à la valeur de la production courante. Le fait d'ajouter à ce moment-là aux recettes comptables une variation négative correspondante dans les stocks permet justement de ramener le revenu au niveau approprié.

[21] Voir le tableau 64 dans la publication annuelle des CRD, 13-201 au catalogue, pour un rapprochement entre le revenu net agricole calculé par la Division de l'agriculture et le revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole calculé dans les CRD.

[22] Voir ***Recettes monétaires agricoles***, 21-001 au catalogue, trimestriel.

Certaines formes de subvention, les crédits d'impôt et les remises de la taxe sur les carburants par exemple, sont déduites directement des dépenses au lieu de figurer sur une base brute dans les recettes monétaires.

Tableau 3.4
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole

	Millions de dollars en 1985
Revenu brut total	19,734
Recettes monétaires agricoles	18,896
Céréales	5,239
Autres cultures	1,973
Bétail et produits du bétail	9,794
Subventions (paiements directs)	1,890
Paiements en vertu de la Loi de la stabilisation des grains de l'Ouest	522
Paiements de l'assurance-récolte	635
Programmes provinciaux de stabilisation du revenu	295
Subvention des produits laitiers	282
Paiements d'appoint (stabilisation des prix)	16
Autres paiements	140
Revenu en nature	202
Variation matérielle des stocks	636
Mises en stocks de céréales	7,458
Moins: Prises sur stocks de céréales	6,748
Mises en stocks de pommes de terre	372
Moins: Prises sur stocks de pommes de terre	351
Variation matérielle du tabac	208
Variation matérielle du bétail	-303
Moins: Total des dépenses	17,107
Salaires de la main-d'oeuvre agricole	1,593
Semences, engrais, pesticides, irrigation	2,440
Alimentation des animaux, achats de bétail, frais vétérinaires	2,841
Electricité, téléphone, combustibles à chauffage	1,917
Loyer	726
Intérêts	1,835
Assurance	418
Impôts fonciers et primes pour les programmes de stabilisation	395
Dépréciation	2,657
Réparation des bâtiments et clôtures, fil, travail à forfait et autres dépenses	2,285
Moins: "Bénéfices des sociétés agricoles avant impôts"	261
Égale: Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	2,366
Plus: Ajustement relatif aux transactions de céréales	442
Profits de la Commission canadienne du blé	631
Moins: Paiements de la Commission canadienne du blé	189
Égale: Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	2,808

Le revenu agricole en nature se compose de la valeur estimée, aux prix de la ferme, des produits alimentaires et forestiers récoltés et consommés sur la ferme. Il exclut les loyers nets imputés pour les logements sur les fermes; ceux-ci sont comptabilisés ailleurs dans les comptes, sous la rubrique "revenu net des entreprises individuelles y compris les loyers".

La variation des stocks agricoles est estimée récolte par récolte, à l'aide des quantités évaluées aux prix du marché au cours de la période de référence.[23,24] On effectue ainsi des calculs distincts pour chaque espèce de céréale. Les prises sur stocks sont déduites des récoltes mises en stocks pour en arriver à l'estimation de la variation des stocks.[25] On applique la même approche à la récolte de pommes de terre. Dans le cas du tabac et du bétail, la variation des stocks est obtenue directement des enquêtes.[26]

Les dépenses reliées à la production agricole sont très diversifiées comme le révèle le tableau 3.4. Elles sont estimées annuellement par la Division de l'agriculture à l'aide de bon nombre de sources.[27] Les dépenses annuelles totales sont distribuées par trimestre selon des proportions établies à partir d'une étude effectuée en 1982 par la Division des comptes des revenus et dépenses.

Le revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole comprend un ajustement en vertu duquel les bénéfices de la Commission canadienne du blé sont attribués aux agriculteurs lorsqu'ils sont réalisés, sans égard au moment où ils leur sont versés. Cet ajustement est rendu nécessaire parce que le produit intérieur brut mesure les revenus découlant de la production courante et non pas les recettes courantes.

Les estimations annuelles du revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et de la valeur de la variation matérielle des stocks agricoles sont construites par province; les séries correspondantes des comptes provinciaux sont ainsi directement disponibles.

Revenu net des entreprises individuelles non agricoles y compris les loyers

Le revenu net des entreprises individuelles non agricoles y compris les loyers mesure les revenus nets des propriétaires au titre de leur propre entreprise[28] dans toutes les branches d'activité sauf l'agriculture. Le revenu net des consultants à leur propre compte, des médecins, avocats et autres professionnels indépendants est également compris ici, de même que le revenu net des particuliers au titre de loyers à la fois versés et imputés, résultant de la propriété d'immeubles résidentiels et non résidentiels. Le tableau 3.5 présente une répartition par branche d'activité du revenu net des entreprises individuelles à l'exclusion des loyers, alors que le tableau 3.6 montre le calcul des loyers nets à partir des loyers bruts au titre de l'espace occupé.

---

[23] Pour cette raison, le problème des "valeurs comptables" auquel on est confronté lors de l'estimation des stocks commerciaux non agricoles ne se pose pas dans le cas des stocks agricoles.

[24] La VVM des stocks agricoles en prix de 1986 est calculée simplement en appliquant le prix moyen du marché en 1986 à la variation matérielle des stocks.

[25] La désaisonnalisation de la série trimestrielle sur les stocks de céréales soulève des problèmes particuliers. Voir la discussion à la fin de ce chapitre.

[26] Voir ***Rapport sur le bétail***, 23-008 au catalogue, trimestriel, ***Statistiques du bétail et des produits animaux***, 23-203 au catalogue, annuel, et ***Production et disposition des produits du tabac***, 32-022 au catalogue, mensuel.

[27] Voir ***Statistiques économiques agricoles***, 21-603F au catalogue, annuel. Les estimations des dépenses sont rendues conformes aux concepts de la comptabilité nationale.

[28] Le revenu net des entreprises individuelles est en fait un mélange de deux types de revenu, soit le revenu des propriétaires provenant de leur travail et le rendement de leur capital. Les deux types de revenu ne peuvent pas être distingués aussi facilement dans le cas des entreprises individuelles que dans celui des sociétés.

En ce qui concerne les revenus des entreprises individuelles autres que les loyers, la principale source est ***Statistiques fiscales***.[29] La publication renferme des données sur le revenu brut et le revenu net d'entreprise. Le concept pertinent ici est celui de revenu net, une fois les dépenses déduites du revenu brut. Dans certains cas cependant, la variation dans le revenu brut est appliquée à la série correspondante du revenu net. On se fie au nombre de propriétaires actifs par branche d'activité,[30] aux indices du PIB au coût des facteurs par branche d'activité[31] et à d'autres statistiques afin de répartir les estimations annuelles par trimestre et d'effectuer des projections pour les trimestres les plus récents lorsque les données fiscales ne sont pas disponibles.[32]

Tableau 3.5
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, excluant les loyers

	Millions de dollars en 1985
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, excluant les loyers	15,811
Pêche	359
Chasse et piégeage	33
Forêts	253
Mines	79
Industries manufacturières	217
Bâtiment et travaux publics	2,494
Transports	741
Commerce du détail	1,668
Commerce de gros	372
Finances, assurances et affaires immobilières	55
Services socio-culturels	4,844
Services commerciaux	2,329
Avocats	1,196
Comptables et vérificateurs	592
Ingénieurs et architectes	240
Autres services commerciaux	301
Services personnels	1,484
Restaurants	342
Coiffure	328
Hôtels et motels	125
Blanchissage et nettoyage à sec	104
Pension et hébergement versés	97
Services funéraires	15
Services de garde et autres services personnels	473
Autres branches des services	883

[29] Cette publication renferme des statistiques tirées d'un échantillon stratifié des formulaires "T1" remis à l'impôt. D'autres tableaux non publiés de Revenu Canada, renfermant une répartition par occupation plus détaillée, sont également utilisés pour calculer les estimations des comptes.

[30] Les forêts et le transport en sont deux exemples pertinents.

[31] A titre d'exemple, le revenu net des comptables et des vérificateurs est projeté à partir de la mesure de la production de la branche d'activité "comptables" combinée à l'IPC pour les services juridiques, de comptabilité, et autres. Voir ***Produit intérieur brut par industrie***, 15-001 au catalogue, mensuel, et ***L'Indice des prix à la consommation***, 62-001 au catalogue, mensuel.

[32] Un cas de figure approprié est celui des médecins, dentistes et autres professionnels de la santé (sous la rubique "Services socio-culturels" au tableau 3.5), pour lesquels on obtient des données de Santé et Bien-être social Canada sur le nombre de praticiens et sur les dépenses des gouvernements provinciaux en matière de santé.

Les estimations des loyers nets sont établies séparément pour les secteurs agricole et non agricole, ainsi que pour les immeubles résidentiels et non résidentiels. Les loyers résidentiels non agricoles s'élevaient à $10,126 millions en 1985, soit environ à 95% du total du revenu net de loyer; près de 90% de ce montant était attribuable aux loyers imputés au titre des logements occupés par le propriétaire.

L'estimation des loyers résidentiels débute avec le stock de logements selon le recensement, lequel est divisé en logements individuels, logements multiples, maisons mobiles, chalets et fermes. Les chiffres du recensement sur les stocks sont extrapolés à partir du nombre de logements neufs parachevés moins de logements détruits. Le stock de logements est ensuite réparti entre logements occupés par le propriétaire, loués et vacants.[33]

On multiplie le stock de logements occupés par le "loyer contractuel moyen par logement", estimé au moyen de données tirées d'une partie de l'échantillon des répondants à l'EPA,[34] pour obtenir les loyers contractuels bruts en prix courants. Dans le cas des logements occupés par le propriétaire, le loyer moyen est considéré équivalent à celui des logements loués et ajusté en fonction d'un coefficient basé sur le nombre moyen de pièces dans chaque type de logement d'après le recensement. Le coût estimé du chauffage, de l'éclairage, des meubles, des appareils et des services fournis par le propriétaire (également fondé sur le sous-échantillon de l'EPA) et inclus dans le loyer contractuel est déduit du total des loyers contractuels bruts pour obtenir les loyers bruts au titre de l'espace occupé.[35]

Les dépenses au titre de l'espace occupé, à savoir réparations, impôts fonciers, assurance, intérêts hypothécaires, amortissement et divers autres postes, sont déduites pour en arriver aux loyers nets. Les intérêts hypothécaires sont la catégorie de dépense la plus importante, représentant environ 45% du total en 1985; viennent ensuite les impôts fonciers et l'amortissement, représentant ensemble un autre 40%. L'information concernant les dépenses provient de diverses sources[36] et est rarement disponible séparément pour les logements occupés par le propriétaire et les logements loués. Les dépenses totales doivent habituellement être réparties selon l'importance relative des loyers bruts versés et des loyers bruts imputés dans le total.

Les estimations des loyers agricoles sont construites à partir d'information obtenues de la Division de l'agriculture, y compris des données du recensement de l'agriculture. Les loyers résidentiels agricoles bruts sont obtenus en multipliant le stock de logements sur les fermes par une estimation du loyer moyen par logement. Les loyers non résidentiels, à la fois agricoles et non agricoles, sont calculés sur une base annuelle par la Division des entrées-sorties et les estimations trimestrielles sont une interpolation des chiffres annuels.

La distribution provinciale des loyers nets fait appel à une valeur de répartition égale au produit du stock de logements et le loyer moyen dans la province.

---

[33] Il faut effectuer une autre répartition des logements loués afin d'éliminer ceux appartenant aux sociétés et aux administrations. Les loyers nets revenant à ces secteurs sont comptabilisés ailleurs dans les comptes, dans les bénéfices des sociétés avant impôts et dans les revenus de placements des administrations.

[34] Cette enquête fournit des données qui servent à calculer l'IPC des loyers ainsi que la série des comptes nationaux ci-dessus.

[35] Le total des loyers bruts entre dans les dépenses personnelles en biens et services de consommation. Ceci contraste avec le revenu net des *entreprises individuelles* qui comprend uniquement les loyers *nets* autres que ceux des sociétés.

[36] Les estimations de l'amortissement et de la réparation des logements font appel à l'enquête sur les frais de logement et à des données de la SCHL. Les estimations des assurances et des intérêts hypothécaires se fondent sur des données tirées de la ***Revue de la Banque du Canada***, mensuel, et de ***Institutions financières, statistiques financières***, 61-006 au catalogue, trimestriel. Les données sur les impôts fonciers proviennent de ***Finances publiques locales, recettes et dépenses, actif et passif, chiffres réels***, 68-204 au catalogue, annuel.

Tableau 3.6
Loyers versés et imputés aux propriétaires individuels

	Millions de dollars en 1985
Loyers nets versés et imputés aux propriétaires individuels	10,636
Loyers résidentiels non agricoles:	
Loyers résidentiels non agricoles bruts au titre de l'espace occupé	40,579
Versés	6,597
Imputés	33,982
Moins: Dépenses relatives aux loyers résidentiels non agricoles au titre de l'espace occupé	30,453
Réparations	2,435
Logements occupés par un locetaire	638
Logements occupés par le propriétaire	1,797
Impôts fonciers	6,354
Logements occupés par un locataire	1,034
Logements occupés par le propriétaire	5,320
Assurance	863
Logements occupés par un locataire	140
Logements occupés par le propriétaire	723
Intérêts hypothécaires	13,837
Logements occupés par un locataire	2,250
Logements occupés par le propriétaire	11,587
Amortissement	5,778
Logements occupés per un locataire	1,036
Logements occupés par le propriétaire	4,742
Dépenses diverses	1,186
Logements occupés par un locataire	661
Logements occupés par le proriétaire	525
Sous-total: Dépenses, logements occupés par un locataire	5,759
Sous-total: Dépenses, logements occupés par le propriétaire	24,694
Loyers résidentiels non agricoles nets au titre de l'espace occupé	10,126
Versés	838
Imputés	9,288
Loyers résidentiels agricoles:	
Loyers résidentiels agricoles bruts au titre de l'espace occupé	852
Versés	47
Imputés	805
Moins: Dépenses relatives aux loyers résidentiels agricoles au titre de l'espace occupé	711
Logements occupés par un locataire	38
Logements occupés par le propriétaire	673
Loyers résidentiels agricoles nets au titre de l'espace occupé	141
Versés	9
Imputés	132
Loyers non résidentiels:	
Loyers non résidentiels nets	369
Non agricoles	303
Agricoles	66

Tableau 3.7
Ajustement de la valeur des stocks

	Millions de dollars en 1985
Total, ajustement de la valeur des stocks	-1,760
Industries manufacturières	-629
Aliments	-87
Boissons	-43
Tabac	-19
Caoutchouc	-9
Plastiques	-18
Cuir	-14
Textiles	-4
Tricot et vêtements	8
Papier et produits auxiliaires	112
Impression et édition	-24
Produits pétroliers raffinés	-53
Produits chimiques	-49
Produits du bois	-40
Meubles	-17
Première transformation des métaux	41
Produits métalliques	-51
Machinerie	-60
Matériel de transport	-220
Véhicules automobiles	-112
Pièces de véhicules automobiles	-34
Autre matériel de transport	-74
Produits électriques	-3
Produits minéraux non métalliques	-28
Industries manufacturières diverses	-51
Commerce	-880
Commerce de détail	-206
Véhicules automobiles	-141
Autres biens durables	-101
Biens non durables	36
Commerce de gros	-673
Machine et matériel	-171
Bois de construction	-154
Véhicules automobiles	-130
Autres biens durables	-82
Biens non durables	-136
Autres branches d'activité	-271
Abattage du bois	-78
Mines	-5
Finances et services	-26
Services publics	-54
Transports	-57
Bâtiment et travaux publics	-51
Négociants privés en céréales	20

Ajustement de la valeur des stocks

L'ajustement de la valeur des stocks est un sous-produit du calcul de la valeur de la variation matérielle des stocks commerciaux non agricoles. Il s'agit de la contrepartie des gains ou pertes nets en capital que les entreprises réalisent ou subissent sur leurs stocks à la suite des variations de prix. Les gains ou pertes sur stocks figurent dans les bénéfices des sociétés avant impôts et dans d'autres agrégats du revenu; ils doivent en être éliminés afin de mesurer la valeur de la production courante. En raison d'une inflation continue, l'ajustement de la valeur des stocks est habituellement négatif. Les entreprises comptabilisent souvent les stocks au coût d'acquisition plutôt qu'au prix de remplacement; il s'ensuit que la variation dans la valeur comptable des stocks tend à être inférieure à la valeur de la variation matérielle des stocks évaluée aux prix courants. Le tableau 3.7 présente la répartition par branche de l'ajustement de la valeur des stocks en 1985. Les sources et méthodes en sont décrites plus loin, dans la section consacrée à la valeur de la variation matérielle des stocks commerciaux non agricoles.

Impôts indirects moins subventions

Toutes les estimations touchant les administrations fédérale et provinciales sont fondées sur les états vérifiés des comptes publics des divers gouvernements. Ces états comptables deviennent disponibles de six à douze mois après la fin de l'exercice le 31 mars. Les estimations préliminaires reposent sur l'information contenue dans le budget et sur des rapports financiers non vérifiés des administrations.[37] Les données sur les administrations locales proviennent d'enquêtes effectuées par la Division des institutions publiques[38] et des rapports publiés par les ministères responsables des affaires municipales dans les gouvernements provinciaux et territoriaux.

Le tableau 3.8 présente les grandes catégories d'impôt indirect et de subvention en vigueur en 1985 par niveau d'administration. Les impôts ou subventions importants au cours des années antérieures et ayant été abolis ne figurent pas dans le tableau alors que d'autres, importants en 1985 et abolis depuis cette date, y figurent, notamment les frais d'exportation du pétrole, les contributions au Fonds d'indemnisation pétrolière et le prélèvement de participation canadienne.[39]

---

[37] La Division des institutions publiques compile les données sur le secteur des administrations suivant deux cadres conceptuels distincts, celui de la comptabilité nationale et celui du système de gestion financière. Voir ***Le Système statistique de gestion des finances publiques***, 68-507F au catalogue, hors série, ***Les Finances publiques fédérales, recettes et dépenses, actif et passif***, 68-211 au catalogue, annuel, ***Les Finances publiques provinciales, revenus et dépenses***, 68-207 au catalogue, annuel, et ***Les Finances publiques provinciales, actif, passif, provenance et utilisation des fonds***, 68-209 au catalogue, annuel. Voir aussi les matrices CANSIM 2711, 2712 et 2713 pour des données des comptes nationaux sur les administrations non publiées ailleurs.

[38] Voir ***Les Finances publiques locales, recettes et dépenses, actif et passif, chiffres réels***, 68-204 au catalogue, annuel.

[39] Voir les tableaux 51 et 56 de l'édition historique des CRD annuels, 13-531 au catalogue, pour des statistiques complètes sur les catégories les plus importantes d'impôt indirect et de subvention depuis 1926. Le même genre d'information pour les provinces et territoires figure dans ***Comptes économiques provinciaux, 1984-1988***, 13-213 au catalogue, annuel.

Tableau 3.8
Impôts indirects moins subventions

	Millions de dollars en 1985
Impôts indirects moins subventions	47,212
Impôts indirects	58,789
Administration fédérale	18,897
Droits de douane à l'importation	3,910
Droits d'accise	1,513
Taxes d'accise	10,722
Frais d'exportation du pétrole	419
Contributions au Fonds d'indemnisation pétrolière	1,381
Prélèvement de participation canadienne	328
Taxe sur le transport aérien	252
Impôts divers	372
Administrations provinciales	24,459
Taxe sur les divertissements	146
Impôt des sociétés (autre que sur les bénéfices)	1,172
Taxe sur l'essence	3,241
Véhicules automobiles - licences et permis	481
Autres licences, droits et permis	339
Taxe sur les ressources naturelles	675
Impôts fonciers	1,139
Taxe sur les ventes au détail	13,183
Bénéfices des régies des alcools	2,130
Impôts divers	1,953
Administrations locales	15,433
Taxe sur les divertissements	27
Licences, droits et permis	195
Impôts fonciers et mobiliers	13,458
Taxe sur les ventes au détail	25
Impôts divers	1,728
Moins: Subventions	11,577
Administration fédérale	6,369
Aide au transport des céréales fourragères de l'Ouest	16
Aide à l'égard des frais d'entreposage des céréales	3
Paiements au titre du programme de stabilisation des revenus des céréaliculteurs de l'Ouest	522
Paiements de la Commission canadienne du lait	538
Paiements ou pertes de l'Office de stabilisation des prix agricoles	9
Autres subventions à l'agriculture	73
Paiements en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région atlantique	61
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes	15
Autres paiements aux chemins de fer	555
Subventions à la Société Radio-Canada	810
Programme de formation au travail	117
Versements aux importateurs de pétrole brut et de produits pétroliers	455
Paiements du Fonds d'indemnisation pétrolière	1,483
Subventions à l'habitation	783
Aide à l'industrie pour la recherche appliquée	76
Subventions à la Société canadienne des postes	275
Autres subventions fédérales	578
Administrations provinciales	4,610
Administrations locales	598

La distribution provinciale des impôts indirects et subventions des administrations provinciales et locales ne soulève aucune difficulté dans les comptes provinciaux puisque les estimations nationales sont obtenues par sommation des données par province. Dans le cas de l'administration fédérale, toutefois, le problème est beaucoup plus complexe. La répartition provinciale est effectuée séparément pour chaque grande catégorie d'impôt et de subvention. La catégorie la plus importante, la taxe fédérale de vente (la majeure partie des "taxes d'accise" au tableau 3.8), est répartie selon la province ou le territoire où est réalisée la production. On établit d'abord une portion taxable des livraisons par bien en soustrayant les exportations et les achats non taxables des livraisons totales au Canada. Les livraisons par bien et par province[40] sont ensuite multipliées par la portion taxable et le taux de taxe appropriés pour donner les revenus estimés de la taxe fédérale par bien par province. Les résultats sont additionnés pour tous les biens et utilisés pour ventiler par province le revenu total de la taxe fédérale de vente.[41] Les droits de douane à l'importation sont répartis selon le port d'entrée comme le rapporte Revenu Canada — Douanes et Accise. Les droits d'accise sur l'alcool et le tabac sont aussi alloués tels que rapportés par Revenu Canada.

Provisions pour consommation de capital

Le tableau 3.9 montre la répartition par secteur des provisions pour consommation de capital.[42] En 1985, 27% de la dépréciation était imputable au secteur des particuliers et des entreprises individuelles, 52% aux sociétés, 13% aux administrations et 8% aux entreprises publiques.

Au sein du secteur des particuliers et des entreprises individuelles, l'élément le plus important est la dépréciation du stock de logements. Celle-ci est estimée à un demi de un pour cent par trimestre du stock initial de logements mesuré en prix constants, moins la moitié de la dépréciation complète sur les immeubles détruits au cours de la période, en vertu de l'hypothèse que ces derniers se sont dépréciés en moyenne pendant la moitié de la période.[43] La dépréciation en prix constants est réévaluée en prix courants au moyen des indices implicites de prix de l'investissement en construction résidentielle à l'exclusion des commissions immobilières.

La dépréciation des bâtiments non résidentiels possédés et loués par des particuliers, sauf les fermes, est basée sur les allocations de coût en capital réclamées à titre de déduction du revenu de loyer d'après les ***Statistiques fiscales***. Les projections pour la période courante suivent la tendance de la dépréciation des immeubles residentiels.

Les provisions pour consommation de capital en agriculture sont également mesurées selon le coût de remplacement et portent sur les bâtiments, les machines et le matériel. Les estimations correspondent à la dépréciation déduite pour en arriver au revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole plus celle des logements sur les fermes calculée conjointement avec les loyers nets. La portion attribuable aux sociétés agricoles est déduite afin d'éviter un double compte. Pour les bâtiments non résidentiels sur les fermes, on suppose une dépréciation linéaire avec une durée moyenne de 28.5 ans. Pour les machines, les taux annuels de dépréciation s'échelonnent de 10% à 12%.[44]

---

[40] Voir ***Industries manufacturières du Canada, niveaux national et provincial***, 31-203 au catalogue, annuel, et ***Produits livrés par les fabricants canadiens***, 31-211 au catalogue, annuel.

[41] Cette façon de procéder dans les comptes provinciaux s'oppose à celle des comptes provinciaux d'entrées-sorties où la taxe fédérale de vente est répartie selon la localisation des achats plutôt que de la production.

[42] Les termes "provisions pour consommation de capital", "allocations de coût en capital" et "dépréciation" sont employés de façon interchangeable dans le texte qui suit.

[43] Les calculs sont effectués dans la Division de l'investissement et du stock de capital.

[44] La Division de l'agriculture est responsable des estimations de la dépréciation des actifs en agriculture. Voir ***Statistiques économiques agricoles***, 21-603F au catalogue, annuel.

Tableau 3.9
Provisions pour consommation de capital

	Millions de dollars en 1985
Provisions pour consommation de capital	55,926
Particuliers et entreprises individuelles	15,313
Logements, non agricoles	5,895
Bâtiments non résidentiels, non agricoles	365
Agriculture	2,389
Autres entreprises individuelles	3,628
Amortissement des biens durables	214
Églises et universités	595
Prestations d'assurance	2,141
Dépenses de capital imputées aux dépenses courantes	86
Sociétés	29,253
Dépréciation	25,732
Prestations versées aux compagnies maritimes	33
Prestations versées aux compagnies ferroviaires	13
Autres ajustements	-36
Prestations d'assurance	2,001
Dépenses de capital imputées aux dépenses courantes	1,510
Administrations	7,092
Fédérale	1,236
Provinciales	2,424
Municipales	1,736
Hôpitaux provinciaux	7
Autres hôpitaux	688
Écoles locales	762
Réseaux locaux d'adduction et d'assainissement des eaux	239
Entreprises publiques	4,268
Fédérales	1,196
Provinciales	2,424
Locales	406
Prestations versées aux sociétés ferroviaires	19
Autres ajustements	154
Dépenses de capital imputées aux dépenses courantes	69

En ce qui concerne les autres entreprises individuelles, la dépréciation est calculée par grande branche d'activité, le plus souvent en fonction de l'hypothèse d'une relation constante entre celle-ci et le revenu brut d'entreprise. En général, les ratios utilisés sont ceux observés dans le secteur des sociétés, pour lequel on dispose de davantage de statistiques. Une fois de plus, les ***Statistiques fiscales*** sont la source la plus importante. Les estimations préliminaires sont des projections de tendance.

La catégorie "amortissement des biens durables" désigne des biens comme les réfrigérateurs, les lessiveuses et les meubles fournis aux locataires.[45] Les estimations sont établies dans le cadre du calcul des loyers. Elles sont obtenues en appliquant des taux fixes d'amortissement au stock estimé.

[45] Les biens durables achetés par des particuliers ne sont pas traités comme des immobilisations dans les comptes.

La dépréciation pour les universités, les églises et les autres institutions sans but lucratif est calculée conjointement avec les estimations du stock de capital.[46]

La provision au titre des prestations d'assurance est basée sur des renseignements provenant du BSIF. Comme on l'a expliqué au chapitre 2, les montants figurant sous cette rubrique représentent les prestations versées aux entreprises et aux propriétaires en guise de compensation pour les pertes encourues à la suite d'incendies ou d'autres risques. Les estimations correspondent aux prestations totales moins les frais d'ajustement et sont partagées entre les entreprises et les particuliers.

Les "dépenses de capital imputées aux dépenses courantes", tel que mentionné précédemment, représentent des déboursés portés au compte d'exploitation par les entreprises mais compris dans l'investissement brut et la dépréciation dans les CRD. La source en est ***Investissements privés et publics au Canada***.[47]

Les estimations de la dépréciation dans le secteur des sociétés sont établies conjointement avec celles des bénéfices des sociétés avant impôts. Elles sont calculées par grande branche d'activité à l'aide de données tirées des états financiers rattachés aux rapports d'impôt des compagnies.

Les provisions pour consommation de capital dans le secteur des administrations sont calculées selon le coût de remplacement à partir des estimations du stock de capital.[48] Les estimations sont décomposées par niveau d'administration, et celles concernant les administrations locales sont subdivisées en administrations municipales proprement dites, conseils scolaires et réseaux d'adduction et d'assainissement des eaux.

Les estimations de la dépréciation dans les entreprises publiques reposent sur les états financiers des entreprises et d'autres états comptables des administrations.[49]

Dépenses personnelles en biens et services de consommation

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont le plus gros agrégat des dépenses, représentant près de 60% du PIB. Elles se divisent en quatre grandes catégories, à savoir biens durables, biens semi-durables, biens non durables et services,[50] mais les estimations sont en fait compilées pour plus de 130 biens et services ou groupes de biens et services. Les quelque 130 catégories sont en outre regroupées par objet de dépense à des fins de publication. En incluant les quatre grandes catégories, dix-huit agrégats et sous-agrégats sont publiés dans les comptes trimestriels et cinquante-trois dans les comptes annuels, pour lesquels on dispose de renseignements plus fiables.[51] Les tableaux 3.10 à 3.13 contiennent la composition détaillée des dépenses personnelles pour 1985 et illustrent comment s'effectue le regroupement des catégories pour former les agrégats publiés sur une base trimestrielle.

---

[46] Voir ***Flux et stocks de capital fixe***, 13-211 au catalogue, annuel.

[47] Voir ***Investissements privés et publics au Canada, perspective***, 61-205 au catalogue, annuel, et ***Investissements privés et publics au Canada, perspective révisée***, 61-206 au catalogue, annuel.

[48] Les nouvelles estimations du stock de capital que Statisique Canada a rendues publiques en 1990 impliquent une durée moyenne des actifs (autres que le logement) beaucoup plus courte et par conséquent des taux annuels de dépréciation beaucoup plus élevés. Dans les CRD, ces nouvelles estimations de la dépréciation des actifs en agriculture et de ceux des administrations sont raccordées aux estimations publiées pour 1985 afin de maintenir la continuité des séries. Les niveaux de dépréciation plus élevés seront introduits dans les comptes lors de la prochaine révision historique.

[49] Ces estimations sont préparées par la Division des institutions publiques.

[50] On classe chaque bien ou service dans une grande catégorie, suivant dans les grandes lignes la classification préconisée par les Nations Unies pour les biens et services des ménages. Voir ***Système de comptabilité nationale***, Études méthodologiques, série F, no. 2, rév. 3, Bureau de statistique, Département des affaires économiques et sociales, Nations Unies, New York, 1970, pp. 111-114.

[51] Voir les tableaux 7 et 8 de la publication trimestrielle des CRD, 13-001 au catalogue, et les tableaux 60 et 61 de la publication annuelle, 13-201 au catalogue.

Les méthodes utilisées pour compiler les estimations des dépenses de consommation font appel à l'enquête sur le commerce de détail[52] et à tout un éventail d'autres sources mensuelles, trimestrielles et annuelles, telles qu'énumérées à l'appendice I. Bon nombre des données de base ne sont pas disponibles dans l'immédiat et ne sont prises en compte qu'après un délai d'un trimestre ou plus. Les estimations sont rapprochées des séries correspondantes dans les comptes d'entrées-sorties après trois ans environ. Le rapprochement est effectué pour quarante sous-agrégats distincts figurant au tableau 60 de la publication annuelle des CRD.

Tableau 3.10
Dépenses personnelles en biens de consommation, partie I

	Millions de dollars en 1985
Dépenses personnelles en biens de consommation	148,384
Biens durables	40,278
Véhicules automobiles, pièces et réparation	20,750
Voitures neuves	10,239
Camions et camionnettes neufs	2,453
Véhicules automobiles d'occasion	2,533
Pièces et accessoires de véhicules	2,603
Entretien et réparation de véhicules	2,922
Meubles et appareils ménagers	8,145
Meubles	3,432
Revêtements de sol	384
Rembourrage et réfection des meubles	148
Poêles et fours à micro-ondes	630
Lessiveuses et sécheuses	618
Réfrigérateurs et congélateurs	549
Autres gros appareils ménagers	841
Petits appareils électriques	846
Outils et matériel de jardinage	496
Réparation d'équipement ménager	199
Autres biens durables	11,383
Téléviseurs, équipement vidéo et accessoires	2,094
Radios, chaînes stéréo et accessoires	1,102
Matériel de sport et de camping	1,358
Instruments de musique et fournitures	1,122
Bicyclettes et motocyclettes	988
Appareils-photo et accessoires	848
Machines et équipement de bureau	453
Bateaux, moteurs et accessoires	505
Remorques	420
Location de matériel de loisirs	416
Réparation matériel de loisirs	266
Montres et bijoux	1,722
Réparation de montres et bijoux	85

[52] Voir *Commerce de détail*, 53-005 au catalogue, mensuel, et ***Commerce de détail annuel***, 63-223 au catalogue, annuel.

Tableau 3.11
Dépenses personnelles en biens de consommation, partie II

	Millions de dollars en 1985
Dépenses personnelles en biens de consommation	148,384
Biens semi-durables	28,147
Vêtements et chaussures	16,592
Vêtements pour hommes et garçons	5,776
Vêtements pour femmes, filles et enfants	8,254
Confection, réparation et altération des vêtements	99
Chaussures	2,396
Réparation de chaussures	68
Autres biens semi-durables	11,556
Mercerie et menus articles	308
Tissu à la pièce	584
Textiles et articles d'ameublement ménagers	2,079
Valises et maroquinerie	154
Porcelaine, verrerie et articles de cuisine	1,304
Lampes, appliques et accessoires	584
Argenterie et couverts	148
Quincaillerie	1,834
Jouets, jeux et articles de passe-temps	1,350
Films et autres fournitures photographiques	260
Papeterie, livres, journaux et périodiques	2,870
Animaux domestiques et fournitures	81
Biens non durables	79,959
Aliments et boissons non alcoolisées	32,806
Aliments et boissons non alcoolisées	32,166
Autoconsommation agricole et autres dépenses d'alimentation imputées	639
Carburants et lubrifiants	10,413
Electricité, gaz et autres combustibles	10,679
Electricité	5,466
Gaz naturel	2,474
Autres combustibles	2,739
Autres biens non durables	26,061
Boissons alcoolisées	8,471
Produits du tabac	5,922
Aliments pour animaux domestiques	648
Savons et autres produits de nettoyage	1,432
Autres fournitures de ménage	2,604
Fleurs et plantes	914
Articles de toilette et produits de beauté	2,450
Médicaments et articles de pharmacie	3,621

Les estimations trimestrielles des dépenses de consommation en biens, pour l'essentiel, reposent sur l'enquête mensuelle sur le commerce de détail. Les résultats de cette enquête sont ramenés au niveau indiqué par l'enquête annuelle sur le commerce de détail la plus récente, en général disponible deux à trois ans après la période de référence; ils sont en outre ajustés de façon à tenir compte des variations dans le délai avant que les créations et disparitions de magasins soient reflétées dans l'échantillon de l'enquête mensuelle.[53] On déduit ensuite les ventes estimées aux entreprises et aux administrations afin de ne saisir que les ventes aux particuliers.

Presque toutes les données entrant dans l'estimation des dépenses personnelles doivent ainsi être ajustées de façon à prendre en compte uniquement les ventes aux particuliers ou aux ménages. Dans le commerce de détail, celles-ci représentent habituellement bien plus de 90% du total. Seuls les concessionnaires automobiles tirent une part importante de leurs revenus des ventes aux autres secteurs. Dans le cas de certains services comme la garde d'enfants, virtuellement toutes les dépenses sont imputables à des personnes, alors que dans d'autres comme le transport aérien, les dépenses des entreprises et des administrations représentent une grande part du total. Les estimations de la portion personnelle par catégorie de dépense proviennent de l'enquête annuelle sur le commerce de détail (contenant des données sur les ventes par type de client), de l'enquête FAMEX[54] et d'informations obtenues auprès des associations de détaillants et de manufacturiers, ou encore sont calculées de façon résiduelle par l'approche de l'équilibre des biens et services.

Les données mensuelles ajustées du commerce de détail sont compilées par "genre de commerce"[55] et non par marchandise; une répartition de ce type est toutefois nécessaire afin de procéder à la déflation. La transformation est accomplie en appliquant une matrice de pondération par marchandise aux ventes par genre de commerce, chaque poids p_{ij} représentant la part estimée des ventes d'un genre de commerce donné "i" attribuable à une marchandise donnée "j". Les poids sont basés sur les résultats de l'enquête de 1974 sur les marchandises vendues au détail[56] et ont été mis à jour de manière ponctuelle depuis cette date à l'aide de données sur les flux de marchandises et de l'enquête FAMEX quadriennale sur laquelle est fondée la pondération des dépenses pour l'IPC. D'autres enquêtes annuelles sont utilisées pour estimer les achats de biens de consommation effectués ailleurs qu'en magasin, directement auprès du fabricant, par la poste, dans des machines distributrices ou par d'autres canaux et les résultats obtenus sont ajoutés aux achats au détail par marchandise.[57] Ces statistiques du commerce de détail transformées sont ensuite utilisées pour projeter les dépenses de consommation par bien ou marchandise à partir de la dernière année repère disponible. On ajoute enfin la taxe provinciale de vente en vue de mesurer la valeur des dépenses aux prix du marché. Parmi les séries trimestrielles estimées selon cette approche figurent l'alimentation, les vêtements, les chaussures, les meubles, les appareils ménagers, les articles d'ameublement et le matériel de loisirs.

Dans la mesure du possible, la procédure d'estimation fait appel à des statistiques par produit et à d'autre données pertinentes au lieu des ventes au détail par genre de commerce en raison de l'incertitude qui entoure la transformation de ces dernières en ventes par marchandise. C'est le cas notamment pour d'importantes catégories de dépense comme les véhicules automobiles, le carburant, l'énergie, l'alcool et le tabac. Pour les véhicules automobiles, qui représentaient 36% des dépenses en biens durables en 1985, on a recours à des données de l'Association des manufacturiers de véhicules automobiles et à l'enquête sur les ventes de véhicules neufs.[58] Les pièces et l'entretien des véhicules ainsi que la marge sur les ventes de véhicules usagés sont calculés résiduellement, les ventes de véhicules neufs étant soustraites des recettes des concessionnaires selon l'enquête sur le commerce de détail. Dans le cas des carburants, de l'électricité, du gaz naturel

---

[53] L'échantillon de l'enquête sur le commerce de détail est tiré de la base centrale des données (BCDD) de Statistique Canada, laquelle est mise à jour à l'aide de documents administratifs provenant de Revenu Canada. Lorsque les entreprises demandent un compte de retenues sur la paie, Statistique Canada leur fait parvenir un questionnaire de profil, et met ainsi à jour la BCDD ainsi que l'échantillon de l'enquête avec un certain délai. On apporte des ajustements aux estimations des dépenses de consommation afin de tenir compte des variations dans le délai moyen entre le moment où sont demandés les comptes de retenues sur la paie et celui où sont effectuées les mises à jour correspondantes dans la BCDD.

[54] Voir ***Dépenses des familles au Canada***, 62-555 au catalogue, irrégulier.

[55] Auparavant, l'enquête sur le commerce de détail couvrait vingt-huit genres de commerce. Une nouvelle enquête sur le commerce de détail a vu le jour en janvier 1990 dans laquelle on ne retrouve que dix-sept genres de commerce.

[56] Voir ***Enquête sur les marchandises vendues au détail, 1974***, 63-526 au catalogue, hors série.

[57] Voir ***La Vente directe au Canada***, 63-218 au catalogue, annuel, et ***Exploitants de distributeurs automatiques***, 63-213 au catalogue, annuel.

[58] Voir ***Ventes de véhicules automobiles neufs***, 63-007 au catalogue, mensuel.

et des autres combustibles, les dépenses sont estimées en multipliant les quantités consommées par le prix moyen au détail.[59] On adopte une approche similaire pour le tabac, l'offre intérieure (soit la production moins les exportations plus les importations) étant multipliée par un prix moyen.[60] Enfin, les dépenses sur les boissons alcoolisées sont calculées à l'aide de données provenant des régies des alcools et de l'Association canadienne des brasseurs.[61]

La gamme des sources utilisées dans l'estimation des services est encore plus étendue (voir les tableaux 3.12 et 3.13). L'objectif est de mesurer la valeur des services rendus directement aux particuliers plutôt qu'aux entreprises et aux administrations. Trois grandes catégories, à savoir les loyers, les restaurants et services d'hébergement et la dépense nette à l'étranger, rendent compte d'environ la moitié des dépenses en services des consommateurs. Les loyers bruts versés et imputés sont calculés avec les loyers nets dans le cadre de l'estimation du revenu net des entreprises individuelles non agricoles. Les dépenses dans les hôtels et restaurants sont mesurées avec des données tirées de l'enquête sur les restaurants, traiteurs et tavernes[62] et de celle sur l'hébergement des voyageurs.[63] La dépense nette à l'étranger est égale aux dépenses des voyageurs canadiens à l'étranger moins celles des voyageurs étrangers au Canada. Les dépenses personnelles devraient englober toutes les dépenses des résidents canadiens et exclure celles des non-résidents pour être cohérentes avec le revenu personnel. Les dépenses des Canadiens à l'étranger ne sont saisies par aucune enquête effectuée au Canada et doivent être estimées séparément. D'autre part, les dépenses des visiteurs étrangers au Canada dans les hôtels et restaurants, pour des voyages et d'autres biens et services sont comprises avec les dépenses intérieures des résidents canadiens et peuvent seulement être soustraites au total, en une seule opération. Les estimations concernant les dépenses de voyage sont compilées par la Division de l'éducation, de la culture et du tourisme d'après les passages aux frontières et des données d'enquête sur les sommes dépensées en moyenne par les voyageurs. Ces estimations figurent aussi, mais avec des signes opposés, dans les exportations et importations d'invisibles.

Les catégories restantes dans les services de consommation sont très diversifiées comme on peut le voir au tableau 3.13. Les dépenses sur les loisirs (cinéma, théâtre, sports de spectacle, etcetera), le blanchissage et le nettoyage à sec, la location de véhicules à court et à long termes et les services ménagers sont estimées à partir des recettes d'exploitation des établissements de service, recueillies dans des enquêtes annuelles,[64] complétées parfois par de l'information provenant de l'enquête FAMEX. L'estimation d'autres catégories de dépense, les taxis par exemple, fait appel aux statistiques fiscales et aux données de l'enquête FAMEX également. Les dépenses sur le transport par avion et par chemin de fer et sur le transport interurbain par autobus sont estimées annuellement et projetées sur une base trimestrielle à partir du nombre de passagers et des recettes d'exploitation.[65] On a aussi recours aux recettes d'exploitation pour les services postaux et téléphoniques.[66] Les dépenses sur les loteries correspondent à la valeur des billets vendus moins celle des prix versés et sont calculées mensuellement avec des données provenant des sociétés de loterie. Une fois encore, on soustrait les dépenses non personnelles et on ajoute le cas échéant les taxes de vente applicables.

Les services rendus par les universités, traitées comme des "associations de particuliers" dans les comptes au lieu d'être comptabilisées dans le secteur des administrations ou celui des entreprises, correspondent à leur coût total de

---

[59] Pour les quantités, voir ***Bulletin trimestriel, disponibilité et écoulement d'énergie au Canada***, 57-003 au catalogue, trimestriel, ***Statistique de l'énergie électrique, Volume II, Statistiques annuelles***, 57-202 au catalogue, annuel, et ***Services de gaz, réseaux de transport et de distribution***, 57-205 au catalogue, annuel. Pour les prix, voir ***L'Indice des prix à la consommation***, 62-001 au catalogue, mensuel, et ***Indices des prix de l'industrie***, 62-011 au catalogue, mensuel.

[60] Les quantités proviennent de ***Production et disposition des produits du tabac***, 32-022 au catalogue, mensuel, et les prix, de ***L'Indice des prix à la consommation***, 62-001 au catalogue, mensuel.

[61] Voir ***Le Contrôle et la vente de boissons alcooliques au Canada***, 63-202 au catalogue, annuel.

[62] Voir ***Statistiques des restaurants, traiteurs et tavernes***, 63-011 au catalogue, mensuel.

[63] Voir ***Statistique de l'hébergement des voyageurs***, 63-204 au catalogue, annuel.

[64] L'une de celles-ci est une enquête genre recensement couvrant toutes les firmes au-dessus d'un certain seuil de revenu, complétée par des données sur le revenu brut d'entreprise provenant de documents fiscaux pour les firmes sous le seuil.

[65] Voir ***Opérations des transporteurs aériens au Canada***, 51-002 au catalogue, trimestriel; ***Statistiques de l'exploitation ferroviaire***, 52-003 au catalogue, mensuel; ***Statistique du transport des voyageurs par autobus et du transport urbain***, 53-003 au catalogue, mensuel.

[66] Voir ***Statistiques du téléphone***, 56-002 au catalogue, mensuel. Les revenus de la poste proviennent de rapports financiers de la Société canadienne des postes.

fonctionnement. Les dépenses personnelles sur l'assurance vie, accident, propriété et automobile correspondent aussi aux coûts d'exploitation (bénéfices compris) des compagnies d'assurance, et sont calculées surtout avec des données du BSIF. Les dépenses d'hospitalisation assumées directement par les patients, les frais additionnels pour une chambre privée par exemple, sont comptabilisées dans les dépenses personnelles, de même que les dépenses des établissements de soins spéciaux sans but lucratif comme les maisons de repos. Autrement, la plupart des dépenses des hôpitaux sont comptabilisées dans les dépenses publiques courantes en biens et services.

L'estimation de plusieurs catégories de service soulève des difficultés d'ordre conceptuel ou statistique. À titre d'exemple, certains services rendus par les banques et les autres institutions financières n'ont pas de prix explicite mais sont plutôt rétribués implicitement sous forme de l'écart entre les taux d'intérêt payés sur les dépôts et ceux exigés sur les prêts. Dans ce cas, on effectue une imputation dans les dépenses de consommation d'un côté et dans les intérêts et revenus divers de placements de l'autre. Pour plusieurs catégories, les sources de données trimestrielles laissent beaucoup à désirer et les méthodes d'estimation font alors appel à la tendance dans l'emploi, la population ou les salaires et traitements, aux indices de prix à la consommation et au jugement des statisticiens. C'est le cas notamment pour les dépenses sur l'éducation, les services culturels, les services de loisirs sauf les loteries et les dépenses de fonctionnement des organismes sans but lucratif.

La répartition provinciale des dépenses personnelles est effectuée au même niveau de détail que les estimations nationales, c'est-à-dire pour plus de 130 catégories. Dans la mesure du possible, on applique les méthodes nationales au calcul des estimations provinciales et territoriales.

Tableau 3.12
Dépenses personnelles en services de consommation, partie I

	Millions de dollars en 1985
Dépenses personnelles en services de consommation	126,119
Loyers bruts (versés et imputés)	48,674
Loyers bruts imputés	34,787
Services d'eau relatifs aux loyers imputés	608
Loyers bruts versés	12,215
Services d'eau relatifs aux loyers versés	358
Location de meubles et d'appareils	214
Services de concierge	492
Restaurants et hôtels	17,068
Repas à l'extérieur	12,446
Portion service des boissons alcoolisées	2,503
Hébergement	1,902
Pension versée	218
Dépenses nettes à l'étranger	1,119
Dépenses de voyage	5,995
Solde et indemnités militaires à l'étranger	130
Moins: recettes de voyage	5,006

Tableau 3.13
Dépenses personnelles en services de consommation, partie II

	Millions de dollars en 1985
Dépenses personnelles en services de consommation	126,119
Autres services	59,258
Logement imputé	368
Logement versé	433
Logement dans les universités	146
Blanchissage et nettoyage à sec	792
Services domestiques	579
Garde d'enfants à domicile	752
Garde d'enfants à l'extérieur du domicile	1,104
Assurance-propriété, frais de service	245
Soin des animaux domestiques	210
Services ménagers divers	367
Soins médicaux, dentaires et autres soins analogues	1,334
Établissements de soins spécialisés, dépenses de fonctionnement	2,542
Autres soins de santé	1,685
Soins hospitaliers et soins analogues	1,471
Assurance accident et maladie, frais de service, sociétés de secours mutuels	38
Assurance accident et maladie, frais de service, compagnies	662
Paiements des compagnies ferroviaires et des caisses d'indemnisation des accidents de travail	-38
Ponts et autoroutes à péage	62
Assurance-automobile, frais de service	539
Stationnement	314
Leçons et tests de conduite automobile	162
Location de véhicules à court et à long termes	713
Commissions des organisateurs de voyage	282
Transport urbain	844
Transport ferroviaire	181
Transport interurbain par autobus	477
Transport aérien	2,980
Transport maritime	94
Taxis	276
Déménagement et entreposage	428
Télécommunications	4,189
Service postal	369
Loteries	1,294
Pari mutuel	360
Autres services de loisirs	2,991
Télédistribution et télévision payante	929
Cinémas	343
Photographie	552
Universités, dépenses de fonctionnement	5,727
Écoles privées, dépenses de fonctionnement	1,396
Autres services éducatifs et culturels	861
Coiffure pour hommes et dames	1,458
Autres soins personnels	434
Funérailles et inhumation	500
Compagnies de fiducie, intérêts imputés	478
Commissions et courtages	840
Intérêts sur la dette de consommation	2,775
Caisses populaires, intérêts imputés	560
Assurance-vie, frais de service	2,632
Frais de service bancaires versés	1,079
Frais de service bancaires imputés	2,192
Caisses populaires, frais de service	185
Fonds de pensions, frais de service	179
Compagnies de prêt hypothécaire, intérêts imputés	174
Fonds mutuels, frais de service	251
Services juridiques, services de comptabilité et autres	1,056
Organisations de bien-être, dépenses de fonctionnement	2,395
Institutions religieuses, dépenses de fonctionnement	1,916
Syndicats, dépenses de fonctionnement	1,005
Partis politiques, dépenses de fonctionnement	97

Dépenses publiques courantes en biens et services

Comme on l'a mentionné précédemment, les estimations touchant le secteur des administrations reposent, habituellement, sur les états vérifiés des comptes publics des divers gouvernements.[67] Dans le cas de l'administration fédérale, les dépenses courantes en biens et services sont calculées de manière résiduelle. Les paiements de transfert, les dépenses de capital et le service de la dette publique sont soustraits des dépenses totales. Le produit des ventes de biens et services est également déduit, et le reste est censé correspondre aux dépenses courantes en biens et services. En ce qui concerne les administrations provinciales, territoriales et locales, les estimations sont construites en totalisant les montants rapportés pour tous les postes classifiés en tant que dépenses courantes en biens et services dans les documents de base puis en soustrayant ici aussi le produit des ventes. Les dépenses courantes des hôpitaux sont obtenues par sommation des dépenses de fonctionnement de tous les hôpitaux, rapportées dans les enquêtes de la Division de la santé et les documents des ministères provinciaux de la santé, total dont on soustrait ensuite les dépenses des hôpitaux privés. Enfin, les dépenses courantes du RPC et du RRQ proviennent des documents comptables du gouvernement fédéral et de celui du Québec. On doit également apporter des ajustements dans bien des cas afin de transformer des données d'exercice en données pour l'année civile.[68,69]

Le tableau 3.14 montre la composition des dépenses publiques courantes en biens et services par niveau d'administration. Les estimations des salaires sont élaborées par la Division du travail dans le cadre du calcul du revenu du travail. Les provisions pour consommation de capital imputées au secteur des administrations font également partie des dépenses courantes en biens et services. Les autres dépenses non salariales sont obtenues de manière résiduelle en soustrayant les salaires et la dépréciation. Par convention, le matériel militaire est comptabilisé dans les dépenses courantes bien qu'il possède certaines caractéristiques des biens de capital.

Investissement en capital fixe

L'investissement en capital fixe comporte trois grandes catégories, à savoir construction résidentielle, construction non résidentielle et machines et matériel (voir le tableau 3.15). Les estimations pour la première catégorie sont établies à même des données sur les permis de bâtir, les logements mis en chantier et parachevés et les ventes de maisons existantes. Les estimations au titre des deux autres composantes proviennent pour l'essentiel des enquêtes de Statistique Canada sur les dépenses d'immobilisations.[70] Dans chaque catégorie, on calcule des estimations distinctes pour le secteur des entreprises[71] et par niveau d'administration.

---

[67] Plus précisément, c'est le cas pour les administrations fédérale, provinciales et territoriales, le RPC et le RRQ. Les estimations sur les administrations locales et les hôpitaux proviennent d'enquêtes et des systèmes d'information mis sur pied par les gouvernements provinciaux.

[68] Alors que les estimations trimestrielles sur le secteur des administrations sont construites à l'aide de données infra-annuelles, les données repères des comptes publics sur les administrations fédérale, provinciales et territoriales, le RPC et le RRQ sont toutes sur une base d'exercice. Pour le sous-secteur des administrations locales, les données de base correspondent à l'année civile.

[69] On trouvera au tableau 65 de la publication annuelle des CRD, 13-201 au catalogue, un état rapprochant les recettes et dépenses totales de l'administration fédérale selon les CRD des séries correspondantes d'après les comptes publics du Canada. Le budget fédéral contient habituellement un état de rapprochement semblable dans lequel les estimations budgétaires des comptes publics sont présentées sur la base des comptes nationaux. Voir, par exemple, *Le Plan financier* présenté au Parlement par l'honorable Michael H. Wilson, Ministre des Finances, le 26 avril 1989, pp. 65-72.

[70] Voir *Investissements privés et publics au Canada, perspective*, 61-205 au catalogue, annuel, et *Investissements privés et publics au Canada, perspective révisée*, 61-206 au catalogue, annuel. Voir aussi *La Construction au Canada*, 64-201 au catalogue, annuel.

[71] L'investissement des entreprises en construction non résidentielle et en machines et matériel est souvent appelé investissement en usines et matériel.

Tableau 3.14
Dépenses publiques courantes en biens et services

	Millions de dollars en 1985
Dépenses publiques courantes en biens et services	95,519
Administration fédérale	23,398
Salaires et traitements des civils, sauf Ministère de la Défense nationale	9,165
Dépenses civiles non salariales, sauf Ministère de la Défense nationale	3,565
Provisions pour consommation de capital	1,236
Solde et indemnités militaires	2,742
Salaires et traitements des civils, Ministère de la Défense nationale	1,360
Autres dépenses, Ministère de la Défense nationale	5,330
Administrations provinciales	30,074
Salairas et traitemants	14,999
Dépenses non salariales	12,644
Provisions pour consommation de capital	2,431
Administration locales	28,224
Selaires et traitements, conseils scolaires	13,148
Autres salaires et traitements	9,342
Dépenses non salariales	2,997
Provisions pour consommation de capital	2,737
Hôpitaux	13,657
Salaires et traitements	11,146
Dépenses non salariales	1,823
Provisions pour consommation de capital	688
Régime de pensions du Canada et Régime de rentes du Québec	166

Construction résidentielle

L'investissement en construction résidentielle se divise en trois composantes. La première est la construction résidentielle neuve, elle-même subdivisée en logements individuels, logements semi-détachés, maisons en rangée et appartements plus chalets, transformations[72] et maisons mobiles. La valeur des travaux de construction mis en place est calculée dans la Division de l'investissement et du stock de capital à partir des logements mis en chantier,[73] des coefficients de mise en place et de la valeur moyenne des permis de bâtir.[74] Les coefficients de mise en place mesurent, par trimestre de mise en chantier,[75] par province et par type de logement, la volume du travail exécuté habituellement au cours de chaque période de construction. Dans le cas des logements individuels et semi-détachés, environ 50% du travail de construction est normalement effectué au premier trimestre, 40% au second, et le reste, pour l'essentiel, au cours du troisième trimestre suivant la mise en chantier. Le rythme des travaux mis en place est bien différent pour les maisons en rangée et les appartements et habituellement plus lent, environ 30% du travail s'effectuant au premier trimestre, 40% au second, 20% au troisième et le reste au cours des quatrième et cinquième trimestres suivant la mise en chantier. On calcule la valeur du travail exécuté au cours d'une période donnée en multipliant ces coefficients de mise en place par la valeur des mises

[72] Les transformations désignent les dépenses d'investissement servant à transformer un type de logement en un autre, une maison individuelle en logements multiples par exemple.

[73] Ces données sont tirées d'une enquête de la SCHL dont les résultats sont publiés par Statistique Canada dans ***Logements mis en chantier et parachevés***, 64-002 au catalogue, mensuel.

[74] Voir ***Permis de bâtir***, 64-001 au catalogue, mensuel, et ***Permis de bâtir, sommaire annuel***, 64-203 au catalogue, annuel.

[75] Les coefficients de mise en place sont en fait disponibles, et utilisés, mensuellement.

en chantier au cours de cette période et des périodes antérieures, puis en faisant la somme. Les estimations des dépenses sur les chalets et les transformations font appel aux permis de bâtir, et celles sur les maisons mobiles, aux livraisons des manufacturiers. On apporte enfin un dernier ajustement à la construction neuve, que l'on appelle les coûts additionnels. Il s'agit d'une estimation des frais de génie et d'architecture et des autres coûts entrant dans la valeur finale d'un nouveau logement qui ne sont pas saisis dans la valeur des permis de bâtir.

Les améliorations et modifications apportées aux logements existants forment la seconde composante de la construction résidentielle. Les estimations sont tirées de l'enquête sur les dépenses des familles au Canada à tous les quatre ans[76] et font appel aux résultats de l'enquête sur les frais de logement lors des autres années.[77] Les estimations trimestrielles des dépenses en améliorations et modifications sont projetées à l'aide d'indicateurs connexes comme les permis de bâtir et les ventes en gros de bois et de matériaux de construction.

La troisième composante de l'investissement résidentiel, soit les coûts de transfert, désigne la valeur des services reliés à la vente des logements. En pratique, les commissions immobilières sont le seul service de ce genre à être comptabilisé. Les renseignements font largement défaut en la matière et, à l'heure actuelle, les estimations reposent uniquement sur le relevé mensuel des inscriptions au Service inter-agences (SIA) de l'Association canadienne de l'immeuble. Les données du SIA sur le nombre de ventes et le prix de vente moyen, pondérées de façon à traduire la distribution nationale de l'activité de la revente de maisons, servent à projeter la tendance dans les coûts de transfert.

Construction non résidentielle

L'investissement en construction non résidentielle comprend les bâtiments industriels, commerciaux et institutionnels et les travaux de génie, tels routes, barrages, lignes de transmission, pipelines, forage pétrolier et mise en valeur des mines. La dépense est définie de manière à inclure tous les coûts capitalisés, soit les frais juridiques, les frais de génie et d'architecture, les intérêts capitalisés et les travaux effectués pour le compte de l'entreprise par sa propre main-d'oeuvre.[78] Comme dans le cas de la construction résidentielle, on ajoute une estimation des commissions immobilières aux repères annuels et aux projecteurs trimestriels de l'investissement. Cette portion de la construction non résidentielle est peu importante, ne s'élevant qu'à environ 1 % du total en 1985.

Il existe trois enquêtes sur l'investissement privé et public. La première est effectuée en novembre et décembre et donne des estimations préliminaires des dépenses d'immobilisations pour l'année en cours et les dépenses prévues pour l'année à venir. Les prévisions sont mises à jour dans la deuxième enquête menée en juin suivant. Enfin, les dépenses d'immobilisations réelles sont recueillies dans l'enquête effectuée entre les mois de mars et septembre de l'année suivant l'année de référence. Ces enquêtes sont la principale source d'information employée pour établir les estimations de l'investissement des entreprises et des administrations en construction non résidentielle.

[76] Les estimations des améliorations et modifications ont fait l'objet d'une révision majeure en 1986. Les estimations antérieures, fondées sur les permis de bâtir, se sont avérées beaucoup trop basses d'après l'enquête FAMEX de 1982.

[77] L'enquête sur les coûts de logement est effectuée à chaque année conjointement avec l'enquête sur la population active. Les questions en sont semblables à celles de l'enquête FAMEX qui portent sur les coûts de logement.

[78] Toutefois, les coûts d'exploration ne sont pas tous capitalisés. Les dépenses pour des relevés géologiques sont traitées en dépenses courantes dans les comptes même si certaines compagnies les portent au compte de capital.

Tableau 3.15
Investissement en capital fixe des administrations et des entreprises

	Millions de dollars en 1985
Investissement total en capital fixe	94,198
Investissement des administrations	12,886
Construction résidentielle	16
Construction non résidentielle	10,480
Bâtiments	3,385
Ponts et chaussées	4,614
Autres travaux de génie	2,481
Machines et matériel	2,390
Meubles	224
Machines agricoles	26
Machines industrielles	476
Machines de bureau	304
Voitures	145
Camions	145
Autre matériel de transport	412
Matériel de télécommunication	136
Autres machines et matériel	522
Investissement des entreprises	81,312
Construction résidentielle	25,222
Construction neuve	11,653
Améliorations et modifications	9,320
Coûts de transfert	4,249
Construction non résidentielle	26,747
Bâtiments	11,133
Ponts et chaussées	444
Chemins de fer	964
Autres travaux de génie	14,206
Machines et matériel	29,343
Meubles	1,151
Machines agricoles	1,928
Machines industielles	9,732
Machines de bureau	3,196
Voitures	2,855
Camions	2,171
Autre matériel de transport	2,257
Matériel de télécommunication	1,957
Autres machines et matériel	4,096

En l'absence d'une enquête trimestrielle, il faut se fier à des indicateurs apparentés pour les projecteurs trimestriels.[79] Comme la plupart des indicateurs en la matière n'établissent pas de nette distinction entre construction résidentielle et non résidentielle, on emploie une méthode en deux étapes. Dans un premier temps, on projette les dépenses totales en construction à partir de données sur l'emploi, les salaires, les livraisons de matériaux de construction et le bénéfice de base dans l'industrie du bâtiment.[80] Puis on soustrait l'estimation de la construction résidentielle, obtenue de manière indépendante, ce qui donne les dépenses estimées en construction non résidentielle. La répartition des dépenses entre administrations et entreprises repose sur les proportions figurant dans les prévisions ou les prévisions révisées de la mi-année des investissements privés et publics. Certaines entreprises publiques sont cependant transférées du secteur des administrations à celui des entreprises conformément à leur classification dans le SCN. La distribution provinciale de l'investissement en construction non résidentielle provient directement, elle aussi, des enquêtes sur les dépenses d'immobilisations.

Machines et matériel

L'investissement en machines et matériel désigne les dépenses des administrations et des entreprises en biens d'équipement d'une durée utile anticipée d'un an ou plus. L'investissement englobe aussi bien les coûts d'installation que les coûts de livraison. Les paiements échelonnés en vue d'acquérir de la machinerie lourde sont comptabilisés en tant qu'investissement dans la période où ils sont effectués. Toutefois, les machines et le matériel excluent l'équipement faisant partie intégrale d'un bâtiment ou de toute autre structure, tels ascenseurs et fournaises, traité à la place en construction non résidentielle.

Les estimations annuelles de l'investissement en machines et matériel proviennent, comme on l'a mentionné, des enquêtes sur les dépenses d'immobilisations que l'on ajuste afin d'en exprimer les résultats sur la base des comptes nationaux.[81] Comme dans le cas de la construction non résidentielle, les estimations trimestrielles sont distribuées et projetées à l'aide d'indicateurs apparentés. Pour chacune des trente-trois catégories, ou groupes de biens, la demande finale est estimée égale à l'offre intérieure totale (production plus importations moins exportations) moins la consommation intermédiaire et la variation des stocks.[82,83]

La première étape dans la procédure consiste à projeter la production intérieure de chaque catégorie de machines et de matériel. Ces estimations sont calculées en appliquant une matrice par bien aux livraisons des manufacturiers par branche

---

[79] Comme on observe historiquement une divergence substantielle entre les prévisions et l'investissement réel, les statistiques sur les prévisions n'entrent pas de façon formelle dans la procédure d'estimation.

[80] L'emploi est ajusté afin de tenir compte du temps perdu lors des arrêts de travail; voir ***La Population active***, 71-001 au catalogue, mensuel, et Travail Canada, ***Principaux arrêts de travail***. Les gains horaires moyens dans la construction sont employés comme indicateur des salaires; voir ***Emploi, gains et durée du travail***, 72-002 au catalogue, mensuel. Les livraisons et les exportations de matériaux de construction proviennent de l'***Enquête mensuelle sur les industries manufacturières***, 31-001 au catalogue, et de ***Sommaire du commerce international du Canada (base du S.H.)***, 65-001 au catalogue, mensuel. Les bénéfices sont tirés de ***Sociétés industrielles, statistique financière***, 61-003 au catalogue, trimestriel. La valeur ajoutée dans le forage à forfait, calculée par la Division de l'analyse et de la mesure des industries, est un autre indicateur employé dans le projecteur; voir ***Produit intérieur brut par industrie***, 15-001 au catalogue, mensuel. Les indicateurs sont combinés en une équation linéaire avec des coefficients calculés par la méthode des moindres carrés.

[81] Les ventes nettes d'actifs usagés comme les navires, les véhicules et les autres types d'équipement, comptabilisées de façon implicite ou explicite ailleurs dans les dépenses finales, n'entrent pas dans la production courante ou PIB et doivent être soustraites de l'investissement des entreprises en machines et matériel. Cet ajustement a été introduit lors de la révision historique de 1972. On soustrait également les dépenses de capital à des fins militaires et on ajoute les coûts de transfert reliés à la vente et à l'achat d'actifs fixes existants. Voir le tableau 66 de la publication annuelle des CRD, 13-201 au catalogue.

[82] Les trente-trois catégories de biens proviennent des comptes d'entrées-sorties. Jusqu'à récemment, les enquêtes sur les dépenses d'immobilisations ne contenaient pas de répartition par bien; une répartition de ce genre y est maintenant incluse pour trente catégories d'actifs dans cinquante-quatre branches. Voir ***Dépenses d'immobilisations en machines et matériel par catégorie d'actif, 1987***, une publication non cataloguée de la Division de l'investissement et du stock de capital.

[83] Voir Luc Provençal, "Incorporation dans les comptes des revenus et dépenses d'une décomposition de l'investissement en machines et matériel", ***Comptes nationaux des revenus et dépenses***, 13-001 au catalogue, troisième trimestre 1989, pp. XXV-XLI, pour un examen approfondi des estimations dans ce domaine.

d'activité. Les éléments de la matrice représentent la proportion de la production attribuable à chaque groupe de biens dans chaque branche d'activité et sont tirés de la matrice de production des comptes d'entrées-sorties. L'étape suivante consiste à ajouter les importations et à soustraire les exportations de machines et matériel de ces totaux par groupe de biens en vue d'obtenir l'offre intérieure totale. Une concordance a été établie à cet effet entre le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises employé dans les statistiques sur le commerce international et les groupes de biens formant les projecteurs des machines et du matériel. On ajoute ensuite les taxes ainsi que les marges de commerce et de transport, calculées à l'aide de ratios des comptes d'entrées-sorties, à chaque série de l'offre intérieure totale, ce qui donne l'offre intérieure totale aux prix du marché par groupe de biens. Enfin, on déduit la contribution estimée de la variation des stocks à l'offre intérieure totale ainsi que la consommation intermédiaire pour obtenir la portion estimée de l'offre totale qui constitue à la fin l'investissement en machines et matériel.

La procédure ci-dessus ne s'applique en fait qu'à trente et un des trente-trois groupes de biens. La demande finale pour les groupes qui restent, à savoir les voitures et les camions, est estimée par une approche plus directe. Les ventes totales par type de véhicule proviennent de l'enquête sur les ventes de véhicules automobiles neufs.[84] La part des ventes de voitures attribuable aux administrations et aux entreprises est basée sur des données de l'Association des manufacturiers de véhicules automobiles; pour les camions, cette part est estimée à partir de renseignements sur le profil des acheteurs. Les ventes de flottes de voitures ou de camions sont traitées séparément et sont allouées en entier au secteur des entreprises et à celui des administrations.

Comme dans le cas de la construction non résidentielle, les prévisions de dépenses en immobilisations sont analysées conjointement avec les indicateurs courants, mais elles n'entrent pas formellement dans la procédure d'estimation trimestrielle.[85] Les prévisions d'investissement servent toutefois à partager les dépenses totales entre les administrations et les entreprises.

Valeur de la variation matérielle des stocks

Stocks des administrations

Les stocks des administrations représentent une très faible partie de l'ensemble des stocks. Ils comprennent les stocks détenus par les organismes fédéraux de commercialisation comme la Commission canadienne du lait. La variation des stocks enregistrée dans les comptes se rapporte exclusivement à l'administration fédérale et les estimations sont basées sur les documents comptables des agences concernées.

Stocks commerciaux non agricoles

La valeur de la variation matérielle (VVM) des stocks commerciaux non agricoles est l'un des agrégats les plus instables du PIB et contribue à un degré substantiel aux mouvements cycliques dans l'économie. C'est également l'un des agrégats les plus difficiles à mesurer avec précision dans les comptes. Cette composante englobe toutes les mises en stocks et les prises sur stocks, sauf celles qui touchent les stocks des administrations ainsi que les stocks agricoles et les céréales en circuit commercial.[86]

---

[84] Voir ***Ventes de véhicules automobiles neufs***, 63-007 au catalogue, mensuel.

[85] En tant que projecteur de l'investissement réel, l'investissement prévu s'avère parfois très loin du compte. La récession de 1982 constitue à cet égard un exemple frappant. L'enquête sur les investissements effectuée en décembre 1981 prévoyait initialement une hausse de l'investissement en machines et matériel de 10% pour l'année. Dans l'enquête de mi-année réalisée en juin 1982, on ne prévoyait virtuellement aucune croissance pour l'année. Au même moment, les indicateurs conjoncturels, soit les importations et les livraisons intérieures, suggéraient une baisse substantielle. Les chiffres réels préliminaires des investisssements pour l'année rapportés dans l'enquête de décembre 1982 indiquaient une baisse de 10%, et les chiffres réels révisés de l'enquête de juin 1983, une baisse de 5%.

[86] En principe, la VVM des stocks commerciaux non agricoles devrait être partagée entre secteurs, chose impossible à réaliser dans l'état actuel des statistiques. Pour cette raison, elle est attribuée entièrement au secteur des sociétés et des entreprises publiques dans les comptes sectoriels.

L'estimation de la VVM des stocks commerciaux non agricoles débute avec des statistiques sur les valeurs comptables des stocks par branche qui figurent dans les enquêtes annuelles par branche d'activité et dans bon nombre d'autres enquêtes.[87] En ce qui concerne l'industrie du bâtiment, on comptabilise les stocks de matériaux de construction mais on traite les logements inachevés ou parachevés mais encore invendus comme un investissement en capital fixe plutôt qu'en stocks. Les estimations trimestrielles sont projetées à même l'information infra-annuelle existante et subséquemment révisées lorsque l'information annuelle devient accessible.[88]

Les valeurs comptables des stocks tirées des documents des entreprises reposent sur des méthodes d'évaluation des stocks qui sont très différentes de celles requises dans les CRD. Les variations dans les valeurs comptables d'une compagnie donnée traduisent les prix rapportés dans les états financiers de la firme, lesquels dépendent à leur tour des conventions comptables en usage et de la période moyenne de rotation des stocks. Dans les CRD, la variation des stocks doit être mesurée en fonction du prix moyen du marché au cours de la période de référence et les valeurs comptables doivent être ajustées en conséquence.

Les étapes de la procédure d'estimation sont les suivantes. Premièrement, les valeurs comptables des stocks sont déflatées au moyen d'un indice de prix approprié, décalé et pondéré de façon à traduire la composition des stocks, leur période moyenne de rotation et la méthode d'évaluation caractéristique dans une branche donnée.[89] Il en résulte de nouvelles valeurs comptables des stocks mesurées aux prix de la période de base. La variation dans cette nouvelle série en volume, appelée "variation matérielle", est ensuite réévaluée à l'aide d'un indice de prix traduisant le prix moyen du marché au cours de la période courante. Cette variation réévaluée des stocks est appelée valeur de la variation matérielle en prix courants. La variation matérielle évaluée aux prix de la période de base entre dans le PIB aux prix de 1986 et la variation matérielle réévaluée en prix courants, dans le PIB aux prix du marché. L'écart entre la VVM aux prix courants du marché et la variation des valeurs comptables d'origine avant ajustement constitue l'ajustement de la valeur des stocks (AVS) et est déduit du PIB en termes de revenus afin d'éliminer les gains ou pertes en capital qui se retrouvent dans les bénéfices des sociétés avant impôts et le revenu net des entreprises individuelles. Ces calculs sont effectués à un niveau détaillé pour plus de deux cents branches d'activité; ils sont illustrés au tableau 3.16. Les résultats d'ensemble pour l'année 1985 figurent au tableau 3.17.

En l'absence des indices de prix nécessaires à la déflation par province, cette méthode n'est pas utilisée pour calculer les estimations provinciales de la VVM des stocks commerciaux non agricoles. A la place, les estimations nationales sont simplement réparties par province en fonction des valeurs comptables déclarées.

---

[87] Voir notamment ***Statistiques de bois à pâte et de déchets de bois***, 25-001 au catalogue, mensuel; ***Exploitation forestière***, 25-201 au catalogue, annuel; ***Mines de charbon***, 26-206 au catalogue, annuel; ***L'Industrie du pétrole brut et du gaz naturel***, 26-213 au catalogue, annuel; ***Enquête mensuelle sur les industries manufacturières***, 31-001 au catalogue, mensuel; ***Industries manufacturières du Canada, niveaux national et provincial***, 31-203 au catalogue, annuel; ***Transport du pétrole par pipeline***, 55-201 au catalogue, annuel; ***Statistique des télécommunications***, 56-201 au catalogue, annuel; ***Statistique du téléphone***, 56-203 au catalogue, annuel; ***Radiodiffusion et télévision***, 56-204 au catalogue, annuel; ***Télédistribution***, 56-205 au catalogue, annuel; ***Statistiques de l'énergie électrique***, 57-202 au catalogue, annuel; ***Services de gaz, réseaux de transport et de distribution***,57-205 au catalogue, annuel; ***Sociétés industrielles, statistique financière***, 61-003 au catalogue, trimestriel; ***Statistique financière des sociétés***, 61-207 au catalogue, annuel; ***Ventes et stocks des grands magasins***, 63-002 au catalogue, mensuel; ***Commerce de gros***, 63-008 au catalogue, mensuel, et ***Stocks commerciaux***, 63-014 au catalogue, mensuel.

[88] Les données d'enquête sur les stocks dans le bâtiment, les finances et les services laissent beaucoup à désirer. Dans le premier cas, les stocks sont projetés à partir de l'emploi dans l'industrie du bâtiment selon l'EPA et d'indices de prix de la construction. Les stocks dans les finances et les services sont projetés à l'aide de séries apparentées des dépenses de consommation.

[89] L'estimation des périodes de rotation fait appel pour l'essentiel à une enquête sur les méthodes comptables dans les industries manufacturières effectuée en 1976 par la Division de l'industrie. Les périodes de rotation ont été mises à jour de temps à autre depuis lors à partir des ratios des livraisons aux stocks. Les déflateurs sont construits à l'aide des IPC, des IPPI et des indices de prix à l'importation et à l'exportation. Voir ***L'Indice des prix à la consommation***, 62-001 au catalogue, mensuel; ***Prix à la consommation et indices des prix***, 62-010 au catalogue, trimestriel; ***Statistiques des prix de la construction***, 62-007 au catalogue, mensuel; ***Indices des prix de l'industrie***, 62-011 au catalogue, mensuel; et ***Sommaire du commerce international du Canada (base du S.H.)***, 65-001 au catalogue, mensuel. La composition estimée des stocks en termes de marchandises pour une branche d'activité donnée provient des comptes d'entrées-sorties.

Tableau 3.16
Calcul de l'AVS et de la VVM des stocks commerciaux non agricoles

	Stock d'ouverture	Stock de fermeture	Variation d'une période à l'autre
1. Inscrire les valeurs comptables déclarées (millions de dollars)	1769	2042	
2. Établir l'indice de prix pour déflater les valeurs comptables*	112	115	
3. Calculer la valeur comptable en dollars constants (100 x ligne 1 ÷ ligne 2)	1579	1776	
4. Calculer la variation de la valeur comptable en dollars constants (de la ligne 3)			197
5. Établir un indice de prix "réévaluateur" d'après les prix moyens de la période**	114	114	
6. Réévaluer les valeurs comptables déclarées au coût de remplacement à l'aide de l'indice de prix réévaluateur (ligne 5 x ligne 3 ÷ 100)	1800	2025	
7. Calculer la valeur de la variation matérielle à partir de la variation des valeurs comptables au coût de remplacement (de la ligne 6)			225
8. Inscrire la variation des valeurs comptables déclarées (de la ligne 1)			273
9. Calculer l'ajustement de la valeur des stocks (ligne 7 - ligne 8)			-48

* Les déflateurs sont des indices de prix composites tenant compte de la composition des stocks (matières premières, produits en cours et produits finis). Les indices sont calculés avec des prix décalés ou des moyennes de prix courants et décalés, selon les méthodes comptables et la durée moyenne de rotation des stocks dans une branche d'activité donnée.

** L'indice de prix composite utilisé lors de la réévaluation est le même que celui de la déflation; toutefois, l'indice traduit le prix moyen de la période courante seulement. Le prix moyen sert à réévaluer les stocks d'ouverture et de fermeture au coût de remplacement, c'est-à-dire au prix du marché.

Tableau 3.17
Valeur de la variation matérielle des stocks commerciaux non agricoles

	Millions de dollars en 1985
Total, ajustement de la valeur des stocks	1,997
Industries manufacturières	86
Aliments	-71
Boissons	-79
Tabac	-142
Caoutchouc	19
Plastiques	27
Cuir	-12
Textiles	-12
Tricot et vêtements	44
Papier et produits auxiliaires	75
Impression et édition	-36
Produits pétroliers raffinés	-410
Produits chimiques	230
Produits du bois	68
Meubles	44
Première transformation des métaux	-76
Produits métalliques	82
Machinerie	-62
Matériel de transport	315
Véhicules automobiles	105
Pièces de véhicules automobiles	52
Autre matériel de transport	158
Produits électriques	16
Produits minéraux non métalliques	13
Industries manufacturières diverses	53
Commerce	1,871
Commerce de détail	1,986
Véhicules automobiles	866
Autres biens durables	295
Biens non durables	825
Commerce de gros	-115
Machines et matériel	-124
Bois de construction	-44
Véhicules automobiles	101
Autres biens durables	66
Biens non durables	-114
Autres branches d'activité	61
Abattage du bois	-75
Mines	147
Finances et services	24
Services publics	-144
Transports	64
Bâtiment et travaux publics	45
Or	-21

La procédure d'estimation de la VVM des stocks commerciaux non agricoles soulève de sérieux problèmes d'ordre pratique. L'une des difficultés fondamentales tient à ce que les méthodes d'évaluation comptable varient selon les firmes, certaines employant la méthode dite "premier entré, premier sorti" (PEPS), d'autres, la méthode du coût moyen (CM), d'autres, la méthode dite "dernier entré, premier sorti" (DEPS) et d'autres encore, la méthode du moindre prix (MP), celui d'acquisition ou celui du marché.[90] Les méthodes d'évaluation employées ne sont pas toujours clairement indiquées dans les statistiques. La période de rotation et la composition des stocks ne sont pas non plus bien identifiées. En outre, les indices de prix ne correspondent pas toujours aux valeurs comptables qu'ils servent à déflater et réévaluer. Pour toutes ces raisons, la valeur de la variation matérielle des stocks commerciaux non agricoles est moins précise que la plupart des autres agrégats du PIB.

Stocks agricoles et céréales en circuit commercial

La valeur de la variation matérielle des stocks agricoles figure dans l'estimation du PIB en termes de revenus, faisant partie du revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole. Elle entre aussi dans l'estimation du PIB en termes de dépenses, en tant que composante de l'investissement des entreprises en stocks. Les sources et méthodes de la VVM des stocks agricoles sont expliquées dans la section qui précède sur le revenu comptable net des exploitants agricoles. Pour les céréales en circuit commercial, on évalue la variation dans la quantité de céréales détenues par la Commission canadienne du blé et par des négociants privés en grains. L'information provient de ***Statistiques hebdomadaires des grains***, une publication de la Commission canadienne des grains.

Exportations et importations de marchandises

Le commerce de marchandises couvre les transactions impliquant la vente de biens meubles entre les résidents du Canada et les non-résidents. Les estimations se fondent sur des données provenant des documents administratifs de Revenu Canada — Douanes et Accise,[91] compilées selon le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises.[92] Lorsque des biens sont importés au Canada ou en sont exportés, des déclarations de douane doivent être enregistrées, précisant leur description et leur valeur, leur origine ou leur lieu de dédouanement ainsi que leur mode de transport. La plupart de cette information est exigée par l'administration des douanes. Ces statistiques sur une "base douanière" sont rendues conformes aux concepts et définitions de la comptabilité nationale, devenant ainsi des estimations sur la "base de la balance des paiements". Les ajustements touchent la définition du commerce, sa valeur et la date des transactions.[93]

L'ajustement le plus important quant à la définition du commerce concerne les flux "trans-frontière" qui n'entraînent pas un changement de propriété des biens comme l'exige la balance des paiements. A titre d'exemple, l'or expédié au Canada pour y être affiné est parfois renvoyé dans le pays d'origine après traitement sans changement de propriété. D'après la balance des paiements, le seul commerce en cause ici est l'exportation du service d'affinage de métaux, laquelle doit être

---

[90] Selon la méthode PEPS, les biens sont portés des stocks aux ventes ou à la production dans l'ordre où ils ont été acquis à l'origine. En vertu de la méthode du coût moyen, les valeurs comptables des stocks sont recalculées dans le temps de façon à ce que les prix des biens vendus ou entrant dans la production soient plus récents (mais pas nécessairement les plus récents). Selon la méthode DEPS, plus proche de l'évaluation au coût de remplacement requise dans les comptes, les biens les premiers retirés des stocks sont ceux dont l'acquisition est la plus récente. Enfin, l'évaluation au moindre prix, celui à l'acquisition ou celui du marché, peut être employée avec l'une ou l'autre des méthodes ci-dessus et consiste à réduire les valeurs comptables dès que le prix actuel du marché tombe sous le prix d'acquisition enregistré antérieurement.

[91] Les données sur les importations de pétrole brut, recueillies par l'Office national de l'énergie plutôt que dans les documents de douane, constituent une importante exception à la règle.

[92] Les données sur une base douanière sont compilées dans la Division du commerce international. Pour une description du programme statistique sur le commerce de marchandises, voir ***Sommaire du commerce international du Canada (base du S.H.)***, 65-001 au catalogue, mensuel.

[93] La Division de la balance des paiements est responsable des données sur la base de la balance des paiements. Pour une description des ajustements effectués, voir ***La Balance canadienne des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux***, 67-506F au catalogue, hors série, pp. 69-86. La publication ***Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux***, 67-001 au catalogue, trimestriel, renferme un glossaire des termes en usage.

inscrite au compte des invisibles plutôt qu'à celui des marchandises. D'autres ajustements sont effectués dans le cas de transactions impliquant un changement de propriété sans que les biens quittent le pays. On apporte des ajustements de valeur lorsque les frais de transport sont compris dans l'évaluation douanière ou lorsque les remises consenties ne figurent pas dans l'évaluation douanière.[94] Des ajustements pour décalage temporel[95] sont également nécessaires surtout en cas de retard dans le traitement des données douanières. Les exportations de céréales en sont un bon exemple.

Comme on l'a expliqué au Chapitre 2, il s'est avéré jusqu'ici impossible d'élaborer des estimations du commerce interprovincial ou du commerce international par province dans les comptes économiques provinciaux. Les tableaux 3.18 à 3.21 présentent une répartition par catégorie des estimations du commerce de marchandises pour 1985.[96]

À compter de 1990, les estimations des exportations de marchandises canadiennes aux États-unis se fondent sur les documents de douane à l'importation des États-Unis plutôt que sur les documents à l'exportation du Canada. Les documents à l'importation sont généralement considérés supérieurs. Les États-Unis ont également recours à des données provenant des documents à l'importation du Canada pour mesurer leurs exportations.

Exportations et importations d'invisibles

Le commerce de services est plus difficile à mesurer, car il touche des transactions très diverses qui ne sont pas assujetties aux formalités des douanes. Le commerce international en services est en pleine expansion et en constante évolution au cours des dernières années. Les estimations, divisées en cinq catégories et nombreuses sous-catégories, figurent aux tableaux 3.22 et 3.23.[97,98]

La catégorie "voyages" désigne les dépenses des voyageurs étrangers au Canada et des voyageurs canadiens à l'étranger. Sont compris ici les passages aériens internationaux payés par des résidents aux compagnies étrangères ou par des non-résidents aux compagnies canadiennes et les biens achetés par les voyageurs pour leur usage personnel, sauf ceux expédiés à domicile qui sont comptabilisés dans le commerce de marchandises. Les estimations sont compilées à l'aide de données sur les passages aux frontières, combinées à des données d'enquête sur les sommes dépensées en moyenne par les voyageurs.[99]

---

[94] En principe, les douanes évaluent les biens franco à bord (FOB) au point de chargement, à l'exclusion du fret, des droits d'atterrissage, des assurances et autres frais. En pratique, certains coûts de transport sont enfouis dans les statistiques sur une base douanière. Lorsqu'on s'en aperçoit, on les déduit du compte des marchandises et on les porte au compte des invisibles sous la rubrique "frais de transport".

[95] Les ajustements pour décalage temporel désignent les changements de date que l'on effectue lorsque des données pour une certaine période se rapportent en fait à une activité survenue lors d'une période antérieure. A titre d'exemple, les documents de douane pour le mois de mai peuvent très bien porter sur des biens ayant traversé la frontière au cours des derniers jours d'avril. Un simple ajustement pour décalage temporel consisterait ici à calculer une nouvelle série renfermant, mettons, 90% du montant rapporté en mai et 10% du montant rapporté en juin.

[96] Pour de l'information plus détaillée par marchandise et par pays d'origine ou de destination, voir ***Exportations par pays***, 65-003 au catalogue, trimestriel; ***Exportations par marchandise***, 65-004 au catalogue, mensuel; ***Importations par pays***, 65-006 au catalogue, trimestriel; ***Importations par marchandise***, 65-007 au catalogue, mensuel; ***Exportations, commerce de marchandises***, 65-202 au catalogue, annuel; et ***Importations, commerce de marchandises***, 65-203 au catalogue, annuel.

[97] Cette classification à été établie par la Division de la balance des paiements. Voir ***Les Transactions internationales de services du Canada***, 67-203 au catalogue, annuel, et ***Le Commerce international des services du Canada, 1969 à 1984***, 67-510 au catalogue, hors série. Ces publications renferment également une description des sources et méthodes.

[98] Avant la révision historique de 1986, lorsque le PNB était au centre des comptes au lieu du PIB, les revenus de placements reçus des non-résidents ou versés aux non-résidents étaient d'autres composantes majeures des exportations et importations d'invisibles.

[99] Les estimations des dépenses de voyage sont calculées par la Division de l'éducation, de la culture et du tourisme. Voir ***Voyages internationaux***, 66-001 au catalogue, trimestriel; et ***Voyages internationaux, voyages entre le Canada et les autres pays***, 66-201 au catalogue, annuel.

Tableau 3.18
Exportations de marchandises, partie I

	Millions de dollars en 1985
Total, exportations de marchandises	119,061
Animaux vivants	468
Aliments, provendes, boissons et tabacs	9,265
Poisson et préparations de poisson	1,849
Orge	283
Blé	3,811
Farine de blé	85
Autres céréales, non moulues	114
Autres préparations céréalières	238
Viandes et préparations de viande	835
Boissons alcoolisées	553
Autres aliments, provendes, boissons et tabacs	1,497
Matières brutes, non comestibles	19,227
Graine de colza	531
Autres produits végétaux bruts	475
Minerais, concentrés et déchets de fer	1,252
Minerais, concentrés et déchets de cuivre	552
Minerais, concentrés et déchets de nickel	580
Minerais, concentrés et déchets de zinc	222
Autres minerais, concentrés et déchets de métal	1,567
Pétrole brut	5,972
Gaz naturel	4,011
Charbon et substances bitumineuses brutes	1,541
Amiante, non ouvré	332
Autres produits bruts d'origine animale	326
Autres matières en bois brutes	295
Autres minéraux non métalliques bruts	1,352
Autres matières brutes, non comestibles	219

Tableau 3.19
Exportations de marchandises, partie II

	Millions de dollars en 1985
Total, exportetions de marchandises	119,061
Metières treveillées, non comestibles	35,364
Bois d'oeuvre	4,630
Autres demi-produits en bois	990
Pâte de bois et pâte simileire	3,301
Papier journal	4,820
Autre pepier et certon	1,296
Produits chimiques inorgeniques	836
Produits chimiques organiques	1,388
Engreis et metières fertilisantes	1,131
Caoutchouc synthétique et metières plestiques	1,148
Autres produits chimiques	353
Dérivés du pétrole et du charbon	3,343
Fer et acier primeires	196
Barres, tiges, tôles et feuilles d'ecier	1,200
Autres fer, ecier et alliages	995
Aluminium, y compris alliages	1,913
Cuivre et alliages	668
Nickel et allieges	595
Métaux précieux et allieges	1,595
Zinc et elliages	649
Autres métaux non ferreux et allieges	178
Ouvreges de bese en métal	931
Electricité	1,425
Demi-produits en metières textiles	316
Produits minéreux non mételliques de bese	746
Autres metières traveillées, non comestibles	721
Produits finis, non comestibles	52,258
Machines industrielles	3,502
Mechines egricoles, y compris tracteurs	628
Voitures perticulières et châssis	15,743
Camions et eutres véhicules moteurs	6,260
Pièces de véhicules automobiles, y compris moteurs et pièces	11,210
Téléviseurs, équipement de télécommunication et équipement connexe	2,872
Avions, moteurs d'evions et pièces	2,449
Autre matériel de transport	1,144
Mechines et metériel de bureau	1,882
Autre matériel et outils	2,647
Autres biens de consommation	2,000
Autres produits finis, non comestibles	1,921
Trensections commercieles spéciales	398
Ajustements non répertis de la belance des peiements	2,081

Tableau 3.20
Importations de marchandises, partie I

	Millions de dollars en 1985
Total, importations de marchandises	102,670
Animaux vivants	109
Aliments, provendes, boissons et tabacs	5,800
Viandes et préparations de viande	427
Poisson et animaux marins	494
Fruits frais et baies	852
Fruits séchés, fruits et préparations à base de fruits	492
Légumes frais	549
Autres légumes et préparations à base de légumes	316
Cacao, café, thé et autres matières alimentaires	1,039
Produits laitiers, oeufs et miel	135
Blé d'inde (maïs) égrené	94
Autres céréales et préparations céréalières	256
Sucre et préparations à base de sucre	432
Fourrages, provendes sauf céréales non moulues	241
Boissons	441
Tabac	32
Matières brutes, non comestibles	7,748
Minerais, concentrés et déchets de métal	1,501
Houille et autres produits connexes	888
Pétrole brut	3,749
Produits bruts d'origine animale	269
Produits végétaux bruts	452
Matières en bois brutes	183
Coton	88
Laine et fibres artificielles	163
Minéraux non métalliques bruts	455

Tableau 3.21
Importations de marchandises, partie II

	Millions de dollars en 1985
Total, importations de marchandises	102,670
Matières travaillées, non comestibles	18,731
Demi-produits en bois	673
Demi-produits en matières textiles	1,886
Produits chimiques organiques	1,509
Matières plastiques	1,555
Autres produits chimiques et produits connexes	2,380
Dérivés du pétrole et du charbon	1,710
Barres, tiges, tôles et feuilles d'acier	1,127
Autres produits de fer et d'acier	881
Métaux précieux, y compris alliages	1,432
Autres métaux non ferreux et alliages	1,135
Demi-produits de base en métal	1,592
Demi-produits en caoutchouc	233
Huiles et matières grasses d'origine animale et végétale	230
Minéraux non métalliques	1,036
Autres matières travaillées non comestibles	1,352
Produits finis, non comestibles	69,593
Moteurs, turbines, génératrices et moteurs électriques	790
Machines de forage et pour mines	791
Machines à creuser	863
Machines pour la travail des métaux	1,033
Autres machines industrielles	4,450
Machines agricoles, y compris tracteurs	1,739
Voitures particulières et châssis	10,774
Cemions et autres véhicules moteurs	3,109
Pièces de véhicules automobiles, y compris moteurs et pièces	17,208
Téléviseurs, radios et phonographes	831
Autres équipement et matériel de télécommunicetion	3,720
Machines et matériel de bureau	4,194
Autres équipement et outils	6,665
Avions, moteurs d'avions et pièces	2,554
Autre matériel de transport et pièces	1,294
Vêtements et accessoires vestimentaires	1,804
Chaussures	499
Imprimés	1,385
Montres, articles pour sports et jeux	956
Fournitures de maison	1,144
Articles photographiques	1,017
Divers produits finis, non comestibles	2,773
Transactions commerciales spéciales	1,629
Ajustements non répartis de la balance des paiements	-940

Tableau 3.22
Exportations d'invisibles

	Millions de dollars en 1985
Total, exportations d'invisibles	15,858
Dépenses des voyageurs étrangers au Canada	5,006
En provenance des États-Unis	3,674
En provenance d'autres pays	1,332
Frais de transport	4,604
Transport maritime	986
Transport intérieur des exportations	3,382
Frais de transit et transport aérien	236
Services commerciaux	5,241
Services d'expert-conseil et autres services spécialisés	973
Services liés aux transports	598
Opérations relatives aux compagnies aériennes	550
Autres services liés au transport	48
Services de gestion et d'administration	155
Recherche et développement	458
Commissions	648
Commissions des agents et courtiers	522
Autres commissions	126
Redevances, brevets et marques déposées	67
Films et radiodiffusion	26
Publicité et services de promotion	60
Services financiers	711
Compagnies d'assurance	447
Courtiers d'assurance	264
Services d'informatique	84
Location de matériel	239
Communications	317
Services de raffinage et de traitement	65
Frais d'outillage et autres frais automobiles	602
Autres services	238
Opérations des administrations	564
Administration fédérale	508
Administrations provinciales	56
Autres services	443
Syndicats	74
Autres services	369

Tableau 3.23
Importations d'invisibles

	Millions de dollars en 1985
Total, importations d'invisibles	20,718
Dépenses des voyageurs canadiens à l'étranger	7,110
En provenance des États-Unis	4,158
En provenance des autres pays	2,952
Frais de transport	4,396
Transport maritime	1,326
Transport intérieur des importations	2,600
Frais de transit et transport aérien	470
Services commerciaux	7,680
Services d'expert-conseil et autres services spécialisés	271
Services liés aux transports	768
Opérations relatives aux compagnies aériennes	736
Autres services liés au transport	32
Services de gestion et d'administration	935
Recherche et développement	754
Commissions	481
Commissions des agents et courtiers	249
Autres commissions	232
Redevances, brevets et marques déposées	1,067
Films et radiodiffusion	192
Publicité et services de promotion	83
Services financiers	1,320
Compagnies d'assurance	582
Courtiers d'assurance	397
Autres services financiers	341
Services d'informatique	92
Location de matériel	420
Concessions et droits semblables	16
Communications	298
Frais d'outillage et autres frais automobiles	508
Autres services	475
Opérations des administrations	1,191
Administration fédérale	974
Administrations provinciales	217
Autres services	341
Syndicats	120
Autres services	221

Le fret et l'expédition se rapportent aux recettes et paiements découlant du transport des marchandises par voie aérienne, terrestre ou maritime ainsi qu'aux frais d'escale et de transit. Ces dépenses font partie du commerce d'invisibles car le commerce de marchandises est évalué franco à bord (FOB) au point de chargement. L'estimation des frais de transport fait appel à des sources très diverses, notamment les rapports des compagnies aériennes et ferroviaires et des compagnies de transport par pipeline. Tel que mentionné plus haut, on s'efforce de comptabiliser tous les frais de transport sous la rubrique des invisibles plutôt que sous celle des marchandises.

Les autres composantes du commerce d'invisibles couvrent toute une gamme de transactions des entreprises et d'opérations des administrations. Figurent dans cette dernière catégorie les dépenses du gouvernement pour la représentation diplomatique et les bases militaires à l'étranger ainsi que ses contributions à l'OTAN, à l'OCDE, aux Nations Unies et à d'autres organismes internationaux. Ces flux sont estimés au moyen de données d'enquête[100] et des comptes publics du Canada et des provinces. La catégorie "autres services" englobe les dépenses des étudiants étrangers, les transactions touchant les services récréatifs et culturels et les salaires des travailleurs étrangers ou faisant la navette entre le Canada et leur pays.[101] Une fois encore, on n'a compilé aucune estimation sur le commerce d'invisibles par province, tant interprovincial qu'international.

3.2 Les estimations en prix constants

Les estimations du PIB en prix constants sont obtenues par la sommation de plus de 400 catégories de dépense déflatées.[102] Les agrégats des revenus dans le PIB ne sont pas déflatés.[103]

La méthode de déflation choisie dépend de la disponibilité des données. La plupart des indices de prix employés dans la procédure sont publiés par Statistique Canada à intervalles réguliers, habituellement chaque mois. Ils comprennent les indices de prix à la consommation, les indices de prix des produits industriels, les indices de prix de la construction (comme ceux des logements neufs), les indices de prix des produits agricoles et les indices de prix des marchandises à l'exportation et à l'importation.[104] On a également recours à des indices de taux de salaire et de gains moyens.[105]

Le tableau 3.24 montre l'importance relative des indices de prix entrant dans la déflation. On y donne, pour le PIB et ses agrégats à l'exclusion des stocks, le pourcentage de la valeur totale en 1986 ayant été déflaté par un type particulier d'indice de prix. A titre d'exemple, l'IPC sert à déflater environ 72% des dépenses personnelles en biens et services de consommation, 9% des dépenses publiques courantes en biens et services, 10% de l'investissement en capital fixe, 5% des exportations et aucune partie des importations. Une fois effectuée la totalisation sur tous les agrégats des dépenses, cela représente 48% du PIB en 1986. Les indices de prix à la consommation s'avèrent ainsi clairement la principale source de données dans la déflation du PIB. Viennent ensuite les salaires et les taux de salaire, suivis des indices de prix

---

[100] La Division de la balance des paiements est responsable de ces enquêtes.

[101] Voir ***La Balance canadienne des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux***, 67-506F au catalogue, hors série, pour un examen approfondi des sources et méthodes en ce qui a trait au commerce des invisibles.

[102] Les concepts sous-jacents aux estimations en prix constants sont examinés au chapitre 2.

[103] On ne procède pas à la déflation des agrégats des revenus. On n'est jamais parvenu à définir un cadre conceptuel adéquat pour déflater les revenus. Ceci signifie qu'il est impossible de calculer la divergence statistique en prix constants comme celle en prix courants. Il existe une divergence statistique en prix constants, mais elle est obtenue simplement en déflatant la divergence en prix courants par l'indice implicite de prix de l'ensemble du PIB à l'exclusion de cette divergence.

[104] Voir ***L'Indice des prix à la consommation***, 62-001 au catalogue, mensuel; ***Prix à la consommation et indices des prix***, 62-010 au catalogue, trimestriel; ***Indice des prix des produits agricoles***, 62-003 au catalogue, mensuel; ***Indice des prix des entrées dans l'agriculture***, 62-004 au catalogue, trimestriel; ***Statistiques des prix de la construction***, 62-007 au catalogue, trimestriel; ***Indices des prix de l'industrie***, 62-011 au catalogue, mensuel; et ***Sommaire du commerce international du Canada (base du S.H.)***, 65-001 au catalogue, mensuel. Pour de l'information quant à la définition, la portée, les concepts et la collecte des données pour certains de ces indices, voir ***Document de référence de l'indice des prix à la consommation: mise à jour fondée sur les dépenses de 1986***, 62-553 au catalogue, hors série, et ***Indices des prix des produits industriels, 1981=100: concepts et méthodes***, 62-556 au catalogue, hors série.

[105] La principale source dans ce cas est l'EERH.

à l'exportation et à l'importation. La catégorie "autres indices" renvoie surtout à des séries pour lesquelles il existe des indicateurs de volume indépendants, comme celle sur les dépenses de fonctionnement des universités où l'on utilise les inscriptions. Dans ces cas-là, l'indice de prix est implicite.

Dépenses personnelles en biens et services de consommation

La déflation des dépenses de consommation s'effectue au même niveau de détail que la compilation des estimations en prix courants, c'est à dire pour plus de 130 catégories. Presque toutes les dépenses en biens sont déflatées au moyen des IPC, mais il y a plusieurs séries des services pour lesquelles il n'existe pas d'IPC approprié. Quand aucun IPC unique ne correspond à une catégorie donnée, plusieurs IPC peuvent être combinés pour former l'indice requis.[106]

Dans quelques cas, on emploie d'autres indices que ceux à la consommation, les IPPI par exemple.[107] Pour un petit nombre de biens, on calcule les estimations en prix constants en multipliant des quantités par le prix moyen au cours de l'année de base.[108]

Tableau 3.24
Importance relative des indices de prix dans la déflation des CRD (d'après les dépenses de 1986)

	Dépenses personnelles	Dépenses publiques courantes	Investissement en capital fixe	Exportations	Importations	PIB
Indices de prix à la consommation	72	9	10	5	-	48
Indices de prix des produits industriels	-	5	15	-	-	4
Indices de prix de la construction	-	3	47	-	-	10
Salaires et taux de salaire	2	67	-	7	11	14
Valeurs unitaires, exportations	-	-	-	46	-	13
Indices de prix spécifiques à l'exportation	-	-	-	41	-	11
Valeurs unitaires, importations	-	-	-	-	23	-6
Indices de prix spécifiques à l'importation	-	-	19	-	51	-10
Autres indices	26	16	9	1	15	16
Total	100	100	100	100	100	100

On doit se fier à d'autres sources que les indices de prix à la consommation pour plusieurs catégories des services:

- Pour quelques catégories, notamment services de concierge, commissions et courtages, services juridiques, de comptabilité et autres, funérailles et inhumation ainsi qu'assurance accident et maladie, la déflation fait appel à des séries appropriées de l'EERH sur les gains hebdomadaires moyens.

---

[106] A titre d'exemple, les caméras et accessoires sont déflatés avec un indice pondéré composé de l'IPC pour les "appareils photographiques" et de l'IPC pour les "pièces et accessoires d'appareils photographiques, y compris les lentilles".

[107] Un exemple pertinent est celui du matériel de sport et de camping qui est déflaté avec un indice pondéré, composé des IPC suivants, "matériel de sport et d'athlétisme", "matériel de camping et de pique-nique" et "pièces et accessoires pour matériel de loisirs", ainsi que de l'IPPI pour "motoneiges et traîneaux motorisés".

[108] La consommation de gaz naturel en est un exemple. Voir ***Services de gaz***, 55-002 au catalogue, mensuel; et ***Services de gaz, réseaux de transport et de distribution***, 57-205 au catalogue, annuel. Les loyers bruts constituent un autre exemple important du même type. Dans ce cas, la série en volume est calculée en multipliant le stock annuel de logements par le loyer brut moyen au titre de l'espace occupé au cours de l'année de base.

- Les soins médicaux sont déflatés au moyen d'un indice des tarifs des services médicaux, élaboré par Santé et Bien-être social Canada.

- Pour les loteries et le pari mutuel, on construit des "déflateurs" à l'aide de l'indice d'ensemble des prix à la consommation et des proportions moyennes versées en prix.

- Dans le cas des universités, la série en volume est considérée proportionnelle aux inscriptions.

- Dans le cas des services financiers, la série en prix constants est considérée proportionnelle au volume des prêts à la consommation et des dépôts personnels, lequel est lui-même calculé en déflatant les sommes en dollars courants par l'indice d'ensemble des prix à la consommation.

- Les dépenses de fonctionnement des établissements de soins spéciaux en dollars constants sont estimées proportionnelles à l'emploi.

- Les dépenses de voyage à l'extérieur du Canada sont déflatées avec une moyenne pondérée d'IPC des États-Unis pour les repas à l'extérieur, le logement, les vêtements et l'entretien, le transport privé et d'autres biens et services, ajustée en tenant compte du taux de change.

- La solde et les indemnités militaires à l'étranger[109] sont déflatées avec une moyenne pondérée d'indices du coût de la vie du Royaume-Uni, de la République Fédérale d'Allemagne et des États-Unis, également ajustée en tenant compte des taux de change.

De façon générale, la déflation des dépenses de consommation est de grande qualité, habituellement supérieure à celle des autres agrégats du PIB, car des indices de prix fiables sont disponibles et plusieurs d'entre eux correspondent de très près aux catégories en dollars courants.

Dépenses publiques courantes en biens et services

La déflation des dépenses publiques courantes en biens et services s'effectue en trois parties: les salaires et traitements, les provisions pour consommation de capital et les autres biens et services. Pour les salaires et traitements, l'estimation en prix constants est considérée proportionnelle à l'emploi total du secteur des administrations. Les provisions pour consommation de capital en dollars constants sont obtenues à partir de données sur le stock de capital combinées à de l'information sur la durée moyenne des actifs.[110] Dans le cas des autres dépenses en biens et services, la série en prix courants est déflatée à l'aide d'une moyenne pondérée d'IPC, d'IPPI et d'autres indices de prix pour des biens et services spécifiques dont les poids sont tirés des tableaux d'entrées-sorties. Parmi les biens et services dont le poids est significatif, notons les travaux de réparation (10.5%), le loyer (7.5%), les services commerciaux (7.1%), les voyages (6.3%), les fournitures de bureau (6.2%), les produits pharmaceutiques (5.6%), l'électricité (5.3%), les pièces de rechange et l'entretien (4.6%), les télécommunications (4.4%) et la location de matériel d'informatique (4.1%).

L'assurance-maladie, les achats des hôpitaux et ceux reliés à la défense sont traités séparément. La déflation de l'assurance-maladie fait appel au même indice des tarifs des services médicaux employé dans les dépenses personnelles. Les dépenses des hôpitaux en autres biens et services sont déflatées par un indice pondéré des biens et services consommés par les hôpitaux.[111] On déflate le matériel militaire avec l'indice de prix pondéré des dépenses publiques en autres biens et services, mentionné ci-haut, combiné à l'indice implicite de prix de l'investissement en machines et matériel.

---

[109] La solde et les indemnités versées aux militaires canadiens à l'étranger font partie de la rémunération des salariés du côté revenu des comptes. Du côté des dépenses, elles figurent dans les dépenses publiques courantes en biens et services. Elles sont à nouveau comptabilisées dans les dépenses personnelles en services et contrebalancées par une inscription identique dans les importations d'invisibles.

[110] Voir ***Flux et stocks de capital fixe***, 13-211 au catalogue, annuel, et la discussion qui précède dans ce chapitre.

[111] Les poids de l'indice proviennent des tableaux d'entrées-sorties; les indices de prix sont surtout des IPC et des IPPI.

Investissement en capital fixe

Construction résidentielle

L'investissement des entreprises et des administrations en construction résidentielle est déflaté de manière conventionnelle au moyen d'indices de prix appropriés. L'indice de prix des logements neufs[112] sert à déflater la construction neuve mise en place dans le cas des logements individuels, des logements semi-détachés et des maisons en rangée. La déflation s'effectue par province, les indices de prix des logements neufs pour vingt villes étant combinés pour former les indices provinciaux. Dans le cas des appartements, la construction mise en place est déflatée au moyen d'un indice de prix des appartements. On déflate les améliorations et modifications aux logements existants avec un indice spécialement construit des coûts de main-d'oeuvre et du prix des matériaux, pondéré à partir de renseignements tirés de l'enquête FAMEX et utilisant des IPPI[113] et des indices des taux de salaire négociés dans l'industrie de la construction.[114] Les estimations en prix constants pour le trimestre courant, en l'absence de l'information permettant de calculer les pondérations, sont calculées à l'aide de l'IPC pour l'entretien et la réparation des maisons. Les estimations en prix constants des coûts de transfert sont basées sur le nombre de maisons existantes vendues, d'après les inscriptions au Service inter-agences.

Construction non résidentielle

Aux fins de la déflation, l'investissement en construction non résidentielle est subdivisé par type de bâtiment et de travail de génie. Les estimations annuelles sont déflatées par une méthode détaillée alors que les estimations trimestrielles sont projetées avec une approche plus approximative. La déflation de la construction de bâtiments non résidentiels est effectuée annuellement par province à l'aide d'indices de prix des sorties pour les bâtiments non résidentiels et d'information sur le type de bâtiment.[115] Les indices de prix sont disponibles pour sept villes (Halifax, Montréal, Ottawa, Toronto, Calgary, Edmonton et Vancouver) et cinq types de bâtiment (immeubles à bureaux, entrepôts, centres commerciaux, bâtiments industriels et immeubles institutionnels). Les indices sont pondérés à l'aide des estimations courantes de l'investissement en construction non résidentielle par type de bâtiment. On emploie la même méthode sur une base trimestrielle, mais avec des poids annuels. La déflation des travaux de génie fait aussi appel à des données par type de structure et aux indices de prix de la construction non résidentielle. A l'heure actuelle, elle est effectuée séparément pour les catégories suivantes:

- Centrales thermiques, centrales hydro-électriques et lignes de transmission
- Centrales nucléaires
- Réservoirs d'eau, de gaz et de pétrole
- Égouts et usines de traitement des eaux
- Raffineries de pétrole et de gaz naturel
- Installations de télécommunication
- Forage à des fins d'exploration et de développement
- Chemins de fer
- Routes

---

[112] Cet indice mesure les prix de vente des entrepreneurs pour les maisons neuves, lorsque les spécifications demeurent les mêmes pour deux périodes consécutives. Les prix des maisons rapportés par les constructeurs sont ajustés en fonction des écarts dans la qualité de la construction comme dans celle des terrains, y compris pour des facteurs intangibles comme l'emplacement, afin d'assurer des spécifications uniformes.

[113] Voir ***Indices des prix de l'industrie***, 62-011 au catalogue, mensuel.

[114] Voir ***Statistiques des prix de la construction***, 62-007 au catalogue, trimestriel.

[115] Pour les premiers, voir ***Statistiques des prix de la construction***, 62-007 au catalogue, trimestriel, et pour les seconds, ***La Construction au Canada***, 64-201 au catalogue, annuel.

- Autres travaux de génie

On emploie des indices de prix des sorties sur une base annuelle sauf pour les chemins de fer et les égouts et usines de traitement des eaux où une approche de prix par les coûts doit être utilisée en l'absence d'indices de prix des sorties. Sur une base trimestrielle, les estimations à partir de prix des sorties ne sont disponibles que pour les routes. Le reste des travaux de génie doit être déflaté avec une approche par les coûts, les gains moyens selon l'EERH représentant le coût de la main-d'oeuvre et les IPPI, celui des matériaux.

Machines et matériel

La déflation de l'investissement en machines et matériel s'effectue au même niveau de détail que la compilation des estimations en prix courants, soit pour trente-trois groupes de biens,[116] au moyen d'indices de prix correspondants des machines et du matériel.[117] On emploie l'indice de prix des ordinateurs produit par le Bureau of Economic Analysis (BEA) des États-Unis pour la catégorie des machines de bureau.[118,119] Une telle approche se justifie car plus de 90% du matériel d'ordinateur acheté au Canada est importé des États-Unis. Il existe des indices distincts du BEA pour les imprimantes, les unités d'affichage, les unités de traitement, les unités de disque et les micro-ordinateurs. Les indices des États-Unis sont ajustés pour les fluctuations du taux de change et pondérés de façon à traduire la composition des achats de machines et de matériel au Canada.

Valeur de la variation matérielle des stocks

Stocks des administrations

Les seuls stocks des administrations comptabilisés dans les comptes sont ceux détenus par les organismes fédéraux de commercialisation. Les stocks de la Commission canadienne du lait sont déflatés avec une moyenne pondérée d'indices de prix des produits industriels pour le beurre laitier, le lait écrémé en poudre et les autres produits laitiers.

Stocks commerciaux non agricoles

La valeur de la variation matérielle des stocks commerciaux non agricoles en prix constants est obtenue à partir des valeurs comptables des stocks, lesquelles sont déflatées par branche d'activité au moyen d'IPPI, d'IPC et d'autres indices de prix. Le déflateur approprié dans ce cas-ci est une moyenne pondérée d'indices de prix courants et décalés, le décalage traduisant la période moyenne de rotation pour chaque type de stock. En fonction des valeurs comptables de 1986, l'importance relative des divers indices utilisés est la suivante: IPPI, 55%, IPC, 25%, indices de prix à l'importation, 7%, indices de prix des matières premières, 5%, indices de prix des machines et du matériel, 3%, et autres indices, 5%.

---

[116] La procédure est exposée de façon sommaire dans Luc Provençal, "Incorporation dans les comptes des revenus et dépenses d'une décomposition de l'investissement en machines et matériel", ***Comptes nationaux des revenus et dépenses***, 13-001 au catalogue, troisième trimestre 1989, pp. xxv-xli.

[117] Les indices de prix des machines et du matériel sont calculés par branche d'activité et par bien. Les prix intérieurs sont les prix de vente des manufacturiers franco à l'usine, ajustés le cas échéant pour des changements dans la taxe fédérale de vente. Les prix du matériel importé sont représentés par les indices de prix de vente à la production du Bureau of Labor Statistics des États-Unis, ajustés en fonction des variations du taux de change, des tarifs douaniers et de la taxe fédérale de vente canadienne.

[118] Présentement, les ordinateurs et les produits connexes constituent plus de 90% de la catégorie "machines et matériel de bureau". Le reste consiste en des calculatrices et autres machines de bureau.

[119] On a commencé à employer l'indice de prix hédonique des ordinateurs élaboré par les États-Unis dans le SCN du Canada lors de la révision historique de 1986. Voir la discussion au chapitre 1 et les références dans ***Survey of Current Business*** dont on y fait mention.

Stocks agricoles et céréales en circuit commercial

La variation des stocks agricoles en prix constants est surtout établie à partir de quantités par produit (des tonnes métriques de blé par exemple) multipliées par le prix correspondant au cours de l'année de base. L'estimation des stocks détenus sur les fermes en prix constants est expliquée dans la section sur les stocks en dollars courants. On procède de la même manière pour les céréales en circuit commercial, en évaluant la variation matérielle des stocks de céréales détenus par la Commission canadienne du blé et les négociants privés aux prix moyens au cours de l'année de base.

Exportations et importations de marchandises

La déflation du commerce de marchandises est effectuée pour plusieurs centaines de biens[120] au moyen de toute une gamme d'indices de valeur unitaire et d'indices de prix spécifiques. Environ la moitié des indices appliqués aux exportations sont des valeurs unitaires obtenues en divisant la valeur des marchandises exportées par la quantité correspondante. C'est le cas pour les animaux vivants, les aliments, les provendes, les boissons, le tabac ainsi que les matières brutes et travaillées, toutes des marchandises relativement homogènes. Pour les produits finis tels machines industrielles, voitures et camions, on emploie des IPPI comme déflateurs. Dans le cas des importations de marchandises, on a recours davantage à des indices de prix spécifiques et moins à des indices de valeur unitaire, et notamment à des indices de prix à la production et à la consommation des États-Unis, ajustés en tenant compte des fluctuations du taux de change.

Exportations et importations d'invisibles

La déflation du commerce des invisibles est plus problématique dans la mesure où il existe peu d'indices de prix appropriés et où il faut se fier largement aux gains moyens. Les dépenses de voyage au Canada et à l'étranger sont déflatées à l'aide d'indices de prix à la consommation du Canada et des États-Unis. On emploie une moyenne pondérée de gains horaires aux États-Unis dans la branche des transports (transport par camion, par rail et par pipeline), ajustée en tenant compte du taux de change, pour déflater les paiements au titre du transport et des gains horaires moyens au Canada dans le transport aérien et maritime, par rail et par camion pour déflater les recettes. Les gains hebdomadaires moyens dans les finances, assurances et affaires immobilières aux États-Unis servent à déflater les autres paiements au titre des services et les gains hebdomadaires moyens dans les services aux entreprises provenant de l'EERH, à déflater les autres recettes.

3.3 Désaisonnalisation

Les comptes trimestriels existent en deux versions, l'une non ajustée et l'autre, ajustée en tenant compte des variations saisonnières.[121] Les mouvements d'un trimestre à l'autre dans les estimations non ajustées sont caractérisés par de grandes fluctuations saisonnières d'allure similaire année après année, lesquelles présentent en elles-mêmes peu d'intérêt et tendent à masquer les tendances non saisonnières sous-jacentes. Dans l'intérêt des utilisateurs, on élimine ces régularités saisonnières afin d'aider à isoler les tendances sous-jacentes à l'aide d'une technique statistique connue sous le nom de désaisonnalisation.

---

[120] La méthode employée pour construire les indices de prix et de volume du commerce de marchandises est exposée dans un document de référence intitulé "Les Indices de prix et de volume du commerce extérieur du Canada, base 1971", paru dans *Sommaire du commerce international du Canada*, 65-001 au catalogue, mensuel, décembre 1976.

[121] Seule la version désaisonnalisée est publiée; les estimations non désaisonnalisées sont toutefois disponibles sur demande.

Tableau 3.25
PIB aux prix de 1986, désaisonnalisé et non désaisonnalisé
(variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre)

	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre
PIB aux prix de 1986, non désaisonnalisé				
1981	-4.4	4.3	9.1	-7.7
1982	-5.9	0.9	10.3	-8.4
1983	-3.3	4.8	12.5	-6.4
1984	-3.3	4.8	10.7	-4.7
1985	-3.7	2.5	9.7	-1.5
1986	-5.0	2.3	7.0	-2.8
1987	-3.9	3.3	8.3	-1.3
1988	-4.5	3.7	5.3	-0.7
1989	-4.8	3.0	5.6	-0.3
PIB aux prix de 1986, désaisonnalisé				
1981	2.0	1.3	-0.9	-0.7
1982	-1.2	-1.2	-0.7	-0.8
1983	1.7	2.3	1.6	0.8
1984	1.6	2.3	1.1	1.2
1985	1.3	0.3	1.2	2.3
1986	0.6	0.2	0.5	-0.3
1987	1.8	1.2	1.9	1.3
1988	0.9	0.9	0.8	0.5
1989	1.2	0.3	0.8	0.6

La nécessité de la désaisonnalisation est illustrée au tableau 3.25 qui présente le taux de croissance d'un trimestre à l'autre du PIB aux prix de 1986, désaisonnalisé et non désaisonnalisé. Les taux de croissance des estimations non désaisonnalisées varient énormément, s'échelonnant de -8.4% à 12.5%. L'allure générale de la croissance au cours de l'année est tout à fait prévisible: le taux de variation est toujours positif aux deuxième et troisième trimestres et négatif aux premier et quatrième trimestres.[122] La récession en 1981 et 1982 n'est manifeste qu'après un examen minutieux, et le début et la fin n'en sont pas évidents. Par opposition, les taux de croissance des estimations désaisonnalisées varient à l'intérieur d'une bande beaucoup plus étroite de -1.2% à 2.3%. La tendance au cours de l'année n'est pas prévisible et la récession du début des années quatre-vingt se manifeste clairement.

[122] Cette tendance saisonnière particulière est reliée au climat au Canada. Le temps chaud survient au deuxième et au troisième trimestres et la production atteint alors un sommet. L'agriculture et le bâtiment sont des branches d'activité où l'influence des saisons est la plus forte. Les dépenses de consommation atteignent un sommet au quatrième trimestre en raison de la fête de Noël. Les dépenses des administrations sont le plus élevées au premier trimestre, ce qui coïncide avec la fin de l'exercice financier. Les exportations de marchandises les plus fortes s'observent habituellement au deuxième trimestre, et les exportations d'invisibles, qui comprennent les dépenses de voyage des non-résidents au Canada, au troisième trimestre.

La majeure partie de la désaisonnalisation à Statistique Canada est entreprise au moyen de la procédure X-11-ARMMI, inspirée de la méthode II, appelée X-11, du Bureau of the Census des États-Unis.[123] Cette méthode consiste à décomposer la série chronologique originale, non ajustée, en ses éléments cyclique (C), saisonnier (S) et irrégulier (I).[124] Il existe deux versions possibles de ce modèle, l'une multiplicative et l'autre additive:

$$O_t = C_t \cdot S_t \cdot I_t \qquad [1]$$

$$O_t = C_t + S_t + I_t \qquad [2]$$

La méthode X-11 consiste à appliquer des moyennes mobiles pour estimer chacun de ces éléments, un traitement particulier étant réservé aux valeurs aberrantes et aux jours ouvrables prévisibles. Le modèle multiplicatif convient davantage à la plupart des séries des comptes nationaux bien qu'on doive recourir au modèle additif dans quelques cas, notamment pour la valeur de la variation matérielle des stocks.[125]

La méthode X-11-ARMMI de Statistique Canada utilise un modèle autorégressif à moyenne mobile intégrée (ARMMI)[126] pour projeter des séries dans l'avenir et dans le passé avant d'effectuer la désaisonnalisation proprement dite. Grâce à cette approche, il est possible de désaisonnaliser les points limites de manière plus uniforme, réduisant ainsi l'ampleur des révisions que subissent les facteurs saisonniers implicites lors du prolongement de la série. Plusieurs autres techniques de désaisonnalisation ont également été proposées dans la documentation spécialisée.[127]

Presque toutes les séries des comptes trimestriels sont désaisonnalisées par la méthode X-11-ARMMI.[128] L'ajustement est généralement effectué au plus faible niveau d'agrégation et les agrégats désaisonnalisés sont obtenus par sommation. Cette approche offre un double avantage. D'une part, en procédant à la désaisonnalisation au niveau le plus détaillé, il est plus facile d'expliquer les variations saisonnières dans les agrégats. D'autre part, le calcul des agrégats désaisonnalisés par sommation permet de conserver les identités comptables du système et est beaucoup plus pratique pour les utilisateurs.

Il existe deux exceptions importantes où la méthode X-11-ARMMI n'est pas employée dans les comptes, soit la valeur de la variation matérielle des stocks de pommes de terre et celle des stocks de céréales détenus sur les fermes. Dans les deux cas, la VVM des stocks correspond à l'écart entre les mises en stocks, qui surviennent au moment de la récolte annuelle, et les prises sur stocks, qui se produisent lorsque les agriculteurs vendent leurs récoltes tout au long de l'année. Alors que les prises sur stocks sont traitées sans complication par la méthode X-11-ARMMI, les mises en stocks posent un problème particulier. La récolte est en fait une série annuelle transformée par la force des choses en série trimestrielle. La valeur non ajustée en est toujours zéro aux premier et deuxième trimestres. La méthode X-11-ARMMI ne convient pas à ce type de série et il faut envisager une autre approche.

Jusqu'à récemment, la récolte trimestrielle désaisonnalisée était égale à la récolte annuelle divisée par quatre. Cette technique avait pour elle l'avantage de la simplicité mais avait aussi pour effet de concentrer artificiellement au premier trimestre toute la variation dans la récolte d'une année à l'autre. Par conséquent, les stocks désaisonnalisés affichaient des variations supérieures à la normale au premier trimestre et par le fait même inférieures à la normale dans les autres trimestres. Le problème touchait aussi le PIB et les autres agrégats dans lesquels entrent les stocks agricoles.

---

[123] Voir Estela Bee Dagum, ***La Méthode de désaisonnalisation X-11-ARMMI/88***, Division de la recherche et de l'analyse des séries chronologiques, octobre 1988. Pour davantage d'information sur la méthode X-11 originale, voir Cleveland et Tiao (1976), Shiskin, Young et Musgrave (1967) et Young (1968).

[124] Cette décomposition en trois éléments sert à analyser la variabilité relative des agrégats du PIB au chapitre 4.

[125] Le modèle multiplicatif ne convient pas aux séries chronologiques dont le signe change.

[126] Ce genre de modèle a été mis au point et popularisé par Box et Jenkins (1970).

[127] Voir notamment Bonin (1968), Burman (1965), Eisenpress (1956), Grether et Nerlove (1970), Hannan (1963), Jorgenson (1964), Lovell (1963), Mendershausen (1939) et Nerlove (1964).

[128] Les estimations trimestrielles désaisonnalisées dans les CRD sont exprimées au taux annuel, c'est-à-dire qu'elles sont multipliées par quatre. On procède ainsi pour simplifier la tâche des utilisateurs davantage habitués à consulter les comptes annuels.

En 1989, la méthode de calcul de la version désaisonnalisée de la récolte de céréales a été modifiée en vue de résoudre le problème. La variation dans la récolte d'une année à l'autre est maintenant étalée assez également sur plusieurs trimestres au moyen d'une technique de minimisation quadratique au lieu de se produire entièrement au premier trimestre. Les récoltes exceptionnelles et les sécheresses sont traitées de façon particulière, la partie anormale étant concentrée dans les trimestres de récolte.[129]

[129] Cette innovation a été favorisée par la grave sécheresse de 1988. Avec la méthode de désaisonnalisation en usage auparavant, la sécheresse aurait eu une incidence négative marquée sur le PIB du premier trimestre 1988 et une incidence positive également forte au premier trimestre 1989 quand la récolte serait revenue à un niveau normal. En vertu de la nouvelle approche, les effets de la sécheresse sont davantage concentrés dans les trimestres de la récolte de 1988 et la reprise s'étend sur quelques trimestres. Cette nouvelle méthode s'applique à l'heure actuelle aux estimations à partir de 1985. Elle sera appliquée aux années antérieures lors de la prochaine révision historique. Pour davantage d'information sur le sujet, voir "Document technique sur le traitement de la production des céréales dans les comptes trimestriels des revenus et dépenses", ***Comptes nationnaux des revenus et dépenses***, 13-001 au catalogue, premier trimestre 1989, pp. xxxi-xl.

4. Qualité des estimations

Ce chapitre traite de la qualité et de la fiabilité des comptes des revenus et dépenses. L'évaluation de la qualité est un sujet difficile à aborder dans le contexte des comptes étant donné le nombre et la variété des sources de données et méthodes employées dans le cadre de leur estimation. L'objectif visé est d'aider les utilisateurs à mieux comprendre les estimations des CRD et à les appliquer de façon plus appropriée, avec une meilleure compréhension de leurs points faibles et de leurs points forts. La question de la qualité va être examinée sous des angles multiples.[1]

L'un des aspects importants de la qualité est la précision des estimations définitives, une fois reçues et intégrées toutes les données provenant d'enquêtes, de recensements, de documents administratifs et d'autres sources. Quels sont les agrégats des comptes dont les estimations définitives sont considérées assez bonnes ou ceux pour lesquels elles sont jugées de moindre qualité? Le chapitre comporte une évaluation subjective de la qualité des estimations définitives pour chaque grand agrégat des revenus et dépenses.

La justesse des estimations préliminaires par rapport aux estimations définitives constitue une seconde dimension du problème, apparentée à la première. Quelle est la validité de ces premières estimations, en regard des estimations pleinement révisées ou définitives? Quels agrégats du PIB subissent habituellement de fortes révisions et lesquels sont estimés correctement dès le début? Afin de répondre à ces questions, on procède à une analyse statistique des révisions dans les comptes depuis 1971.

La troisième question reliée à la qualité concerne le degré d'équilibre général dans les comptes. La divergence statistique entre l'estimation du PIB en termes de revenus et celle en termes de dépenses est-elle essentiellement une série chronologique à moyenne zéro ou indique-t-elle une tendance systématique à surestimer ou à sous-estimer l'un des côtés des comptes? La variance de cette divergence est-elle en hausse ou en baisse? L'évolution de la divergence statistique dans le temps est examinée en vue de répondre à ces questions.

Enfin, les quotients "bruits-sur-signal" des agrégats du PIB sont calculés à l'aide du modèle de désaisonnalisation X-11-ARMMI en vue de déterminer quelles composantes des comptes trimestriels varient le plus et sont donc les plus difficiles à interpréter à court terme.

4.1 Sources d'erreur dans les comptes

Pour évaluer la fiabilité des estimations des comptes, il faut d'abord considérer les nombreuses erreurs auxquelles elles sont sujettes. Certaines erreurs proviennent des données de base alors que d'autres sont imputables aux méthodes d'estimation. Voici, en gros, les sources d'erreur dans les comptes:

- Les estimations doivent souvent être calculées avant que soient compilées en entier les enquêtes et les recensements, ou, dans certains cas mineurs, avant même qu'aucune donnée soit disponible. Des erreurs peuvent résulter d'imputations fautives en cas de non réponse aux enquêtes ou des projections erronées effectuées pour estimer les données temporairement manquantes.

- Les données d'enquête peuvent être sujettes à des biais et à des erreurs d'échantillonnage même lorsque les totalisations sont terminées.

- Il peut se produire, et il se produit effectivement des erreurs de compilation, de vérification, de calcul ou de transcription lors de la manipulation d'information de nature statistique.

---

[1] Sur l'évaluation de la qualité des comptes nationaux, voir Arvay (1974), Kirkham (1976), Langaskens et Rijckeghem (1974), Novak (1975), Ostry (1974), Parker (1982), Pierce (1981) et Slater (1982, 1986).

- Le manque de correspondance entre les concepts des comptes nationaux et les concepts sous-jacents aux données de base est un problème omniprésent. Bon nombre des sources de données sont destinées à satisfaire des exigences bien différentes de celles des comptes nationaux. De plus, la plupart des sources de données doivent en même temps répondre à d'autres besoins. Les problèmes de définition, de classification, de couverture et de décalage temporel abondent. Bien qu'on apporte des ajustements en vue de résoudre de telles difficultés, ceux-ci demeurent inévitablement imparfaits.

- La procédure de désaisonnalisation peut introduire des erreurs additionnelles dans les estimations. A cause de la nature même de la désaisonnalisation, qui suppose l'application de moyennes centrées mobiles à des séries chronologiques sur de longues périodes, une erreur dans une seule observation d'une série non ajustée se répercute sur les observations antérieures et postérieures de la série ajustée correspondante.[2] Qui plus est, la procédure d'ajustement elle-même doit détecter les cas limites et les tendances saisonnières changeantes. Aucune méthode de désaisonnalisation ne peut y parvenir autrement que de manière très approximative.

- Enfin, les comptes peuvent donner un message erroné si la structure, les concepts et les définitions qui leur sont sous-jacents sont incohérents, deviennent dépassés, ou ne conviennent pas à la réalité qu'ils cherchent à décrire.[3]

C'est une tâche difficile que de dégager les effets sur les comptes de toutes les sources d'erreur possibles. Il s'agit d'un problème aux dimensions multiples. Afin de l'appréhender correctement, il convient d'abord d'établir un certain nombre de distinctions.

La première distinction est celle entre estimations préliminaires et définitives. Les estimations révisées, définitives, devraient être au moins aussi fiables, et généralement bien plus, que les préliminaires, simplement parce que ces dernières ne font appel qu'à un sous-ensemble de l'information utilisée pour compiler les premières.[4] Les estimations définitives sont censées être meilleures. Il est donc à propos d'évaluer les estimations préliminaires et intermédiaires par rapport aux estimations définitives.

Une autre distinction d'importance est celle entre estimations trimestrielles et annuelles. Les estimations annuelles peuvent être envisagées comme une version sommaire des estimations trimestrielles correspondantes, obtenue par agrégation temporelle. En tant que telles, elles renferment moins d'information que les estimations trimestrielles. Des données

---

[2] Étant donné que la procédure fait appel à des moyennes centrées mobiles, la valeur désaisonnalisée d'une série pour une période donnée ne peut être fixée de façon définitive que longtemps après le fait. Les valeurs désaisonnalisées préliminaires doivent donc être basées sur des projections de valeurs futures non désaisonnalisées. Bien que la version ARMMI de la méthode de désaisonnalisation X-11 ait minimisé les problèmes dans ce domaine, la variation des facteurs saisonniers demeure une cause importante des révisions dans les comptes. Pour un examen plus poussé de la désaisonnalisation dans les CRD, voir le chapitre 3.

[3] Un dilemme se pose lorsqu'il faut choisir soit de conserver une série chronologique cohérente, soit d'incorporer la meilleure estimation possible du niveau actuel d'une série. A titre d'exemple, l'adoption de nouveaux repères du recensement de l'agriculture pourrait entraîner l'obligation de réviser les comptes dans le passé pour dix ans ou plus. Ceci toutefois entre en conflit avec la politique du SCN à l'effet que les révisions doivent normalement se limiter à quatre ans. L'introduction des nouveaux repères du recensement dans les estimations uniquement pour les quatre dernières années engendre une solution de continuité dans la série chronologique. En revanche, en attendant la révision historique suivante avant d'utiliser l'information plus à jour, on se trouve à conserver les estimations de qualité inférieure assez longtemps. Dans d'autres cas, de meilleures données peuvent provenir de nouvelles enquêtes trimestrielles ou résulter de l'adoption de méthodes perfectionnées. Il existe toujours alors la possibilité de raccorder les nouvelles estimations, c'est-à-dire d'appliquer le taux de variation de la nouvelle série à la dernière donnée ne pouvant être révisée. Les problèmes de ce genre finissent toujours par se résoudre lorsqu'on procède à une révision historique, mais il en résulte souvent des estimations moins bonnes dans l'intérim.

[4] Il ne s'agit pas de prétendre que chaque estimation définitive doive être supérieure à l'estimation préliminaire correspondante. C'est plutôt une question de probabilité. Les données de base et les méthodes d'estimation employées pour compiler les estimations définitives devraient, en moyenne, aboutir à des résultats d'une plus grande fiabilité, présentant moins de biais et une plus faible variance attribuable à l'erreur (ou en vertu de tout autre critère jugé important).

trimestrielles existent forcément à une fréquence annuelle, soit en tant que somme ou moyenne des quatre trimestres.[5] L'inverse n'est pas nécessairement vrai toutefois et, en fait, bon nombre de données sont disponibles annuellement mais pas trimestriellement. Les fichiers d'impôt en sont un bon exemple. On a habituellement accès à davantage d'information pour compiler les estimations annuelles des CRD. En revanche, les données annuelles ne deviennent souvent disponibles qu'après un long délai, alors que les données trimestrielles sont généralement compilées dans les deux mois suivant la période de référence.

Prenons la rémunération des salariés à titre d'exemple. Les estimations trimestrielles font surtout appel à l'enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail et à l'enquête sur la population active, toutes deux effectuées mensuellement. Les estimations annuelles, d'autre part, sont basées sur des données repères tirées des formulaires T-4 soumis par les employeurs à Revenu Canada pour fins d'impôt et sur diverses séries provenant d'enquêtes annuelles comme celle sur les manufactures. Les estimations trimestrielles bénéficient des repères annuels de Revenu Canada en ce sens qu'elles sont augmentées ou diminuées de façon à correspondre au nouveau repère annuel. Toutefois, les repères ne donnent aucun renseignement sur la répartition d'un trimestre à l'autre au cours de l'année, laquelle dépend encore de données provenant d'enquêtes mensuelles.[6]

Cet exemple permet d'illustrer deux techniques fréquemment adoptées dans les comptes, soit la projection et la distribution. Pour l'année courante (et parfois pour une ou plusieurs années antérieures), avant que les repères annuels soient disponibles, les estimations trimestrielles doivent être projetées à partir des estimations pour la dernière année repère à l'aide d'indicateurs (ou projecteurs) trimestriels. Les repères annuels renferment rarement de l'information sur les trimestres de l'année. Il faut donc les distribuer sur les quatre trimestres au moyen d'indicateurs trimestriels (en ce cas-ci, des valeurs de répartition).

La troisième distinction qu'il importe d'établir avant d'évaluer la fiabilité des estimations touche les comptes nationaux vis-à-vis les comptes provinciaux. Comme la principale méthode d'estimation employée dans les comptes provinciaux consiste à ventiler les totaux nationaux,[7] la validité des comptes provinciaux dépend non seulement de la qualité de l'information statistique utilisée au cours de la procédure de répartition mais aussi de la qualité des estimations nationales elles-mêmes. La validité des uns est conditionnelle à la validité des autres. Il s'ensuit que les comptes provinciaux sont, au mieux, aussi fiables que les comptes nationaux.[8]

La dernière distinction à envisager dans ce contexte est celle entre le niveau et le taux de variation d'une série chronologique. Les deux sont étroitement reliés: le niveau d'une série est égal au total cumulatif de toutes ses variations d'une période à l'autre, alors que le taux de variation d'une série n'est rien d'autre que la première différence, ou la première différence relative, dans son niveau. Si le niveau d'une série est exact dans le temps, son taux de variation doit l'être également. Il est cependant possible de mesurer correctement le taux de variation d'une série donnée et d'être néanmoins très loin du compte quand il s'agit d'en déterminer le niveau. Ceci peut se produire si la valeur initiale de la série est inexacte. Il est également possible de mesurer le niveau avec assez de précision tout en se trompant largement quant au taux de variation d'une période à l'autre. Ceci peut survenir, par exemple, lorsque des erreurs successives de surestimation et de sous-estimation affectent le taux de variation, s'annulant les unes les autres dans le temps.

---

[5] L'agrégation temporelle par sommation ou calcul de la moyenne s'applique à des variables de flux, et la plupart des séries des CRD sont de ce type. Dans le cas des variables de stock, le niveau annuel correspond habituellement soit à la valeur du premier ou du dernier trimestre, soit à la moyenne des deuxième et troisième trimestres, selon qu'il s'agit d'une mesure du début, de la fin ou de milieu de période.

[6] La procédure qui consiste à ajuster une série trimestrielle (ou toute autre série infra-annuelle) de façon à rendre ses valeurs annuelles égales à un ensemble préétabli de données repères est une technique fondamentale dans les comptes nationaux, connue sous le nom d'"échelonnage". Il existe toute une variété de méthodes d'échelonnage faisant appel à des techniques de régression multiple, de minimisation quadratique ou autre. Leur objectif général est de produire une nouvelle série chronologique infra-annuelle aussi proche que possible de l'ancienne, mais dont la somme ou la moyenne des valeurs correspond aux données repères annuelles. Voir, entre autres, Chow et Lin (1971) et Denton (1971).

[7] Pour quelques composantes, notamment la construction résidentielle et les recettes et dépenses des administrations provinciales, les estimations nationales sont obtenues par sommation des estimations provinciales. Mais les exemples de ce genre sont l'exception.

[8] Voir *Comptes économiques provinciaux, estimations annuelles 1984-1988*, 13-213 au catalogue, pp. xv-xvii, pour une évaluation de la qualité des agrégats du PIB par province.

Cette distinction entre niveau et taux de variation permet de clarifier le problème de la fiabilité des estimations. Lorsque l'on examine la part des revenus de facteurs ou des provinces dans le PIB pour une année donnée, ce sont les niveaux relatifs qui importent, et non les taux de variation. En revanche, si le but poursuivi est d'analyser la croissance économique globale, les taux de variation sont plus importants. Certaines séries dans les comptes sont considérées assez exactes quant à leur niveau mais pas quant à leur variation d'une période à l'autre, alors que l'inverse est vrai pour d'autres séries.[9]

4.2 Évaluation subjective de la qualité

En principe, les caractéristiques des agrégats des comptes nationaux, sur le plan de la qualité, devraient être établies de manière rigoureuse à partir du biais d'échantillonnage, de la variance ou de toute autre propriété de l'erreur de mesure dans les données de base. En pratique, la chose ne s'avère pas possible, surtout pas d'une manière exhaustive, étant donné la complexité des méthodes d'estimation en cause, la diversité des données de base et l'absence de mesures d'erreur fiables pour bon nombre d'entre elles. Simon Kuznets, l'éminent statisticien américain, a clairement énoncé le problème il y a quelque cinquante ans:

> "L'analyse de la fiabilité des données et des méthodes utilisées pour calculer les agrégats des comptes nationaux et leurs composantes est une tâche insurmontable... Si nos méthodes et nos données étaient contrôlables au point où nous puissions faire des hypothèses précises quant à la distribution des erreurs, sinon quant à chaque erreur, il serait possible d'appliquer à la tâche tout l'arsenal de l'analyse statistique des erreurs d'échantillonnage et des limites de l'inférence. Mais comme nous avons affaire à des données qui sont partiellement un sous-produit de l'activité administrative, partiellement un résultat de l'observation directe de phénomènes complexes en l'absence de contrôles destinés à réduire les variations observées, le mieux que nous puissions faire est d'exprimer une opinion en termes quantitatifs".[10]

Kuznets est passé du principe à l'application en demandant à des experts en analyse de données d'attribuer des "marges d'erreur relative maximale aux différentes cellules (entrant) dans les totaux nationaux." On a adopté une approche similaire dans ce cas-ci, mais avec des cotes ordinales de qualité plutôt que des mesures cardinales.[11] Les cotes ont été attribuées par les statisticiens dans la Division des comptes des revenus et dépenses.[12,13]

---

[9] L'exemple d'une série dont le taux de variation est probablement plus exact que le niveau est celui des provisions pour consommation de capital, dont le taux de variation annuel ou trimestriel est assez facile à mesurer (l'amortissement tend à s'accroître de façon régulière) mais dont le niveau est sujet à une forte marge d'erreur, la série renfermant une bonne part d'imputations. La valeur de la variation matérielle des stocks est un exemple de l'autre type de série, dont le niveau est faible par rapport aux autres agrégats du PIB mais dont le taux de variation (dans ce cas-ci, la variation de la VVM) est assez difficile à estimer.

[10] Simon Kuznets, *National Income and Its Composition, 1919-1938*, volume II, National Bureau of Economic Research, New York, 1946, p. 535. "To analyze the reliability of data and procedures used to derive national income totals and their components is essentially an insoluble task... Were our procedures or data of such a controlled character that we could make specific assumptions concerning the distribution of errors, if not concerning each single error, it would be possible to apply to our task the full armory of weapons of statistical analysis of sampling errors and limits of inference. But dealing as we do with data that are partly a hy-product of administrative activity, partly a result of direct observation of complex phenomena without controls designed to reduce the variations observed, the best that we can do is to express an opinion in quantitative form".

[11] Kuznets faisait également observer que les cotes de qualité cardinales faisant justement appel au jugement de ceux qui calculaient les estimations, il y aurait peut-être tendance de leur part à "sous-estimer les erreurs découlant du fruit de leur travail" (*op.cit.* p. 505 "under-estimate the errors attaching to the results of their labors".). Si tel pouvait être le cas avec l'approche qu'il préconisait, le problème est probablement moindre avec les mesures ordinales présentées ici.

[12] La première évaluation qualitative des CRD au Canada a paru dans *National Accounts Income and Expenditure, by Quarters, 1947-1957*, 13-511 au catalogue, avril 1959. On y trouvait cette observation intéressante: "Parmi les séries les moins fiables sur le plan qualitalif, notons: la partie dépense du revenu comptable agricole net; la majeure partie du revenu net des entreprises individuelles; les dépenses personnelles en services; et les dépenses en biens et services des administrations municipales." ("Among the qualitatively less reliable series, the following may be noted: the expense component of accrued net farm income; the greater part of net income of unincorporated business; personal expenditure on services; and municipal government expenditure on goods and services").

Le tableau 4.1 présente le classement ou les cotes de qualité subjectives pour les estimations définitives des agrégats du PIB. Le qualitificatif "définitives" désigne ici les estimations publiées au terme du cycle de révision habituel de quatre ans. A ce moment-là, les statisticiens des comptes nationaux ont eu accès pratiquement à toutes les sources de données éventuellement disponibles. Les cotes de qualité s'appliquent ainsi aux estimations obtenues lorsque l'ensemble complet des données attendues a été pris en considération.[14] L'échelle comporte trois degrés:[15]

1 —— très fiable

2 —— fiable

3 —— acceptable

- La cote 1 est attribuée, pour l'essentiel,[16] lorsque les estimations reposent sur des recensements, documents administratifs, enquêtes ou autres sources très fiables et lorsque les concepts et définitions sous-jacents aux données de base correspondent étroitement à ceux des CRD, ou encore lorsque les ajustements requis quant à la couverture, l'évaluation et la classification ne posent pas de complication.

- La cote 2 est allouée surtout aux estimations basées sur des documents administratifs ou des enquêtes moins fiables ou encore qui exigent des ajustements difficiles et sujets à erreur afin de les rendre conformes aux concepts de la comptabilité nationale.

- Enfin, la cote 3 dénote des estimations pour lesquelles une observation directe et sûre est impossible et qui font par conséquent appel au jugement dans une large mesure ou reposent sur des indicateurs apparentés.

Les commentaires ci-dessus portent sur les estimations en prix courants. La qualité des estimations en prix constants dépend de la qualité des précédentes, puisque les unes sont obtenues le plus souvent en divisant les autres par des indices de prix appropriés. Dans de tels cas, la qualité des estimations en prix constants est jugée n'être pas meilleure que la qualité de celles en prix courants; toute détérioration de la qualité, s'il en est, est alors imputable aux indices de prix correspondants.[17] Pour certaines composantes, cependant, les estimations en prix courants sont obtenues après celles en prix constants en multipliant ces dernières, calculées à partir d'un indicateur en volume, par un prix ou un indice de prix approprié.[18] Dans ces cas-là, la qualité des estimations en prix courants est considérée inférieure ou au mieux égale à la qualité de celles en prix constants. Il existe enfin un troisième cas de figure dans lequel la valeur et le volume de chaque composante sont estimés directement et les indices de prix sont implicites.[19] Les séries en valeur et en volume peuvent alors être évaluées de manière indépendante.

Les distinctions énoncées au paragraphe précédent s'appliquent à un niveau très détaillé dans les comptes. Cela dit, les composantes figurant au tableau 4.1 sont des agrégats, dont plusieurs englobent les trois cas de figure possibles. Une fois de plus, un essai de généralisation a été entrepris afin d'établir des cotes de qualité pour les grands agrégats. A cet effet,

---

[13] A des fins de comparaison, voir l'évaluation des comptes du produit et du revenu national des États-Unis dans Young (1987).

[14] Les cotes subjectives seraient probablement différentes si elles s'appliquaient aux estimations préliminaires. Ces dernières sont évaluées par rapport aux estimations définitives au moyen de statistiques sur les révisions plus loin dans ce chapitre.

[15] On a recours à une échelle ordinale similaire pour évaluer les estimations mensuelles du produit intérieur brut par branche d'activité et celles des comptes d'entrées-sorties. Voir ***Produit intérieur brut par industrie***, 15-001 au catalogue, juin 1989, appendice IV, pp. 127-130, et ***La Structure par entrées-sorties de l'économie canadienne, 1981-1984***, 15-201 au catalogue, appendice A, pp. 13-29.

[16] La réserve "pour l'essentiel" est importante car la plupart des estimations des comptes sont compilées à un niveau très détaillé avec des données de diverses sources. L'évaluation qualitative présentée ici constitue un essai de généralisation à propos de ces méthodes et données diversifiées.

[17] En théorie, il peut exister des situations où des erreurs de mesure dans les indices de prix viennent systématiquement annuler les erreurs dans les estimations en prix courants, de sorte que les estimations en prix constants soient de qualité supérieure. De tels cas sont probablement très rares dans les CRD.

[18] La valeur de la variation matérielle des stocks agricoles en est un exemple pertinent.

[19] Les dépenses des administrations pour la rémunération de leurs salariés en sont un exemple.

les déflateurs sont considérés le plus fiable lorsqu'ils reposent sur une enquête de prix (plutôt que sur un indice de valeur unitaire). Les indicateurs en volume sont jugés le plus fiable lorsqu'ils se rapportent à des biens et services homogènes et lorsque la série en cause constitue une mesure assez exacte des achats en termes réels. Une cote de qualité inférieure est attribuée lorsque les indicateurs de prix ou de volume sont des valeurs de substitution ou sont construits à même une information partielle ou encore lorsque subsistent des problèmes de concept ou de définition dans la mesure des prix ou des quantités.

Plusieurs agrégats en prix courants se voient allouer la cote la plus élevée. Dans le cas de la rémunération des salariés, la cote s'applique parce que les estimations définitives reposent sur des fichiers d'impôt complets, requérant un minimum d'ajustements. Le revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et la valeur de la variation matérielle des stocks agricoles sont fondés sur des données censitaires et sur des enquêtes approfondies et de bonne qualité. Les impôts indirects moins les subventions et les dépenses publiques courantes en biens et services méritent tous deux la cote "1" parce que les estimations définitives proviennent exclusivement ou presque d'états vérifiés des comptes publics. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont considérées très fiables parce qu'elles sont obtenues à partir de l'enquête annuelle sur le commerce de détail et d'autres informations de bonne qualité et qu'en outre elles sont assujetties au contrôle de la qualité inhérent à la procédure d'équilibre des biens et services employée dans les comptes d'entrées-sorties. L'investissement des entreprises et des administrations fait appel aux enquêtes sur les dépenses d'immobilisations publiées dans ***Investissements privés et publics au Canada*** et bénéficie également de l'équilibre des biens et services dans les comptes d'entrées-sorties. Les estimations des exportations et importations de marchandises se voient attribuer la cote supérieure parce qu'elles se fondent sur des données douanières exhaustives ajustées sans complication à la classification des comptes nationaux.

Parmi les agrégats mesurés en prix constants, seules les dépenses personnelles en biens, la valeur de la variation matérielle des stocks agricoles et des céréales en circuit commercial ainsi que les exportations et importations de marchandises méritent la cote 1. Pour les dépenses en biens, la cote est imputable aux déflateurs très fiables tirés de l'indice des prix à la consommation. Dans le cas des stocks agricoles, les estimations en prix constants font surtout appel à des données de quantité exhaustives portant sur des produits homogènes. Enfin, les estimations déflatées du commerce de marchandises sont calculées à l'aide d'une banque de données très détaillée, renfermant des indices de prix et de valeur unitaire canadiens et américains de bonne qualité.

Bon nombre d'agrégats en prix courants reçoivent la cote 2, dont les bénéfices des sociétés avant impôts; bien que les données de base ici soient des statistiques fiscales, de nombreux ajustements doivent être apportés pour rendre ces données conformes au cadre conceptuel des comptes nationaux. Les estimations des bénéfices sont néanmoins assez bonnes, assez proches de la cote supérieure. Les intérêts et revenus divers de placements tombent également dans la catégorie médiane, mais l'évaluation ici est plus proche de la borne inférieure. Dans ce cas, bien que les estimations s'appuient sur des documents administratifs et des enquêtes de bonne qualité, il faut recourir à une méthode résiduelle en vue de calculer les revenus de placements des particuliers, ce qui justifie la note intermédiaire. On attribue la cote 2 aux provisions pour consommation de capital en raison des imputations effectuées pour l'amortissement du logement et des actifs des administrations. Les dépenses personnelles en services ne se voient pas allouer la note la plus élevée pour deux raisons: la couverture des enquêtes est déficiente en ce domaine et l'estimation des loyers, la sous-composante la plus importante, fait appel à une enquête sur les loyers contractuels qui laisse à désirer. L'investissement des entreprises en construction résidentielle mérite une évaluation plus basse en raison des coûts de transfert. Alors que les estimations de la construction neuve et des améliorations et modifications sont de grande qualité, celles des coûts de transfert proviennent d'une enquête sur les inscriptions au Service inter-agences de l'Association canadienne de l'immeuble, qui ne couvre que partiellement le marché de la revente des maisons au Canada. Les estimations des exportations et importations d'invisibles, pour l'essentiel, reposent sur des enquêtes spécialement conçues pour les comptes nationaux. Toutefois, la mesure des flux transnationaux de services entraîne de telles difficultés d'ordre conceptuel et pratique que la cote 2 se justifie pour ces deux agrégats.

Tableau 4.1
Cotes de qualité subjectives des agrégats du PIB (estimations définitives)

	Cote
En prix courants:	
Rémunération des salariés	1
Bénéfices des sociétés avant impôts	2
Intérêts et revenus divers de placements	2
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	1
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	3
Ajustement de la valeur des stocks	3
Impôts indirects moins subventions	1
Provisions pour consommation de capital	2
Dépenses personnelles en biens et services de consommation:	
Biens durables	1
Biens semi-durables	1
Biens non durables	1
Services	2
Dépenses finales des administrations:	
Dépenses publiques courantes en biens et services	1
Investissement des administrations en capital fixe et en stocks	1
Investissement des entreprises en capital fixe:	
Construction résidentielle	2
Construction non résidentielle	1
Machines et matériel	1
VVM des stocks commerciaux non agricoles	3
VVM des stocks agricoles et CECC	1
Exportations de biens et services:	
Marchandises	1
Invisibles	2
Importations de biens et services:	
Marchandises	1
Invisibles	2
En prix constants:	
Dépenses personnelles en biens et services de consommation:	
Biens durables	1
Biens semi-durables	1
Biens non durables	1
Services	3
Dépenses finales des administrations:	
Dépenses publiques courantes en biens et services	3
Investissement des administrations en capital fixe et en stocks	2
Investissement des entreprises en capital fixe:	
Construction résidentielle	2
Construction non résidentielle	2
Machines et matériel	2
VVM des stocks commerciaux non agricoles	3
VVM des stocks agricoles CECC	1
Exportations de biens et services:	
Marchandises	1
Invisibles	3
Importations de biens et services:	
Marchandises	1
Invisibles	3

Les cotes de qualité sont 1 - très fiable, 2 - fiable et 3 - acceptable. Voir le texte pour une explication approfondie.

Les séries en prix courants auxquelles on attribue la cote minimale de 3 sont le revenu net des entreprises individuelles y compris les loyers, l'ajustement de la valeur des stocks et la valeur de la variation matérielle des stocks commerciaux non agricoles. Le revenu net des entreprises individuelles reçoit la cote 3 en raison, d'une part, des nombreux problèmes inhérents à l'estimation des loyers nets et, d'autre part, de la sous-estimation probable des autres composantes du revenu net, possiblement imputable à la sous-déclaration dans les statistiques sur l'impôt des particuliers.[20] L'ajustement de la valeur des stocks et la valeur de la variation matérielle des stocks commerciaux non agricoles reçoivent l'évaluation la plus basse car leur estimation exige une information difficilement accessible sur les méthodes comptables en usage et la durée moyenne de rotation des stocks dans les diverses branches d'activité.

Toutes les séries en prix constants touchant les services reçoivent une cote plus basse que les séries correspondantes en prix courants à cause de la difficulté de mesurer la production et les prix des services. Au sein des dépenses personnelles en services, les problèmes sont particulièrement aigus dans le domaine des services financiers, de la santé et de l'éducation. Dans les dépenses publiques courantes en biens et services, la déflation des salaires et traitements pose un problème, les gains moyens par employé servant de déflateur approximatif. Étant donné que les services rendus par les administrations n'ont pas de prix de marché, leur évaluation est toujours difficile. Enfin, les déflateurs pour les exportations et importations d'invisibles sont surtout des valeurs de substitution plutôt que des indices de prix spécifiques.

4.3 Analyse des révisions

L'analyse des révisions constitue une autre dimension de l'évaluation de la qualité, un moyen de juger la qualité des estimations préliminaires par rapport aux estimations définitives.[21] Les tableaux 4.2 et 4.3 présentent la moyenne et l'écart-type des révisions totales[22] apportées aux taux de croissance annuels du PIB et de ses agrégats en prix courants et en prix constants. On met l'accent dans les tableaux sur les taux de croissance plutôt que sur les niveaux exprimés en dollars à la fois en guise de solution partielle au problème de la tendance[23] et en raison de l'intérêt général envers les taux de croissance.[24] Les statistiques sont montrées séparément pour les périodes 1971-1980, 1981-1986 et 1971-1986. On a choisi ces périodes pour plusieurs raisons. Premièrement, la tendance des révisions récentes offre beaucoup plus d'intérêt que celle des révisions éloignées dans le temps car les méthodes et les sources de données utilisées dans les comptes nationaux ont considérablement évolué au cours des années. La tendance des révisions des années cinquante et soixante n'a que peu à nous apprendre sur les comptes des années quatre-vingt-dix, aussi est-elle laissée de côté. Deuxièmement, l'analyse ne tient pas compte des estimations pour les années postérieures à 1986 car elles ne sont pas

---

[20] Le poids de l'économie non recensée est probablement plus important dans le secteur des entreprises individuelles.

[21] Il faut souligner que les conclusions tirées de l'analyse des révisions sont uniquement valables par rapport aux estimations définitives. Une série sujette à peu ou pas de révisions n'est pas nécessairement de grande qualité. Il peut y avoir peu d'information disponible, initialement ou ultérieurement. Si les estimations préliminaires pour une série quelconque se fondent sur des données de base de mauvaise qualité et qu'aucune meilleure information ne fait surface, la moyenne et l'écart-type des révisions seront faibles, mais la série sera toujours de piètre qualité.

[22] Le terme "révisions totales" désigne l'écart entre les estimations définitives publiées à l'heure actuelle et les estimations préliminaires publiées initialement soixante jours après l'année de référence. Une analyse approfondie des révisions exigerait que l'on examine aussi la séquence des révisions intermédiaires afin de déterminer comment et à quel rythme les estimations passent du stade préliminaire au stade définitif. Pour d'autres études sur les révisions dans les comptes nationaux, voir Bjerke (1974), Cole (1969), De Janosi (1961), Denny et Sawyer (1976), Denton et Kuiper (1965), Denton et Oksanen (1972, 1973), Glejser et Schavey (1974), Gruen (1979), Holden (1969), Holden et Peel (1982), Howrey (1984), Kenney (1985), King (1982), Mankiw et Shapiro (1986), McDonald (1975), Mork (1987), Nelson (1984), Rinne (1969), Stekler (1967), Walsh (1985) et Zellner (1958). On trouvera une étude plus poussée des révisions des CRD du Canada dans Barbara Clift et Stewart Wells "La fiabilité des estimations des comptes nationaux du Canada", ***L'Observateur économique canadien***, 11-010 au catalogue, février 1990, pp. 3.1-3.18 et dans l'article intitulé "Révisions aux comptes des revenus et des dépenses", ***Comptes nationaux des revenus et des dépenses***, 13-001 au catalogue, premier trimestre 1977, pp. xxiii-xxxii.

[23] Les révisions du PIB exprimées en dollars tendent à grossir avec le temps, car l'inflation et la croissance économique réelle font augmenter le niveau du PIB lui-même. Un examen de la tendance dans les révisions exprimées par rapport aux niveaux antérieurs s'avère plus utile et, à cet effet, l'une des façons de procéder est d'analyser les révisions des taux de croissance.

[24] Pour quelques séries, indiquées dans les tableaux, les résultats dénotent de simples révisions de niveau exprimées en proportion du PIB, plutôt que des révisions du taux de croissance. Les calculs en termes de taux de croissance sont sans signification pour les séries dont la valeur oscille autour de zéro.

encore définitives. Par opposition, les estimations jusqu'à 1986 inclusivement sont définitives en ce sens qu'elles ne seront pas révisées davantage jusqu'à la prochaine révision historique. Troisièmement, la période de 1971 à 1980 est examinée séparément parce que 1971 et 1981 sont des années de référence pour les estimations en prix constants. En d'autres termes, les estimations en prix constants pour la période 1971-1980 sont obtenues à l'aide de poids de 1971 et sont raccordées aux estimations pour 1981.

Les révisions historiques viennent compliquer toute analyse statistique de la tendance des révisions et offrent une autre bonne raison pour mettre l'accent sur le court terme plutôt que le long terme. La plus grande complication pour l'étude des révisions qu'a entraîné la révision historique de 1986 a été la conversion des comptes d'une base nationale à une base intérieure.[25] En conséquence, la définition de plusieurs agrégats (bénéfices des sociétés avant impôts, intérêts et revenus divers de placements ainsi qu'exportations et importations d'invisibles) s'en est trouvée modifiée. Si l'analyse portait sur des révisions de niveau au lieu de taux de croissance, cette difficulté devrait être résolue. Les révisions imputables à des changements de définition ne devraient nullement être considérées comme des révisions, mais il est difficile de les dissocier après le fait des autres révisions qui surviennent en même temps. Lorsque l'on examine à la place les révisions apportées aux taux de croissance, comme dans le cas présent, l'effet des changements de définition n'est probablement pas aussi grand. A vrai dire, si les anciens agrégats et ceux nouvellement définis évoluent dans le même sens, les changements pourraient n'avoir pratiquement aucun effet sur les révisions des taux de croissance. Les analystes doivent néanmoins se rendre compte qu'il existe des solutions de continuité dans les statistiques sur les révisions. Dans la présente analyse, plusieurs composantes visant le rendement du capital, particulièrement touchées par la révision historique de 1986, ont été groupées en un seul agrégat, appelé l'excédent net d'exploitation. Celui-ci, par définition, est égal à la somme des bénéfices des sociétés avant impôts, des intérêts et revenus divers de placements, de l'ajustement de la valeur des stocks et, avant 1986, des dividendes versés aux non-résidents (une déduction).

L'adoption, périodiquement, d'une nouvelle année de base pour les estimations en prix constants constitue une autre cause de discontinuité dans les statistiques sur les révisions. L'année de base est passée de 1971 à 1981 au moment de la révision historique, puis à 1986 avec la parution des estimations du premier trimestre 1990.[26] En mettant l'accent sur les taux de croissance plutôt que sur les niveaux, ce problème est également contourné. Etant donné la pratique courante dans les CRD de maintenir les taux de croissance publiés auparavant en raccordant les estimations en prix constants, l'adoption d'une nouvelle année base en vue de la déflation demeure sans effet sur l'analyse des révisions des taux de croissance.[27]

Les résultats au tableau 4.2 indiquent des révisions moyennes beaucoup plus faibles pour la période la plus récente que pour la période de 1971 à 1980. La seconde conclusion qui se dégage du tableau est que les estimations préliminaires des comptes nationaux font voir un biais à la baisse. En d'autres termes, les révisions ont tendance à être à la hausse plutôt qu'à la baisse. Troisièmement, en prix courants, les agrégats subissant les plus fortes révisions sont le revenu net des entreprises individuelles y compris les loyers et l'excédent net d'exploitation du côté des revenus, et l'investissement des entreprises en général du côté des dépenses; en prix constants, les révisions les plus fortes touchent l'investissement des entreprises en machines et matériel. L'excédent net d'exploitation et l'investissement figurent parmi les agrégats les plus cycliques et instables des comptes nationaux. Dans le cas du revenu net des entreprises individuelles y compris les loyers, la forte révision moyenne au cours de la période 1981-1986 résulte des changements méthodologiques apportés lors de la révision historique de 1986;[28] dans le cas de l'investissement des entreprises en machines et matériel, elle

---

[25] L'adoption du PIB en tant qu'agrégat fondamental des comptes est examinée aux chapitre 1 et 2.

[26] Voir le chapitre 2 pour des précisions sur la déflation des comptes.

[27] L'année 1986 est une exception à cet égard. Les estimations préliminaires en dollars constants pour 1986 étaient exprimées en prix de 1981 mais les estimations définitives sont exprimées en prix de 1986. Par conséquent, les révisions pour cette année-là ne traduisent pas uniquement les changements dans les données de base, mais aussi les déplacements de pondération survenus dans les prix lors du "rebasement" des estimations en dollars constants. De même, les estimations préliminaires pour les années 1981-1985 ont d'abord été calculées en prix de 1971 et subséquemment recalculées en prix de 1981 lors de la révision historique de 1986.

[28] La plus forte révision ici a touché les loyers nets, où l'on a amélioré la méthode d'estimation des réparations et des modifications. Plus de 40% du montant auparavant traité comme dépense courante au titre des réparations a été reclassifié en dépense de capital. On a également fortement révisé à la hausse les sommes consacrées aux améliorations et aux modifications.

traduit l'adoption, également en 1986, d'un nouvel indice de prix pour le matériel d'ordinateur, ce qui a entraîné des taux de croissance réels beaucoup plus élevés pour cette série.[29]

Examinons maintenant le tableau 4.3. Un autre résultat positif est que les écarts-types des révisions apportées aux taux de croissance sont plus faibles au cours de la période 1981-1986 qu'antérieurement. Cependant la diminution ici est minime: de 0.9% à 0.7% pour le PIB en prix courants, et de 0.6% à 0.5% pour le PIB en prix constants. Si la distribution de probabilité normale s'applique, ces résultats signifient que les utilisateurs auraient raison dans 95% des cas d'anticiper des révisions du taux de croissance du PIB réel de un point de pourcentage ou moins. A partir des moyennes et des écarts-types des révisions du taux de croissance figurant aux tableaux 4.2 et 4.3 et de l'hypothèse d'une courbe de distribution normale, le graphique 4.1 fait voir la distribution des révisions du taux de croissance du PIB en prix courants et en prix constants.

En prix courants, c'est seulement pour le revenu net des entreprises individuelles non agricoles y compris les loyers et pour l'investissement des entreprises en machines et matériel que l'écart-type est plus grand au cours de la période 1981-1986. Les deux cas s'expliquent par la révision apportée aux améliorations et modifications des logements dont on a fait mention précédemment. En prix constants, il existe davantage d'exemples où l'écart-type est plus grand dans les années quatre-vingt que les années soixante-dix, l'investissement des entreprises en construction non-résidentielle, la VVM des stocks commerciaux non agricoles, celle des stocks agricoles et des céréales en circuit commercial ainsi que les importations de biens et services venant s'ajouter à la liste.

L'évolution des révisions peut encore être examinée sous un autre angle, celui de la valeur absolue moyenne des révisions apportées aux taux de croissance annuels, comme le montre le tableau 4.4. La révision moyenne du taux de croissance du PIB, sans égard au signe, a diminué, passant de 1.2 point de pourcentage entre 1971 et 1980 à 0.6 entre 1981 et 1986. En prix constants, la révision moyenne a fléchi de 0.9 à 0.6 point de pourcentage.

4.4 La divergence statistique

Tel qu'expliqué aux chapitres 1 et 2, les comptes renferment deux estimations du PIB, l'une calculée comme la somme des revenus de facteurs et l'autre, comme la somme des dépenses finales en biens et services. L'écart entre les deux estimations, appelé divergence statistique, offre une autre perspective sur la fiabilité des estimations des CRD.

La divergence statistique n'a pas évolué de manière tout à fait aléatoire dans le temps. Plutôt, le côté dépenses des comptes a eu tendance à dépasser quelque peu le côté revenus dans la plupart des années. Depuis 1926, cela s'est avéré le cas pour cinquante-trois des soixante-quatre années d'estimation dont on dispose (voir le graphique 4.2), ce qui implique l'existence de biais systématique dans les comptes, encore que l'origine n'en soit pas très claire. Le fait que la mesure des dépenses totales tende à dépasser celle du revenu total suggère que le revenu, dont l'estimation repose pour une large part sur des statistiques fiscales, a peut-être tendance à être sous-estimé. Pour cette raison, l'ampleur de la divergence statistique donne possiblement une indication de l'importance de l'économie non recensée.[30]

La divergence statistique représente une mesure globale, quoique limitée, de l'exactitude des comptes. Une divergence élevée constitue une preuve incontestable que les estimations laissent beaucoup à désirer. L'inverse n'est pas nécessairement vrai cependant. Si une divergence élevée signale bel et bien l'existence de sérieux problèmes, une faible divergence n'implique pas pour autant que les comptes soient exempts d'erreurs.

---

[29] Voir les détails au chapitre 1.

[30] Pour davantage d'information sur la mesure de l'économie non recensée, voir Berger (1986), Blades (1982), Carson (1984), De Leeuw (1986), Denison (1982), Feige (1979, 1981, 1982, 1983, 1989), Franz (1985), Frey et Pommerehne (1983), Gaertner (1985), Henry (1978), Houston (1987), Mirus et Smith (1981), Tanzi (1982) et Thomas (1986).

Tableau 4.2
Moyennes des révisions des taux de croissance annuels des agrégats du PIB
(Points de pourcentage)

	1971-80	1981-86	1971-86
En prix courants:			
Rémunération des salariés	1.4	0.7	1.2
Excédent net d'exploitation	1.3	-1.8	0.1
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	-0.1	-0.3	-0.2
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	-0.7	2.7	0.6
Revenu intérieur net au coût des facteurs	1.1	0.1	0.7
Impôts indirects moins subventions	0.6	-0.2	0.3
Provisions pour consommation de capital	3.3	0.8	2.3
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0.5	0.3	0.4
Dépenses publiques courantes en biens et services	1.0	-0.1	0.6
Investissement des administrations en capital fixe	-0.9	0.7	-0.3
Investissement des entreprises en construction résidentielle	2.4	0.7	1.7
Investissement des entreprises en construction non résidentielle	2.7	0.9	2.0
Investissement des entreprises en machines et matériel	1.9	1.0	1.5
VVM des stocks commerciaux non agricoles	0.5	0.0	0.3
VVM des stocks agricoles et CECC	0.1	-0.1	0.0
Exportations de biens et services	0.7	-0.1	0.4
Importations de biens et services	0.5	0.2	0.4
Divergence statistique	-0.2	-0.1	-0.2
Produit intérieur brut aux prix du marché	1.2	0.1	0.8
En prix constants:			
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0.4	0.4	0.4
Dépenses publiques courantes en biens et services	0.2	0.8	0.4
Investissement des administrations en capital fixe	-2.2	1.8	-0.7
Investissement des entreprises en construction résidentielle	3.2	-0.4	1.9
Investissement des entreprises en construction non résidentielle	1.6	1.2	1.4
Investissement des entreprises en machines et matériel	4.7	6.2	5.3
VVM des stocks commerciaux non agricoles	0.9	-0.2	0.5
VVM des stocks agricoles et CECC	0.1	-0.0	0.1
Exportations de biens et services	1.5	0.2	1.0
Importations de biens et services	2.5	1.5	2.1
Divergence statistique	-0.1	-0.1	-0.1
Produit intérieur brut aux prix du marché	0.9	0.5	0.8

Ce tableau montre la moyenne arithmétique des révisions du taux de croissance (exprimée en points de pourcentage) des agrégats du PIB, mesurées comme l'écart entre les estimations initiales et les estimations "définitives" actuellement officielles. Les chiffres rapportés pour le revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole, la VVM des stocks et la divergence statistique sont de simples révisions exprimées en pourcentage du PIB plutôt que des taux de croissance. L'excédent net d'exploitation est égal à la somme des bénéfices des sociétés avant impôts, des intérêts et revenus divers de placements, de l'ajustement de la valeur des stocks et, avant 1986, des dividendes versés aux non-résidents (une déduction).

Tableau 4.3
Écarts-types des révisions des taux de croissance annuels des agrégats du PIB
(Points de pourcentage)

	1971-80	1981-86	1971-86
En prix courants:			
Rémunération des salariés	1.1	0.9	1.1
Excédent net d'exploitation	3.9	2.9	3.9
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	0.2	0.1	0.2
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	2.5	7.3	5.2
Revenu intérieur net au coût des facteurs	1.2	1.1	1.2
Impôts indirects moins subventions	2.0	1.3	1.8
Provisions pour consommation de capital	2.9	2.0	2.8
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0.6	0.6	0.6
Dépenses publiques courantes en biens et services	2.1	1.4	2.0
Investissement des administrations en capital fixe	2.8	4.4	3.6
Investissement des entreprises en construction résidentielle	2.8	5.8	4.2
Investissement des entreprises en construction non résidentielle	3.1	2.5	3.0
Investissement des entreprises en machines et matériel	2.1	2.0	2.1
VVM des stocks commerciaux non agricoles	0.3	0.3	0.4
VVM des stocks agricoles et CECC	0.1	0.1	0.1
Exportations de biens et services	1.2	0.5	1.1
Importations de biens et services	1.6	0.8	1.3
Divergence statistique	0.7	0.4	0.6
Produit intérieur brut aux prix du marché	0.9	0.7	1.0
En prix constants:			
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0.8	0.4	0.7
Dépenses publiques courantes en biens et services	1.8	1.4	1.7
Investissement des administrations en capital fixe	3.0	5.1	4.3
Investissement des entreprises en construction résidentielle	4.1	6.8	5.5
Investissement des entreprises en construction non résidentielle	2.8	3.1	2.9
Investissement des entreprises en machines et matériel	4.1	3.6	4.0
VVM des stocks commerciaux non agricoles	0.5	0.9	0.8
VVM des stocks agricoles et CECC	0.0	0.1	0.1
Exportations de biens et services	1.9	1.7	1.9
Importations de biens et services	3.5	3.6	3.6
Divergence statistique	0.4	0.2	0.4
Produit intérieur brut aux prix du marché	0.6	0.5	0.6

Ce tableau montre l'écart-type des révisions du taux de croissance (exprimé en points de pourcentage) des agrégats du PIB, mesurées comme l'écart entre les estimations initiales et les estimations "définitives" actuellement officielles. Les chiffres rapportés pour le revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole, la VVM des stocks et la divergence statistique sont de simples révisions exprimées en pourcentage du PIB plutôt que des taux de croissance. L'excédent net d'exploitation est égal à la somme des bénéfices des sociétés avant impôts, des intérêts et revenus divers de placements, de l'ajustement de la valeur des stocks et, avant 1986, des dividendes versés aux non-résidents (une déduction).

Tableau 4.4
Valeur absolue moyenne des révisions des taux de croissance annuels des agrégats du PIB
(Points de pourcentage)

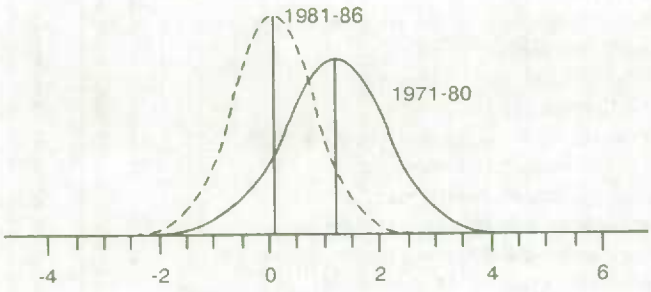
	1971-80	1981-86	1971-86
En prix courants:			
Rémunération des salariés	1.5	1.0	1.3
Excédent net d'exploitation	3.5	2.8	3.3
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	0.2	0.3	0.2
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	2.2	6.3	3.7
Revenu intérieur net au coût des facteurs	1.4	0.8	1.2
Impôts indirects moins subventions	1.7	1.1	1.5
Provisions pour consommation de capital	3.6	1.8	2.9
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0.6	0.6	0.6
Dépenses publiques courantes en biens et services	2.0	1.1	1.7
Investissement des administrations en capital fixe	2.6	2.9	2.7
Investissement des entreprises en construction résidentielle	3.3	5.1	4.0
Investissement des entreprises en construction non résidentielle	3.0	2.3	2.7
Investissement des entreprises en machines et matériel	2.4	2.1	2.3
VVM des stocks commerciaux non agricoles	0.5	0.2	0.4
VVM des stocks agricoles et CECC	0.1	0.1	0.1
Exportations de biens et services	1.1	0.4	0.9
Importations de biens et services	1.1	0.8	1.0
Divergence statistique	0.5	0.3	0.4
Produit intérieur brut aux prix du marché	1.2	0.6	1.0
En prix constants:			
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0.7	0.5	0.6
Dépenses publiques courantes en biens et services	1.6	1.3	1.5
Investissement des administrations en capital fixe	3.2	4.1	3.5
Investissement des entreprises en construction résidentielle	4.2	6.0	4.9
Investissement des entreprises en construction non résidentielle	2.4	2.3	2.3
Investissement des entreprises en machines et matériel	4.7	6.2	5.3
VVM des stocks commerciaux non agricoles	0.9	0.6	0.8
VVM des stocks agricoles et CECC	0.1	0.1	0.1
Exportations de biens et services	1.7	1.6	1.7
Importations de biens et services	3.3	3.2	3.3
Divergence statistique	0.3	0.2	0.3
Produit intérieur brut aux prix du marché	0.9	0.6	0.8

Ce tableau montre la moyenne des révisions en valeur absolue du taux de croissance (exprimée en points de pourcentage) des agrégats du PIB, mesurées comme l'écart entre les estimations initiales et les estimations "définitives" actuellement officielles. Les chiffres rapportés pour le revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole, la VVM des stocks et la divergence statistique sont de simples révisions exprimées en pourcentage du PIB plutôt que des taux de croissance. L'excédent net d'exploitation est égal à la somme des bénéfices des sociétés avant impôts, des intérêts et revenus divers de placements, de l'ajustement de la valeur des stocks et, avant 1986, des dividendes versés aux non-résidents (une déduction).

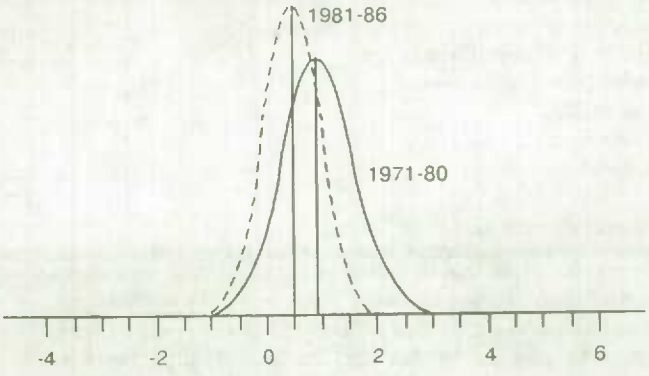
Graphique 4.1

Courbes de distribution des révisions du taux de croissance du PIB

En prix courants

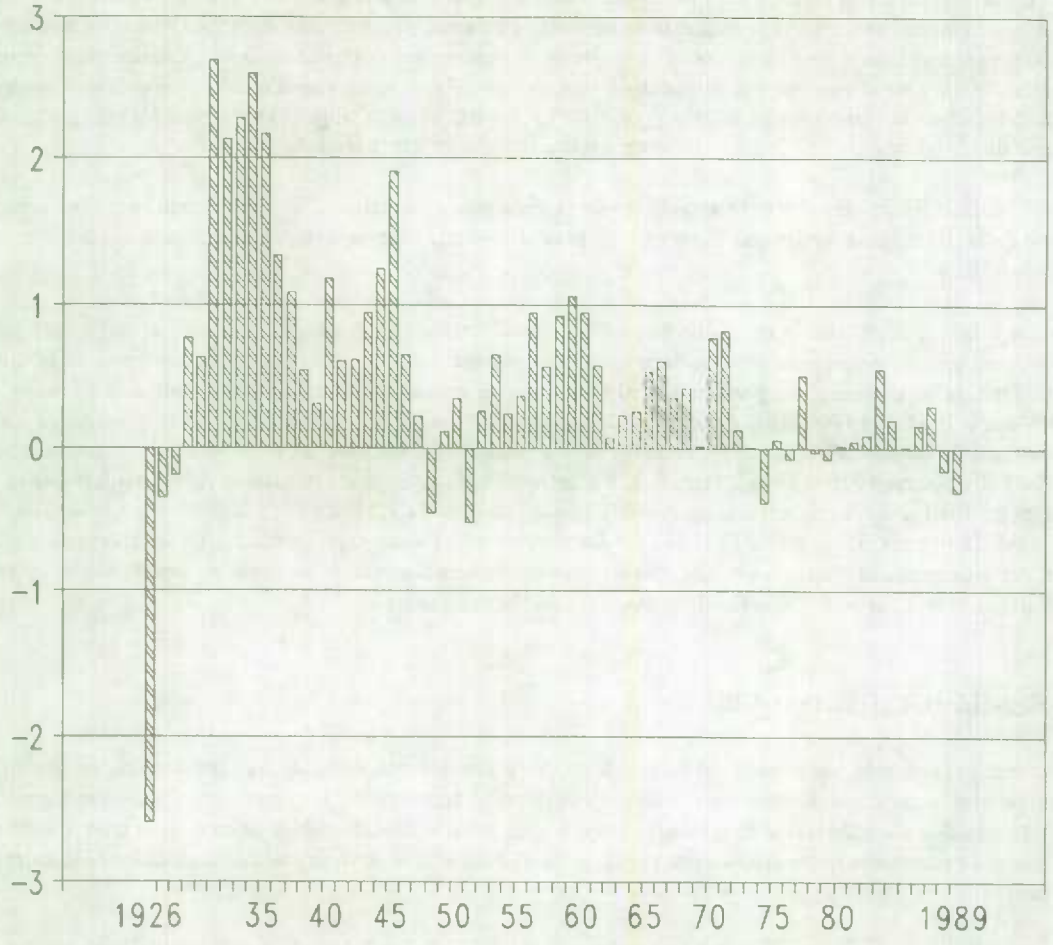


En prix constants



Graphique 4.2

La divergence statistique en pourcentage du PIB



Une petite divergence peut être une indication trompeuse puisque les revenus et les dépenses peuvent tous deux être surestimés ou sous-estimés du même montant. De grosses erreurs, de dimension comparable, touchant des agrégats de chaque côté des comptes pourraient aboutir à des estimations du PIB presque identiques mais également erronées. Une situation de ce genre est plus vraisemblable qu'on serait porté à le croire à prime abord puisque certains agrégats sont identiques des deux côtés des comptes.[31] En outre, tel que discuté au chapitre 3, l'estimation de diverses composantes des deux côtés des comptes s'appuie souvent sur les mêmes enquêtes ou documents administratifs.

Les statisticiens de la comptabilité nationale sont très préoccupés par la grandeur de la divergence statistique en compilant les estimations. Les divergences importantes observées lors des premières totalisations du PIB sont considérées comme un indice révélateur de problèmes touchant soit le système statistique, soit les méthodes d'estimation des comptes nationaux, problèmes qui sont aussitôt examinés systématiquement. On fait un effort considérable pour déceler et éliminer les erreurs, en vue de réduire la divergence statistique. Dans une moindre mesure, les fluctuations de la divergence sont aussi un sujet de préoccupation, même si sa grandeur absolue demeure dans les limites attendues, car elles peuvent donner lieu à une hausse ou une baisse sensible et inexpliquée de la croissance économique estimée. Encore une fois, une telle situation déclenche un nouvel examen des données de base et des méthodes en vue d'identifier les causes sous-jacentes de ces fluctuations et de les circonscrire le plus possible. La divergence statistique éventuellement enregistrée dans les comptes donne donc, au mieux, une indication somme toute limitée de leur précision globale.

Le tableau 4.5 résume les principales caractéristiques de la divergence statistique. Il renferme la moyenne arithmétique et l'écart-type de la divergence statistique observée sur le côté revenu, exprimée tantôt en millions de dollars, tantôt en pourcentage du PIB.

Fait intéressant à noter, alors que la moyenne de la divergence est positive à chaque période[32] et augmente peu à peu avec le temps, son taux de croissance est beaucoup moins rapide que celui du PIB. Le rapport moyen de la divergence au PIB chute donc de façon marquée, passant de 1.0% environ au cours de la période 1926-1946 à 0.4% entre 1947 et 1960, à 0.3% entre 1961 et 1974 puis à seulement 0.1% entre 1975 et 1988. L'écart-type de la divergence statistique, mesuré en millions de dollars, s'est accru rapidement avec le temps. En fait, il était onze fois plus grand au cours de la période 1975-1988 qu'entre 1926 et 1946. Toutefois, l'écart-type de la divergence statistique relative (c'est-à-dire exprimé en pourcentage du PIB) montre une nette tendance à la baisse, chutant de 1.2% de 1926 à 1946 à 0.5% de 1947 à 1960, 0.3% de 1961 à 1974 puis 0.2% de 1975 à 1988. La moyenne et l'écart-type en baisse de la divergence statistique relative sont certainement des résultats positifs, qui traduisent vraisemblablement les grandes améliorations apportées au système statistique et aux méthodes d'estimation au cours de l'après-guerre.

4.5 Quotients bruit-sur-signal

Dans les sections précédentes, on a traité de la qualité et de la fiabilité des estimations sous des angles multiples. On examine maintenant dans cette section une mesure étroitement apparentée, les quotients "bruit-sur-signal". Plus précisément, la question abordée ici est la suivante: jusqu'à quel point la tendance sous-jacente ou le mouvement cyclique (le signal) dans les estimations trimestrielles des agrégats du PIB est-elle obscurcie par des fluctuations aléatoires à court terme (le bruit)?

De multiples facteurs peuvent provoquer des "mouvements aléatoires", des "chocs", des "irrégularités" ou des "bruits" à court terme. Des sécheresses, par exemple, peuvent influer sensiblement sur le PIB au cours de certains trimestres. Grèves et lock-out, actions politiques, événements sociaux, conjoncture internationale et autres facteurs semblables peuvent tous contribuer à la variabilité à court terme dans des séries chronologiques sur l'économie.

[31] Les provisions pour consommation de capital en sont un exemple et la valeur de la variation matérielle des stocks agricoles, un autre.

[32] Telle que définie ici, une divergence statistique positive dénote que la mesure de la dépense totale dépasse la mesure du revenu total.

Tableau 4.5
La divergence statistique

	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type
	(Millions de dollars)		(Pourcentage du PIB)	
Estimations annuelles				
1926-1988	193	441	0.5	0.8
1926-1946	66	73	1.0	1.2
1947-1960	139	163	0.4	0.5
1961-1974	204	326	0.3	0.3
1975-1988	429	834	0.1	0.2
Estimations trimestrielles (au taux annuel)				
1947-1988	257	662	0.3	0.6
1947-1960	139	223	0.4	0.8
1961-1974	204	381	0.3	0.4
1975-1988	429	1044	0.1	0.3

Ce tableau montre des statistiques sur la divergence statistique telle qu'elle figure dans le tableau du PIB en termes de revenus. La divergence statistique dans le tableau du PIB en termes de dépenses est égale en valeur absolue, mais de signe opposé.

Des erreurs de mesure statistique peuvent également causer des irrégularités dans une série chronologique lorsque, par exemple, la variance d'échantillonnage d'une enquête est grande. Un quotient bruit-sur-signal assez élevé peut indiquer une très grande variance due à l'erreur de mesure dans une série. Inversement, la plupart des irrégularités dans une série peuvent provenir d'effets réels plutôt que d'erreurs de mesure. On ne saurait davantage prétendre qu'un très faible quotient bruit-sur-signal dénote une série dont l'erreur de mesure est relativement faible. Une série pourrait même avoir un quotient bruit-sur-signal très bas uniquement parce que son estimation consiste en l'extrapolation d'une tendance à partir d'un repère. Dans un tel cas, des erreurs de mesure pourraient en fait aboutir à un quotient bruit-sur-signal artificiellement bas.

Malgré ces lacunes, les quotients bruit-sur-signal offrent une perspective intéressante sur les comptes trimestriels. Ils révèlent quelles sont les composantes les plus sujettes aux effets aléatoires, quelle qu'en soit la cause, et aident ainsi l'utilisateur à interpréter les fluctuations à court terme. Supposons par exemple que le taux de croissance trimestriel des dépenses de consommation passe d'un coup de 1% à 2%; s'agit-il là d'une évolution significative? Ou l'interprétation devrait-elle être plus prudente, compte tenu de la possibilité que la hausse soit imputable à des phénomènes temporaires? La réponse serait-elle différente si la hausse était survenue à la place dans l'investissement des entreprises? C'est là le genre de question que les quotients bruit-sur-signal permettent d'aborder.

Le tableau 4.6 montre les quotients bruit-sur-signal obtenus au moyen de la désaisonnalisation des agrégats trimestriels du PIB.[33] La méthode X-11-ARMMI est d'abord employée pour décomposer chacune des séries non désaisonnalisées des comptes trimestriels en ses éléments "irrégulier" et "cyclique". Les chiffres figurant au tableau 4.6 sont ensuite calculés comme la variation absolue moyenne en pourcentage (ou première différence) dans la composante irrégulière estimée que l'on divise par la variation absolue moyenne en pourcentage (ou première différence) dans la composante cyclique estimée pour chaque série chronologique. De faibles valeurs dénotent de faibles quotients bruit-sur-signal.[34] Les résultats sont basés sur des estimations regroupées en trois périodes de quatorze ans couvrant ensemble presque tout l'après-guerre: 1947-1960, 1961-1974 et 1975-1988.

Les quotients bruit-sur-signal sont beaucoup plus élevés en moyenne, il n'y a peut-être pas là de quoi surprendre, pour les agrégats se rapportant au secteur agricole et pour la divergence statistique. Le revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et la VVM des stocks agricoles et des céréales en circuit commercial affichent tous deux des quotients entre 4 et 6, et la divergence statistique, entre 1 et 4. Les prochains quotients les plus élevés, entre 1 et 3, sont ceux de la VVM des stocks commerciaux non agricoles.

Parmi les autres agrégats du revenu, ceux avec les quotients bruit-sur-signal les plus élevés au cours des quatorze dernières années sont, par ordre décroissant, l'ajustement de la valeur des stocks et les intérêts et revenus divers de placements (avec 1.0 et 0.9 respectivement), les bénéfices des sociétés avant impôts et les impôts indirects moins les subventions (tous deux avec 0.6), le revenu net des entreprises individuelles non agricoles y compris les loyers (0.4), ainsi que la rémunération des salariés et les provisions pour consommation de capital (tous deux avec 0.2).

Du côté des dépenses, en prix courants, autres que la variation des stocks et la divergence statistique, les séries les plus irrégulières sont les exportations de biens, celles de services et l'investissement des administrations, avec des quotients de 0.6, 0.7 et 0.7 respectivement. Les dépenses publiques courantes en biens et services, l'investissement des entreprises en machines et matériel, les importations de biens et celles de services présentent des quotients de bruit de 0.5, l'investissement des entreprises en construction résidentielle et non résidentielle, de 0.5 et 0.4 respectivement, et les dépenses personnelles en biens et services de consommation, de 0.2.

En prix constants, les quotients bruit-sur-signal sont presque toujours plus grands qu'en prix courants. Le quotient de bruit du PIB en prix constants est presque deux fois plus élevé que celui du PIB en prix courants dans les trois périodes. Cela traduit le fait que les séries en prix courants ont généralement des taux de croissance plus élevés (et dès lors des variances de tendance cyclique plus élevées) que les séries correspondantes en prix constants. Dans la mesure où cela est vrai, les quotients bruit-sur-signal seraient plus élevés pour les séries en prix constants même si les variances de la composante irrégulière étaient égales. De plus, les tendances des prix et des volumes sont souvent en corrélation inverse. Dans les séries en prix courants, de fortes hausses de prix ont tendance à être annulées par des baisses de volume. Enfin, les quotients de bruit plus élevés en prix constants peuvent également être imputables aux erreurs de mesure dans la déflation se conjuguant à celles dans les agrégats en prix courants.

[33] Voir le chapitre 3 pour une discussion de la méthode de désaisonnalisation X-11-ARMMI et de la décomposition des séries chronologiques qui lui est sous-jacente.

[34] Une façon analogue d'interpréter cette information consiste à observer le "trimestre de dominance cyclique" (TDC), qui est défini comme le nombre de trimestres nécessaire pour que la variation absolue moyenne dans la composante cyclique dépasse celle de la composante irrégulière. Le TDC peut être estimé approximativement égal au quotient bruit-sur-signal arrondi à l'entier supérieur. Par exemple, si le quotient bruit-sur-signal est inférieur à 1, alors le TDC est probablement égal à 1.

Tableau 4.6
Quotients bruit-sur-signal

	1947-60	1961-74	1975-88
En prix courants:			
Rémunération des salariés	0.1	0.1	0.2
Bénéfices des sociétés avant impôts	0.6	0.6	0.6
Intérêts et revenus divers de placements	1.9	0.7	0.9
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	4.6	4.5	4.6
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	0.5	0.5	0.4
Ajustement de la valeur des stocks	0.9	0.9	1.0
Revenu intérieur net au coût des facteurs	0.6	0.3	0.4
Impôts indirects moins subventions	0.8	0.5	0.6
Provisions pour consommation de capital	0.2	0.2	0.2
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0.5	0.3	0.2
Dépenses publiques courantes en biens et services	0.8	0.4	0.5
Investissement des administrations en capital fixe et en stocks	1.0	0.4	0.7
Investissement des entreprises en construction résidentielle	0.5	0.6	0.5
Investissement des entreprises en construction non résidentielle	0.3	0.3	0.4
Investissement des entreprises en machines et matériel	0.7	0.5	0.6
VVM des stocks commerciaux non agricoles	1.4	2.8	1.2
VVM des stocks agricoles et CECC	5.8	2.2	5.0
Exportations de biens	1.4	0.5	0.6
Exportations de services	1.0	0.7	0.7
Importations de biens	0.6	0.5	0.5
Importations de services	0.8	0.7	0.5
Divergence statistique	3.3	1.3	1.7
Produit intérieur brut aux prix du marché	0.6	0.3	0.3
En prix constants:			
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0.7	0.5	0.4
Dépenses publiques courantes en biens et services	1.0	0.8	1.3
Investissement des administrations en capital fixe et en stocks	0.8	0.7	1.0
Investissement des entreprises en construction résidentielle	0.5	0.7	0.5
Investissement des entreprises en construction non résidentielle	0.4	0.5	0.5
Investissement des entreprises en machines et matériel	0.9	0.7	0.6
VVM des stocks commerciaux non agricoles	1.5	3.1	1.1
VVM des stocks agricoles et CECC	6.4	3.7	4.3
Exportations de biens	2.1	0.7	1.0
Exportations de services	1.0	1.0	1.0
Importations de biens	0.7	0.7	0.6
Importations de services	0.9	0.8	0.9
Divergence statistique	3.2	1.3	1.8
Produit intérieur brut aux prix du marché	1.1	0.5	0.6

Ce tableau montre le quotient de la variation absolue moyenne en pourcentage dans la composante irrégulière à celle dans la composante cyclique, tel qu'estimé au moyen de la technique de désaisonnalisation X-11-ARMMI.

Conclusion

Le développement et l'amélioration des comptes des revenus et dépenses va se poursuivre au cours des prochaines années. Comme on l'a mentionné précédemment, un groupe international d'experts en comptabilité nationale, comprenant des représentants du Canada, se réunit périodiquement pour discuter du perfectionnement et de l'extension du système. Les Nations Unies prévoient publier, d'ici deux à trois ans, un nouveau manuel sur la comptabilité nationale qui remplacera le "livre bleu" paru en 1968 (1970 en version française). Il faudra alors considérer les incidences des propositions qu'il renferme pour le système de comptabilité nationale du Canada.

Plusieurs éléments des comptes doivent être élaborés davantage, quelles que soient les recommandations des Nations Unies. Si la taxe fédérale proposée sur les produits et services entre en vigueur comme prévu le 1er janvier 1991, il faudra modifier substantiellement les méthodes d'estimation des agrégats de la dépense et les indices de prix employés en déflation. On envisage également d'introduire de nouveaux indices de volume en chaîne qui viendront s'ajouter aux estimations actuelles du PIB en prix constants de type Laspeyres. Des travaux plus poussés sont requis dans plusieurs autres domaines, notamment sur la structure sectorielle des comptes, la déflation des dépenses des administrations et des échanges d'invisibles, le traitement de la location à long terme et du réusinage et la mesure des bénéfices, des dividendes, des loyers, des commissions immobilières et du revenu supplémentaire du travail.

Les comptes provinciaux, beaucoup plus récents et moins développés, sont un autre domaine où des améliorations sont nécessaires. Les flux du commerce inter-provincial, en services comme en biens, ne sont pas estimés à l'heure actuelle et il s'agit là d'une priorité de recherche pour l'avenir. Il faut établir des estimations distinctes du revenu personnel selon la province d'emploi et selon la province de résidence. Les concepts sous-jacents à la répartition provinciale des estimations touchant l'administration fédérale doivent être réévalués.

Toute une gamme de sujets étroitement reliés aux comptes doivent faire l'objet d'un examen ou d'un ré-examen. Les comptes de l'environnement, l'économie non recensée, la valeur de la production non marchande et les flux de service des stocks de biens de consommation durables en sont des exemples.

Comme l'illustrent ces quelques remarques, la recherche et le travail de développement au programme des comptes pour les années à venir représentent un véritable défi. La prochaine révision du système de comptabilité nationale devrait avoir lieu au milieu des années quatre-vingt-dix et devrait faire état des progrès accomplis d'ici là.

Appendice I. Sources de données

Les sources de données des CRD varient dans le temps, soit en raison de contraintes étrangères aux comptes, soit en réponse aux besoins changeants des comptes eux-mêmes. Un exemple de ce type a été l'adoption d'un indice de prix hédonique pour déflater les ordinateurs et le matériel périphérique lors de la révision historique de 1986. Auparavant, on employait un indice de prix plus conventionnel qui, en comparaison, faisait peu de cas de l'évolution de la qualité dans le temps. Avec l'essor de l'industrie des micro-ordinateurs dans les années quatre-vingt, il est devenu de plus en plus évident qu'il fallait aborder le problème de l'évolution de la qualité de manière plus rigoureuse. Un exemple de changement attribuable à des contraintes extérieures est celui de l'adoption des nouveaux indices de prix des produits industriels dans la déflation, en remplacement des indices de prix de gros et des indices de prix de vente dans l'industrie que l'on venait d'abolir.

Cet appendice contient une liste des sources de données utilisées à l'heure actuelle pour compiler les comptes des revenus et dépenses. Cette liste n'est pas exhaustive. Elle ne comprend pas toutes les sources employées dans le passé.[1] Autre point à souligner, la liste se limite aux sources directes, laissant de côté les sources dérivées. Ces dernières sont celles qui, comme les CRD, renferment des estimations qui reposent elles-mêmes sur de l'information directe provenant d'autres sources. Les principales sources dérivées sont les comptes d'entrées-sorties (avec lesquels les CRD sont rapprochés trois ans plus tard), la balance des paiements internationaux (d'où sont tirées les estimations des CRD se rapportant au secteur des non-résidents) et les estimations mensuelles du PIB par branche d'activité (d'où proviennent plusieurs projecteurs trimestriels employés dans les CRD).

La liste est divisée en deux groupes, désignés sous le nom de sources primaires et secondaires. La ligne de démarcation entre les deux est arbitraire, la distinction ne servant qu'à faciliter la compréhension. Elle traduit lesquelles des nombreuses sources sont jugées les plus importantes. Sauf indication contraire, les références mentionnées se rapportent à des enquêtes de Statistique Canada.[2] Les publications de Statistique Canada sont désignées par leur numéro de catalogue.[3]

Rémunération des salariés

Sources primaires

- Budgets des gouvernements fédéral et provinciaux, annuel.
- Comptes publics du Canada, annuel, Approvisionnements et Services Canada.
- Emploi dans les administrations publiques provinciales et territoriales, mensuel, enquête 1728, 72-007 au catalogue.
- Emploi et rémunération des administrations locales, mensuel, enquête 1705, 72-009 au catalogue.
- Emploi et rémunération du gouverment fédéral, mensuel, enquête 1713, 72-004 et 72-205 au catalogue.
- Enquête sur la population active, mensuel, enquête 3701, 71-001P, 71-001 et 71-201 au catalogue.
- Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, mensuel, enquête 2612, 72-002 au catalogue.
- ***États des opérations financières***, mensuel, Approvisionnements et Services Canada.
- ***Grands règlements salariaux***, trimestriel, Bureau de renseignements sur le travail, Travail Canada.
- Impôts sur le revenu des particuliers, Revenu Canada — Impôt, totalisations des T-4.

---

[1] Voir l'appendice IV pour une liste des publications de Statistique Canada ayant paru dans le passé dont quelques-unes renferment de la documentation sur les sources employées à l'époque pour compiler les CRD.

[2] Pour une information exhaustive sur les nombreuses enquêtes de Statistique Canada, voir ***Guide des enquêtes et questionnaires de Statistique Canada***, 12-205 au catalogue, annuel, et ***Répertoire des questionnaires de Statistique Canada sur microfiches*** 12-205M au catalogue, annuel. Les enquêtes mentionnées dans cet appendice sont répertoriées dans la dernière publication qui renferme tous les questionnaires en usage à Statistique Canada.

[3] Voir ***Catalogue de Statistique Canada 1990***, 11-204F au catalogue, annuel, pour une liste complète des publications courantes de Statistique Canada au 30 mars 1990.

- ***La Revue de la négociation collective***, mensuel, Bureau de renseignements sur le travail, Travail Canada, L160-2668 au catalogue.
- ***Principaux arrêts de travail***, trimestriel, Bureau de renseignements sur le travail, Travail Canada.

Sources secondaires
- Association canadienne des banques, rapports annuels.
- Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes incorporées, rapports annuels.
- Bureau du surintendant des institutions financières, rapports et totalisations sur les banques, les companies de fiducie et d'assurance.
- Caisses de retraite en fiducie, statistique financière, annuel, enquête 2608, 74-201 au catalogue.
- Caisses provinciales d'indemnisation des accidents de travail, rapports annuels.
- Ministère de la Défense nationale, mensuel, documents comptables.
- Électricité, mensuel, enquête 2151, 57-001 au catalogue.
- Enquête sur les manufactures, annuel, enquête 2103, 32-250, 42-250 et 42-251 au catalogue.
- Enquête sur la télédistribution, annuel, enquête 2728, 56-205 au catalogue.
- Enquête sur le commerce de détail, annuel, enquête 2422, 63-210 et 63-223 au catalogue.
- Enquête sur le commerce de gros, mensuel, enquête 2401, 63-008 au catalogue.
- Enquête sur la radiodiffusion et la télévision, annuel, enquête 2724, 56-001 et 56-204 au catalogue.
- Enquête sur la statistique du téléphone, annuel, enquête 2722, 56-001 et 56-203 au catalogue.
- Enquête sur le transport routier de marchandises pour compte d'autrui, annuel, enquête 2741, 53-222 au catalogue.
- Enquête sur l'utilisation des camions, annuel, enquête 2793, 53-222 au catalogue.
- Enquête sur le cabotage, annuel, enquête 2751, 54-205 au catalogue.
- Enquête sur le commerce de détail, mensuel, enquête 2406, 63-005 au catalogue.
- Enquête sur le système intégré d'information financière des conseils scolaires, annuel, enquête 3119, totalisations.
- Enquête sur le transport ferroviaire, annuel, enquête 2734, 52-211 au catalogue.
- Enquête sur les statistiques financières des collèges communautaires et de la formation professionnelle, annuel, enquête 3146, totalisations.
- Enquête sur les statistiques financières des universités et collèges, annuel, enquête 3121, totalisations.
- Enquête sur les institutions financières, trimestriel, enquête 2504, 61-006 au catalogue.
- Estimations relatives aux caisses de retraite en fiducie, trimestriel, enquête 2607, 74-001 au catalogue.
- États financiers des gouvernements provinciaux et des entreprises publiques provinciales.
- Indices des prix à la consommation, mensuel, enquête 2301, 62-001 et 62-010 au catalogue.
- Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers (CALURA), Partie 2, annuel, enquête 2502, 71-202 au catalogue.
- Opérations des transporteurs aériens au Canada, trimestriel, enquête 2712, 51-002 et 51-206 au catalogue.
- Pêches et Océans Canada, totalisations.
- Programme de statistiques annuelles des hôpitaux, annuel, enquête 3208, totalisations.
- Rapport financier des services d'électricité, annuel, enquête 2001, 57-202 au catalogue.
- Recensement des forêts, annuel, enquête 2107, 25-201 et 25-202 au catalogue.
- Recensement des mines, annuel, 26-201 au catalogue.
- Recensement de l'agriculture, quinquennal, totalisations.
- Recensement de la production des fourrures provenant de la chasse, annuel, enquête 3428, 23-207 au catalogue.
- Recensement de l'industrie de la construction, annuel, enquête 2807, 64-206, 64-207, 64-208 et 64-209 au catalogue.
- Recensement du Canada et études intercensitaires, 91-002 et 91-209F au catalogue.
- Services de gaz, réseaux de transport et de distribution, annuel, enquête 2180, 57-205 au catalogue.
- Statistique du transport des voyageurs par autobus et du transport urbain, annuel, enquête 2743, 53-215 au catalogue.
- Statistique sur le commerce de gros, annuel, enquête 2427, 63-226 au catalogue.
- Statistique financière des sociétés, fiche de données intégrées d'analyse financière, annuel, enquête 2508, 61-207 et 61-208 au catalogue.
- Transport du pétrole par pipeline, annuel, enquête 2179, 55-201 au catalogue.

Bénéfices des sociétés avant impôts

Sources primaires

- Bureau du surintendant des institutions financières, rapports et totalisations sur les banques, les compagnies de fiducie et d'assurance.
- Enquête sur les institutions financières, trimestriel, enquête 2504, 61-006 au catalogue.
- Sociétés industrielles, statistique financière, trimestriel, enquête 2501, 61-003 au catalogue.
- Statistique financière des sociétés, fiche de données intégrées d'analyse financière, annuel, enquête 2508, 61-207 et 61-208 au catalogue.

Sources secondaires

- Agence de surveillance du secteur pétrolier Canada, Énergie, Mines et Ressources Canada, enquêtes.
- Banques à charte canadiennes, rapports annuels.
- Dépenses en immobilisations et en réparations, dépenses réelles préliminaires et intentions, annuel, enquête 2803, 61-205, 61-214 et 61-216 au catalogue.
- Énergie, Mines et Ressources Canada, totalisations.
- Enquête sur les manufactures, annuel, enquête 2103, 32-250, 42-250 et 42-251 au catalogue.
- Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, mensuel, enquête 2612, 72-002 au catalogue.
- Enquête sur les industries manufacturières, mensuel, enquête 2101, 31-001 au catalogue.
- Enquête sur la population active, mensuel, enquête 3701, 71-001P, 71-001 et 71-201 au catalogue.
- États financiers des gouvernements provinciaux et des entreprises publiques provinciales.
- Impôts sur le revenu des particuliers, Revenu Canada — Impôt, totalisations des T-4.
- Industrie du pétrole brut et du gaz naturel, annuel, enquête 2178, 26-213 au catalogue.
- Mines de charbon, annuel, enquête 2177, 26-206 au catalogue.
- ***Revue de la Banque du Canada***, mensuel, Banque du Canada.
- Recensement des mines, annuel, 26-201 au catalogue.
- ***Statistiques fiscales***, annuel, Revenu Canada — Impôt.
- Transactions entre le Canada et les autres pays, annuel, enquête 1506, 67-001, 67-002 et 67-202 au catalogue.

Intérêts et revenus divers de placements

Sources primaires

- Budgets des gouvernements fédéral et provinciaux.
- Bureau du surintendant des institutions financières, rapports et totalisations sur les banques, les compagnies de fiducie et d'assurance.
- Caisses de retraite en fiducie, statistique financière, annuel, enquête 2608, 74-201 au catalogue.
- Comptes publics du Canada, annuel, Approvisionnements et Services Canada.
- Enquête sur les institutions financières, trimestriel, enquête 2504, 61-006 au catalogue.
- ***États des opérations financières***, mensuel, Approvisionnements et Services Canada.
- Paiements de dividendes, annuel, enquête 1512, 67-001 et 67-202 au catalogue.
- Sociétés industrielles, statistique financière, trimestriel, enquête 2501, 61-003 au catalogue.
- Statistique financière des sociétés, fiche de données intégrées d'analyse financière, enquête 2508, 61-207 et 61-208 au catalogue.
- ***Statistiques fiscales***, annuel, Revenu Canada — Impôt.

Sources secondaires

- Banques à charte canadiennes, rapports annuels.
- Bourse de Toronto, valeur des actions transigées, commissions moyennes versées, distribution provinciale des commissions et genre de clients, trimestriel, totalisations.
- Déclarations des sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires au Canada sur les transactions avec des non-résidents, annuel, enquête 1518, 67-001 et 67-202 au catalogue.

- Détails de certaines émissions de dette obligataire et de certains prêts consentis par les banques étrangères, annuel, enquête 1525, 67-001, 67-002 et 67-202 au catalogue.
- Dette obligataire et autres dettes à long terme, nouvelles émissions, mensuel, enquête 1701.
- États financiers des gouvernements provinciaux et des entreprises publiques provinciales.
- ***Gazette du Canada***, Supplément, Partie 1, Banques à charte.
- Industrie du pétrole brut et du gaz naturel, annuel, enquête 2178, 26-213 au catalogue.
- Investissements des sociétés étrangères au Canada, annuel, enquête 1527, 67-001, 67-002 et 67-202 au catalogue.
- Ministère des Finances, intérêts sur les obligations négociables, les bons du trésor et les obligations d'épargne du Canada, trimestriel, totalisations.
- Mouvement de capitaux entre les sociétés d'assurance britanniques et étrangères, exerçant leur activité au Canada, et le siège social ou les autres sièges, les sociétés et les personnes à l'extérieur du Canada, annuel, enquête 1517, 67-001, 67-002, 67-202 au catalogue.
- Mouvement de capitaux entre les sociétés d'assurance canadiennes et leurs succursales, leurs agences, leurs comptes en banque et d'autres sociétés ou personnes à l'extérieur du Canada, annuel, enquête 1516, 67-001, 67-002, 67-202 au catalogue.
- Opérations avec des non-résidents sur des valeurs mobilières, mensuel, enquête 1519, 67-001, 67-002 et 67-202 au catalogue.
- Opérations internationales de services, annuel, enquête 1533, 67-203 et 67-510 au catalogue.
- Recensement de l'agriculture, quinquennal, totalisations.
- Répartition géographique de débentures enregistrées au Canada des banques canadiennes et des filiales canadiennes consolidées, annuel, enquête 1526, 67-001, 67-002 et 67-202 au catalogue.
- ***Revue de la Banque du Canada***, mensuel, Banque du Canada.
- Statistique de la gestion financière des administrations locales, revenus et dépenses courants, annuel, enquête 1732.
- Transactions entre le Canada et les autres pays, annuel, enquête 1506, 67-001, 67-002 et 67-202 au catalogue.
- Transactions entre le Canada et les autres pays, trimestriel, enquête 1507, 67-001, 67-002 et 67-202 au catalogue.
- Ventes et stocks des grands magasins, mensuel, enquête 2408, 63-002 au catalogue.

Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole

Sources primaires

- Commission canadienne du blé, rapport annuel.
- Enquête nationale sur les fermes, annuel, enquête 3439, 21-002, 22-002 et 23-008 au catalogue.
- Rapport sur les prix des produits agricoles, mensuel, enquête 3436, 62-003 au catalogue.
- Recettes monétaires agricoles, mensuel, enquête 3437, 21-001 au catalogue.
- Série de rapports sur les grandes cultures, annuel, enquête 3401, 22-002 au catalogue.
- ***Statistiques hebdomadaires des grains***, Division de l'économie et de la statistique, Commission canadienne des grains.

Sources secondaires

- ***Analyse du marché***, trimestriel, Agriculture Canada.
- Déclaration des stocks de produits d'oeufs en poudre comestibles, mensuel, enquête 3424, 23-003 au catalogue.
- Enquête sur les cultures de serre, annuel, enquête 3416, 22-202 au catalogue.
- Enquête relative aux producteurs de champignons, annuel, enquête 3411, 22-003 au catalogue.
- Enquête spéciale sur les pommes de terre, annuel, enquête 3420, 22-008 au catalogue.
- Enquête sur la superficie en fruits et légumes, annuel, enquête 3407, 22-003 au catalogue.
- Enquête sur l'utilisation des semences, annuel, enquête 3442, totalisations.
- Enquête sur les légumes entreposables, annuel, enquête 3444, 22-003 au catalogue.
- Enquête objective sur les rendements des pommes de terre, annuel, enquête 3440, 22-008 au catalogue.
- Indices des prix des entrées dans l'agriculture, trimestriel, enquête 2305, 62-004 au catalogue.
- Inventaire de beurre et fromage, mensuel, enquête 3431, 23-001 au catalogue.
- Producteurs de fraises, relevé, annuel, enquête 3413, 22-003 au catalogue.
- Producteurs de framboises, relevé, annuel, enquête 3412, 22-003 au catalogue.

- Production de miel, valeur et colonies, annuel, enquête 3419, 23-211 au catalogue.
- Production et stocks des fabriques laitières, mensuel, enquête 3430, 23-001 au catalogue.
- Produits de l'érable, annuel, enquête 3414, 23-211 au catalogue.
- Rapport annuel des minotiers, enquête 3443, 22-007 et 22-201 au catalogue.
- Rapport des fermes de fourrure, renards, annuel, enquête 3427, 23-208 au catalogue.
- Rapport des fermes de fourrure, vison, annuel, enquête 3426, 23-208 au catalogue.
- Rapport mensuel des minotiers, enquête 3403, 22-007 et 22-201 au catalogue.
- Rapport sur la récolte de légumes de l'automne, annuel, enquête 3408, 22-003 au catalogue.
- Rapport sur les producteurs d'oeufs, trimestriel, enquête 3421, 23-003 et 23-202 au catalogue.
- Recensement de l'agriculture, quinquennal, totalisations
- Recensement de la production des fourrures provenant de la chasse, annuel, enquête 3428, 23-207 au catalogue.
- Relevé des abattages de bestiaux, annuel, enquête 3433, 23-008 et 23-203 au catalogue.
- Relevé des abattages de bestiaux, trimestriel, enquête 3434, 23-008 au catalogue.
- Statistique financière des sociétés, fiche de données intégrées d'analyse financière, annuel, enquête 2508, 61-207 et 61-208 au catalogue.
- Stocks de viandes congelées, mensuel, enquête 3423, 32-012 au catalogue.
- Superficie récoltée, production et valeur des légumes de conserve, annuel, enquête 3406, 22-003 au catalogue.
- Superficie récoltée, production et valeur du tabac en feuilles, annuel, enquête 3405, 22-003 au catalogue.
- Ventes de poudre de lait écrémé, mensuel, enquête 3429, 23-001 au catalogue.

Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris

Sources primaires

- Enquête sur la population active, mensuel, enquête 3701, 71-001P, 71-001 et 71-201 au catalogue.
- Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, mensuel, enquête 2612, 72-002 au catalogue.
- Impôts sur le revenu des particuliers, Revenu Canada — Impôt, totalisations des T-4.
- ***Statistiques fiscales***, annuel, Revenu Canada — Impôt.
- Stock de logements, Division de l'investissement et du stock de capital, totalisations.

Sources secondaires

- Bureau du surintendant des institutions financières, rapports et totalisations sur les banques, les compagnies de fiducie et d'assurance.
- Comptes publics du Canada, annuel, Approvisionnements et Services Canada.
- Enquête sur le commerce de détail, annuel, enquête 2422, 63-210 et 63-223 au catalogue.
- Enquête sur les permis de bâtir, mensuel, enquête 2802, 64-001, 64-003 et 64-203 au catalogue.
- Enquête sur les industries manufacturières, mensuel, enquête 2101, 31-001 au catalogue.
- Enquête sur les logements mis en chantier et parachevés, mensuel, effectuée par la SCHL et paraissant dans ***Logements mis en chantier et parachevés***, 64-002 au catalogue.
- Enquête sur le commerce de détail, mensuel, enquête 2406, 63-005 au catalogue.
- Enquête sur le commerce de gros, mensuel, enquête 2401, 63-008 au catalogue.
- Indices des prix à la consommation, mensuel, enquête 2301, 62-001 et 62-010 au catalogue.
- ***Les Pêches canadiennes — Débarquements***, mensuel, Pêches et Océans Canada.
- Loyers moyens, mensuel, SCHL, totalisations.
- ***Production des principaux minéraux du Canada***, mensuel, Énergie, Mines et Ressources Canada.
- Recensement du Canada et études intercensitaires, 91-002 et 91-209F au catalogue.
- Statistique sur le commerce de gros, annuel, enquête 2427, 63-226 au catalogue.
- Véhicules automobiles (immatriculations), annuel, enquête 2747, 53-219 au catalogue.

Ajustement de la valeur des stocks

- Voir la section qui suit sur la valeur de la variation matérielle des stocks commerciaux non agricoles.

Impôts indirects moins subventions

Sources primaires
- Budgets des gouvernements fédéral et provinciaux.
- Comptes publics du Canada, annuel, Approvisionnements et Services Canada.
- ***États des opérations financières***, mensuel, Approvisionnements et Services Canada.
- États financiers des gouvernements provinciaux.
- Recettes monétaires agricoles, mensuel, enquête 3437, 21-001 au catalogue.
- Statistique de la gestion financière des administrations locales, revenus et dépenses courants, annuel, enquête 1732.

Sources secondaires
- Commission canadienne du lait, rapport annuel.
- Enquête sur les manufactures, annuel, enquête 2103, 32-250, 42-250 et 42-251 au catalogue.
- Enquête sur les industries manufacturières, mensuel, enquête 2101, 31-001 au catalogue.
- Office des provendes, rapport annuel.
- Opérations des transporteurs aériens au Canada, trimestriel, enquête 2712, 51-002 et 51-206 au catalogue.
- Produits pétroliers raffinés, mensuel, enquête 2150, 45-004 au catalogue.
- Services de gaz, réseaux de transport et de distribution, annuel, enquête 2180, 57-205 au catalogue.
- ***Statistiques hebdomadaires des grains***, Division de l'économie et de la statistique, Commission canadienne des grains.

Provisions pour consommation de capital

Sources primaires
- Bureau du surintendant des institutions financières, rapports et totalisations sur les banques, les companies de fiducie et d'assurance.
- Dépenses en immobilisations, dépenses réelles, annuel, enquête 2805, 61-205, 61-206, 61-214, 61-215 et 61-216 au catalogue.
- Enquête sur les institutions financières, trimestriel, enquête 2504, 61-006 au catalogue.
- Sociétés industrielles, statistique financière, trimestriel, enquête 2501, 61-003 au catalogue.
- Statistique financière des sociétés, fiche de données intégrées d'analyse financière, annuel, enquête 2508, 61-207 et 61-208 au catalogue.

Sources secondaires
- Bourse de Toronto, valeur des actions transigées, commissions moyennes versées, distribution provinciale des commissions et genre de clients, trimestriel, totalisations.
- Comptes publics du Canada, annuel, Approvisionnements et Services Canada.
- Dépenses en immobilisations et en réparations, dépenses réelles préliminaires et intentions, annuel, enquête 2803, 61-205, 61-214 et 61-216 au catalogue.
- Dépenses en immobilisations, intentions révisées, annuel, enquête 2804, 61-206 au catalogue.
- Enquête nationale sur les fermes, annuel, enquête 3439, 21-002, 22-002, et 23-008 au catalogue.
- Enquête sur la statistique du téléphone, annuel, enquête 2722, 56-001 et 56-203 au catalogue.
- Enquête sur le transport ferroviaire, annuel, enquête 2734, 52-211 au catalogue.
- États financiers des entreprises publiques locales.
- États financiers des gouvernements provinciaux et des entreprises publiques provinciales.
- Pertes et gains associés à la repossession de logements, annuel, SCHL, totalisations.
- Recensement de l'agriculture, quinquennal, totalisations.

- Statistique du transport des voyageurs par autobus et du transport urbain, annuel, enquête 2743, 53-215 au catalogue.
- ***Statistiques fiscales***, annuel, Revenu Canada — Impôt.

Dépenses personnelles en biens et services de consommation

Sources primaires

- ***Dépenses des familles au Canada***, irrégulier, 62-555 au catalogue.
- Enquête sur le commerce de détail, annuel, enquête 2422, 63-210 et 63-223 au catalogue.
- Enquête sur le commerce de détail, mensuel, enquête 2406, 63-005 au catalogue.
- Indices des prix à la consommation, mensuel, enquête 2301, 62-001 et 62-010 au catalogue.
- Magasins de détail à succursales et grands magasins, annuel, enquête 2409, 63-210 au catalogue.
- Marchands de véhicules automobiles, mensuel, enquête 2428, 63-014 au catalogue.
- Ventes de véhicules automobiles neufs, mensuel, enquête 2402, 63-007 au catalogue.
- Ventes des grands magasins, par province et selon certaines régions métropolitaines, mensuel, enquête 2407, 63-004 au catalogue.

Sources secondaires

- Association des manufacturiers de véhicules automobiles, rapport mensuel.
- Bourse de Toronto, valeur des actions transigées, commissions moyennes versées, distribution provinciale des commissions et genre de clients, trimestriel, totalisations.
- Budgets des gouvernements fédéral et provinciaux.
- ***Bulletin mensuel des ventes de bière***, Association des brasseurs du Canada.
- Bureau du surintendant des institutions financières, rapports et totalisations sur les banques, les compagnies de fiducie et d'assurance.
- ***Champs de courses***, bimensuel, Division des hippodromes, Agriculture Canada.
- Cinémas, annuel, enquête 2416, 63-207 et 63-233 au catalogue.
- Commerce de gros, mensuel, enquête 2401, 63-008 au catalogue.
- Commerce de marchandises au Canada, mensuel, enquête 2201, 65-004 et 65-007 au catalogue.
- Comptes publics du Canada, annuel, Approvisionnements et Services Canada.
- Conseil canadien des manufacturiers de tabac, taxes sur les cigarettes canadiennes par province, irrégulier, rapports.
- Contrôle et ventes de boissons alcooliques au Canada, annuel, enquête 1726, 63-202 au catalogue.
- ***Dépenses nationales de santé au Canada***, irrégulier, Santé et Bien-être social Canada.
- Directeur général des élections, rapports irréguliers.
- Électricité, disponibilité et écoulement, trimestriel, enquête 2194, 57-003 et 57-202 au catalogue.
- Électricité, mensuel, enquête 2151, 57-001 au catalogue.
- Enquête sur les manufactures, annuel, enquête 2103, 32-250, 42-250 et 42-251 au catalogue.
- Enquête sur la télédistribution, annuel, enquête 2728, 56-205 au catalogue.
- Enquête financière sur les transporteurs par eau canadiens, annuel, enquête 2753, 54-205 au catalogue.
- Enquête sur la garde des enfants, annuel, enquête 3848, totalisations.
- Enquête sur la statistique du téléphone, annuel, enquête 2722, 56-001, 56-203 au catalogue.
- Enquête sur la statistique du téléphone, mensuel, enquête 2721, 56-002 au catalogue.
- Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, mensuel, enquête 2612, 72-002 au catalogue.
- Enquête sur les autres industries de services, annuel, enquête 2423, 63-231 au catalogue.
- Enquête sur les opérations des transporteurs aériens au Canada, trimestriel, enquête 2712, 51-002 et 51-206 au catalogue.
- Enquête sur les services aux entreprises, annuel, enquête 2426, 63-231 et 62-232 au catalogue.
- Enquête sur les services de divertissement et de loisirs, annuel, enquête 2425, 63-231 et 63-233 au catalogue.
- Enquête sur les services personnels et domestiques, annuel, enquête 2424, 63-231 et 63-233 au catalogue.
- Enquête sur le système intégré d'information financière des conseils scolaires, annuel, enquête 3119, totalisations.
- Enquête sur le transport ferroviaire, annuel, enquête 2734, 52-211 au catalogue.
- Enquête sur le transport interurbain et rural de voyageurs par autobus, mensuel, enquête 2744, 53-003 au catalogue.

- Enquête sur les entreprises de camionnage et de déménagement, annuel, enquête 2742, 53-222 au catalogue.
- Enquête sur les prix internationaux, continu, enquête 2322, 62-010 au catalogue.
- Enquête sur les statistiques financières des collèges communautaires et de la formation professionnelle, annuel, enquête 3146, totalisations.
- Enquête sur les statistiques financières des universités et collèges, annuel, enquête 3121, totalisations.
- Enquête sur les transporteurs urbains de passagers, mensuel, enquête 2745, 53-003 au catalogue.
- Enquête sur les véhicules automobiles (carburants), annuel, enquête 2746, 53-218 au catalogue.
- Enquête sur les voyages officiels du gouvernement canadien, continu, enquête 1803, 66-001 et 66-201 au catalogue.
- Enquête sur les institutions financières, trimestriel, enquête 2504, 61-006 au catalogue.
- Exploitants de distributeurs automatiques, annuel, enquête 2404, 63-213 au catalogue.
- Indice de prix à la consommation pour les centres urbains, mensuel, Bureau of Labor Statistics, Department of Labor, États-Unis.
- Indices des prix de l'industrie, mensuel, enquête 2318, 62-011 au catalogue.
- Industrie du pétrole brut et du gaz naturel, annuel, enquête 2178, 26-213 au catalogue.
- La déclaration uniforme de la criminalité, annuel, enquête 3302, 85-205 au catalogue.
- La vente directe au Canada, annuel, enquête 2405, 63-218 au catalogue.
- Librairies de campus, annuel, enquête 2403, 63-219 au catalogue.
- Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers (CALURA), Partie 2, Syndicats ouvriers, annuel, enquête 2502, 71-202 au catalogue.
- Loteries provinciales, rapports annuels et mensuels.
- Ministère de la Défense nationale, mensuel, documents comptables.
- Opérations des transporteurs aériens au Canada, trimestriel, enquête 2712, 51-002 et 51-206 au catalogue.
- Opérations internationales de services, annuel, enquête 1533, 67-203 et 67-510 au catalogue.
- Production et disposition des produits du tabac, mensuel, enquête 2142, 32-022 au catalogue.
- Questionnaire à l'intention des résidents canadiens qui quittent et reviennent au Canada le même jour, continu, enquête 1801, 66-001 et 66-201 au catalogue.
- Questionnaire à l'intention des résidents canadiens voyageant à l'extérieur au Canada, continu, enquête 1802, 66-001 et 66-201 au catalogue.
- Rapport sur la base tarifaire, trimestriel, enquête 2708, totalisations.
- Recensement des forêts, annuel, enquête 2107, 25-201 et 25-202 au catalogue.
- Recensement du Canada et études intercensitaires, 91-002, 91-209F au catalogue.
- ***Revue de la Banque du Canada***, mensuel, Banque du Canada.
- Services de gaz, réseaux de transport et de distribution, annuel, enquête 2180, 57-205 au catalogue.
- Services de gaz, réseaux de transport et de distribution, mensuel, enquête 2149, 55-002 au catalogue.
- ***Situation de la garde de jour au Canada***, irrégulier, Santé et Bien-être social Canada.
- Sociétés industrielles, statistique financière, trimestriel, enquête 2501, 61-003 au catalogue.
- Statistique de la gestion financière des administrations locales, revenus et dépenses courants, annuel, enquête 1732.
- Statistique de l'hébergement de voyageurs, annuel, enquête 2418, 63-204 au catalogue.
- Statistique du transport des voyageurs par autobus et du transport urbain, annuel, enquête 2743, 53-215 au catalogue.
- Statistique sur le commerce de gros, annuel, enquête 2427, 63-226 au catalogue.
- Statistiques des restaurants, traiteurs et tavernes, mensuel, enquête 2419, 63-011 au catalogue.
- Véhicules automobiles (immatriculations), annuel, enquête 2747, 53-219 au catalogue.

Dépenses publiques courantes en biens et services

Sources primaires

- Budgets des gouvernements fédéral et provinciaux, annuel.
- Comptes publics du Canada, annuel, Approvisionnements et Services Canada.
- ***États des opérations financières***, mensuel, Approvisionnements et Services Canada.
- États financiers des gouvernements provinciaux.
- Statistique de la gestion financière des administrations locales, revenus et dépenses courants, annuel, enquête 1732.

Sources secondaires
- Amortissement des immobilisations des administrations publiques, semi-annuel, Division de l'investissement et du stock de capital, totalisations.
- Enquête sur les systèmes intégrés d'information financière des conseils scolaires, annuel, enquête 3119, totalisations.
- Indices des prix à la consommation, mensuel, enquête 2301, 62-001 et 62-010 au catalogue.
- Indices des prix de l'industrie, mensuel, enquête 2318, 62-011 au catalogue.
- Paiements des gouvernements provinciaux pour les soins de santé et pour les services des médecins, Santé et Bien-être social Canada, totalisations.
- Programme des statistiques des hôpitaux, annuel, enquête 3208, totalisations.

Construction résidentielle

Sources primaires
- Enquête sur les permis de bâtir, mensuel, enquête 2802, 64-001, 64-003 et 64-203 au catalogue.
- Enquête sur les logements mis en chantier et parachevés, mensuel, effectuée par la SCHL et paraissant dans ***Logements mis en chantier et parachevés***, 64-002 au catalogue.
- Enquête sur les frais de logement, annuel, enquête 3507, 62-201 au catalogue.
- Indices des prix des logements neufs, mensuel, enquête 2310, 62-007 au catalogue.
- ***Relevé mensuel du SIA***, Service des communications, Association canadienne de l'immeuble.

Sources secondaires
- Comptes publics du Canada, annuel, Approvisionnements et Services Canada.
- Enquête sur le commerce de détail, mensuel, enquête 2406, 63-005 au catalogue.
- Enquête sur le commerce de gros, mensuel, enquête 2401, 63-008 au catalogue.
- ***États des opérations financières***, mensuel, Approvisionnements et Services Canada.
- Indices des prix à la consommation, mensuel, enquête 2301, 62-001 et 62-010 au catalogue.
- Indices des prix de l'industrie, mensuel, enquête 2318, 62-011 au catalogue.
- Sociétés industrielles, statistique financière, trimestriel, enquête 2501, 61-003 au catalogue.

Construction non résidentielle

Sources primaires
- Dépenses en immobilisations et en réparations, dépenses réelles préliminaires et intentions, annuel, enquête 2803, 61-205, 61-214 et 61-216 au catalogue.
- Dépenses en immobilisations, dépenses réelles, annuel, enquête 2805, 61-205, 61-206, 61-214, 61-215 et 61-216 au catalogue.
- Dépenses en immobilisations, intentions révisées, annuel, enquête 2804 et 61-206 au catalogue.
- Indices des prix des sorties de la construction non résidentielle, trimestriel, enquête 2317, 62-007 au catalogue.
- ***La Construction au Canada***, annuel, 64-201 au catalogue.

Sources secondaires
- ***Principaux arrêts de travail***, trimestriel, Bureau d'information sur le travail, Travail Canada.
- Commerce de marchandises au Canada, mensuel, enquête 2201, 65-004, 65-007, 65-202 et 65-203 au catalogue.
- Comptes publics du Canada, annuel, Approvisionnements et Services Canada.
- Enquête sur les industries manufacturières, mensuel, enquête 2101, 31-001 au catalogue.
- Enquête sur la population active, mensuel, enquête 3701, 71-001P, 71-001 et 71-201 au catalogue.
- Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, mensuel, enquête 2612, 72-002 au catalogue.
- ***États des opérations financières***, mensuel, Approvisionnements et Services Canada.
- Indices des prix des sorties de la construction non résidentielle, trimestriel, enquête 2316, 62-007 au catalogue.
- Recensement de l'industrie de la construction, annuel, enquête 2807, 64-206, 64-207, 64-208 et 64-209 au catalogue.

- Sociétés industrielles, statistique financière, trimestriel, enquête 2501, 61-003 au catalogue.
- ***Statistiques fiscales***, annuel, Revenu Canada — Impôt.

Machines et matériel

Sources primaires
- Commerce de marchandises au Canada, mensuel, enquête 2201, 65-004, 65-007, 65-202 et 65-203 au catalogue.
- Dépenses en immobilisations et en réparations, dépenses réelles préliminaires et intentions, annuel, enquête 2803, 61-205, 61-214 et 61-216 au catalogue.
- Dépenses en immobilisations, dépenses réelles, annuel, enquête 2805, 61-205, 61-206, 61-214, 61-215 et 61-216 au catalogue.
- Dépenses en immobilisations, intentions révisées, annuel, enquête 2804, 61-206 au catalogue.
- Enquête sur les industries manufacturières, mensuel, enquête 2101, 31-001 au catalogue.
- Indices de prix hédoniques des ordinateurs et du matériel périphérique, annuel, Bureau of Economic Analysis, Department of Commerce, États-Unis.
- Indices des prix des machines et du matériel, mensuel, enquête 2312, 62-007 au catalogue.
- Ventes de véhicules automobiles neufs, mensuel, enquête 2402, 63-007 au catalogue.

Sources secondaires
- Association des manufacturiers de véhicules automobiles, rapport mensuel.
- Comptes publics du Canada, annuel, Approvisionnements et Services Canada.
- Enquête sur les manufactures, annuel, enquête 2103, 42-250 et 42-251 au catalogue.
- ***États des opérations financières***, mensuel, Approvisionnements et Services Canada.
- ***Statistiques fiscales***, annuel, Revenu Canada — Impôt.

Valeur de la variation matérielle des stocks des administrations

Sources primaires et secondaires
- Commission canadienne du lait, rapport annuel.
- Comptes publics du Canada, annuel, Approvisionnements et Services Canada.
- ***États des opérations financières***, mensuel, Approvisionnements et Services Canada.
- Indices des prix de l'industrie, mensuel, enquête 2318, 62-011 au catalogue.

Valeur de la variation matérielle des stocks commerciaux non agricoles

Sources primaires
- Commerce de marchandises au Canada, mensuel, enquête 2201, 65-004, 65-007, 65-202 et 65-203 au catalogue.
- Enquête sur les industries manufacturières, mensuel, enquête 2101, 31-001 au catalogue.
- Enquête sur le commerce de détail, mensuel, enquête 2406, 63-005 au catalogue.
- Enquête sur le commerce de gros, mensuel, enquête 2401, 63-008 au catalogue.
- Indices des prix à la consommation, mensuel, enquête 2301, 62-001 et 62-010 au catalogue.
- Indices des prix de l'industrie, mensuel, enquête 2318, 62-011 au catalogue.
- Indices des prix d'achat des matériaux industriels, mensuel, enquête 2306, 62-011 au catalogue.

Sources secondaires
- Enquête sur les manufactures, annuel, enquête 2103, 32-250, 42-250 et 42-251 au catalogue.
- Enquête sur le commerce de détail, annuel, enquête 2422.
- Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, mensuel, enquête 2612, 72-002 au catalogue.
- ***Production des principaux minéraux du Canada***, mensuel, Énergie, Mines et Ressources Canada.

- Produits pétroliers raffinés, mensuel, enquête 2150, 45-004 au catalogue.
- Sociétés industrielles, statistique financière, trimestriel, enquête 2501, 61-003 au catalogue.
- Statistique financière des sociétés, fiche de données intégrées d'analyse financière, annuel, enquête 2508, 61-207 et 61-208 au catalogue.
- ***Statistiques fiscales***, annuel, Revenu Canada — Impôt.

Valeur de la variation matérielle des stocks agricoles et des céréales en circuit commercial

- Voir la section ci-dessus sur le revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole.

Exportations et importations de biens et services

Sources primaires et secondaires
- Commerce de marchandises au Canada, mensuel, enquête 2201, 65-004, 65-007, 65-202 et 65-203 au catalogue.
- Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, mensuel, enquête 2612, 72-002 au catalogue.
- ***Monthly Labor Review***, Bureau of Labour Statistics, Department of Labor, États-Unis.
- Opérations internationales de services, annuel, enquête 1533, 67-001 et 67-510 au catalogue.

Appendice II. Glossaire

Cet appendice contient la définition des termes employés dans les comptes des revenus et dépenses. Le lecteur trouvera dans le texte des explications additionnelles pour bon nombre de ces termes en se référant à l'index à la fin de l'ouvrage.[1] Les termes sont énumérés par ordre alphabétique et imprimés en italique et en gras, et les définitions suivent.

Agents économiques
Les agents économiques du système qui se livrent à des opérations touchant l'achat et la vente de biens et services et qui versent ou reçoivent des revenus de facteurs et des transferts.

Ajustement de la valeur des stocks
Différence entre la variation des valeurs comptables des stocks et la valeur de la variation matérielle des stocks, qui mesure le gain ou la perte en capital net réalisé par l'entreprise à la suite de variations de prix. Les gains ou pertes sur stocks se retrouvent dans les bénéfices des sociétés avant impôts et dans d'autres agrégats du revenu et doivent être enlevés en vue de mesurer la production courante.

Ajustement relatif aux transactions de céréales
Composante non répartie des bénéfices découlant des opérations de la Commission canadienne du blé. Cette partie du revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole est exclue du revenu personnel.

Autres transferts courants des particuliers aux administrations
La part des particuliers des licences et permis pour véhicules automobiles, les primes d'assurance-hospitalisation et d'assurance-maladie, divers licences et permis tels que les permis de chasse et de pêche, les licences de mariage, les amendes et pénalités et les dons aux hôpitaux.

Bénéfices des sociétés avant impôts
Les gains nets provenant de l'activité économique des sociétés privées. Ils sont mesurés après déduction d'une provision pour la consommation de capital fixe au cours de la période courante.

Bénéfices non versés des entreprises publiques
Bénéfices courants des entreprises publiques qui sont réinvestis au lieu d'être versés au secteur des administrations publiques.

Bénéfices versés des entreprises publiques
Bénéfices courants des entreprises publiques qui sont versés ou censés être versés au secteur des administrations publiques.

Biens de consommation durables
Biens acquis par les particuliers, utilisables en de multiples occasions et d'une durée utile anticipée bien supérieure à un an, tels que les véhicules et les gros appareils ménagers.

Biens de consommation non durables
Biens acquis par les particuliers, utilisables une seule fois, tels aliments, essence, boissons alcoolisées et tabac.

---

[1] La terminologie employée dans le SCN du Canada est conforme dans ses grandes lignes à la pratique internationale. Voir le *Glossaire des principaux termes utilisés* dans *Système de comptabilité nationale*, Études méthodologiques, série F, no. 2, rév. 3, Nations Unies, New York, 1970, pp. 232-242.

Biens de consommation semi-durables
Biens acquis par les particuliers, utilisables en de multiples occasions et d'une durée utile anticipée d'un an ou un peu plus d'un an, tels que les vêtements, les chaussures et le linge de maison.

Céréales en circuit commercial
Céréales détenues par la Commission canadienne du blé ou par des négociants privés.

Comptes de financement du capital
Opérations d'épargne, d'investissement et de prêt de chacun des quatre secteurs des comptes des revenus et dépenses: particuliers et entreprises individuelles, administrations publiques, sociétés et entreprises publiques, et non-résidents.

Comptes des revenus et dépenses (déboursés)
Comptes qui, du côté des revenus, enregistrent les revenus gagnés au compte de production et toutes les autres catégories de revenu obtenues de diverses sources par chaque secteur, sauf les revenus découlant des gains en capital (qui n'entrent pas dans la production courante); et qui, du côté des dépenses, enregistrent celles-ci sous forme de dépenses courantes en biens et services, de paiements de transfert et de revenus distribués.

Construction non résidentielle
Comprend l'érection de bâtiments industriels, commerciaux et institutionnels, la construction de routes, ponts, rues, voies ferrées et plateformes, docks et canaux, réseaux d'adduction d'eau et d'égouts, barrages et systèmes d'irrigation, centrales électriques et lignes de transmission, lignes téléphoniques, télégraphiques et câbles sous-marins, installations pétrolières et gazières, et cetera. Englobe la construction non résidentielle nouvelle mise en place, toutes les additions et rénovations majeures, et toutes les conversions et modifications entraînant des changements à la structure ou prolongeant la durée utile d'un actif existant au-delà de la durée normale. Les estimations comprennent les travaux à contrat et ceux effectués par la main-d'oeuvre de l'entreprise. Les dépenses au titre du matériel incorporé de façon permanente sont comprises, de même que les coûts associés à la préparation du site et à l'amélioration du terrain.

Construction résidentielle
Toutes les dépenses au titre de logements neufs, comprenant logements individuels, logements multiples et garages, les améliorations et modifications majeures, et les coûts de transfert tels frais juridiques et commissions immobilières.

Contributions officielles
Assistance économique et technique et aide alimentaire fournie aux pays en voie de développement par l'Agence canadienne de développement international plus l'aide fournie par les autres agences gouvernementales canadiennes et les organisations non gouvernementales.

Coût des facteurs
L'évaluation au coût des facteurs correspond aux coûts des facteurs de production. L'évaluation est exprimée en termes des frais du producteur plutôt que de l'acheteur. Elle exclut tous les impôts indirects comme les taxes de vente et d'accise, les droits de douanes et les impôts fonciers. Voir également l'évaluation aux ***prix du marché***.

Demande intérieure finale
Somme des dépenses personnelles en biens et services de consommation, des dépenses publiques courantes en biens et services et de l'investissement en capital fixe des administrations et des entreprises.

Dépenses personnelles en biens et services de consommation
Somme des dépenses en biens de consommation durables, semi-durables et non durables et en services de consommation. Les dépenses de voyage des Canadiens à l'étranger sont comprises et les dépenses de voyage des étrangers au Canada en sont déduites. Comprend aussi les dépenses de fonctionnement des universités, églises, syndicats, organisations de charité et autres organismes privés à but non lucratif traités comme des "associations de particuliers" dans les comptes. Les achats de biens usagés sont exclus mais les frais de service afférents à l'achat sont compris.

Dépenses publiques courantes en biens et services
Toutes les dépenses courantes en biens et services du secteur des administrations publiques, comprenant les salaires et traitements des employés de l'État et les autres achats de biens et services, sauf les biens de capital. La catégorie englobe également les dépenses militaires et une imputation pour la consommation de capital des actifs des administrations. Les dépenses sont nettes, c'est-à-dire mesurées après déduction des ventes aux autres secteurs.

Divergence statistique
Les estimations du produit intérieur brut aux prix du marché en termes de revenus et en termes de dépenses, égales par définition, sont des totaux calculés indépendamment. La différence entre ces deux totaux, appelée divergence statistique, est divisée en deux, une moitié étant soustraite de l'estimation la plus élevée, et l'autre ajoutée à l'estimation la plus basse.

Dividendes
Revenu payable ou recevable à l'égard de titres de propriété ou d'autres types de participation à la propriété de sociétés.

Entreprises publiques
Entreprises et organismes publics à but lucratif ou qui fonctionnent selon le principe du recouvrement des coûts et dont la motivation est semblable à celle des entreprises commerciales privées.

Épargne
Un poste d'équilibre dans les comptes des revenus et dépenses, égal au revenu courant d'un secteur moins ses dépenses courantes. Les revenus et les dépenses courantes comprennent les transferts courants mais excluent les provisions pour consommation de capital et les transferts de capitaux.

Épargne personnelle
Revenu personnel disponible moins dépenses personnelles en biens et services de consommation, moins transferts courants des particuliers aux sociétés et aux non-résidents.

Excédent ou déficit du Canada au titre des opérations courantes avec les non-résidents
Le solde du commerce en biens et services plus les revenus de placements nets reçus des non-résidents plus les transferts courants nets en provenance des non-résidents.

Excédent ou déficit du compte courant d'après la balance canadienne des paiements internationaux
Le surplus ou l'excédent du Canada au titre des opérations courantes avec les non-résidents plus la valeur nette des successions et des capitaux des migrants.

Exportations de biens et services
Recettes courantes provenant des exportations de marchandises, dépenses de voyage des non-résidents au Canada, crédits au titre du transport sur le compte canadien, et autres recettes provenant de services rendus aux non-résidents.

Exportations et importations d'invisibles
Recettes et paiements découlant des transactions en services entre résidents et non-résidents. Englobe les dépenses de voyage, les frais de transport ainsi que les services commerciaux, gouvernementaux et autres. Dans la balance des paiements internationaux, les invisibles comprennent également les revenus de placements et les transferts (paiements et recettes dans les deux cas).

Exportations et importations de marchandises
Recettes et paiements découlant des transactions portant sur la vente de biens meubles entre résidents et non-résidents.

Extérieur du Canada
Le territoire du Canada englobe non seulement les provinces et territoires mais aussi les ambassades et les bases militaires du Canada à l'étranger. Les revenus et dépenses se rapportant à ces dernières, comme les traitements des diplomates canadiens en poste à l'étranger, ainsi que les transferts courants des administrations aux non-résidents et ceux des non-résidents aux administrations figurent sous la rubrique "Extérieur du Canada" dans les tableaux supplémentaires sur les administrations des comptes économiques provinciaux.

Facteurs de production
Agents productifs qui, lorsque combinés, engendrent une production économique. Il existe, en gros, deux facteurs de production: le travail et le capital.

Gains et pertes en capital
Additions ou déductions du revenu résultant de la vente d'un actif à un prix supérieur ou inférieur à son prix d'acquisition. Les gains et pertes en capital sont exclus des comptes des revenus et dépenses parce qu'ils n'ont pas de rapport avec la production courante.

Hôpitaux
Les hôpitaux sont assignés à trois secteurs distincts dans les comptes des revenus et dépenses, en fonction du secteur qui en assume le contrôle ou la direction. Les hôpitaux possédés et gérés en propre par les gouvernements fédéral et provinciaux sont classés selon le cas dans le sous-secteur de l'administration fédérale ou celui des administrations provinciales. Les hôpitaux publics, laïques et religieux, définis comme des établissements indépendants à but non lucratif acceptant de recevoir tous les malades sans égard à leur capacité de payer, sont assignés au sous-secteur distinct des hôpitaux dans le secteur des administrations publiques. Enfin, les hôpitaux privés à but lucratif font partie du secteur des sociétés et des entreprises publiques.

Importations de biens et services
Paiements courants pour les importations de marchandises, dépenses de voyage des Canadiens à l'étranger, frais de transport encourus par le Canada au compte étranger, et autres paiements pour services rendus par les non-résidents.

Impôts directs
Transferts courants des particuliers, des entreprises individuelles, des sociétés et des entreprises publiques aux administrations sous forme d'impôts prélevés sur le revenu provenant d'un emploi, de la propriété, des gains en capital ou de toute autre source. Comprennent également les cotisations des employeurs et des salariés à l'assurance sociale, aux régimes de pensions de la fonction publique, au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec.

Impôts directs des particuliers
La portion des impôts directs correspondant à la somme des impôts sur le revenu des particuliers, des droits successoraux et impôts sur les biens transmis au décès et de transferts courants comme les cotisations des employeurs et salariés à la sécurité sociale, aux pensions de la fonction publique, au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec. Comprend les impôts versés à la fois par les particuliers et les entreprises individuelles.

Impôts directs des sociétés
La portion des impôts directs correspondant aux impôts dus sur le revenu des sociétés, répartis entre impôts perçus et excédent des impôts dus sur ceux perçus.

Impôts indirects
Impôts qui s'ajoutent au coût de production et se retrouvent probablement dans le prix du marché payé par l'acheteur, tels que les taxes de vente et d'accise, les droits à l'importation et les impôts fonciers. Les impôts fonciers entrent dans cette catégorie car ils représentent un coût d'entreprise pour les propriétaires (y compris les propriétaires-occupants qui, dans les comptes, sont considérés comme locataires de leur propre logement).

Indices de prix à pondération fixe
Également appelés indices "Laspeyres", il s'agit d'indices de prix dans lesquels un panier fixe de dépenses pour une période de référence donnée sert de pondération à l'indice agrégé à partir des indices de prix détaillés à chaque période.

Indices de prix en chaîne
Indices de prix dans lesquels les valeurs de l'indice agrégé pour deux périodes adjacentes, calculé à partir des indices de prix détaillés, font appel à la pondération du panier de dépenses de la première des deux périodes et où ces valeurs sont raccordées ensemble en une chaîne pour former l'indice.

Indices implicites de prix
Également appelés indices à pondération variable ou "Paasche" (sans être strictement de type Paasche), ces indices de prix sont un sous-produit de la procédure de déflation obtenu en divisant la série en valeur (mesurée en prix courants) par la série en volume (mesurée en prix constants).

Intérêts
Revenu payable ou recevable sur dépôts bancaires et autres dépôts, bons, obligations et autres emprunts, et sur les fonds de pension et les réserves actuarielles de l'assurance-vie.

Intérêts, dividendes et revenus divers de placements des particuliers
Gains sous forme d'intérêts et de dividendes versés par les sociétés, les administrations et les non-résidents aux particuliers. Comprend également les intérêts accumulés dans les régimes privés de pensions, les caisses d'assurance-vie et les intérêts sur les placements effectués par d'autres "associations de particuliers".

Intérêts et revenus divers de placements
Intérêts et revenus divers de placements des particuliers (sauf dividendes), plus revenus de placements des administrations (y compris les bénéfices nets de pertes des entreprises publiques), moins les revenus nets de placements reçus des non-résidents par les particuliers, les administrations et les entreprises publiques, moins le service de la dette publique en entier et la partie "transfert" des intérêts sur la dette de consommation. En l'absence d'information, cette dernière déduction est effectuée ici en entier, bien qu'en principe elle doive être partagée entre trois agrégats, à savoir celui-ci, les bénéfices des sociétés avant impôts et le revenu net des entreprises individuelles.

Intérêts sur la dette de consommation
Intérêts sur les engagements encourus par le secteur des particuliers envers celui des sociétés et entreprises publiques afin de financer des dépenses personnelles en biens et services de consommation; comprend deux parties: les frais d'administration, correspondant au coût des services rendus aux emprunteurs, et la partie "transfert" qui est obtenue de façon résiduelle.

Investissement des administrations publiques en capital fixe
Dépenses du secteur des administrations publiques en actifs durables neufs tels bâtiments, réseaux d'adduction d'eau, égouts, routes, ports, aéroports ainsi que machines et matériel. Sont exclus la construction à des fins de défense et le matériel militaire, qui sont traités comme dépenses courantes.

Investissement des administrations publiques en stocks
Variation du volume matériel des stocks évaluée aux prix moyens du marché au cours de la période. Comprend uniquement les stocks détenus par des organismes fédéraux de commercialisation comme la Commission canadienne du lait et les stocks d'uranium.

Investissement des entreprises en capital fixe
Dépenses du secteur des entreprises en biens matériels durables d'une durée utile anticipée d'un an ou plus et en bâtiments et travaux de génie de toute nature. Comprend aussi la construction résidentielle des particuliers, les améliorations et modifications apportées au stock de bâtiments et les coûts de transfert associés à la vente d'actifs existants.

Investissement des entreprises en stocks
Variation du volume matériel des stocks évaluée aux prix moyens du marché au cours de la période. La valeur comptable déclarée des stocks des entreprises est déflatée afin d'éliminer l'effet des variations de prix, et la variation "matérielle" obtenue est ensuite réévaluée aux prix moyens de la période courante pour obtenir la valeur de la variation matérielle.

Machines et matériel
Dépenses d'immobilisations en biens matériels durables d'une durée utile anticipée d'un an ou plus. Le matériel peut être enlevé sans modifier sensiblement le bâtiment dans lequel il se trouve. Les estimations englobent le coût d'installation, et non seulement le coût de livraison. Les paiements échelonnés au titre de machines lourdes telles que des aéronefs ou des navires sont comptabilisés en tant que dépenses de capital dans l'année où ils sont effectués, sans égard à la date de livraison du matériel.

Mauvaises créances, dons de charité et autres contributions
Transferts courants des sociétés aux particuliers sous forme d'annulation de dettes, dons de charité et autres contributions.

Paiements de transfert
Paiements sans contrepartie faisant intervenir un transfert unilatéral. Voir ***transferts courants*** et ***transferts de capitaux***.

Prêt net
Un poste d'équilibre dans les comptes de financement du capital, égal à l'épargne d'un secteur, plus ses provisions pour consommation de capital et ses transferts nets de capitaux, moins son investissement en capital fixe et en stocks.

Prix du marché
L'évaluation aux prix du marché est exprimée en termes des prix payés par l'acheteur. Elle comprend tous les impôts indirects tels que les taxes de vente et d'accise, les droits de douane et les taxes foncières, et prend en compte les subventions. Comparez avec évaluation au ***coût des facteurs***.

Produit intérieur brut
Valeur sans double compte de la production réalisée à l'intérieur des frontières du Canada, sans égard à la propriété des facteurs de production. Le produit intérieur brut peut être évalué au coût des facteurs ou aux prix du marché.

Produit national brut
Valeur sans double compte de la production par des facteurs de production canadiens, sans égard à l'endroit où elle est réalisée. Le produit national brut peut être évalué au coût des facteurs ou aux prix du marché.

Provisions pour consommation de capital
Provisions pour tenir compte de l'usure du capital dans le processus de production. Sont également compris ici les ajustements de valeur divers visant à rendre les documents comptables des entreprises conformes aux définitions de la comptabilité nationale. Parmi ces ajustements figurent une déduction pour les dépenses autres qu'en capital imputées au compte de capital par les entreprises, telles que les frais de courtage sur l'achat et la vente d'actions et d'obligations, et une addition des prestations versées par les compagnies d'assurance afin de compenser les pertes causées par les incendies et autres risques.

Recettes provenant des ventes des administrations aux entreprises
Recettes des administrations provenant des droits exigés pour certains biens et services achetés délibérément par les autres secteurs; comprend tout un éventail de frais visant à couvrir les coûts comme les droits d'atterrissage, les frais pour le service d'eau, les frais exigés pour l'obtention de documents gouvernementaux. Dans les comptes des revenus et dépenses, les ventes des administrations aux particuliers et aux entreprises individuelles ainsi qu'aux non-résidents sont comprises avec les ventes aux sociétés et aux entreprises publiques car il n'existe pas à l'heure actuelle de statistiques distinctes pour chacun des secteurs.

Régime de pensions du Canada et Régime de rentes du Québec
La partie du secteur des administrations qui concerne les opérations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, créés en 1966.

Rémunération des salariés
Somme des salaires et traitements, du revenu supplémentaire du travail et de la solde et des indemnités militaires.

Résidents canadiens
Personnes et institutions telles que sociétés, établissements à but non lucratif et agences gouvernementales, résidant normalement au Canada.

Retenues fiscales
Impôts retenus par le gouvernement du Canada sur certains revenus et paiements de services versés à des non-résidents, ou retenus par les gouvernements étrangers sur certains revenus ou paiements de services versés à des résidents canadiens.

Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole
Les ventes brutes de produits agricoles plus la valeur imputée de la production agricole consommée par l'exploitant et sa famille, plus la valeur de la variation matérielle des stocks agricoles, moins les dépenses d'exploitation agricoles et les provisions pour consommation de capital au titre des bâtiments et du matériel agricoles. Comprend également les revenus comptables (à la fois répartis et non répartis) des exploitants agricoles provenant des opérations de la Commission canadienne du blé. Les autres sources de revenu des agriculteurs, telles que les recettes sous forme de loyers nets ou d'intérêts, ne sont pas prises en compte. Comprend uniquement le revenu des exploitations agricoles individuelles.

Revenu intérieur net au coût des facteurs
Somme de tous les revenus engendrés par une activité productive au Canada, correspondant aux gains des facteurs de production, qu'ils soient de propriété canadienne ou étrangère. Comprend rémunération des salariés, bénéfices des sociétés avant impôts, intérêts et revenus divers de placements, revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole, revenu net des entreprises individuelles y compris les loyers et ajustement de la valeur des stocks. Diffère du PIB au coût des facteurs en ce qu'il exclut les provisions pour consommation de capital.

Revenu national net au coût des facteurs
Somme de tous les revenus engendrés par l'activité productive des facteurs de production canadiens sans égard à l'endroit où est réalisée la production. Comprend rémunération des salariés, bénéfices des sociétés avant impôts, intérêts et revenus divers de placements, revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole, revenu net des entreprises individuelles non agricoles y compris les loyers, ajustement de la valeur des stocks et revenus nets de placements reçus des non-résidents.

Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris
Gains des propriétaires individuels au titre de leur propre entreprise, sauf ceux des exploitants agricoles. Comprend le revenu net des entrepreneurs individuels tels consultants et commerçants et des membres indépendants de professions libérales tels médecins, dentistes, avocats et ingénieurs ainsi que le revenu net de loyer des particuliers (mais pas des sociétés). Le revenu net de loyer englobe les loyers payés et imputés, dépenses déduites, au titre de propriétés résidentielles et les loyers payés nets au titre de propriétés non résidentielles.

Revenu net reçu par les exploitants agricoles au titre de la production agricole
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole moins l'ajustement relatif aux transactions de céréales.

Revenu personnel
Somme de tous les revenus reçus par les particuliers résidant au Canada, qu'il s'agisse de gains de facteurs au titre de la production courante ou de transferts courants de revenu en provenance des administrations publiques et d'autres secteurs. Comprend également les revenus de placements accumulés au nom des particuliers par les compagnies d'assurance-vie, les régimes privés de pensions et des institutions semblables de même que les revenus de placements d'établissements privés à but non lucratif tels universités, syndicats, organisations politiques et de charité.

Revenu personnel disponible
Revenu personnel moins impôts directs des particuliers et autres transferts courants des particuliers aux administrations.

Revenu supplémentaire du travail
Cotisations obligatoires des employeurs aux caisses d'indemnisation des accidents de travail et à l'assurance sociale (soit l'assurance-chômage, le Régime de pensions du Canada, le Régime de rentes du Québec et les taxes sur la masse salariale au Québec et en Ontario qui servent à financer le régime provincial d'assurance-maladie) et contributions volontaires des employeurs en faveur de leurs employés à des régimes d'assurance privés et publics (maladie, soins dentaires et invalidité à court et à long terme).

Revenus de placements nets reçus des non-résidents
Revenus de placements reçus des non-résidents moins revenus de placements versés aux non-résidents.

Revenus de placements reçus des non-résidents
Revenus de placements gagnés par les résidents canadiens sur leurs actifs à l'étranger, incluant toutes les retenues fiscales applicables. Comprend intérêts, dividendes et autres types de recettes comme les gains nets des banques canadiennes sur des transactions de devises étrangères et les revenus nets des compagnies d'assurance canadiennes sur leurs opérations à l'étranger.

Revenus de placements versés aux non-résidents
Revenus de placements sur des engagements canadiens versés à des non-résidents, incluant toutes les retenues fiscales applicables. Comprend intérêts, dividendes et autres types de paiements comme les dépenses nettes des banques canadiennes sur des transactions de devises étrangères et les revenus nets des compagnies d'assurance étrangères sur leurs opérations au Canada.

Salaires et traitements
Tous les gains des résidents canadiens provenant d'un emploi, versés en espèces ou en nature, pour un travail exécuté et avant déduction des impôts sur le revenu et des cotisations à l'assurance-chômage, aux régimes de pensions et autres régimes d'assurance sociale. Comprend aussi solde et indemnités militaires, commissions, pourboires et gratifications, rémunération des directeurs et certaines allocations imposables telles indemnités de vie chère, de vacances et de congé de maladie. Exclut les cotisations obligatoires et les contributions volontaires des employeurs en faveur des employés aux régimes de pensions et aux régimes privés et publics d'assurance sociale qui sont traités comme revenu supplémentaire du travail.

Secteur des administrations publiques
Tous les ministères, agences et fonds généraux (budgétaires et non budgétaires) des administrations fédérale, provinciales et locales, y compris les commissions scolaires élémentaires et secondaires administrées localement, plus les hôpitaux à but non lucratif, le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec.

Secteur des entreprises
Tous les agents économiques produisant des biens et services destinés à être vendus à un prix censé couvrir le coût de production. Comprend sociétés, entreprises individuelles, membres indépendants de professions libérales et entreprises publiques. Les particuliers possédant des logements sont traités comme des entrepreneurs en ce qui concerne leur activité à titre de propriétaires, qu'ils occupent ou non leur propre logement. De même, les institutions privées à but non lucratif sont traitées comme des entreprises commerciales lorsqu'elles procèdent à des investissements, bien que leurs opérations courantes soient prises en compte dans le secteur des particuliers.

Secteur des entreprises individuelles
Tous les agents du secteur des entreprises qui ne sont pas légalement constitués en sociétés.

Secteur des non-résidents
Tous les agents économiques qui résident normalement à l'étranger.

Secteur des particuliers
Tous les particuliers, ménages et organisations privées à but non lucratif tels organismes de charité, syndicats, organisations professionnelles, sociétés de secours mutuel et universités. Comprend aussi les régimes privés de pensions et les revenus de placements des compagnies d'assurance-vie.

Secteur des particuliers et des entreprises individuelles
Tous les agents du secteur des particuliers plus les agents du secteur des entreprises individuelles. Les opérations du secteur des entreprises individuelles sont consolidées avec celles du secteur des particuliers dans les comptes des revenus et dépenses parce qu'il est difficile, dans le cas des entreprises individuelles, d'établir la distinction entre la portion de leur revenu net prélevée pour consommation personnelle et celle retenue à des fins d'investissement.

Secteur des sociétés et des entreprises publiques
Tous les agents du secteur des entreprises qui sont légalement constitués en sociétés, plus les entreprises publiques.

Service de la dette publique
Intérêts sur les engagements du secteur des administrations publiques.

Services de consommation
Dépenses des particuliers au titre de services tels loyers bruts (y compris la valeur locative des logements occupés par leur propriétaire), loisirs, transports, soins médicaux, garde des enfants, hôtels et restaurants.

Solde du commerce en biens et services
Exportations de biens et services moins importations de biens et services.

Solde et indemnités militaires
La partie de la rémunération des salariés qui consiste en paiements aux membres des Forces armées en service au Canada et à l'étranger. Comprend la solde militaire, diverses indemnités et les contributions de l'employeur aux régimes de pensions et à d'autres bénéfices. Les allocations aux anciens combattants en sont exclues et sont traitées plutôt comme paiements de transfert.

Stocks agricoles
Production agricole détenue sur les fermes; comprend céréales, tabac, pommes de terre et bétail.

Stocks commerciaux non agricoles
Stocks de matières brutes, de produits en cours et de produits finis détenus par les sociétés, les entreprises individuelles non agricoles et les entreprises publiques.

Subventions
Transferts des administrations aux entreprises individuelles ou constituées en sociétés visant les coûts de production courants. Ces transferts sont traités comme des additions au revenu des producteurs au titre de la production courante parce qu'ils sont reliés au volume ou à la valeur de la production réalisée, exportée ou consommée.

Subventions d'équipement
Transferts des administrations aux entreprises individuelles ou constituées en sociétés, afin d'encourager l'investissement en capital fixe et l'amélioration des installations existantes. Comprend divers programmes d'encouragement comme le Programme d'isolation thermique des résidences, le Programme d'encouragement du secteur pétrolier et les subventions pour la construction de navires commerciaux et de bateaux de pêche.

Successions et capitaux des migrants
Les capitaux propres des immigrants ou des émigrants, représentant les capitaux apportés au Canada à l'arrivée ou quittant le Canada au départ, ou les sommes censées être transférées à une date ultérieure, plus les héritages versés à des résidents canadiens par des non-résidents ou vice versa.

Transferts courants
Transferts de revenus entre agents, diminuant le revenu courant du payeur et s'ajoutant au revenu courant du bénéficiaire.

Transferts courants des administrations aux entreprises
Subventions et subventions d'équipement aux sociétés, aux entreprises individuelles et aux entreprises publiques.

Transferts courants des administrations aux entreprises individuelles
Subventions d'équipement aux entreprises individuelles.

Transferts courants des administrations aux non-résidents
Contributions officielles et versements de pensions aux non-résidents.

Transferts courants des administrations aux particuliers
Comprend des paiements tels allocations familiales, prestations d'assurance-chômage et de sécurité de la vieillesse, bourses et subventions de recherche, allocations de bien-être social, subventions aux institutions privées à but non lucratif et aux établissements d'enseignement post-secondaire, pensions de la fonction publique et pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec.

Transferts courants des administrations aux sociétés et aux entreprises publiques
Subventions d'équipement aux sociétés et aux entreprises publiques.

Transferts courants des non-résidents aux administrations
Retenues fiscales versées au gouvernement du Canada par les non-résidents.

Transferts courants des non-résidents aux particuliers
Versements des particuliers et autres contributions en provenance de l'étranger.

Transferts courants des particuliers aux non-résidents
Versements des particuliers et retenues fiscales versées à l'étranger.

Transferts courants des particuliers aux sociétés
La partie "transfert" des intérêts sur la dette de consommation. (Voir ***intérêts sur la dette de consommation***).

Transferts courants des particuliers et des entreprises individuelles aux administrations
Impôts directs des particuliers et des entreprises individuelles et autres transferts courants des particuliers aux administrations.

Transferts courants des sociétés et des entreprises publiques aux administrations
Impôts directs versés par les sociétés et les entreprises publiques.

Transferts courants des sociétés et des entreprises publiques aux non-résidents
Retenues fiscales versées aux gouvernements étrangers par les sociétés et les entreprises publiques.

Transferts courants des sociétés et des entreprises publiques aux particuliers
Mauvaises créances, dons de charité et autres contributions.

Transferts courants nets en provenance des non-résidents
Tous les transferts courants des non-résidents moins tous les transferts courants aux non-résidents.

Transferts de capitaux
Transferts destinés à financer l'investissement, d'autres formes d'accumulation ou de dépense à long terme du bénéficiaire, ou qui proviennent du patrimoine ou de l'épargne du donateur.

Usines et matériel
La somme de l'investissement des entreprises en construction non résidentielle et en machines et matériel.

Valeur nette des successions et des capitaux des migrants
Successions et capitaux des immigrants reçus au Canada de l'étranger, moins successions et capitaux des émigrants transférés du Canada aux autres pays.

Versements des particuliers
Pensions versées à des résidents canadiens par des gouvernements étrangers plus autres transferts des non-résidents à des résidents canadiens ou des résidents canadiens (notamment les institutions religieuses, charitables ou d'enseignement) à des non-résidents.

Appendice III. Liste des abréviations

Cet appendice contient une liste des abréviations employées dans cet ouvrage et ailleurs dans les comptes des revenus et dépenses. Le lecteur trouvera une explication approfondie de bon nombre de ces termes dans le glossaire (Appendice II) ou dans le texte en se référant à l'index à la fin de l'ouvrage.

AGR	revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole
AVS	ajustement de la valeur des stocks
BCDD	base centrale des données
BSIF	Bureau du surintendant des institutions financières
CECC	céréales en circuit commercial
CM	coût moyen (méthode d'évaluation des stocks)
CRD	comptes des revenus et dépenses
DEPS	dernier entré, premier sorti (méthode d'évaluation des stocks)
DOFI	Division de l'organisation et des finances de l'industrie (de Statistique Canada)
EERH	enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail
EPA	enquête sur la population active
FAMEX	enquête sur les dépenses des familles
FMI	Fonds monétaire international
FOB	franco à bord (au point de chargement)
IIP	indice implicite de prix
IMP	impôts indirects moins subventions
INDIV	revenu net des entreprises individuelles, loyers compris
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques (de France)
INT	intérêts et revenus divers de placements
INTNR	revenus de placements nets reçus des non-résidents
IPC	indice des prix à la consommation
IPCH	indice de prix en chaîne
IPMM	indice des prix des machines et du matériel
IPPF	indice de prix à pondération fixe
IPPI	indice des prix des produits industriels
MP	moindre prix (méthode d'évaluation des stocks)
OCDE	Organisation pour la coopération et le développement économiques
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PCC	provisions pour consommation de capital
PEPS	premier entré, premier sorti (méthode d'évaluation des stocks)
PIB	produit intérieur brut aux prix du marché
PIBCF	produit intérieur brut au coût des facteurs
PIN	produit intérieur net aux prix du marché
PINCF	produit intérieur net au coût des facteurs
PNB	produit national brut aux prix du marché
PNBCF	produit national brut au coût des facteurs
PROF	bénéfices des sociétés avant impôts
RPC	Régime de pensions du Canada
RRQ	Régime de rentes du Québec
SAL	rémunération des salariés
SCHL	Société canadienne d'hypothèques et de logement
SCN	système de comptabilité nationale
SH	système harmonisé (nomenclature internationale du commerce de marchandises)
SIA	Service inter-agences (de l'Association canadienne de l'immeuble)
TDC	trimestre de dominance cyclique
VVM	valeur de la variation matérielle des stocks

Appendice IV. Bibliographie

Cette bibliographie porte sur la théorie, l'histoire et la pratique courante en matière de comptabilité nationale et régionale tant au Canada qu'à l'étranger. Elle se divise en trois sections:

- Publications des CRD
- Autres références sur le SCN du Canada
- Références générales sur la comptabilité nationale

La dernière section, de loin la plus longue, contient des références sur des sujets comme la théorie des indices de prix, l'économie non recensée, l'extension des comptes nationaux et les révisions apportées aux estimations des comptes nationaux dans les autres pays.

Publications courantes et historiques des CRD

Bureau fédéral de la statistique, *National income of Canada, 1919-1938, Part 1*, 13-502B au catalogue, 1941, hors série.

———, *National Accounts Income and Expenditure, 1938-1945*, 13-201 au catalogue, avril 1946, hors série.

———, *National Accounts Income and Expenditure, 1926-1950*, 13-502A au catalogue, 1952, hors série.

———, *Government Transactions Related to the National Accounts, 1926-1951*, BFS document de référence numéro 39, 13-D-20 au catalogue, décembre 1952, hors série.

———, *National Accounts Income and Expenditure, by Quarters, 1947-1952*, 13-501 au catalogue, 1953, hors série.

———, *National Accounts Income and Expenditure, by Quarters, 1947-1957*, 13-511 au catalogue, avril 1959, hors série.

———, *National Accounts Income and Expenditure, 1926-1956*, 13-502 au catalogue, février 1962, hors série.

———, *National Accounts Income and Expenditure, by Quarters, 1947-1961*, 13-519 au catalogue, août 1962, hors série.

———, *National Income and Expenditure Accounts, 1926-1968*, août 1969, hors série.

Statistique Canada, *Les comptes nationaux des revenus et dépenses, volume 1, Les estimations annuelles, 1926-1974*, 13-531 au catalogue, mars 1976, hors série.

———, *Les comptes nationaux des revenus et dépenses, volume 2, Les estimations trimestrielles, 1947-1974*, 13-533 au catalogue, février 1976, hors série.

———, *Les comptes nationaux des revenus et dépenses, volume 3, Guide des comptes nationaux des revenus et dépenses (Définitions-Concepts-Sources-Méthodes)*, 13-549F au catalogue, septembre 1975, hors série.

———, *Comptes économiques provinciaux, Édition historique, 1961-1986*, 13-213S au catalogue, juin 1988, hors série.

———, *Comptes nationaux des revenus et dépenses, Estimations annuelles, 1926-1986*, 13-531 au catalogue, juin 1988, hors série.

———, *Comptes nationaux des revenus et dépenses, Estimations trimestrielles, 1947-1986*, 13-533 au catalogue, février 1989, hors série.

———, *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, 13-001 au catalogue, trimestriel.

———, *Comptes nationaux des revenus et dépenses, Estimations annuelles*, 13-201 au catalogue, annuel.

———, *Comptes économiques provinciaux, Estimations annuelles*, 13-213 au catalogue, annuel.

———, *Comptes économiques provinciaux, Estimations préliminaires*, 13-213P au catalogue, annuel.

Autres références sur le SCN du Canada

Statistics Canada, ***Comptes des flux financiers***, 13-002 au catalogue, trimestriel.

————, ***Comptes des flux financiers: Données préliminaires***, 13-002P au catalogue, trimestriel.

————, ***Les comptes des flux financiers et bilan national***, 13-214 au catalogue, annuel.

————, ***Guide des comptes des flux financiers et des comptes du bilan national (Définitions-Concepts-Sources-Méthodes)***, 13-585F au catalogue, février 1989, hors série.

————, ***Guide de l'utilisation pour le Système de comptabilité nationale du Canada***, 13-589F au catalogue, novembre 1989, hors série.

————, ***Produit intérieur brut par industrie***, 15-001 au catalogue, mensuel. (L'édition de juin contient, en appendice, un exposé sur les sources et méthodes ainsi qu'une évaluation de la qualité des estimations mensuelles du produit intérieur brut par industrie.)

————, ***La structure par entrées-sorties de l'économie canadienne***, 15-201 au catalogue, annuel.

————, ***La structure par entrées-sorties de l'économie canadienne en prix constants***, 15-202 au catalogue, annuel.

————, ***Produit intérieur brut provincial par industrie***, 15-203 au catalogue, annuel.

————, ***Mesures globales de productivité***, 15-204 au catalogue, annuel.

————, ***La structure par entrées-sorties de l'économie canadienne, 1961-1981***, 15-510 au catalogue, hors série.

————, ***La structure par entrées-sorties de l'économie canadienne en prix constants, 1961-1981***, 15-511 au catalogue, hors série.

————, ***Produit intérieur brut par industrie (1981=100), 1961-1980***, 15-512 au catalogue, hors série.

————, ***Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux***, 67-001 au catalogue, trimestriel.

————, ***Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux, Données préliminaires***, 67-001P au catalogue, trimestriel.

————, ***Bilan des investissements internationaux du Canada***, 67-202 au catalogue, annuel.

————, ***Bilan des investissements internationaux du Canada, Données préliminaires***, 67-202P au catalogue, annuel.

————, ***Les transactions internationales de services du Canada***, 67-203 au catalogue, annuel.

————, ***La balance des paiements et le bilan des investissements internationaux du Canada: Description des sources et des méthodes***, 67-506F au catalogue, hors série.

Références générales sur la comptabilité nationale

Adams, F.G., et P.E. De Janosi, "On the Statistical Discrepancy in the Revised U.S. National Accounts," ***Journal of the American Statistical Association***, volume 61, 1966, pp. 1219-1229.

Adler, Hans J., "Approaches to Regional Economic Accounting in Canada," ***Review of Income and Wealth***, volume 16, juin 1970, pp. 185-208.

————, "Selected Problems of Welfare and Production in the National Accounts," ***Review of Income and Wealth***, volume 28, juin 1982, pp. 121-132.

Al, P.G., G.P. Den Bakker, B.M. Balk et S. De Boer, "The Use of Chain Indices for Deflating the National Accounts," ***Statistical Journal of the United Nations***, ECE 4, 1986, pp. 347-368.

Alberta Bureau of Statistics, ***Alberta Economic Accounts***, Edmonton, annuel.

Allen, R.G.D., ***Index Numbers in Theory and Practice***, Londres: MacMillan Press, 1975.

Arangio-Ruiz, Grazia Giacopini, ***Mesure du volume de l'emploi non déclaré***, doc. MAS/WP 7 (80) 3, Paris: OCDE, mars 1980.

Archambault, Edith, et Oleg Arkhipoff, (éds.), ***Études de comptabilité nationale***, Paris: Economica, 1986.

Archambault, Edith, et Xavier Greffe, "Les Économies non officielles," ***La Découverte***, Paris, 1984.

Arkhipoff, Oleg, "Le paradigme de la mesure et la fiabilité de la comptabilité nationale," ***Journal de la Société de Statistique de Paris***, volume 125, 1984, pp. 25-41.

————, "Formalisme comptable: de la comptabilité d'entreprise à la comptabilité nationale," ***Journal de la Société de Statistique de Paris***, volume 125, 1984, pp. 164-185.

————, ***Peut-on mesurer le bien-être national?*** Collections de l'INSEE, série C, numéro 41, Paris: INSEE, 1976.

Arvay, J. "Problems of Determining and Measuring the Reliability of the National Accounts: Hungary's Experiences," ***Review of Income and Wealth***, volume 20, mars 1974, pp. 55-69.

Australian Bureau of Statistics, ***Australian National Accounts, Concepts, Sources and Methods***, 5216.0 au catalogue, Canberra: Commonwealth Government Printer, mai 1990.

Bailey, Martin J., ***National Income and the Price Level***, New York: McGraw-Hill, 1962.

Baily, Martin N., et Robert J. Gordon, "The Productivity Slowdown, Measurement Issues and the Explosion of Computer Power," ***Brookings Papers on Economic Activity***, volume 2, 1988, pp. 347-420.

Barthelemy, Philippe, "Travail au noir et économie souterraine: un état de la recherche," ***Travail et Emploi***, volume 12, 1982.

————, "The Macroeconomic Estimates of the Hidden Economy," ***Review of Income and Wealth***, volume 34, juin 1988, pp. 183-208.

Benard, J., ***Comptabilité nationale et modèles de politique économique***, Paris: Presses Universitaires de France, 1972.

Berger, Seymour, "L'économie non recensée: concepts, méthodes et estimations préliminaires pour le Canada, 1981," ***Revue statistique du Canada***, Statistique Canada, 11-003F au catalogue, avril 1986, pp. vi-xxvi.

Bertram, G.W., "Economic Growth in Canadian Industry, 1870-1915: The Staple Model and the Take-off Hypothesis," ***Canadian Journal of Economics and Political Science***, volume 29, 1963, pp. 159-184.

————, "Historical Statistics on Growth and Structure of Manufacturing in Canada, 1870-1957," ***Conference on Statistics***, Association canadienne de science politique, 1962.

————, "The Relevance of the Wheat Boom in Canadian Economic Growth," ***Revue canadienne d'Économique***, volume 6, novembre 1973, pp. 545-566.

Bhatia, Kul B., "Accrued Capital Gains, Personal Income and Saving in the United States, 1948-1964," ***Review of Income and Wealth***, volume 16, décembre 1970, pp. 363-378.

Bjerke, K. "The Preliminary and Final Figures of the Danish National Accounts," ***Review of Income and Wealth***, volume 20, septembre 1974, pp. 333-347.

Blades, Derek, "L'économie souterraine et les comptes nationaux," ***Perspectives économique de l'OCDE***, Paris: OCDE, juin 1982, pp. 28-45.

Bonin, J.M., "Seasonality and Economic Analysis," ***Southern Economic Journal***, volume 34, janvier 1968, pp. 383-391.

Boskin, M.J., M.S. Robinson et Alan Huber, "Government Saving, Capital Formation and Wealth in the United States, 1947-85," dans Lipsey, Robert E., et Helen Tice, (éds.), ***The Measurement of Saving, Investment and Wealth***, Chicago: University of Chicago Press et National Bureau of Economic Research, 1989, pp. 287-353.

Box, G.E.P., et G.M. Jenkins, ***Time Series Analysis Forecasting and Control***, San Francisco: Holden Day, 1970.

Britton, A., et D. Savage, "The Three Measures of GDP," ***National Institute Economic Review***, volume 107, février 1984, pp. 54-59.

Bryant, C.G.E., et D.L. Daniel, "The Effects of Rebasing on the Estimates of Gross Domestic Product," ***Economic Trends***, janvier 1989, pp. 118-127.

Buckley, Kenneth A.H., "The Role of Staple Industries in Canada's Economic Development," ***Journal of Economic History***, volume 18, décembre 1958, pp. 439-450.

————, ***Capital Formation in Canada, 1886-1930***, Toronto: University of Toronto Press, 1951.

Bureau de la statistique du Québec, ***Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, Estimations trimestrielles, sources et méthodes: exposé sommaire***, Québec, 1984.

————, ***Comptes économiques des revenus et des dépenses, Estimations annuelles***, Québec, annuel.

————, ***Comptes économiques du Québec, Estimations trimestrielles***, Québec, trimestriel.

Bureau of Statistics, ***Income and Expenditure Accounts, Northwest Territories, 1977-1986***, Yellowknife, août 1988.

Bureau of Statistics, ***Yukon Economic Accounts, 1977-1987***, Whitehorse, juillet 1989.

Burman, J.P., "Moving Seasonal Adjustment of Economic Time Series," ***Journal of the Royal Statistical Society***, série A, volume 128, 1965, pp. 534-558.

Carson, Carol, "GNP: An Overview of Source Data and Estimating Methods," ***Survey of Current Business***, volume 67, juillet 1987, pp. 103-126.

————, "The History of the United States National Income and Product Accounts: the Development of an Analytical Tool," ***Review of Income and Wealth***, volume 21, juin 1975, pp. 153-182.

————, "The Underground Economy: An Introduction," ***Survey of Current Business***, volume 64, mai 1984, pp. 21-37 et juillet 1984, pp. 106-117.

Cartwright, David W., "Improved Deflation of Purchases of Computers," ***Survey of Current Business***, volume 66, mars 1986, pp. 7-9.

————, et Scott D. Smith, "Deflators for Purchases of Computers in GNP: Revised and Extended Estimates, 1983-1988," ***Survey of Current Business***, volume 68, novembre 1988, pp. 22-23.

Caves, D.W., L.R. Christensen et W.E. Diewert, "The Economic Theory of Index Numbers and the Measurement of Input, Output and Productivity," ***Econometrica***, volume 50, 1982, pp. 1393-1414.

Central Statistical Office of the United Kingdom, ***Regional Accounts***, Studies in Official Statistics, numéro 31, Londres: HMSO, 1978.

————, ***National Accounts Sources and Methods***, troisième édition révisée, Studies in Official Statistics, numéro 37, Londres: HMSO, 1985.

Central Statistics Bureau, ***British Columbia Economic Accounts, 1961-1989***, Victoria, 1990.

Chadeau, Anne, "Measuring Household Activities: Some International Comparisons," ***Review of Income and Wealth***, volume 31, septembre 1985, pp. 237-253.

————, et Annie Fouquet, "Le travail domestique, essai de quantification," ***Archives et documents***, numéro 32, Paris: INSEE, août 1981.

Chari, M.V., et R.H. Frank, "The Development of Ontario Economic Accounts," ***Ontario Economic Review***, volume 8, novembre-décembre 1970, pp. 5-17.

Chow, G.C., et A. Lin, "Best Linear Unbiased Interpolation, Distribution and Extrapolation of Time Series by Related Series," ***Review of Economics and Statistics***, volume 53, 1971, pp. 372-375.

Cleveland, W.P., et G.C. Tiao, "Decomposition of Seasonal Time Series: A Model for the Census X11 Program," ***Journal of the American Statistical Association***, volume 71, 1976, pp. 581-587.

Clift, Barbara, "Les composantes de l'épargne personnelle," ***L'Observateur économique canadien***, Statistique Canada, 11-010 au catalogue, novembre 1988, pp. 3.1-3.16.

————, et Stewart Wells, "La fiabilité des estimations des comptes nationaux du Canada," ***L'Observateur économique canadien***, Statistique Canada, 11-010 au catalogue, février 1990, pp. 3.1-3.18.

Coats, R.H., "Beginnings in Canadian Statistics," ***Canadian Historical Review***, volume 27, juin 1946, pp. 109-130.

————, "Canadian Trade Statistics; Imports and Exports: What They Are; How to Use Them," ***Journal of the Canadian Bankers Association***, volume 33, avril 1926, pp. 308-317 et juillet 1926, pp. 431-448.

————, "Fifty Years of Statistical Progress," dans ***Fifty Years Retrospect: Anniversary volume, 1882-1932***, Royal Society of Canada, Toronto: University of Toronto Press, 1932, pp. 77-83.

————, "Statistics Come of Age," ***Canadian Journal of Economics and Political Science***, volume 2, août 1936, pp. 269-287.

————, ***Wholesale Prices in Canada, 1890-1909***, Ottawa: Imprimeur du Roi, 1910.

Cole, Rosanne, ***Errors in the Provisional Estimates of Gross National Product***, Princeton: National Bureau of Economic Research, 1969.

————, Y.C. Chen, J.A. Barquin-Stolleman, E. Dulberger, N. Helvacian et J.H. Hodge, "Quality-Adjusted Price Indexes for Computer Processors and Selected Peripheral Equipment," ***Survey of Current Business***, volume 66, janvier 1986, pp. 41-50.

Collet, J.Y., H. Delestre, et P. Teillet, "Travail et capital dans les comptes nationaux," ***Économie et Statistique***, numéro 127, novembre 1980, pp. 7-19.

Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada, ***Rapport***, volumes 1, 2 et 3, Ottawa: Gouvernement du Canada, Ministre des Approvisionnements et Services Canada, 1985.

Conference Board du Canada, ***The Provincial Economies, 1961-1978 Data***, supplément au Quarterly Provincial Forecast, 1979.

Courbis, R., et P. Temple, ***La Méthode des "comptes de surplus" et ses applications macro-économiques***, Collections de l'INSEE, série C, numéro 35, Paris: INSEE, juillet 1975.

Creamer, Daniel, Rosanne E. Cole, Edward F. Denison, Raymond W. Goldsmith, Alan Greenspan et John W. Kendrick, ***Gross National Product Data Improvement Project Report***, Report of the Advisory Committee on Gross National Product Data Improvement, United States Department of Commerce, Washington, DC: U.S. Government Printing Office, octobre 1977.

Cremeans, John E., "Conceptual and Statistical Issues in Developing Environmental Measures — Recent U.S. Experience," ***Review of Income and Wealth***, volume 23, juin 1977, pp. 97-115.

Crozier, Robert B., "The Treatment of Interest on the Public Debt in the National Accounts," ***Canadian Journal of Economics and Political Science***, volume 25, novembre 1959, pp. 501-503.

Curtis, C.A., K.W. Taylor et H. Michell, ***Statistical Contributions to Canadian Economic History***, volumes 1 et 2, Toronto: Hunter-Rose Publishers, 1931.

De Janosi, P.E., "A Note on Provisional Estimates of the Gross National Product and its Major Components," ***Journal of Business***, volume 34, 1961, pp. 495-499.

De Leeuw, Frank, "An Indirect Technique for Measuring the Underground Economy: A Note on Revised Data," ***Survey of Current Business***, volume 24, septembre 1986, pp. 21-26.

————, "Conflicting Measures of Private Savings," ***Survey of Current Business***, volume 22, novembre 1984, pp. 17-23.

Denison, Edward F., "Is U.S. Growth Understated Because of the Underground Economy? Employment Ratios Suggest Not," ***Review of Income and Wealth***, série 28, mars 1982, pp. 1-16.

————, "Welfare Measures and the GNP," ***Survey of Current Business***, volume 51, janvier 1971, pp. 13-16, 39.

Denizot, F.-B., et V. Levy-Garboua, "Le Problème de l'agrégation; un essai de synthèse," ***Revue Economique***, volume 27, janvier 1972, pp. 20-53.

Denny, M.G.S., et J.A. Sawyer, "Revising the National Accounts," ***Revue canadienne d'Économique***, volume 9, novembre 1976, pp. 720-732.

Denton, Frank T., "Adjustment of Monthly or Quarterly Series to Annual Totals: An Approach Based on Quadratic Minimization," ***Journal of the American Statistical Association***, volume 66, 1971, pp. 99-102.

————, et E.H. Oksanen, "A Multi-Country Analysis of the Effects of Data Revisions on an Econometric Model," ***Journal of the American Statistical Association***, volume 67, juin 1972, pp. 286-291.

————, et E.H. Oksanen, "Data Revisions and Forecasting Accuracy: An Econometric Analysis Based on Preliminary and Revised National Accounting Estimates," ***Review of Income and Wealth***, volume 19, décembre 1973, pp. 437-452.

————, et J. Kuiper, "The Effect of Measurement Errors on Parameter Estimates and Forecasts: A Case Study Based on the Canadian Preliminary National Accounts," ***Review of Economics and Statistics***, volume 47, mai 1965, pp. 198-206.

Deutsch, John J., "War Finance and the Canadian Economy, 1914-1920," ***Canadian Journal of Economics and Political Science***, volume 6, novembre 1940, pp. 525-542.

Diewert, W.E., "Exact and Superlative Index Numbers," ***Journal of Econometrics***, volume 4, 1976, pp. 115-145.

————, "The Economic Theory of Index Numbers: A Survey," ***Essays in the Theory and Measurement of Consumer Behaviour in Honour of Sir Richard Stone***, éd. A. Deaton, Cambridge: Cambridge University Press, 1981.

————, "La théorie de l'Indice du coût de la vie et la mesure de la variation du bien-être," dans Diewert, W.E., et C. Montmarquette, (éds.), ***La mesure du niveau des prix: Actes du colloque tenu sous l'égide de Statistique Canada***, Statistique Canada, 62-602 au catalogue, 1983, pp. 163-233.

Divisia, F., "L'indice monétaire et la théorie de la monnaie," ***Revue d'économie politique***, volume 39, 1925, pp. 980-1008.

Drechsler, László, "Problems of Recording Environmental Phenomena in National Accounting Aggregates," ***Review of Income and Wealth***, volume 22, septembre 1976, pp. 239-252.

Duprat, Henri, "Problèmes posés par les nomenclatures et l'agrégation," ***Économie industrielle, problématique et méthodologie***, Paris: Economica, 1982, pp. 75-81.

Eichhorn, W., et J. Voeller, "Bases axiomatiques des Indices de prix et des parités de pouvoir d'achat," dans Diewert, W.E., et C. Montmarquette, (éds.), ***La mesure du niveau des prix: Actes du colloque tenu sous l'égide de Statistique Canada***, Statistique Canada, 62-602 au catalogue, 1983, pp. 411-450.

Eisenpress, H., "Regression Techniques Applied to Seasonal Corrections and Adjustments for Calendar Shifts," ***Journal of the American Statistical Association***, volume 51, 1956, pp. 615-621.

Eisner, Robert, "Divergences of Measurement and Theory and Some Implications for Economic Policy," ***American Economic Review***, volume 79, mars 1989, pp. 1-13.

————, "Extended Accounts for National Income and Product," ***Journal of Economic Literature***, volume 26, décembre 1988, pp. 1611-1684.

————, "The Total Incomes System of Accounts," ***Survey of Current Business***, volume 23, janvier 1985, pp. 24-35.

————, "Total Incomes in the United States, 1959 and 1969," ***Review of Income and Wealth***, volume 24, mars 1978, pp. 41-70.

————, ***How Real is the Federal Deficit?*** New York: The Free Press, 1986.

————, ***The Total Incomes System of Accounts***, Chicago: University of Chicago Press, 1989.

Emery, B.J., et G.J. Garston, "The Measurement of Constant Price Aggregates in Canada," ***Review of Income and Wealth***, volume 15, mars 1969, pp. 1-32.

Eslami-Dizdjeh, M., "Applications régionales de la comptabilité économique," ***Cahiers de l'ISEA***, série L, numéro 16, février 1966.

Feige, Edgar, "How Big is the Irregular Economy?" ***Challenge***, volume 22, novembre-décembre 1979, pp. 5-13.

————, "Sweden's Laffer Curve: Taxation and the Unobserved Economy," ***Scandinavian Journal of Economics***, volume 85, 1983, pp. 499-519.

————, "The Theory and Measurement of the Unobserved Economy: Causes, Consequences and Implications," dans H. Walker (éd.), ***Taxation: An International Perspective***, Vancouver: The Fraser Institute, 1982.

————, "The U.K.'s Unobserved Economy: A Preliminary Assessment," ***Journal of Economic Affairs***, volume 1, 1981, pp. 205-212.

————, (éd.), ***The Underground Economies***, New York: Cambridge University Press, 1989.

————, "Le Malaise de la macro-économie et l'économie invisible," ***Consommation***, octobre-décembre 1982.

Ferber, M.A., et B.G. Birnbaum, "Housework: Priceless or Valueless?" ***Review of Income and Wealth***, volume 26, décembre 1980, pp. 387-400.

Fergie, R.W., "Statistical Units, Standards and Central Register Systems: Keys to the Development of Economic Accounting," ***Review of Income and Wealth***, volume 32, mars 1986, pp. 46-68.

Firestone, O.J., ***Residential Real Estate in Canada***, Toronto: University of Toronto Press, 1951.

————, ***Canada's Economic Development, 1867-1953***, Londres: Bowes et Bowes, 1958.

————, "Development of Canada's Economy, 1850-1900," dans ***Trends in the American Economy in the Nineteenth Century***, Princeton: National Bureau of Economic Research, 1960, pp. 217-252.

————, (éd.), ***Regional Economic Development***, Ottawa: Presses de l'Université d'Ottawa, 1974.

Fisher, F.M., et K. Shell, ***The Economic Theory of Price Indexes***, New York et London: Academic Press, 1972.

Fisher, Irving, ***The Making of Index Numbers***, troisième édition, New York: Houghton Mifflin, 1927.

Flottum, E.R., ***National Accounts of Norway, System and Methods of Estimation***, Oslo: Norway Central Bureau of Statistics, 1981.

Forsyth, F.G., et R.F. Fowler, "The Theory and Practice of Chain Price Index Numbers," ***Journal of the Royal Statistical Society***, partie 2, volume 144, 1981, pp. 224-246.

Foss, Murray F., ***The U.S. National Income and Product Accounts: Selected Topics***, Chicago: University of Chicago Press et National Bureau of Economic Research, volume 47, 1983.

Fourastié, Jacqueline, ***Essai sur la mesure des quantités économiques***, Paris: Mouton, 1972.

————, et Bernard Grais, ***Les Indices statistiques***, Paris: Masson, 1984.

Franz, Alfred, "Estimates of the Hidden Economy in Austria on the Basis of Official Statistics," ***Review of Income and Wealth***, volume 31, décembre 1985, pp. 325-336.

Fréchette, Pierre, ***L'économie souterraine; examen de la littérature récente et premières estimations pour le Québec***, Programme interdisciplinaire d'études supérieures en aménagement du territoire et développement régional, Québec: Université Laval, 1985.

Frey, Bruno S., et Werner W. Pommerehne, "The Hidden Economy: State and Prospects for Measurement," ***Review of Income and Wealth***, série 30, mars 1983, pp. 23-44.

Gaertner, W., et A. Wenig (éds.), ***The Economics of the Shadow Economy***, Berlin: Printempser-Verlag, 1985.

Gargantis, A.J., et A.S. Goldberger, "A Note on the Statistical Discrepancy in the National Accounts," ***Econometrica***, volume 23, 1955, p. 166-173.

Gaudemet, J.P., et B. Walliser, "Méthodologie de l'évaluation des effets macroéconomiques de projets microéconomiques ou d'intervention publiques spécifiques," ***Économie et Prévision***, numéro 60, 1983, pp. 3-31.

Geehan, Randall et Len Allen, "Measuring the Real Output and Productivity of Savings and Credit Institutions," ***Revue canadienne d'Économique***, volume 11, novembre 1978, pp. 669-679.

Gershuny, Jay, "L'Économie informelle," ***Futuribles***, juin 1979, pp. 37-49.

Glejser, H., et P. Schavey, "An Analysis of Revisions of National Accounts Data for 40 Countries," ***Review of Income and Wealth***, volume 20, septembre 1974, p. 317-332.

Goldberg, K., "The Measurement and Allocation of Corporate Profits in Regional Sector Accounts," ***Journal of Regional Science***, volume 8, hiver 1968, pp. 159-163.

Goldberg, Simon A., "Long-Run Changes in the Distribution of Income by Factor Shares in Canada," dans ***The Behaviour of Income Shares***, Princeton: National Bureau of Economic Research, 1964.

————, "The Development of National Accounts in Canada," ***Canadian Journal of Economics and Political Science***, volume 15, février 1949, pp. 34-52.

————, Hans J. Adler, J.D. Randall et P.S. Sunga, "The Canadian Quarterly National Accounts — A Critical Appraisal," dans ***Studies in Short-term National Accounts and Long-term Economic Growth***, Princeton: National Bureau of Economic Research, 1965, pp. 2-99.

Goldberg, Simon A., et Frank H. Leacy, "The National Accounts: Whither Now?" ***Canadian Journal of Economics and Political Science***, volume 22, février 1956, pp. 73-91.

Green, A.G., "Regional Aspects of Canada's Economic Growth, 1890-1929," ***Canadian Journal of Economics and Political Science***, volume 33, mai 1967, pp. 232-245.

————, ***Regional Aspects of Canada's Economic Growth***, Toronto: University of Toronto Press, 1971.

Grether D.M., et M. Nerlove, "Some Properties of 'Optimal' Seasonal Adjustment," ***Econometrica***, volume 38, septembre 1970, pp. 682-703.

Griliches, Z., et D.W. Jorgenson, "The Explanation of Productivity Change," ***Review of Economic Studies***, volume 34, juillet 1967, pp. 249-285.

Gruen, F.H. "The Statistician's Revisions of Gross Non-Farm Product Estimates," ***Australian Economic Papers***, volume 18, décembre 1979, pp. 397-400.

Handfield-Jones, Steven J., "The National Transactions Accounts," American Statistical Association, ***Proceedings of the Business and Economic Statistics Section***, actes de la 115ième réunion annuelle, New York, 1955, et de la 116ième réunion annuelle, Détroit, 1956.

Hannan, E.J., "The Estimation of Seasonal Variation in Economic Time Series," ***Journal of the American Statistical Association***, volume 58, 1963, pp. 31-44.

Hansen, B., et E.F. Lucas, "On the Accuracy of Index Numbers," ***Review of Income and Wealth***, volume 30, mars 1984, pp. 25-38.

Harrison, Anne, "Environmental Issues and the SNA," ***Review of Income and Wealth***, volume 35, décembre 1989, pp. 377-388.

Hartland, P., "Canadian Balance of Payments Since 1868," dans ***Trends in the American Economy in the Nineteenth Century***, Princeton: National Bureau of Economic Research, 1960, pp. 717-755.

Hawrylyshyn, Oli, ***Examen de quelques propositions récentes visants à modifier et à étendre la mesure du PNB***, Statistique Canada, 13-558 au catalogue, décembre 1974.

————, "The Value of Household Services: A Survey of Empirical Estimates," ***Review of Income and Wealth***, volume 22, juin 1976, pp. 101-131.

————, "Towards a Definition of of Non-Market Activities," ***Review of Income and Wealth***, volume 23, mars 1977, pp. 79-96.

————, ***L'estimation de la valeur du travail ménager au Canada: 1971***, Statistique Canada, 13-566 au catalogue, juin 1978.

Hay, K.A.J., "Money and Cycles in Post-Confederation Canada," ***Journal of Political Economy***, juin 1967, pp. 263-273.

Heertje, Arnold, et Philippe Barthelemy, ***L'Économie souterraine***, Paris: Economica, 1984.

Henry, S., ***The Hidden Economy***, Oxford: Martin Robinson, 1978.

Hibbert, J., ***La mesure des effets de l'inflation sur le revenu, l'épargne et le patrimoine***, Paris: OCDE, juin 1983.

Hicks, J.R., ***The Social Framework***, quatrième édition, Londres: Oxford University Press, 1971.

Hill, T.P., ***The Measurement of Real Product***, Economic Studies Series, Paris: OCDE, février 1971.

————, "Récents développements de la théorie et de la pratique des indices," ***Revue économique de l'OCDE***, volume 10, printemps 1988, pp. 137-164.

Hirsch, Weiner Z., "Design and Use of Regional Accounts," ***American Economic Review***, volume 50, mai 1962, pp. 365-373.

————, (éd.), ***Elements of Regional Accounts***, Baltimore: Johns Hopkins Press, 1966.

————, (éd.), ***Regional Accounts for Policy Decisions***, Baltimore: Johns Hopkins Press, 1966.

Hirshhorn, R., et Randall Geehan, "Measuring the Real Output of the Life Insurance Industry," ***Review of Economics and Statistics***, volume 59, mai 1977, pp. 211-219.

Hochwald, W., (éd.), ***Design of Regional Accounts***, Baltimore: Johns Hopkins Press, 1961.

Holden, K., "An Examination of Revisions to Selected Components of National Income, ***Bulletin of the Oxford Institute of Economics and Statistics***, volume 21, 1969, pp. 133-138.

————, et D.A. Peel, "Data Revisions and Time Series Models of GDP an Its Components," ***Applied Economics***, volume 14, février 1982, pp. 101-110.

Holub, H.W., "Some Reflections on a Universal System of National Accounting," ***Review of Income and Wealth***, volume 27, septembre 1981, pp. 333-338.

Hood, William C., et Anthony Scott, ***Output, Labour and Capital in the Canadian Economy***, Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada, Hull: Imprimeur de la Reine, 1957.

Houston, Joel F., "The Underground Economy: A Troubling Issue for Policymakers," ***Business Review***, septembre-octobre 1987, pp. 3-12.

Howrey, E.P., "Data Revision, Reconstruction and Prediction: An Application to Inventory Investment," ***Review of Economics and Statistics***, volume 66, août 1984, pp. 386-393.

————, "The Use of Preliminary Data in Econometric Forecasting," ***Review of Economics and Statistics***, volume 60, 1978, pp. 193-200.

Hulten, Charles R., "Divisia Index Numbers," ***Econometrica***, volume 41, novembre 1973, pp. 1017-1025.

Humphreys, D.J.R., "Personal Savings in Canada: Direct Estimates 1939-1953," American Statistical Association, ***Proceedings of the Business and Economic Statistics Section***, actes de la 114ième réunion annuelle, Montréal, 10-13 septembre 1954.

Institut de recherches C.D. Howe, ***Pourquoi des bilans différents à propos des dépenses et des recettes fédérales au Québec?***, Montréal, 1977.

Institut National de la Statistique et des Études Économiques, ***Comptes Économiques Régionaux, Essai de Régionalisation des Comptes de la Nation 1962***, Études et Conjoncture, numéro spécial, Études de Comptabilité Nationale, numéro 9, Paris: Presses Universitaires de France, 1966.

————, ***Sources et méthodes d'élaboration des comptes nationaux: les administrations publiques***, Collections de l'INSEE, série C, numéro 111-112, Paris: INSEE, octobre 1983.

————, ***Sources et méthodes d'élaboration des comptes nationaux: comptes des entreprises par secteur d'activité***, Collections de l'INSEE, série C, numéro 78, Paris: INSEE, août 1979.

————, ***Système élargi de la comptabilité nationale, méthodes***, Collections de l'INSEE, série C, numéro 44-45, Paris: INSEE, 1976 et 1979.

————, ***Système élargi de comptabilité nationale***, Collections de l'INSEE, série C, numéro 140-141, Paris: INSEE, juin 1987.

International Association for Research in Income and Wealth, "Special Issue on the Review of the United Nations System of National Accounts," ***Review of Income and Wealth***, volume 32, juin 1986.

Jaszi, George, "The Statistical Foundations of the Gross National Product," ***Review of Economics and Statistics***, volume 38, mai 1956, pp. 205-214.

Johnson, A.G., "The Accuracy and Reliability of the Quarterly Australian National Accounts," ***Australian Bureau of Statistics Occasional Paper***, numéro 1982/2, août 1982.

Jones, C.M., G.J. Garston et A.E. Ansmits, "Quantity and Price Indexes for Construction," ***Review of Income and Wealth***, volume 24, septembre 1978, pp. 257-281.

Jorgenson, D.W., "Minimum Variance, Linear, Unbiased Seasonal Adjustment of Economic Time Series," ***Journal of the American Statistical Association***, volume 59, 1964, pp. 681-724.

Jouandet-Bernadat, R., ***Comptes régionaux québécois produit et revenu, 1951-1966***, Québec: Office de planification du Québec, 1969.

Juster, Thomas, ***Social Accounting Systems***, New York: Academic Press, 1981.

Katz, Arnold J., "Valuing the Services of Consumer Durables," ***Review of Income and Wealth***, volume 29, 1983, pp. 405-427.

————, et Janice Peskin, "The Value of Services Provided by the Stock of Consumer Durables, 1947-77: An Opportunity Cost Measure," ***Survey of Current Business***, volume 60, 1980, pp. 22-31.

Kemp, Katharine, "Les Indices de prix en chaîne," ***L'Observateur économique canadien***, Statistique Canada, 11-010 au catalogue, septembre 1988, pp. 4.1-4.12.

————, "Évolution de la statistique des prix dans la construction de bâtiments résidentiels neufs," ***Revue statistique du Canada***, Statistique Canada, 11-003F au catalogue, juillet 1970, pp. 5, 112-120.

————, et Philip Smith, "Note technique sur les indices de prix Laspeyres, Paasche et en chaîne dans les comptes des revenus et dépenses," ***Comptes nationaux des revenus et dépenses***, Statistique Canada, 13-001 au catalogue, quatrième trimestre 1988, pp. xxi-xxxii.

Kendrick, John W., "Measurement of Real Product," dans ***A Critique of the United States Income and Product Accounts***, Princeton: Princeton University Press et National Bureau of Economic Research, 1958, pp. 405-428.

————, "Studies in the National Income Accounts," ***47th Annual Report of the National Bureau of Economic Research***, Princeton: National Bureau of Economic Research, juin 1967, pp. 9-15.

————, ***Economic Accounts and Their Uses***, New York: McGraw-Hill, 1972.

————, ***The Formation and Stocks of Total Capital***, New York: Columbia University Press et National Bureau of Economic Research, 1976.

————, et C. Milton Jaycox, "The Concept and Estimation of Gross State Product," ***Southern Economic Journal***, octobre 1966, pp. 153-168.

Kenney, P.B., "Revisions to Quarterly Estimates of Gross Domestic Product," ***Economic Trends***, numéro 381, juillet 1985, pp. 97-112.

Keyfitz, N., et H.F. Greenway, "Robert Coats and the Organization of Statistics," ***Canadian Journal of Economics and Political Science***, volume 27, août 1961, pp. 313-322.

Keynes, John Maynard, ***La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie***, Paris: Petite Bibliothèque Payot, 1971.

King, Donald A., "Accuracy of the Quarterly GNP Estimates," ***Business Economics***, volume 17, mai 1982, pp. 10-16.

King, W.I., ***The National Income and its Purchasing Power***, New York: National Bureau of Economic Research, 1930.

Kirkham, Peter, "Quelques difficultés inhérentes à l'élaboration de mesures de l'erreur dans les comptes nationaux," ***Comptes nationaux des revenus et dépenses***, Statistique Canada, 13-001 au catalogue, premier trimestre 1976, pp. xvii-xxix.

Knox, Frank A., "Canadian Capital Movements and the Canadian International Balance of Payments, 1900-1934," dans Herbert Marshall, Frank A. Southard et Kenneth W. Taylor, ***Canadian American Industry***, New Haven: Yale University Press et Toronto: Ryerson Press, 1936, pp. 296-324.

Krantz, O., "Historical National Accounts — Some Methodological Notes," ***Scandinavian Economic History Review***, volume 31, 1983, pp. 109-131.

Kravis, Irving B., Alan W. Heston and Robert Summers, ***A System of International Comparisons of Gross Product and Purchasing Power***, le Bureau de statistique des Nations Unies, la Banque mondiale et l'université du Pennsylvania, Baltimore: John Hopkins University Press, 1975.

————, ***International Comparisons of Real Product and Purchasing Power***, Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1978.

Kuznets, Simon, ***National Income and Capital Formation, 1919-1935***, New York: National Bureau of Economic Research, 1937.

————, ***National Income and its Composition, 1919-1938***, volumes 1 et 2, New York: National Bureau of Economic Research, 1941.

————, ***National Income: A Summary of Findings***, New York: National Bureau of Economic Research, 1946.

Lal, Kishori, "Services Industries in the Business Sector of the Canadian Economy," ***Review of Income and Wealth***, série 36, mars 1990, pp. 83-94.

————, "Canadian System of National Accounts — An Integrated Framework," dans ***Compilation of Input-Output Data***, Actes de la deuxième réunion internationale de l'Association "Income and Wealth", Baden, Autriche, 13-19 mars, 1988.

————, "Le Produit intérieur brut", ***Revue statistique du Canada***, Statistique Canada, 11-003F au catalogue, avril 1982.

————, et P.S.K. Murty, "Taille et structure du marché du secteur public, 1979," ***Revue statistique du Canada***, Statistique Canada, 11-003F au catalogue, décembre 1983.

Langaskens, Y., et W.V. Rijckeghem, "A New Method to Estimate Measurement Errors in National Account Statistics: The Belgian Case,"***International Statistical Review***, volume 42, 1974, p. 283-290.

Leacy, Frank H. (éd.), ***Statistiques historiques du Canada***, deuxième édition, Statistique Canada, 11-516F au catalogue, 1983, hors série.

Lithwick, N.H., ***Economic Growth in Canada, A Quantitative Analysis***, Toronto: University of Toronto Press, 1967.

Lloyd, P.J., "Substitution Effects and Biases in Nontrue Indices," ***American Economic Review***, volume 65, 1975, pp. 301-313.

Lomas, Eric, "Rebasing the National Accounts: The Reasons and the Likely Effects," ***Economic Trends***, mars 1988, pp. 101-104.

Lovell, M.C., "Seasonal Adjustment of Economic Time Series and Multiple Regression Analysis," ***Journal of the American Statistical Association***, volume 58, 1963, pp. 993-1010.

Malinvaud, Edmond, ***Initiation à la comptabilité nationale***, Paris: Imprimerie Nationale, 1960.

Manitoba Bureau of Statistics, ***MBS Quarterly Economic Accounts: Background Notes***, Winnipeg, 1988.

————, ***MBS Annual Economic Accounts: Background Notes***, Winnipeg, 1988.

Mankiw, Gregory N., et Matthew D. Shapiro, "News or Noise: An Analysis of GNP Revisions," ***Survey of Current Business***, volume 66, mai 1986, pp. 20-25.

Manser, Marilyn et Richard McDonald, "An Analysis of Substitution Bias in Inflation Measurement, 1959-82," ***Econometrica***, volume 56, 1988, pp. 909-930.

Marchal, J., ***Nouveaux éléments de comptabilité nationale française***, Paris: Éditions Cujas, 1966.

Marin, A., "National Income, Welfare and the Environment," ***Review of Income and Wealth***, volume 24, 1978, pp. 415-428.

McDonald, J., "An Analysis of the Significance of Revisions to Some Quarterly U.K. National Income Time Series," ***Journal of the Royal Statistical Society***, Partie 2, volume 138, 1975, pp. 242-256.

————, "An Examination of the Residual Error in the U.K. National Accounts," ***Manchester School Economic and Social Studies***, volume 40, juin 1972, pp. 193-207.

McNees, Stephen K., "Estimating GNP: The Trade-off Between Timeliness and Accuracy," ***New England Economic Review***, janvier/février 1986, pp. 3-10.

Meguerditchian, Albert, "Bilan des investissements internationaux du Canada," ***L'Observateur économique canadien***, Statistique Canada, 11-010 au catalogue, février 1990, pp. 3.1-3.18.

Mendershausen, H., "Eliminating Changing Seasonals by Multiple Regression Analysis," ***Review of Economic Studies***, volume 21, 1939, pp. 171-177.

Merilees, W.J., "The Case Against Divisia Index Numbers as a Basis in a Social Accounting System," ***Review of Income and Wealth***, volume 17, 1971, pp. 81-85.

Meyer, J.R., "Regional Economics: a Survey," ***Surveys of Economic Theory***, volume 2, Toronto: MacMillan, 1965, pp. 240-271.

Mirus, R., et R.S. Smith, "Canada's Irregular Economy," ***Analyse de Politiques***, volume 7, 1981, pp. 444-453.

Mishan, E.J., "GNP — Measurement or Mirage?" ***National Westminster Bank Quarterly Review***, novembre 1984, pp. 2-13.

Morgenstern, Oskar, ***Précision et incertitude des données économiques***, Paris: Dunod, 1972.

Mouchez, Philippe, ***Les indices de prix. Étude méthodologique***, Paris: Éditions Cujas, 1961.

Mork, Knut Anto, "Ain't Behavin': Forecast Errors and Measurement Errors in Early GNP Estimates," ***Journal of Business and Economic Statistics***, volume 5, avril 1987, pp. 165-175.

Moss, Milton, (éd.), ***The Measurement of Economic and Social Performance***, New York: Columbia University Press et National Bureau of Economic Research, 1973.

Mulder, N.G., et R.L. Simpson, "Gross Provincial Product: Methods and Estimates, New Brunswick, 1956-1964," dans ***New Brunswick Economic Statistics***, Fredericton: Office of the Economic Adviser, Gouvernement du Nouveau Brunswick, 1966.

Murphy, M., "Comparative Estimates of the Value of Household Work in the United States for 1976," ***Review of Income and Wealth***, volume 28, mars 1982, pp. 29-43.

————, "The Value of Non-Market Household Production: Opportunity Cost Versus Market Cost Estimates," ***Review of Income and Wealth***, volume 24, septembre 1978, pp. 243-255.

National Bureau of Economic Research, ***A Critique of the United States Income and Product Accounts***, Princeton: Princeton University Press, 1958.

————, ***Problems in the International Comparison of Economic Accounts***, Princeton: Princeton University Press, 1957.

————, ***Regional Income***, Princeton: Princeton University Press, 1957.

Nations Unies, ***Système de comptabilité nationale***, Études méthodologiques, série F, numéro 2, Rev. 3, Bureau de statistique, Département des affaires économiques et sociales, New York, 1970.

————, ***Principes méthodologiques de base régissant l'établissement des balances statistiques de l'économie nationale***, volume 1, Études statistiques, série F, numéro 17, Rev. 1, Bureau de statistique, Département des affaires économiques et sociales internationales, New York, 1989.

————, ***Comparaison du système de comptabilité nationale et du système de la balance de l'économie nationale, Première partie, Relations entres les concepts***, Études méthodologiques, série F, numéro 20, Bureau de statistique, Département des affaires économiques et sociales, New York, 1977.

————, ***Directives relatives aux principes d'un système de statistiques des prix et des quantités***, Études statistiques, série M., numéro 59, Bureau de statistique, Département des affaires économiques et sociales, New York, 1977.

————, ***Comptes satellites à ajouter aux comptes et bilans nationaux pour mesurer le bien-être: rapport technique***, Études statistiques, série F, numéro 22, Bureau de statistique, Département des affaires économiques et sociales, New York, 1977.

————, ***Classification des fonctions des administrations publiques***, Études statistiques, série M, numéro 70, Bureau de statistique, Département des affaires économiques et sociales, New York, 1981.

Nelson, C.R., "A Benchmark for the Accuracy of Econometric Forecasts of GNP," ***Business Economics***, volume 19, avril 1984, pp. 52-58.

Nerlove, M., "Spectral Analysis of Seasonal Adjustment Procedures," ***Econometrica***, volume 32, juillet 1964, pp. 241-286.

Nordhaus, William D., et James Tobin, "Is Growth Obsolete?" dans Moss, Milton, (éd.), ***The Measurement of Economic and Social Performance***, New York: Columbia University Press et National Bureau of Economic Research, 1973, pp. 509-532.

Novak, G.J., "Reliability Criteria for National Accounts," ***Review of Income and Wealth***, volume 21, septembre 1975, pp. 323-344.

Organisation de coopération et de développement économiques, ***Système normalisé de la comptabilité nationale***, Paris: OCDE, 1959.

————, ***The Measurement of Scientific and Technical Activities***, (le "manuel Frascati"), Paris, 1981.

Organisation pour la coopération économique européenne, ***A Standardized System of National Accounts***, Paris, 1952.

Ostry, Sylvia, "The Limits of Measurability," ***Common Sense Economics***, volume 2, 1974, pp. 2-11.

Owen, A.D., "International Comparison of GDP and Data Revisions," ***Economic Letters***, volume 2, 1979, pp. 165-167.

Parain-Vial, (éd.), ***Les difficultés de la quantification et de la mesure***, Paris: Maloine, 1981.

Parker, Robert P., "Improved Adjustments for Misreporting of Tax Return Information Used to Estimate the National Income and Product Accounts, 1977," ***Survey of Current Business***, volume 64, 1984, pp. 17-25.

————, "The Quality of the U.S. National Income and Product Accounts," ***Review of Public Data Use***, mai 1982, pp. 1-8.

Personnaz, Micheline, "Les comptes nationaux: qui fait quoi?" ***Courrier des Statistiques***, numéro 9, janvier 1979.

Peskin, Henry M., "A National Accounting Framework for Environmental Assets," ***Journal of Environmental and Economic Management***, volume 2, 1976, pp. 255-262.

————, "National Income Accounts and the Environment," ***Natural Resources Journal***, volume 2, 1981, pp. 511-537.

————, et Janice Peskin, "The Valuation of Nonmarket Activities in Income Accounting," ***Review of Income and Wealth***, volume 24, 1978, pp. 71-92.

Petre, J., "Expériences pratiques dans l'utilisation du SCN pour la coopération économique internationale," ***Review of Income and Wealth***, volume 12, 1966, pp. 159-177.

Pickett, J., "Residential Capital Formation in Canada, 1871-1921," ***Canadian Journal of Economics and Political Science***, volume 29, février 1963, pp. 40-58.

Pierce, D.A., "Data Revisions with Moving Average Seasonal Adjustment Procedures," ***Journal of Econometrics***, volume 14, 1980, pp. 95-114.

————, "Sources of Error in Economic Time Series," ***Journal of Econometrics***, volume 17, 1981, pp. 305-321.

Pommerehne, W.W., et Bruno S. Frey, "L'Économie souterraine: problème de mesure et résultats quantitatifs," ***Revue d'économie politique***, mai-juin 1984, pp. 3-32.

————, "Les Modes d'évaluation de l'économie occulte," ***Futuribles***, décembre 1981.

Powelson, John P., ***National Income and Flow-of-Funds Analysis***, New York: McGraw-Hill, 1960.

Provençal, Luc, "Incorporation dans les comptes des revenus et dépenses d'une décomposition de l'investissement en machines et matériel," ***Comptes nationaux des revenus et dépenses***, Statistique Canada, 13-001 au catalogue, troisième trimestre 1989, pp. xxv-xli.

Read, L.M., "Development of National Transactions Accounts," ***Canadian Journal of Economics and Political Science***, volume 22, février 1957, 42-56.

————, Steven J. Handfield-Jones et F.W. Emmerson, "The National Transactions Accounts for Canada, 1946-1954," dans W.C. Hood, ***Financing of Economic Activity in Canada***, Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada, Hull: Imprimeur de la Reine, 1959, pp. 461-698.

Reich, Utz Peter, "Treatment of Government Activity on the Production Account," ***Review of Income and Wealth***, volume 32, 1986, pp. 69-85.

————, "Does Consumption Entail Income? Implications of the Dual Classification of Consumption Expenditure for the income Side of the Household Sector in the National Accounts," ***Review of Income and Wealth***, volume 33, juin 1987, pp. 157-168.

Richardson, H.W., "The State of Regional Economics: a Survey Article," ***International Regional Science Review***, volume 3, automne 1978, pp. 1-48.

Rinne, H., "On Revisions in National Accounts Estimates," ***Review of Income and Wealth***, volume 15, 1969, pp. 229-245.

Rolph, Earl R., "The Concept of Transfers in National Income Estimates," ***Quarterly Journal of Economics***, mai 1948, pp. 327-361.

Romans, J.T., et R.E. Graham Jr., "Interregional Transfer Payments and the Measurement of Regional Income," ***Review of Economics and Statistics***, volume 58, 1976, pp. 251-255.

Rosen, H.S.,"The Monetary Value of a Housewife: A Replacement Cost Approach," ***American Journal of Economics and Sociology***, volume 33, 1974, pp. 65-73.

Ruggles, Nancy et Richard Ruggles, "Integrated Economic Accounts for the United States, 1947-1980," ***Survey of Current Business***, volume 62, mai 1982, pp. 1-25.

————, "The Treatment of Pensions and Insurance in National Accounts," ***Review of Income and Wealth***, volume 31, mars 1985, pp. 85-96.

————, ***The Design of Economic Accounts***, New York: Columbia University Press et National Bureau of Economic Research, 1970.

————, ***National Income Accounts and Income Analysis***, New York: McGraw-Hill, 1956.

Rushbrook, J.A., "Rebasing the National Accounts — Why and How and the Effects," ***Economic Trends***, Londres: Central Statistical Office of the United Kingdom, mars 1978, pp. 105-110.

Rymes, Thomas K., ***Fixed Capital Flows and Stocks, Manufacturing, Canada, 1926-1960 - Statistical Supplement***, Statistique Canada, 13-522 au catalogue, 1966.

————, ***On Concepts of Capital and Technical Change***, Cambridge: Cambridge University Press, 1971.

————, "Inflation, Nonoptimal Monetary Arrangements and the Banking Imputation in the National Accounts," ***Review of Income and Wealth***, volume 31, mars 1985, pp. 85-96.

————, "Further Through on the Banking Imputation," ***Review of Income and Wealth***, volume 32, décembre 1986, pp. 425-441.

Samuelson, Paul, "The Evaluation of Real National Income," ***Oxford Economic Papers***, volume 2, 1950, pp. 1-29.

Saulnier, Marie, "Produit intérieur brut en termes réels: sensibilité au choix de l'année de base," ***L'Observateur économique canadien***, Statistique Canada, 11-010 au catalogue, mai 1990, pp. 3.1-3.19.

————, "Les indices de volume dans les comptes des revenus et dépenses," ***Comptes nationaux des revenus et dépenses***, Statistique Canada, 13-001 au catalogue, premier trimestre 1990, pp. xxxviv-lxiv.

Schimmler, Harry, "Some Conceptual Dilemmas in the Use of Present National Accounts," ***Review of Income and Wealth***, volume 29, septembre 1983, pp. 323-332.

————, "On National Accounts at Constant Prices," ***Review of Income and Wealth***, volume 19, décembre 1973, pp. 457-461.

Schultz, Bohdan, "Enchaînement des indices de prix," dans Diewert, W.E., et C. Montmarquette, (éds.), ***La Mesure du niveau des prix: Actes du colloque tenu sous l'égide de Statistique Canada***, Statistique Canada, 62-602 au catalogue, 1983, hors série, pp. 567-598.

Schultz, Theodore W., "Investment in Human Capital," ***American Economic Review***, volume 51, 1961, pp. 1-17.

Schultze, Charles L., ***National Income Analysis***, Englewood Cliffs: Prentice-Hall, deuxième édition, 1967.

Shiskin, J., A.H. Young et J.C. Musgrave, "The X11 Variant of Census Method II Seasonal Adjustment," Technical Paper, numéro 15, Bureau of the Census, United States Department of Commerce, 1967.

Siddiqi, Yusuf et P.S. Krishna Murty, "Impôts indirects sur les biens et services — une liste avant la TPS," ***L'Observateur économique canadien***, Statistique Canada, 11-010 au catalogue, octobre 1989, pp. 3.1-3.10.

Slater, Courtenay, "The National Income and Product Accounts: Quality Maintenance in the 1980s," ***Business Economics***, volume 17, janvier 1982, pp. 59-62.

————, "The Quality of the Nation's Economic Statistics," Hearings before the Joint Economic Committee of Congress, Washington, DC: U.S. Government Printing Office, 17 mars et 17 avril 1986.

Smith, A., "The Informal Economy," ***Lloyds Bank Review***, volume 141, 1981, pp. 45-61.

Smith, James D., "Measuring the Informal Economy," ***The Annals of the American Academy***, volume 493, septembre 1987, pp. 83-99.

Smith, Philip, "Un nouvel indicateur des tendances de l'inflation par les salaires," ***L'Observateur économique canadien***, Statistique Canada, 11-010 au catalogue, septembre 1989, pp. 5.1-5.20.

Smyth, D.J., "The Statistical Discrepancy in the Australian National Accounts," ***Australian Economic Papers***, volume 2, 1963, pp. 222-227.

————, et P.C. McMahon, "The Statistical Discrepancy in the Australian National Accounts: A Re-examination," ***Australian Economic Papers***, volume 10, 1971, pp. 86-88.

Sourrouille, J.V., "Regional Accounts: Theoretical and Practical Problems Encountered in the Recent Experience of Argentina," ***Review of Income and Wealth***, volume 22, mars 1976, pp. 13-36.

Sraffa, P., ***Production de marchandises par des marchandises***, Paris: Dunod, 1970, c 1960.

Statistique Canada, "Les mouvements cycliques des agrégats des comptes nationaux des revenus et dépenses," ***Comptes nationaux des revenus et dépenses***, 13-001 au catalogue, troisième trimestre 1975, pp. xiii-xxi.

————, "Indices à pondération fixe des prix de la DNB," ***Comptes nationaux des revenus et dépenses***, 13-001 au catalogue, quatrième trimestre 1976, pp. xvi-xxix.

————, "L'inflation au Canada: L'influence des prix à l'exportation et à l'importation," ***Comptes nationaux des revenus et dépenses***, 13-001 au catalogue, quatrième trimestre 1975, pp. xvii-xxv.

————, "Les mouvements des parts des revenus de facteurs," ***Comptes nationaux des revenus et dépenses***, 13-001 au catalogue, troisième trimestre 1976, pp. xii-xix.

————, "Révisions des comptes des revenus et dépenses," ***Comptes nationaux des revenus et dépenses***, 13-001 au catalogue, premier trimestre 1977, pp. xxiii-xxxii.

————, "Document technique sur le traitement de la production de céréales dans les comptes trimestriels des revenus et dépenses," ***Comptes nationaux des revenus et dépenses***, 13-001 au catalogue, premier trimestre 1989, pp. xxxi-xl.

————, "Termes de l'échange, exportations nettes et taux de croissance réelle," ***Comptes nationaux des revenus et dépenses***, 13-001 au catalogue, deuxième trimestre 1977, pp. xvi-xxii.

Stekler, H.O., "Data Revisions and Economic Forecasting," ***Journal of the American Statistical Association***, volume 62, 1967, pp. 470-483.

Stone, Richard, ***Quantity and Price Indexes in National Accounts***, Organisation de coopération et de développement économiques, Paris: OCDE, décembre 1986.

————, ***Input-Output and National Accounts***, Organisation de coopération et de développement économiques, Paris: OCDE, 1961.

————, "The International Harmonization of National Income Accounts," ***Accounting and Business Research***, volume 45, hiver 1981, pp. 67-79.

————, ***Measurement of National Income and the Construction of Social Accounts***, League of Nations Studies and Reports on Statistical Methods, numéro 7, 1947.

————, et S.J. Prais, "Systems of Aggregative Index Numbers and Their Comparability," ***Economic Journal***, volume 62, septembre 1952, pp. 565-583.

Studenski, Paul, ***The Income of Nations: Theory, Measurement and Analysis***, New York: New York University Press, 1961.

Stuvel, G., "A New Index Number Formula," ***Econometrica***, volume 25, 1957, pp. 123-131.

Sunga, P., "An Alternative to the Current Treatment of Interest as a Transfer in the United Nations and Canadian System of National Accounts," ***Review of income and Wealth***, volume 30, décembre 1984, pp. 385-402.

————, "The Treatment of Interest and Net Rents in the National Accounts Framework," ***Review of Income and Wealth***, volume 13, mars 1967, pp. 26-35.

Swinamer, Janet L., "La valeur du travail ménager au Canada, en 1981", ***Revue statistique du Canada***, Statistique Canada, 11-003F au catalogue, mars 1985, pp. vi-xv.

Tanzi, V., "The Underground Economy in the United States: Annual Estimates, 1930-80," ***International Monetary Fund Staff Papers***, 1983, pp. 283-305.

————, (éd.), ***The Underground Economy in the United States and Abroad***, Lexington: D.C. Heath, 1982.

Temam, Daniel, ***Sources et méthodes d'élaboration des comptes nationaux — Les biens et services***, Collections de l'INSEE, série C, numéro 99, Paris: INSEE, novembre 1981.

Theil, H., "A New Index Formula," ***Review of Economics and Statistics***, volume 55, 1973, pp. 498-502.

————, "More on Log-Change Index Numbers," ***Review of Economics and Statistics***, volume 56, 1974, pp. 552-554.

Thomas, J.J., "The Underground Economy in the United States: A Comment on Tanzi," ***International Monetary Fund Staff Papers***, volume 33, décembre 1986, pp. 782-788.

Tollison, R.D., "Government Output and National Income Estimates: A Comment," ***Journal of Monetary Economics***, volume 9, 1978, pp. 267-273.

Törnqvist, L., "The Bank of Finland Consumption Price Index," ***Bank of Finland Monthly Bulletin***, volume 10, 1936, pp. 1-8.

Triplett, Jack E., "The Economic Interpretation of Hedonic Methods," ***Survey of Current Business***, volume 66, janvier 1986, pp. 36-40.

United States Congress, General Accounting Office, ***A Primer on Gross National Product Concepts and Issues***, GAO/GGD-81-47, Washington, DC: U.S. Government Printing Office, 8 avril 1981.

————, ***The Bureau of Economic Analysis Should Lead Efforts to Improve GNP Estimate***, GAO/GGD-83-1, Washington, DC: U.S. Government Printing Office, 27 décembre 1982.

United States Congress, Joint Economic Committee, "National Economic Accounts of the United States: Review, Appraisal and Recommendations," dans ***The National Economic Accounts of the United States***, Hearings, 85th Congress, 1st Session, Washington, DC: U.S. Government Printing Office, 1957.

United States Congress, Office of Technology Assessment, ***Statistical Needs for a Changing U.S. Economy — Background Paper***, OTA-BP-E-58, Washington, DC: U.S. Government Printing Office, septembre 1989.

United States Department of Commerce, Bureau of Economic Analysis, "The Economic Accounts of the United States: Retrospect and Prospect," numéro du 50ième anniversaire du ***Survey of Current Business***, volume 51, juillet 1971, partie 2.

————, ***U.S. Income and Output***, supplément au ***Survey of Current Business***, novembre 1958.
————, ***Introduction to National Economic Accounting***, Methodology Paper Series MP-1, Washington, DC: U.S. Government Printing Office, mars 1985.
————, ***Corporate Profits: Profits Before Tax, Profits Tax Liability, and Dividends***, Methodology Paper Series MP-2, Washington, DC: U.S. Government Printing Office, mai 1985.
————, ***Foreign Transactions***, Methodology Paper Series MP-3, Washington, DC: U.S. Government Printing Office, mai 1987.
————, ***GNP: An Overview of Source Data and Estimating Methods***, Methodology Paper Series MP-4, Washington, DC: U.S. Government Printing Office, septembre 1987.
————, ***Fixed Reproducible Tangible Wealth in the United States, 1925-85***, Washington, DC: U.S. Government Printing Office, 1987.
————, ***Government Transactions***, Methodology Paper Series MP-5, Washington, DC: U.S. Government Printing Office, novembre 1988.
Urquhart, M.C., "Public Investment in Canada," ***Canadian Journal of Economics and Political Science***, volume 11, novembre 1945, pp. 535-553.
————, "New Estimates of Gross National Product, Canada, 1870-1926: Some Implications for Canadian Development," dans Stanley L. Engerman et Robert E. Gallman, (éds.), ***Long-Term Factors in American Economic Growth***, Chicago: University of Chicago Press et National Bureau of Economic Research, 1986, pp. 9-94.
Usher, Dan, ***The Measurement of Economic Growth***, New York: Columbia University Press, 1980.
————, ***The Price Mechanism and the Meaning of National Income Statistics***, Londres: Oxford University Press, 1968.
Van Bochove, C.A., et A.M. Bloem, "The Structure of the Next SNA: Review of the Basic Options," ***Statistical Journal***, volume 4, juillet 1987, pp. 369-390.
Van der Ploeg, F., "Econometrics and Inconsistencies in the National Accounts," ***Economic Modelling***, volume 2, janvier 1985, pp. 8-16.
————, "Reliability and the Adjustment of Sequences in Large Economic Accounting Matrices," ***Journal of the Royal Statistical Society***, partie 2, volume 145, 1982, pp. 169-186.
Vanoli A., "Le système actuel de comptabilité nationale," ***Review of Income and Wealth***, juin 1969, pp. 171-184.
Vartia, Vrjö O., "Ideal Log-Change Index Numbers," ***Scandinavian Journal of Statistics***, volume 3, 1976, pp. 121-126.
Viner, Jacob, ***Canada's Balance of International Indebtedness, 1900-1913***, Cambridge: Harvard University Press, 1924.
Wallis, J.J., et D.C. North, "Should Transactions Costs be Subtracted from Gross National Product?" ***Journal of Economic History***, volume 48, septembre 1988, pp. 651-654.
Walsh, Carl E., "Revisions in the 'Flash' Estimates of GNP Growth: Measurement Error or Forecast Error?" ***Economic Review***, San Francisco: Federal Reserve Bank of San Francisco, automne 1985, pp. 5-13.
Walters, R.J., "A Framework for Regional Accounts: an Australian Perspective," ***Review of Income and Wealth***, volume 33, décembre 1987, pp. 401-416.
Wasserman, G., "The French Regional Accounting Framework: an Alternative to the Keynesian Approach," ***Bulletin of the Oxford University Institute of Economics and Statistics***, volume 29, novembre 1967, pp. 311-351.
Watkins, M.H., "A Staple Theory of Economic Growth," ***Canadian Journal of Economics and Political Science***, volume 29, mai 1963, pp. 141-158.
Weber, Richard E., "A Synthesis of Methods Proposed for Estimating Gross State Product," ***Journal of Regional Science***, 1979, pp. 217-230.
Weinrobe, Maurice, "Household Production and National Production: An Improvement of the Record," ***Review of Income and Wealth***, volume 20, 1974, pp. 89-102.
Young, Allan H., "Alternative Measures of Real GNP," ***Survey of Current Business***, volume 69, avril 1989, pp. 27-34.
————, "BEA's Measurement of Computer Output," ***Survey of Current Business***, volume 69, juillet 1989, pp. 108-115.
————, "Evaluation of the GNP Estimates," ***Survey of Current Business***, volume 67, août 1987, pp. 18-42.

————, "Linear Approximations to the Census and BLS Seasonal Adjustment Methods," ***Journal of the American Statistical Association***, volume 63, 1968, pp. 445-471.

————, "Reliability of the Quarterly National Income and Product Accounts of the United States, 1947-1971," ***Review of Income and Wealth***, volume 20, mars 1974, pp. 1-39.

————, et C. Harkins, "Alternative Measures of Price Change for GNP," ***Survey of Current Business***, mars 1969, pp. 47-52.

Young, Allan H., et Helen S. Tice, "An Introduction to National Economic Accounting," ***Survey of Current Business***, volume 65, mars 1985, pp. 59-76.

Zarnowitz, V., "On Functions, Quality and Timeliness of Economic Information," ***Journal of Business***, volume 55, janvier 1982, pp. 87-119.

Zellner, Arnold, "A Statistical Analysis of the Provisional Estimates of Gross National Product and Its Components, of Selected National Income Components, and of Personal Saving," ***Journal of the American Statistical Association***, volume 53, 1958, pp. 54-65.

Index

A

abréviations, liste d' 149
actifs durables 36-37, 39-40
activité économique, *voir:* branche d'activité
activités illicites 31
administration fédérale 51
agents 41-44, 137
agriculture
  loyer 63-64
  provisions pour consommation de capital 68-69
  revenus brut et net 59-61
  stocks 60-61, 86, 99, 108, 120, 135, 145
ajustement 47
ajustement de la valeur des stocks 39, 61, 65-66, 83-84, 110, 120, 130, 137
ajustement relatif aux transactions de céréales 45, 137
ajustements de valeur divers 37, 39
améliorations et modifications (des logements) 28, 40, 79, 97, 108, 112
année de base (pour la déflation) 27, 46, 50
associations de particuliers 39, 42, 74-75
assurance 37, 42, 57
assurance-chômage 38, 45, 55
automobiles 39, 65, 73, 82, 85

B

balance des paiements internationaux 23, 26, 86-94
banques à charte 55, 57, 75
bénéfice de base 55-56
bénéfices des sociétés avant impôts 38, 55-57, 108, 120, 127, 137
bénéfices non versés des entreprises publiques 137
bénéfices versés des entreprises publiques 137
bibliographie 151
biens de consommation durables 70, 71, 79-82, 137, *voir aussi:* dépenses personnelles en biens et services de consommation
biens de consommation non durables 70, 72, 137, *voir aussi:* dépenses personnelles en biens et services de consommation
biens de consommation semi-durables 70, 72, 138, *voir aussi:* dépenses personnelles en biens et services de consommation
biens usagés 31, 39
bilan de l'investissement international 23, 26
blé, *voir:* céréales
branche d'activité 22

C

céréales
  en circuit commercial 86, 99, 138
  production et stocks 86, 99, 101-102
changement d'année de base 46-47, 110-111
commerce de détail 27, 71, 73
commerce international, *voir:* exportations, importations
commerce inter-provincial 52
commissions immobilières, *voir:* coûts de transfert
comptes (types de) 44, *voir aussi:* production, comptes des revenus et dépenses, comptes de financement du capital
comptes consolidés 16, 44
comptes d'entrées-sorties 13, 23, 27, 28, 71
comptes d'entrées-sorties par province 23, 24, 29
comptes de financement du capital 16, 44, 138
comptes des flux financiers 23, 26
comptes des revenus et dépenses 13, 44, 123, 138
comptes du bilan national 23, 26, 37
comptes économiques provinciaux 22, 50-52, 105, 123
comptes publics 66, 77, 108
comptes régionaux, *voir:* comptes économiques provinciaux
comptes sectoriels 15, 33-34, 41-44
construction non résidentielle
  indice de prix 97-98
  investissement 40, 79-81, 97-98, 108, 120, 133-134, 138
construction résidentielle
  indice de prix 97
  investissement 40, 78-79, 120, 133, 138
contributions officielles 138
coût des facteurs 31-32, 138
coût moyen (méthode d'évaluation des stocks) 86
coûts d'exploration 37, 56
coûts de transfert 31, 40, 79, 97, 108
créances (mauvaises) plus dons de charité et autres contributions 142
croissance réelle, *voir:* estimations en prix constants
cycle d'estimation et de parution (des comptes) 21

D

dates de parution, *voir:* cycle d'estimation et de parution
déflation, *voir:* estimations en prix constants
demande intérieure finale 18, 138

dépenses de voyage 39, 52, 74, 87
dépenses des consommateurs, *voir:* dépenses personnelles en biens et services de consommation
dépenses imputées au titre de l'espace occupé, *voir:* loyer
dépenses intermédiaires 40
dépenses militaires 39, 77, 81, *voir aussi:* solde et indemnités militaires
dépenses personnelles en biens et services de consommation 27, 39, 45, 70-76, 108, 131-132, 138
dépenses publiques courantes en biens et services 39, 75, 77, 108, 110, 132-133, 139
dépréciation, *voir:* provisions pour consommation de capital
dernier entré, premier sorti (méthode d'évaluation des stocks) 86
désaisonnalisation 99-102, *voir aussi:* quotients bruit-sur-signal
dette publique, *voir:* service de la dette publique
diagrammes, liste de 8
divergence statistique 41, 112, 117, 119, 139
dividendes 45, 139
données douanières 28, 86-87
double compte 31, 39, 40

E

échelonnage 105
économie non recensée 110, 112, 123
emploi 48-49
entreprise publique 33, 42, 139
épargne 44, 45, 139
épargne personnelle 45, 139
épuisement 37
erreur résiduelle d'estimation, *voir:* divergence statistique
estimations en prix constants 45-49, 94-99
excédent d'exploitation 111
excédent net d'exploitation, *voir:* excédent d'exploitation
excédent ou déficit du Canada au titre des opérations courantes avec les non-résidents 139
excédent ou déficit au compte courant d'après la "balance canadienne des paiements internationaux" 139
exportations de biens et services 40, 139, *voir aussi:* exportations et importations de marchandises
exportations et importations d'invisibles 87, 92-93, 99, 120, 139
exportations et importations de marchandises 86-87, 88-91, 99, 108, 120, 135, 139
extérieur du Canada 35, 51, 140

F

facteurs de production 140
fiabilité, *voir:* qualité des estimations
forces armées, *voir:* dépenses militaires
formation brute de capital fixe, *voir:* investissement en capital fixe

G

gain ou perte en capital 39, 45, 66, 140
gains provenant d'un emploi, *voir:* rémunération des salariés
glossaire 137
graphiques, liste des 8

H

hôpitaux 42, 45, 77, 78, 140

I

importations de biens et services 40, 140, *voir aussi:* exportations et importations de marchandises
impôts
  fonciers, *voir:* impôts indirects moins subventions
  indirects, *voir:* impôts indirects moins subventions
  sur le revenu des particuliers, *voir:* impôts directs des particuliers
  sur le revenu des sociétés, *voir:* impôts directs des sociétés
impôts directs 45, 140
impôts directs des sociétés 140
impôts directs des particuliers 45, 140
impôts indirects moins subventions 39, 66-68, 108, 130, 140, 146
imputation 31-32, 37, 39, 63-64
indemnisation des accidents de travail 54
indice à pondération fixe 46, 47, 123, 141
indice à pondération variable 49
indice de prix 49-50
  à la consommation 46, 62, 94-96
  des logements neufs 97
  des machines et du matériel 98
  des produits industriels 96
  exportation et importation 94-95
  hédonique 28
indice en chaîne 47, 50, 141
indice implicite de prix 49, 141
indice Laspeyres, *voir:* indice à pondération fixe
indice Paasche, *voir:* indice à pondération variable
industrie, *voir:* branche d'activité
institutions de charité 39, 42
intégration du système de comptabilité nationale au Canada 23-26, 29

intérêt 141
intérêts, dividendes et revenus divers de placements 45, 141
intérêts et revenus divers de placements 38, 57-59, 108, 120, 127-128, 141
intérêts obligataires 57-59
intérêts sur la dette de consommation 33, 58, 141
intérêts sur la dette publique, *voir:* service de la dette publique
investissement en capital fixe, *voir:* construction résidentielle, construction non résidentielle, machines et matériel

L

limites de la production, *voir:* production, limites
logement, *voir:* construction résidentielle
loyer 63-64, 74-75, 108

M

machines et matériel
  indice de prix 98
  investissement 39, 81-82, 98, 108, 134, 142
marges 28
matériel d'ordinateur 28, 98, 112
mesure du volume, *voir:* estimations en prix constants
moindre prix (méthode d'évaluation des stocks) 86

N

Nations Unies 20, 31, 35, 70, 123

O

obsolescence, *voir:* provisions pour consommation de capital

P

paiements de transfert 39, 44, 45, 142, 146-147
période de référence des prix, *voir:* année de base
population, *voir:* population active
population active 48-49
premier entré, premier sorti (méthode d'évaluation des stocks) 86
prêt net 44, 142
prix du marché 142
production
  brute par opposition à nette 36-37
  comptes 16, 44
  concept 31
  intérieure par opposition à nationale 27, 34-35, 51
  limites 31-33
productivité 23, 48-49
produit intérieur brut 142
  au coût des facteurs 18, 32
  aux prix du marché 13, 18, 26-27, 32, 34-35
  par branche d'activité 22, 23, 24
  par province 50-52
produit intérieur net
  au coût des facteurs 18, 32, 143
  aux prix du marché 32
produit national brut 142
  au coût des facteurs 32
  aux prix du marché 26-27, 32, 35
produit national net
  au coût des facteurs 32, 143
  aux prix du marché 32
provisions pour consommation de capital 36-37, 39, 68-70, 108, 130-131, 142

Q

qualité des estimations 21, 103
  sources d'erreur 103-106
  évaluation subjective de la qualité 106-110
  voir aussi: quotients bruit-sur-signal, révisions, divergence statistique
quotients bruit-sur-signal 118-121

R

raccordement 47, 49-50, 111
recettes des ventes des administrations aux entreprises 17, 77, 142
Régime de pensions du Canada 42, 54, 55, 77, 78, 143
Régime de rentes du Québec 42, 54, 143
régimes de pensions en fiducie 38, 54, 57-59
rémunération des salariés 38, 45, 53-55, 77, 108, 120, 125-126, 143
résidents 35, 44, 51, 143
retenues fiscales, *voir:* impôts indirects
revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole 38, 59-61, 108, 128-129, 143
revenu disponible, *voir:* revenu personnel disponible
revenu du travail, *voir:* rémunération des salariés
revenu en nature 59, 60
revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris 38, 45, 61-64, 108, 129, 143
revenu net reçu par les exploitants agricoles au titre de la production agricole 60, 143
revenu personnel 45, 50, 144
revenu personnel disponible 50, 144
revenu supplémentaire du travail, *voir:* rémunération des salariés
revenus de placements
  des administrations 57-59

reçus des non-résidents 35, 144
versés aux non-résidents 35, 144
revenus nets de placements reçus des non-résidents 144
révision historique 21, 26-29, 41
révisions 21, 26-29, 110-112

S

salaires et traitements, *voir:* rémunération des salariés
secteur des administrations 33-34, 41-43, 144
secteur des entreprises 33-34, 42, 145
(entreprises) constituées en sociétés, *voir:* secteur des sociétés et des entreprises publiques
(entreprises) non constituées en sociétés, *voir:* secteur des entreprises individuelles
investissement en capital fixe 40, 77-82, 97-98, 108, 120, 133-134, 141
investissement en stocks 40, 82-86, 98-99, 108, 120, 134-135, 142
secteur des entreprises individuelles 41-43, 61-64, 145
secteur des ménages, *voir:* secteur des particuliers
secteur des non-résidents 41, 43, 44, 145
secteur des particuliers 33-34, 41-43, 145
secteur des particuliers et des entreprises individuelles 41-43, 45, 68-69, 145
secteur des sociétés et des entreprises publiques 41-43, 145, *voir aussi:* bénéfices des sociétés avant impôts, entreprise publique
secteur étranger, *voir:* secteur des non-résidents
séries chronologiques
distribution 105
projection 105
service de la dette publique 33, 57-59, 77, 145
services
de consommation 70, 74-76, 108, 145, *voir aussi:* dépenses personnelles en biens et services de consommation
déflation 95-96
financiers 75, 110
sociétés établies dans plusieurs provinces 51, 57
soins médicaux 75, 78
solde du commerce en biens et services 86-94, 145
solde et indemnités militaires 38, 51, 54, 78, 96, 145
sources de données, liste des 125
stocks
agricoles et céréales en circuit commercial, *voir:* agriculture, stocks
commerciaux non agricoles, *voir:* secteur des entreprises, investissement en stocks
des administrations 40, 82, 98, 134, 141
subventions, *voir:* impôts indirects moins subventions
subventions d'équipement 146
successions et capitaux des migrants 44, 146
successions et capitaux nets des migrants 147
syndicats 39, 42
système de comptabilité nationale 23-26, 31, 123
système de comptabilité nationale du Canada 26, 31, 123
système harmonisé (nomenclature internationale du commerce de marchandises) 82, 86

T

tableaux, liste des 7
taux annuel 29, 101
taxes de vente, *voir:* impôts indirects moins subventions
transferts courants, *voir:* paiements de transfert
transferts courants nets des non-résidents 147
transferts courants des personnes aux administrations publiques 137
transferts de capitaux 37, 147
travail à domicile 31, 33
travaux mis en place (dans la construction) 78, 97
trimestre de dominance cyclique 120

U

universités 39, 42, 74
usines et matériel 77, *voir aussi:* investissement en capital fixe
utilisation des comptes des revenus et dépenses 19-20, 48-49

V

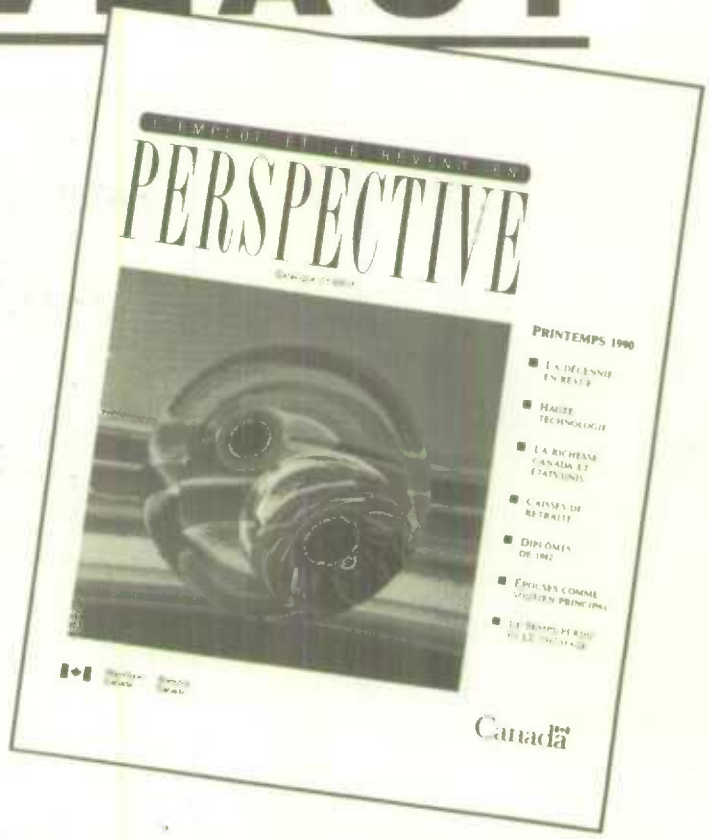
valeur ajoutée 13, 38, *voir aussi:* comptes d'entrées-sorties, produit intérieur brut par branche d'activité
valeur de la variation matérielle des stocks, *voir:* stocks
valeurs comptables, *voir:* ajustement de la valeur des stocks
véhicules automobiles, *voir:* automobiles
versements des particuliers 147

X

X-11, *voir:* désaisonnalisation

Ca DOS
Statistics Canada Library
Bibliothèque Statistique Canada
1010057548

NOUVEAU !



Toute l'information essentielle sur l'emploi et le revenu au Canada dans une nouvelle revue trimestrielle

Si vous avez la responsabilité d'élaborer des stratégies d'emploi, de négocier des contrats de travail, de prévoir les nouvelles tendances du marché ou d'administrer des programmes sociaux, vous ne pouvez pas vous passer de ***L'emploi et le revenu en perspective***.

Cette revue vous renseigne sur tout ce qui se passe dans le domaine de l'emploi... *les employés à temps partiel, les pensions, les changements de l'industrie*... et des revenus... *les disparités salariales entre hommes et femmes, le revenu familial et les habitudes de consommation* et plus encore. Chaque numéro de cette revue trimestrielle comprend :

- *Des **articles de fond***... des analyses détaillées sur des sujets d'importance tels que la croissance du secteur des services, l'absentéisme, les jeunes en quête d'emploi, les familles à faible revenu, les disparités régionales et plus encore!
- *Un **forum***... une tribune pour échanger vos idées et connaître l'opinion des autres chercheurs et lecteurs
- *Des **sources***... un condensé de nouvelles sources d'information, de renseignements et une mise à jour sur les recherches en cours
- *Des **indicateurs clés de l'emploi et du revenu***... plus de soixante indicateurs vous permettant d'analyser les tendances du marché provincial et national grâce à des données sur l'emploi et le chômage, sur les semaines de travail et les taux horaires, sur les revenus par famille, etc.

Ne ratez pas un seul numéro. Abonnez-vous dès aujourd'hui !

Un abonnement à ***L'emploi et le revenu en perspective*** (n° 75-001F au catalogue) coûte 53 $ pour quatre numéros par an au Canada, 64 $ US aux États-Unis et 74 $ US dans les autres pays.

Pour commander, veuillez écrire à Vente des publications, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), K1A 0T6 ou communiquer avec le Centre régional de consultation de Statistique Canada le plus près (voir la liste dans la présente publication).

Pour obtenir votre revue plus rapidement, composez sans frais le

1-800-267-6677

et portez la commande à votre compte VISA ou MasterCard.

La seule publication à vous offrir autant d'information sur l'économie canadienne

L'Observateur économique canadien
La revue la plus complète et la plus à jour qui soit pour les gens qui désirent des renseignements objectifs et une analyse de l'économie canadienne... chaque mois.

Les conditions économiques actuelles
Résumé bref et incisif de la conjoncture économique du mois, comportant l'analyse des tendances de l'emploi, de la production, de la demande et de l'indicateur avancé.

Les études spéciales
Recherche approfondie sur les questions du domaine des affaires et de l'économie : cycles économiques, tendances de l'emploi, épargne personnelle, projets d'investissement et concentration des sociétés.

L'aperçu statistique
Tableaux, graphiques et diagrammes englobant les statistiques des comptes nationaux, de la production, de la demande, du commerce, de l'emploi et des marchés financiers.

L'analyse régionale
Ventilation par province des indicateurs économiques stratégiques.

Le survol de l'économie internationale
Un sommaire du rendement de l'économie des partenaires commerciaux du Canada, comme l'Europe, le Japon et les États-Unis.

Événements économiques et statistiques
Chaque mois, L'OEC publie une chronologie des événements qui influenceront l'économie de même que des renseignements sur les nouveaux produits de Statistique Canada.

Consultez un expert
Les noms et numéros de téléphone des personnes-ressources figurent à chaque tableau de l'aperçu statistique; non seulement pouvez-vous lire les données et l'analyse, mais vous pouvez de plus discuter du sujet avec les experts de Statistique Canada.

L'Observateur économique canadien
(nº 11-010 au catalogue) coûte 220 $ l'abonnement annuel au Canada, 260 $ US aux États-Unis et 310 $ US dans les autres pays.

Pour commander, veuillez écrire à Vente des publications, Statistique Canada, Ottawa (Ontario). K1A 0T6 ou communiquer avec le Centre régional de consultation de Statistique Canada le plus près (voir la liste figurant dans la présente publication).

Pour un service plus rapide, commandez par télécopieur au 1-613-951-1584. Ou composez sans frais le 1-800-267-6677 et utilisez votre carte VISA ou MasterCard.